Le Monde

55e ANNÉE – No 16861 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE
DIMANCHE 11 - LUNDI 12 AVRIL 1999
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE TÉLÉVISION

■ Les télévisions à l'heure de la guerre
■ France-Culture : le style Laure Adler

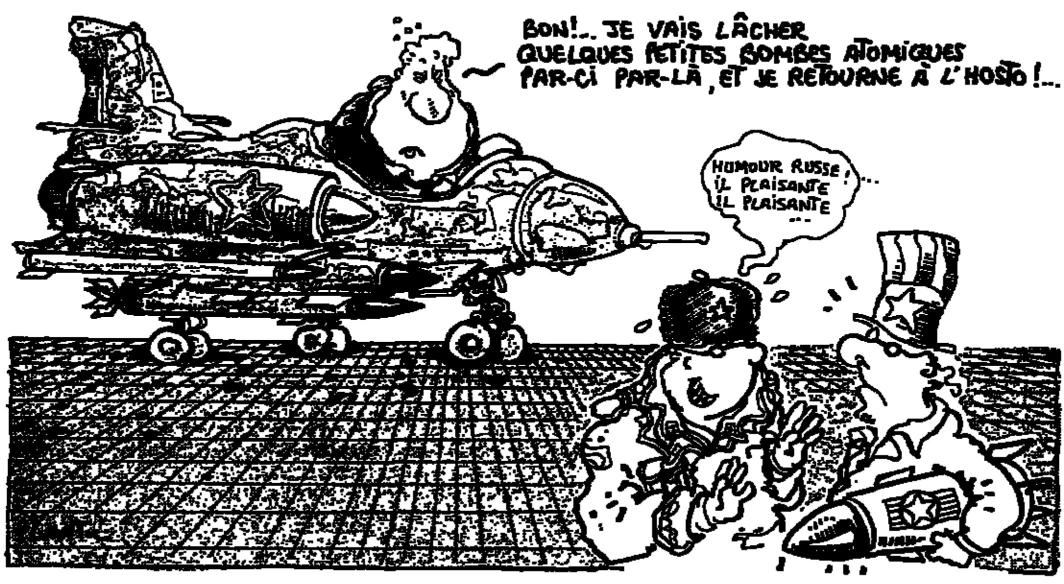


A Belgrade, le défi sous les bombes

● Notre envoyé spécial décrit une population serbe combative face aux bombardements de l'OTAN ● Il règne dans la capitale un sentiment de jusqu'au-boutisme et de fierté nationale ● Folle journée à Moscou après les propos de Boris Eltsine sur le risque d'une « guerre mondiale »

L'UN DES JOURNALISTES occidentaux encore présents à Belgrade, José Comas, envoyé spécial du quotidien espagnol *El Pais*, raconte, pour *Le Monde*, la vie quotidienne dans la capitale yougoslave depuis le début des frappes aériennes. Il décrit une population combative et rageuse qui chante et danse sur les ponts, maudit les agresseurs occidentaux et se resserre autour du président Milosevic. Il règne dans la ville comme un sentiment de défi à la mort et de fierté nationale exacerbée par chaque bombardement.

A Moscou, le Kremlin s'est efforcé, vendredi 9 avril, de dissiper les inquiétudes suscitées par des déclarations du président Boris Eltsine, mettant en garde contre une guerre *« mondiale »* à cause de la crise du Kosovo. L'escalade verbale du président intervient alors qu'il doit faire face à une procédure de destitution. L'OTAN a poursuivi de manière intensive ses frappes aériennes, dans la nuit de vendredi à samedi, sur l'ensemble du territoire yougoslave.



Le mystérieux voyage du ministre yougoslave de la défense

OÙ S'EST RENDU Pavle Bulatovic ? Durant quelques jours, malgré la guerre, le ministre yougoslave de la défense a « disparu ». Lundi 5 avril, il s'est présenté de façon inattendue au poste-frontière de Kalotina, entre la Serbie et la Bulgarie. Il a dû y attendre plusieurs heures, a raconté le journal bulgare *Troud*. Puis, a précisé le ministère bulgare de l'intérieur, M. Bulatovic *« a été escorté, dans l'intérêt de sa sécurité, par la police bulgare à l'aéroport de Sofia »*. Depuis, personne ne semble savoir où il s'est rendu.

Toujours selon le quotidien *Troud*, Pavle Bulatovic aurait pris un avion pour Athènes, mais sans préciser si la capitale grecque était ou non sa destination finale. Le journal précise qu'il était accompagné de sa fille et du chef d'une entreprise de vente d'armes. Mais, à Athènes, les autorités ont démenti la présence du ministre dans le pays. Dans la foulée, elles ont aussi démenti que la famille de Slobodan Milosevic s'était refugiée en Grèce pour échapper à la guerre, comme l'avait déclaré le chef de la diplomatie britannique, Robin Cook, affirmant que le président yougoslave possédait des propriétés dans le pays – *« villas à Athènes, à Corfou et en Crète (...), un yacht luxueux »*. *« En Grèce, n'importe quel citoyen étranger qui respecte la loi peut vivre et être actif »*, a simplement commenté un porte-parole du gouvernement grec. En mars 1995, M. Milosevic avait effectué une croisière en mer Egée et rencontré le président croate Franjo Tudjman dans la station balnéaire de Vougliameni, près d'Athènes.

Reste à savoir où est allé son ministre de la défense. Etait-il à la recherche d'armements, ce qu'accréditerait le voisinage d'un marchand d'armes ? Pavle Bulatovic, qui fait l'objet d'une enquête à la demande du Tribunal pénal international de La Haye pour son implication dans la déportation de Musulmans du Monténégro en 1992, s'est sans doute rendu dans un pays ami. Comme la Grèce, la Russie est une destination « sûre ». Proche de l'ex-ministre russe de la défense, Pavel Gratchev, avec lequel il avait signé à Moscou en mars 1995 un accord de coopération militaire, le ministre yougoslave a de nombreuses connaissances dans l'armée russe.

Tout en jouant avec les nerfs ocidentaux et après avoir entretenu un certain flou, les autorités russes affirment qu'elles respecteront l'embargo sur les armes décrété contre Belgrade, malgré le vote, à une écrasante majorité, par les députés de la Douma d'une résolution demandant que le gouvernement *« prenne les mesures nécessaires »* pour livrer des armes à la Yougoslavie. Mais la Russie a vraisemblablement longtemps violé, en secret, l'embargo frappant la Serbie, notamment sur le pétrole *via* le Danube. Après avoir récemment demandé à Moscou, selon un député russe qui s'est rendu à Belgrade, de le fournir en pétrole pour les *« récoltes de printemps »*, Slobodan Milosevic a peut-être envoyé son ministre à l'étranger régler d'autres « questions agricoles ».

Pavle Bulatovic semble en tout cas rentré au pays : samedi matin, on l'apercevait sur des images de la télévision serbe montrant une réunion du gouvernement fédéral, datée du vendredi 9 avril.

Jean-Baptiste Naudet

■ Coup d'Etat au Niger

Le président nigérien a été abattu par sa garde personnelle, vendredi 9 avril. Le premier ministre a dissous l'Assemblée nationale et suspendu l'activité des partis politiques. p. 29

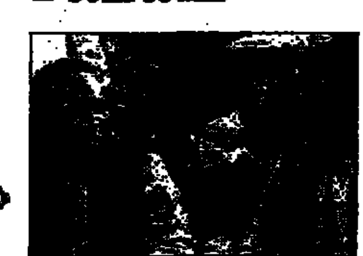
■ Coca n'aura pas Orangina

Le Conseil d'Etat a rejeté, vendredi 9 avril, le recours présenté par Coca-Cola après l'interdiction qui lui a été faite par le gouvernement français d'acquérir Orangina. p. 16

■ Murdoch bloqué à Manchester

Le gouvernement britannique a mis son veto, vendredi 9 avril, au rachat du club de football de Manchester United par BSkyB, le bouquet satellitaire du magnat américano-australien. p. 22

■ Sons soufis



Le Festival de l'imaginaire consacre deux soirées, à Aubervilliers, au qawwali, chant et force spirituelle du Pendjab. p. 26

■ La CNIL, les maires et la vie privée

La Commission nationale de l'informatique et des libertés s'apprête à rendre un avis interdisant aux maires d'utiliser le fichier d'état civil pour envoyer des messages « personnels » à leurs administrés. p. 8

■ Mini-monospaces

Les monospaces compacts sont le nouvel eldorado des constructeurs. Après le Scénic de Renault et le Multipla de Fiat, Opel lance le Zafira. p. 23

■ La BCE fait oublier la guerre à la Bourse

La baisse des taux décidée par la Banque centrale européenne a plus dopé les marchés que la crise dans les Balkans ne les a inquiétés. p. 17 à 19

■ La fin d'Ubu noir

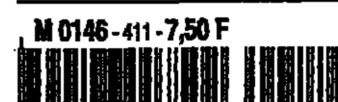
Il y a vingt ans, les troupes tanzaniennes poussaient le tyran ougandais Idi Amin Dada à la fuite. Son règne a fait plus de 100 000 morts. p. 12

■ Au « Grand Jury »

Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, sera l'invité du « Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI », dimanche 11 avril à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 48 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0146 - 411 - 7,50 F



POINT DE VUE

L'OTAN en l'air, l'Europe au pied du mur

par Alain Joxe

LA guerre en cours a réduit la diplomatie au degré zéro et entraîné la criminalisation du régime de Belgrade.

Le gouvernement yougoslave, durement touché, a commencé à chercher la négociation et peut-être à se diviser. A la manière de Saddam Hussein, Slobodan Milosevic oscille entre plusieurs tactiques pour renouer la négociation. Toutes sont repoussées : s'y opposent l'accumulation des témoignages et des preuves de massacres et d'exactions recueillis par les organisations non gouvernementales (ONG). Tous ces faits portent à la connaissance du monde entier la nature corrompue de cet appareil militaire, connu depuis la guerre de Bosnie.

Les Etats-Unis et de nombreuses ONG préparent activement une mise en accusation, pour crimes contre l'humanité devant le Tribunal pénal international, des dirigeants civils, militaires et paramilitaires de Belgrade.

La Serbie perd d'ailleurs ses alliances : les liens particuliers de la famille de Milosevic avec la mafia russe sont apparus au grand jour et laissent à penser que le premier ministre Primakov, en lutte contre les mafias de l'« entourage présidentiel », s'opposera en fait au frère slave brun-rouge orthodoxe qui sévit dans les Balkans et qui s'est allié avec les démolisseurs de l'Etat russe.

Milosevic semble depuis quelque temps vivre dans une bulle de mensonges et de manipulations qui l'empêche de percevoir la réalité extérieure. La croyance pathologique à l'efficacité du mensonge à long terme trouve ses racines dans une culture stalino-goebbelsienne de la coalition nationaliste au pouvoir à Belgrade.

Lire la suite page 15 et d'autres points de vue page 14

Alain Joxe est directeur d'études à l'EHESS (Ecole des hautes études en sciences sociales).

680 000 Algériens de France sont appelés aux urnes du 10 au 15 avril

ENVIRON 680 000 Algériens vivant en France sont appelés aux urnes, du samedi 10 au jeudi 15 avril, pour participer au premier tour de l'élection présidentielle algérienne. Durant six jours, de 8 heures à 22 heures, ils pourront voter dans 109 bureaux répartis sur l'ensemble du territoire. La campagne électorale s'est déroulée sans passion. Hormis les Algériens qui ont décidé de ne pas aller voter – soit, disent-ils, parce que le scrutin est *« truqué »*, soit parce que *« ça ne changera rien »* –, la plupart de ceux qui iront aux urnes semblent devoir partager leurs suffrages entre trois candidats : Abdelaziz Bouteflika, Hocine Aït-Ahmed et Ahmed Taleb Ibrahimi. A Marseille et dans la région parisienne, des Algériens racontent leurs espoirs, leur lassitude et leur scepticisme.

Lire page 9

Le foot hors jeu en Seine-Saint-Denis

LES AUTORITÉS du football ont décidé, vendredi 9 avril, de maintenir le gel des compétitions organisées en Seine-Saint-Denis, confirmant ainsi une mesure prise après de multiples incidents, notamment entre les clubs de Clichy-sous-Bois et de Montfermeil. La dégradation du climat sur et autour des terrains ne date pas d'hier, mais le phénomène concerne désormais les équipes de jeunes. L'US Montfermeil, implantée dans la cité des Bosquets, ne cache pas les difficultés auxquelles elle doit faire face mais refuse d'être désignée comme seul fauteur de troubles et insiste sur le rôle social des clubs dans les banlieues.

Lire page 21

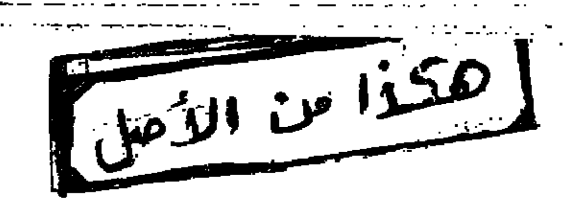
Chancelier et chef de parti



GERHARD SCHRÖDER

LE CHANCELIER ALLEMAND sera désigné, lundi 12 avril, président du Parti social-démocrate (SPD). Il succédera ainsi à Oskar Lafontaine, qui a démissionné, à la mi-mars, à la fois du gouvernement et de la direction d'un parti indiscipliné. Six mois après son élection triomphale et en dépit de débuts difficiles, Gerhard Schröder achève ainsi sa conquête du pouvoir en Allemagne.

Lire page 6



INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 11 - LUNDI 12 AVRIL 1999

BALKANS Le Kremlin s'est efforcé, vendredi 9 avril, de dissiper les inquiétudes suscitées par des déclarations du président Boris Eltsine, mettant en garde contre une guerre *« mondiale »* à cause de la crise du Kosovo. ● MADELEINE ALBRIGHT, la secrétaire d'Etat américaine, rencontrera à ce sujet mardi à Oslo, son homologue russe, Igor Ivanov, mais de premières assurances russes ont déjà été fournies à Washington pour apaiser la tension. ● L'OTAN, qui n'a pas l'intention de relâcher la pression sur les forces serbes, a par ailleurs formellement démenti tout ostracisme à l'égard de la France. ● KOFI ANNAN, le secrétaire général de l'ONU, a rappelé à Belgrade les conditions *sine qua non* de l'arrêt des bombardements. ● LES RÉFUGIÉS kosovars ont signifié aux organisations humanitaires qu'ils ne souhaitaient pas s'éloigner des frontières du Kosovo. *(Lire aussi notre éditorial page 13.)*

La guerre en Serbie exacerbe la crise politique russe

Boris Eltsine a mis violemment en garde les pays de l'Alliance évoquant un risque de « guerre mondiale » avant d'être démenti par son administration embarrassée. L'escalade verbale du président russe intervient alors qu'il fait face à une procédure de destitution

LA SECRÉTAIRE d'Etat américaine, Madeleine Albright, rencontrera, mardi 13 avril à Oslo, son homologue russe, Igor Ivanov, pour apaiser les tensions consécutives à des déclarations faites vendredi par le président russe mettant en garde contre une guerre *« mondiale »* à cause du Kosovo. L'OTAN demeure déterminée à aller jusqu'au bout contre les forces yougoslaves.

● **Pour la première fois, le président Boris Eltsine** a brandi vendredi 9 avril la menace d'une guerre *« mondiale »*, si son pays était forcé d'intervenir directement dans le conflit. *« J'ai dit à l'OTAN, aux Américains, aux Allemands : ne nous poussez pas à une action militaire »*, a-t-il déclaré. *« Sinon il y aura sûrement une guerre européenne et peut-être mondiale, ce qui est inadmissible »*, a-t-il ajouté, tout en excluant toute livraison d'armes à Belgrade. Après un entretien avec Boris Eltsine, le président de la Douma (chambre basse du Parlement), Guennadi Seleznev, a affirmé que le président russe avait donné l'ordre de pointer des missiles vers les pays *« qui aujourd'hui combattent contre la Yougoslavie »*. La présidence russe s'est empressée de démentir l'information. Le chef d'état-major des forces stratégiques, le général Anatoli Perminov a assuré que ses unités n'avaient reçu aucun ordre en ce sens. Ces déclarations ont cependant inquiété l'OTAN et ses Etats membres, qui ont demandé des explications.

● **Moscou a assuré Washington** qu'elle *« ne veut pas se laisser entraîner dans le conflit »*, dans un message transmis *« à un haut niveau »*, a affirmé un porte-parole de la Maison Blanche. D'après le département d'Etat, Washington a été avisé que le pointage de missiles vers des pays de l'OTAN était *« tout simplement faux »*.

● **La France s'emploie, elle aussi, à inclure la Russie** dans une solution de la crise. *« Nous sommes en train de travailler non seulement avec nos partenaires occidentaux, mais également avec les Russes en vue d'une future solution pacifique. Nous préparons une sortie de la crise et réfléchissons à la paix future »*, a expliqué le chef de la diplomatie française, Hubert Védrine, à l'occasion d'une visite en Bulgarie.

● **Le président Bill Clinton a rejeté par avance** toute éventuelle nouvelle offre de cessez-le-feu que le président yougoslave, Slobodan Milosevic, ferait, à l'occasion de la Pâque orthodoxe. *« L'OTAN est déterminé à continuer*, a déclaré M. Clinton. *Milosevic continue de penser qu'il peut manipuler la situation en utilisant cyniquement des gens innocents (...). Si nous nous contentons de demi-mesures (...), nous n'obtiendrons rien de plus. Et ce que nous avons obtenu de lui aujourd'hui n'est que l'illusion d'une demi-soumission. »*

● **Sur le même registre**, Joschka Fischer, ministre allemand des affaires étrangères, a déclaré au quotidien français *Libération* qu'il fallait *« continuer l'action engagée pour affaiblir le potentiel stratégique de Milosevic. Négocier aujourd'hui signifierait laisser à Milosevic sa proie »*, a ajouté le chef de la diplomatie allemande.

● **Le secrétaire général de l'ONU**, Kofi Annan, est sorti de sa réserve vendredi pour rappeler à Belgrade les conditions d'un arrêt de la campagne militaire, à savoir : l'arrêt *« immédiat »* des exactions contre les populations civiles du Kosovo, la cessation de toutes les activités militaires et para-militaires, *« le retrait des forces »* serbes de la province, l'acceptation *« inconditionnelle »* du retour de tous les Kosovars, le déploiement d'une *« force militaire internationale »*, et la vérification par *« la communauté internationale »* du respect de ces engagements. Une fois ces conditions remplies, l'OTAN devrait *« suspendre immédiatement »* ses bombardements.

● **Le Pentagone cherche à se faire confirmer des** *« informations crédibles »* sur le viol de jeunes femmes au Kosovo, qui sont parvenues aux Etats-Unis. Elles auraient été *« rassemblées dans un camp d'entraînement de l'armée serbe près de la ville de Dakovica (...) où elles ont été violées par les soldats (...) Vingt d'entre elles pourraient avoir été tuées »*, a déclaré le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon. La Ligue démocratique du Kosovo, parti du dirigeant modéré albanais Ibrahim Rugova, a affirmé avoir la confirmation de massacres de civils par les forces serbes.

● **La Yougoslavie a rouvert le** poste-frontière de Morina avec l'Albanie et un convoi de 1 500 Kosovars l'a franchi dans la nuit de vendredi à samedi. Ils venaient tous du village de Vragolija, escortés par la police *« comme si tout le village avait reçu l'ordre de partir »*, a indiqué Phil Figgins, un représentant de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

● **L'OSCE a fait état d'échanges de tirs** d'artillerie et d'armes légères à la frontière de l'Albanie, entre des gardes-frontières yougoslaves et des rebelles de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Quatre indépendantistes ont été tués et plusieurs autres blessés.

● **Pour la dix-septième journée consécutive**, l'aviation alliée a bombardé plusieurs cibles au cours des dernières vingt-quatre heures. D'après le chef d'état-major des armées britanniques, Charles Guthrie, la moitié des avions MIG 29 serbes ont été détruits, les sources d'approvisionnement en carburant ont été réduites de moitié, et plus de 200 attaques ont été menées contre près de 150 cibles, dont tous les terrains d'aviation.

Paris demande un « groupe d'aide économique » au FMI

Dominique Strauss-Kahn s'apprête à proposer, lundi 12 avril, par lettre au FMI la création d'*« un groupe d'aide économique aux pays des Balkans affectés par la crise déclenchée par le régime serbe au Kosovo »*. Paris a déjà consenti une assistance humanitaire de 225 millions de francs. Dans le souci d'apporter une aide économique rapide aux pays de la ligne de front, la France, en tant que président du Club de Paris qui réunit les pays créanciers, va dès le début de la semaine, examiner la suspension du service de la dette de l'Albanie et de la Macédoine, venant à échéance en 1999 et 2000 (2 milliards de francs).

La dette totale de l'Albanie s'élève à 6,5 milliards de francs, essentiellement dus à la Russie, à l'Italie et à l'Allemagne, et celle de la Macédoine à 4,8 milliards de francs, dont la plus grande partie à l'égard de l'Allemagne. A plus long terme, le ministère des finances estime que la reconstruction économique de ces pays pourrait passer par un accord d'association avec l'Union européenne.

Moscou vit à l'heure des rumeurs les plus folles et des démentis en cascade

MOSCOU
de notre correspondant

Le Kosovo n'est plus seulement pour la Russie une affaire internationale. Le conflit des Balkans est venu précipiter une crise politique intérieure à l'œuvre depuis des semaines. Le fragile équilibre des pouvoirs, depuis la nomination d'Evgueni Primakov au poste de premier ministre en septembre 1998, apparait plus que jamais menacé. Sur fond de scandales, d'affaires de corruption menaçant le Kremlin et de chantages en tout genre, Moscou vit à l'heure des rumeurs les plus folles et des démentis en cascade.

C'est dans cette ambiance délétère qu'il faut interpréter les déclarations, vendredi 9 avril, du président russe évoquant pour la première fois, dans cette crise, le risque *« d'une guerre mondiale »*. Vendredi matin, Boris Eltsine recevait au Kremlin Guennadi Seleznev, président communiste de la Douma (chambre basse du Parlement), rentré la veille d'une mission à Belgrade. La Douma, dominée par les nationalo-communistes, avait adopté une résolution demandant qu'une aide militaire et technique soit fournie au régime de M. Milosevic.

A l'issue de ces entretiens, M. Seleznev annonçait que le président Eltsine avait *« donné l'ordre de pointer nos missiles sur les pays en guerre contre la Yougoslavie »*. Il avait également approuvé la création rapide d'une union Russie-Biélorussie-Yougoslavie, union demandée par Slobodan Milosevic, selon le président de la Douma. *« Nous aurons ainsi notre flotte et notre armée là-bas »*, ajoutait M. Seleznev.

ESCALADE VERBALE

Ces deux déclarations, signifiant une radicalisation extrême de la Russie, devaient par la suite être amendées, corrigées et finalement démenties en bloc, les conseillers du Kremlin s'efforçant dans le plus grand désordre de recadrer le discours présidentiel. Officiellement, la position russe, qui vise à régler *« pacifiquement et par les voies politiques »* le conflit, n'a donc pas changé.

« La Russie ne prévoit pas un quelconque engagement ou [une] *aide militaire en Yougoslavie »*, a répété le porte-parole du Kremlin, Dmitri Iakouchkine, vendredi soir. *« Nous continuerons nos efforts pour faire cesser l'opération militaire et non pour participer à l'escalade »*, a expliqué le ministre des affaires étrangères, Igor Ivanov, qui rencontrera Madeleine Albright, la secrétaire d'Etat américaine, le 13 avril à Oslo.

Il reste que le président russe a choisi l'escalade verbale pour dénoncer plus fortement *« la barbarie »* des bombardements de l'OTAN. Dans une séquence diffusée par la télévision, M. Eltsine explique à M. Seleznev : *« J'ai dit à l'OTAN, aux Américains, aux Allemands : ne nous poussez pas à une action militaire* (...) *sinon il y aura sûrement une guerre européenne, et peut-être une guerre mondiale, ce qui est inadmissible »*. Plus tard, recevant des représentants des responsables des régions, le président estimait que les Etats-Unis *« veulent tout simplement envahir la Yougoslavie, en faire leur protectorat. Nous ne pouvons pas l'admettre »*.

Mais cette escalade s'explique surtout par des considérations de politique intérieure, M. Eltsine apparaissant de plus en plus menacé par les forces nationalistes et communistes. Mercredi et jeudi, le président s'était fortement opposé *« au parti de la guerre »*, qui rassemblerait, outre les communistes, certains responsables de l'armée. Le Kremlin faisait savoir que les militaires devaient s'abstenir de déclarations *« inappropriées sous peine d'être renvoyés »*. Le chef d'état-major Anatoli Kvachnine – qui avait déclaré la semaine dernière, à propos d'une aide militaire à Belgrade : *« nous sommes prêts »* – est d'ores-et-déjà considéré comme limogé.

Revenu en force au Kremlin après des mois d'absence pour cause de maladie, Boris Eltsine tente de contrôler une scène politique qui s'était peu à peu, sous l'emprise grandissante d'Evgueni Primakov, réorganisée sans lui. Ainsi, outre son coup de sang sur le Kosovo, le président s'est déclaré, vendredi, mécontent tout à la fois de son gouvernement, de son premier ministre, du Parlement et de la procurature générale. *« A ce stade, Evgueni Primakov nous est utile, plus tard nous verrons... D'un autre côté, le gouvernement doit être renforcé »*, a déclaré Boris Eltsine, voulant ainsi faire taire les rumeurs de limogeage du premier ministre, immobilisé depuis trois jours pour cause de *« sciatique »*. Ce « démenti » ne fait qu'officialiser le désaccord grandissant entre le Kremlin et la Maison blanche. M. Eltsine déclarait en février à la télévision que M. Primakov demeurerait premier ministre *« jusqu'en l'an 2000 »*. Il est aujourd'hui à la recherche d'un remplaçant, sachant qu'il devra pour cela briser la Douma, aujourd'hui largement acquise au premier ministre.

PROCÉDURE DE DESTITUTION

Le Kosovo, après l'échec de la médiation de M. Primakov à Belgrade, pourrait fournir l'occasion de ce changement gouvernemental. Mais le président russe se sent surtout menacé par la procédure d'*« impeachment »* lancée contre lui par la Douma en 1998. Le 15 avril, les députés voteront sur cinq chefs d'accusation retenus contre le chef de l'Etat. Cette procédure, lourde et complexe, n'a guère de chances d'aboutir, l'accusation devant ensuite être reprise par le Conseil de la fédération et la cour constitutionnelle.

Mais un vote de défiance à la Douma achèverait de fragiliser un président totalement discrédité dans l'opinion publique. Le Kremlin a ainsi fait savoir, jeudi, via l'agence Interfax, que le premier ministre devait *« fermement »* s'opposer à la destitution de M. Etsine et mettre *« tout son poids »* dans la balance pour convaincre les députés de ne pas l'adopter. L'entourage présidentiel a également fait connaître *« son irritation »* après la remarque acerbe de M. Primakov devant des responsables parlementaires : *« Je ne pense pas que vous et moi ayons besoin de cette destitution maintenant »*.

Le scandale Skouratov, procureur général dont Boris Eltsine essaie depuis deux mois d'obtenir le limogeage et la révélation de multiples affaires, viennent un peu plus encore alourdir le climat politique. Vendredi ont ainsi été successivement démentis, par le Kremlin et des responsables politiques : la démission du premier ministre ; la démission du vice-premier ministre Guennadi Koulik ; la démission du chef du FSB (ex-KGB) ; l'interdiction du parti communiste ; la dissolution du Parlement ; l'instauration d'un état d'urgence ; l'interdiction du dollar en Russie. Des démentis qui, ajoutés à ceux concernant la guerre du Kosovo, laissent entrevoir l'ampleur de la confusion régnant à Moscou.

François Bonnet

La longue liste des scandales russes

● **L'affaire Mabetex.** Cette société suisse travaille depuis six ans avec la « Direction des affaires présidentielles », l'empire financier et immobilier de Boris Eltsine, dirigé par Pavel Borodine. L'enquête ouverte à son sujet en novembre 1998 par les parquets russe et suisse menace, pour la première fois, la famille présidentielle, ainsi que d'autres dirigeants russes. L'affaire Mabetex est en effet liée à celles d'autres sociétés, sur lesquelles la justice suisse a ouvert des enquêtes concernant des opérations de blanchiment d'argent. L'une d'elles appartient à un proche de l'ex-premier ministre, Viktor Tchernomyrdine.

● **L'affaire Skouratov.** Le procureur général de Russie, Iouri Skouratov, est démis de ses fonctions, le 2 février, pour *« raison de santé »*, après une perquisition menée à Lugano au siège de Mabetex. Le 17 mars, la Chambre haute du Parlement refuse d'entériner sa démission. Le soir même, la télévision russe diffuse une vidéo des ébats sexuels du procureur avec des prostituées, ce qui pousse M. Skouratov à citer publiquement Mabetex comme raison des *« pressions »* exercées contre lui. Il poursuit son enquête, notamment au Kremlin, mais M. Eltsine le destitue une nouvelle fois, faisant ouvrir une *« enquête »* sur sa *« moralité »*. Des scellés sont apposés sur son bureau, ses gardes du corps retirés et, lors d'une déposition devant la Chambre basse le 7 avril, M. Skouratov ne parle plus des *« affaires »*, laissant entendre qu'il n'insistera pas pour rester à son poste.

● **Les comptes en Suisse.** Le 1er avril, Iouri Skouratov annonce avoir identifié *« trente ou quarante personnalités russes connues possédant des comptes en Suisse alimentés par l'argent du milieu »*. Le procureur précise que ces informations, dont rien d'autre n'a filtré, lui furent transmises par le procureur général suisse Carla Del Ponte, qui s'est rendue à Moscou du 23 au 25 mars. Le 7 avril devant la Douma, le ministre de l'intérieur Sergueï Stépachine rétorque qu'il s'agit d'un coup de bluff et que les autorités suisses lui ont personnellement assuré ne pas disposer de telles informations. Le 9 avril, Dominique Rémond, porte-parole du parquet général suisse, dément le ministre de l'intérieur. *« Il est évident que, tant en Russie qu'en Suisse, la corruption de responsables gouvernementaux est un sujet sérieux »*, ajoutait M. Rémond.

● **L'affaire Berezovski.** Le 6 avril, l'oligarque russe Boris Berezovski, qui a bâti sa fortune par son emprise sur la famille de Boris Eltsine, a été placé sous mandat d'arrêt, de même que le banquier Alexandre Smolenski, par le parquet russe. Tous deux se trouvaient à l'étranger. De Paris, M. Berezovski a poursuivi ses critiques contre le premier ministre Primakov, mais, annonçant son prochain retour en Russie, il a réfuté l'hypothèse des médias russes sur un *« marché »* : M. Eltsine sacrifie M. Berezovski, M. Primakov ne soutient plus M. Skouratov.

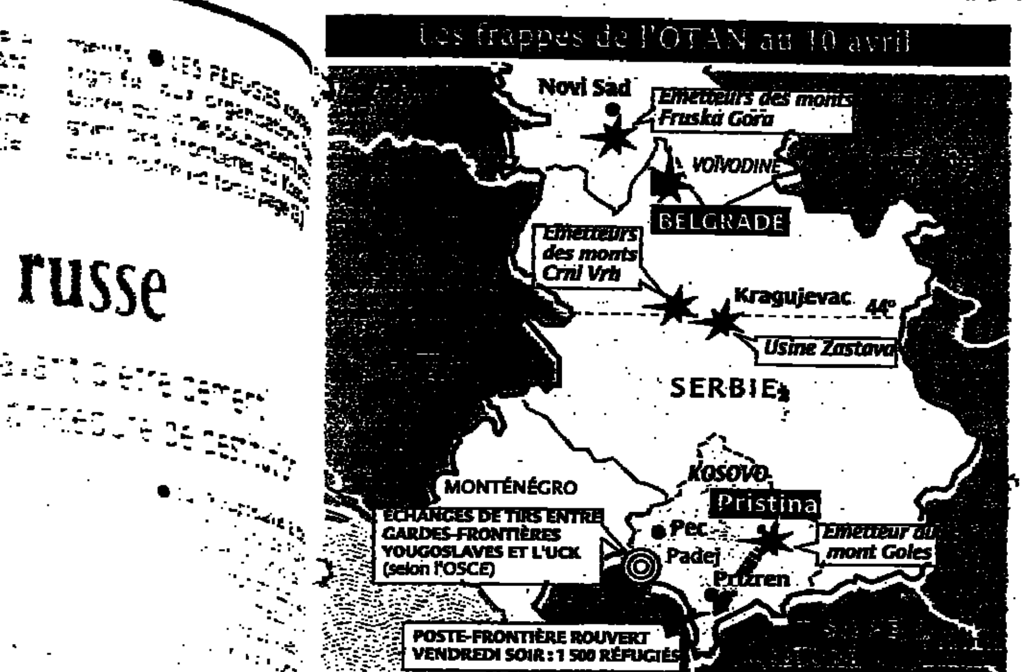
Pour pointer un missile, il suffit de charger un disque informatique

LE PORTE-PAROLE du Kremlin, le ministère russe des affaires étrangères et le commandement des forces stratégiques ont indiqué que les unités de missiles n'avaient reçu aucun ordre de mise en état d'alerte renforcé. Le président du Parlement russe, Guennadi Seleznev, avait confié, vendredi 9 avril, à Interfax que les missiles nucléaires étaient pointés vers des pays de l'OTAN, en contradiction avec un accord ancien, entre Washington et Moscou, selon lequel les missiles américains et russes ne doivent plus être orientés sur des objectifs spécifiques. M. Seleznev s'est ensuite rétracté, expliquant qu'on l'avait mal compris.

Même si, en 1997-1998, la Russie a décidé de développer son arsenal nucléaire avec l'apparition de nouveaux engins (comme le missile Topol modèle 2 en silo ; un missile de croisière pour les bombardiers Tu-95 et Tu-160 ; et le missile Bark pour les sous-marins), le commandement des forces stratégiques a des difficultés à faire fonctionner son dispositif. Ainsi, tout le long du printemps et de l'été 1998, il n'y eut aucun sous-marin russe lance-missiles en patrouille, par manque de crédits pour les maintenir en mer, et il est arrivé que le quartier général des forces ait dû être mis hors service, l'électricité lui ayant été coupée faute de paiement.

En règle générale, les cibles attribuées aux missiles sont répertoriées sur des disques informatiques qui transmettent les informations qu'ils contiennent sur les coordonnées de l'objectif directement à la mémoire du « vecteur » au moment où le pouvoir politique en intime la consigne au commandement avant tout lancement. Ces disques sont modifiables selon les circonstances politiques du moment. Si bien que le pointage est, sur le plan technico-militaire, un faux problème – les missiles pouvant être armés n'importe quand et le plus tard possible. Mais l'évoquer peut être un « message » politique indirect qu'un Etat adresse à un autre.

J. I.



L'ONU tente de reprendre sa place sur l'échiquier des Balkans

GENÈVE
de notre correspondant

Souvent interpellé ces derniers jours en raison de l'inaction de l'ONU dans la crise du Kosovo, le secrétaire général, Kofi Annan, a cherché sinon à reprendre l'initiative, du moins à tempérer quelque peu l'agressivité des critiques, vendredi 9 avril lors de sa visite au nouveau siège de l'Organisation météorologique mondiale à Genève.

Dans une brève déclaration lue, le secrétaire général des Nations unies a exhorté Belgrade à un cessez-le-feu immédiat en vue de permettre l'arrêt des frappes aériennes de l'OTAN et de faciliter la recherche d'une solution politique à la crise.

LES 5 CONDITIONS DE KOFI ANNAN

Se disant *« profondément affligé par la tragédie »* qui se déroule au Kosovo et dans la région, M. Annan estime qu'il est urgent d'y mettre un terme et de ne pas prolonger *« les souffrances endurées par des civils innocents »*. Aussi a-t-il lancé un appel urgent aux autorités yougoslaves à s'engager sur cinq points :

– mettre fin immédiatement à la campagne d'intimidation et d'expulsion de la population civile ;

– faire cesser toutes les activités des forces militaires et paramilitaires au Kosovo et retirer ces forces ;

– accepter inconditionnellement le retour dans leurs foyers des réfugiés et de toutes les personnes déplacées ;

– accepter le déploiement d'une force militaire internationale pour garantir que le retour des réfugiés se fera dans des conditions de sécurité et que l'aide humanitaire sera acheminée librement ;

– permettre à la communauté internationale de vérifier que ces engagements seront respectés.

Une fois ces conditions acceptées par Belgrade, le secrétaire général de l'ONU s'engage à demander *« instamment »* aux dirigeants de l'OTAN de suspendre immédiatement les bombardements aériens sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Et de conclure : *« La cessation des hostilités que je propose est un prélude à une solution politique durable de la crise, qui ne peut être trouvée que par la diplomatie. Dans ce contexte, je recommande vivement la reprise des pourparlers sur le Kosovo entre toutes les parties concernées le plus tôt possible. »*

ACCUEIL FAVORABLE À L'OTAN

Dans l'entourage de M. Annan, on note qu'il a exprimé un minimum de conditions à remplir pour une reprise du dialogue diplomatique, afin de sortir de l'impasse. En tout cas, l'initiative de Kofi Annan a été favorablement accueillie aussi bien à Paris qu'à Bonn et à Rome, ainsi qu'au siège de l'OTAN.

« L'appel aux autorités yougoslaves que vient de lancer le secrétaire général de l'ONU exprime des attentes qui rejoignent celles que la France a exprimées », indique un communiqué du gouvernement et de la présidence de la République. *« C'est ainsi que l'on pourra ouvrir la voie à une solution politique au conflit »*, a fait savoir pour sa part le chancelier allemand Gerhard Schröder, tandis que le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, saluait *« une déclaration qui correspond à ce que nous voudrions que le président Milosevic fasse »*.

Dans les couloirs des Nations unies à Genève, certains diplomates laissaient entendre que M. Annan n'a pas été non plus insensible aux critiques réitérées de Moscou et de Pékin, soucieux de voir le Conseil de sécurité sortir de sa léthargie dans le dangereux imbroglio balkanique.

Jean-Claude Buhrer

L'OTAN dément tenir la France à l'écart

TANT à Washington qu'à Bruxelles et à Paris, les autorités ont tenu à démentir, vendredi 9 avril, un article du quotidien britannique conservateur *Daily Telegraph* selon lequel des sources diplomatiques et militaires non identifiées ont affirmé que la France est tenue à l'écart de certaines décisions de l'Alliance sur les opérations au Kosovo. Selon le correspondant du journal à Washington, les Etats-Unis auraient exclu la France du *« circuit »* pour éviter qu'elle transmette des informations aux Serbes, dès lors que ses alliés de l'OTAN la soupçonnent de commencer à entretenir *« un axe militaire »* avec les responsables de Belgrade.

Le porte-parole du Conseil national de sécurité, à Washington, puis celui du Pentagone ont qualifié cet article de *« total non-sens, erroné à l'extrême »*, rappelant que la France apporte la seconde contribution aux bombardements alliés, derrière les Etats-Unis et devant le Royaume-Uni, et qu'*« elle est totalement intégrée »* à l'opération. Le porte-parole de l'OTAN, à Bruxelles, a déclaré que *« ces allégations sur des restrictions d'accès à des informations confidentielles sont sans fondement »*. De son côté, à Paris, le ministre de la défense, Alain Richard, a confirmé que la France n'est absolument pas tenue à l'écart par l'OTAN. A chaque fois qu'il y a eu un problème, a-t-il dit, *« la France a réagi avec une totale transparence à l'égard de ses partenaires »* – allusion à l'arrestation, en 1998, du commandant Pierre-Henry Bunel, accusé d'avoir livré des documents à un officier des services yougoslaves à Bruxelles – et, a ajouté M. Richard, *« nos démentis seront confirmés par des actes »*.

Immédiatement après cette affaire que le gouvernement français avait, sans attendre, portée de lui-même sur la place publique, l'OTAN n'a pas hésité à confier à un général français le commandement de la force dite d'extraction destinée à sécuriser les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération (OSCE) au Kosovo jusqu'à leur retrait.

Outre sa participation, sous la forme de missions de liaison composées d'officiers, aux quartiers généraux alliés à Mons (Belgique), à Naples et à Vicenza (Italie) d'où sont planifiés et contrôlés les raids, la France a fourni une gamme de moyens aériens qui, nécessairement, l'amènent à recueillir, à exploiter et à transmettre l'information « sensible » pour le compte de l'OTAN avec qui elle la partage ou elle l'échange.

Au sein d'une flotte de près de soixante appareils au total, c'est notamment le cas de ses avions-radars AWACS (qui conduisent des sorties auxquelles des avions alliés contribuent), de son avion Gabriel de guerre électronique et de brouillage (qui dresse la carte du renseignement électromagnétique et électronique de la zone), de ses avions Mirage IVP de reconnaissance stratégique et Mirage F1 CR de reconnaissance tactique (qui rassemblent du renseignement opérationnel) et de son satellite-espion Helios 1 (qui détermine des cibles et établit, après coup, une évaluation des dégâts).

De même, la marine française a déployé, au sein de sa flotte autour du porte-avions *Foch* en Adriatique, un sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire, l'*Améthyste*, qui fait du renseignement au bénéfice de l'OTAN.

MANQUE DE TRANSPARENCE

Dans les milieux militaires, on fait remarquer que la France est le seul de tous les alliés des Etats-Unis à avoir aligné une panoplie certes modeste (10 % des forces mobilisées par l'opération), mais qui compte autant de moyens nationaux diversifiés concourant à l'élaboration et à l'exécution collective des décisions de l'OTAN pour « Force alliée ».

En revanche, cette collaboration entre alliés se pratique parfois à sens unique, laissent entendre des officiers français qui découvrent les procédures de l'OTAN très inspirées des règles en vigueur au Pentagone.

Ainsi, les missions attribuées aux moyens les plus secrets ou les plus stratégiques de l'arsenal américain ne sont pas partagées par Washington avec ses alliés. C'est le cas des vols des bombardiers intercontinentaux B1 et B2, des avions « furtifs » F-117 A et des bombardiers B-52 porteurs de missiles de croisière, pour lesquels les Américains ne jouent pas la transparence et auxquels ils ont réservé des conditions particulières d'emploi.

Si elle est novice en la matière, après des dizaines d'années d'absence des quartiers généraux de l'OTAN et de leurs procédures, la France n'est pas, pour autant, la seule à s'en être aperçu. D'autres alliés ne sont pas davantage informés au préalable par les Etats-Unis – qui veillent à protéger la sécurité de leurs moyens les plus stratégiques – et ils en tirent le sentiment d'être mis devant le fait accompli.

Jacques Isnard

Malgré les désaccords, les Etats-Unis continuent de travailler avec Moscou

WASHINGTON
de notre correspondant

Inquiets des propos belliqueux prêtés au président russe, Boris Eltsine, les Etats-Unis se sont efforcés d'obtenir clarification de la part du Kremlin. Porte-parole du département d'Etat, Jamie Rubin a ainsi indiqué, vendredi 9 avril, que *« les Russes nous ont assuré qu'aucune décision n'avait été prise (...) et que le président Eltsine n'avait donné aucune instruction à ses militaires de recibler leurs missiles nucléaires stratégiques »*. Se refusant à prédire ce que fera Moscou, Jamie Rubin a assuré que Washington *« restera vigilant »*. Pour sa part, la Maison Blanche s'est dite *« officiellement rassurée à haut niveau que la Russie ne se laissera pas entraîner dans le conflit des Balkans »*.

Les Américains s'efforcent d'expliquer en même temps que la coopération avec la Russie continue malgré le *« désaccord profond »* à propos du Kosovo : *« Nous continuons à travailler avec les Russes*, a ajouté M. Rubin, *tout en leur faisant clairement savoir quelles sont les conditions de l'OTAN pour mettre fin à sa campagne. La Russie comprend ces conditions. Il est clair qu'elle n'est pas d'accord avec elles car elle pense que nous ne devrions, en aucune circonstance, faire usage de la force aérienne. Mais, même si nous différons sur ce point, nous continuons à coopérer sur d'autres sujets. »* Washington toutefois *« continue à rechercher des assurances que les Russes sauront faire la différence entre leur sympathie politique pour la cause serbe et une intervention militaire »*.

La porte n'est donc pas fermée à une médiation russe, du moins si elle cadre avec les principes de Rambouillet. *« Même si nous divergeons de temps à autre, nous restons d'accord pour travailler ensemble, en particulier dans le Groupe de contact. S'ils peuvent faire pression sur* [Slobodan] *Milosevic pour qu'il accepte leur médiation, ce serait très bien pour la paix et la stabilité en Europe »*, a déclaré au *Monde* Ken Bacon, sous-secrétaire à la défense. *« La Russie peut jouer un rôle constructif »*, a ajouté le porte-parole du Conseil national de sécurité (NSC).

La Maison Blanche, comme le Pentagone et le département d'Etat, a aussi démenti les allégations du *Daily Telegraph* de Londres, reprises par le quotidien conservateur *The Washington Times*, selon lesquelles les Français avaient été exclus de certaines décisions sur le Kosovo.

Pour Washington, « la Russie peut jouer un rôle constructif »

Pour le porte-parole du NSC, la coopération franco-américaine est *« excellente »* et *« il n'existe aucune divergence entre Paris et Washington sur la manière de répondre à la question du Kosovo, ni sur les relations avec la Russie, même si nos intérêts nationaux peuvent diverger sur ce sujet »*. *« Convergences fondamentales »*, *« même longueur d'ondes »*, *« divergences tactiques sur des questions précises mais mêmes buts à long terme »* : c'est ainsi que le NSC décrivait il y a peu les relations entre les deux pays. Même si, comme certains le rappellent, l'arrestation du commandant Pierre-Henry Bunel pour espionnage au profit des Serbes a laissé des traces.

En fait, la participation française aux opérations au Kosovo est quasiment ignorée des Américains en raison de l'absence incompréhensible des responsables français dans les journaux et les télévisions américaines. Ainsi Roy Stafford, de la National Defense University, est d'autant plus surpris que *« l'opinion et les gouvernements alliés, en particulier français et britanniques, paraissent plus résolus que l'administration Clinton et plus favorables à l'engagement de troupes sur le terrain ; le refus de l'envisager est une des plus graves erreurs stratégiques de notre gouvernement »*. *« Les tensions, les difficultés entre responsables de nos deux pays sont plus souvent avec le Quai d'Orsay qu'entre militaires. »*

Patrice de Beer

Paris maintient la plus grande fermeté face à Milosevic

EN DEUX SEMAINES, l'opinion française s'est radicalisée contre le régime de Slobodan Milosevic et elle soutient aujourd'hui très majoritairement les frappes aériennes de l'OTAN en Yougoslavie. Mais si elle a compris la justification de l'intervention, elle n'en continue pas moins à se poser certaines questions sur la suite et l'issue, auxquelles M. Chirac ni M. Jospin, pas plus d'ailleurs que leurs partenaires des autres pays de l'OTAN, n'ont répondu.

Sur ce qu'ils exigent de Slobodan Milosevic, les Occidentaux paraissent aujourd'hui clairs, après un certain cafouillage diplomatique cette semaine. Mais ce qu'ils feraient si le président yougoslave ne se pliait pas à ces exigences, ils ne le savent pas encore.

UN CERTAIN FLOTTEMENT

A la question *« jusque quand les frappes dureront-elles ? »*, les alliés répondent comme un seul homme qu'elles ne s'arrêteront en tout cas pas avant que l'appareil répressif de Slobodan Milosevic soit détruit, ce constat devant être dressé par les militaires, et la décision d'arrêter ou non prise par les politiques. Ils ajoutent que le président yougoslave a néanmoins la possibilité de faire cesser les bombardements sur le champ, s'il se plie aux demandes des Occidentaux. C'est à partir de là que se manifeste un certain flottement.

On l'a senti cette semaine lorsque les diplomates, répondant à l'offre dilatoire de cessez-le-feu de Slobodan Milosevic, lui ont rappelé en cinq points ce que l'on attendait de lui. Sur l'un de ces points – le retrait des forces serbes du Kosovo – certains ont en effet laissé entendre publiquement que ce retrait pouvait n'être que partiel. *« Ça aurait pu être une étape ; on n'a pas vraiment précisé, de manière à évaluer la réponse »*, dit l'un d'eux. Déclaration déconcertante : on sait ce que font les forces serbes au Kosovo et il était assez paradoxal, au moment où l'on promet de les détruire toutes, de proposer à Milosevic d'en maintenir une partie dans la province ; cela correspondait en outre à un recul par rapport au plan de Rambouillet qui prévoyait un retrait total de l'armée en six mois.

La rectification a eu lieu rapidement. En haut lieu à Paris, on a rappelé vendredi que *« la France est pour un retrait total »*. A Londres, le secrétaire au Foreign office, Robin Cook, a fait de même : *« Le retrait total, cela signifie le retrait total. Je n'imagine pas que beaucoup de réfugiés, expulsés de leur pays, accepteraient d'y revenir si les gens qui les ont chassés étaient toujours en place. »* M. Cook a ajouté que les exigences occidentales allaient désormais au delà du plan de Rambouillet sur ce point, au sens où le retrait des forces serbes devrait être plus rapide.

La ligne des alliés est ainsi fermement réaffirmée et l'incident est clos. Il n'en est pas moins révélateur de l'impatience un peu brouillonne de certains à trouver une « sortie » à l'engagement militaire occidental.

A la deuxième question qui se pose – peut-on encore négocier avec Milosevic ? – les Occidentaux ne formulent pas à ce stade de réponse officielle collective. Ils pourraient y être contraints si par exemple le président yougoslave faisait des *« propositions de paix »*, en y mêlant éventuellement Ibrahim Rugova, le leader modéré des Kosovars, ou bien si se présentait telle ou telle offre de médiation qu'il se montrerait prêt à saisir, ce qui n'est pas le cas actuellement.

FAUSSE QUESTION

La France, sur cette question, est sur une ligne ferme, comme le laissait entendre Lionel Jospin jeudi, en déclarant sur France 2 : *« La négociation, c'est là d'où nous venons depuis un an sans que rien ne débouche. »* On estime, dans les milieux dirigeants français, que c'est d'ailleurs une fausse question car la paix ne pourra être rétablie au Kosovo que si l'on prive le régime de Milosevic des moyens d'y être encore actif. *« Pour cela, nous n'avons rien à négocier avec lui*, dit un responsable français. *Nous avons quelques principes simples* [contenus dans le plan de Rambouillet] *qui peuvent faire l'objet d'une adaptation, c'est tout »*. Il écarte au passage l'idée de discuter avec Milosevic d'une partition du Kosovo, qui serait une *« erreur pour l'avenir »* et une façon de lui reconnaître *« une demi-victoire »*. On est d'avis à Paris que le règlement doit être *« imposé »* au président yougoslave, qu'il n'est plus temps pour autre chose.

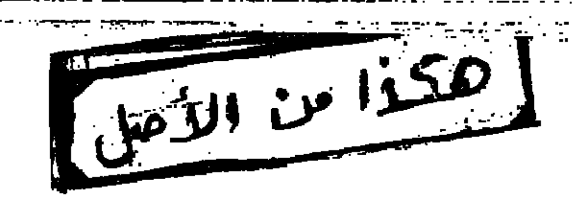
On insiste cependant sur la nécessité que ce règlement soit cautionné par l'ONU et qu'il ait en particulier le soutien de la Russie. La France s'est efforcée depuis quinze jours de maintenir le contact avec Moscou. Elle estime que la force d'interposition qui serait déployée au Kosovo pour faire appliquer un règlement devrait avoir le parrainage des Nations unies et non s'afficher comme une force purement otanienne, même s'il faut lui assurer une chaîne de commandemant efficace et ne refaire *« en aucun cas »* l'expérience de la Forpronu en Bosnie.

Le scénario espéré est donc que Slobodan Milosevic, affaibli par les frappes, vienne à récipiscence et signe ce qu'on lui demandera de signer. Une force multinationale se déploierait au Kosovo avant que les réfugiés n'y retournent, dans un environnement *« sécurisé »*.

Mais ce scénario n'est pas sûr et c'est là que se posent les questions périlleuses pour les Occidentaux : que faire si, son armée détruite, Milosevic continue de tout refuser ? Passer à ce que l'OTAN appelle *« la phase 3 »*, c'est-à-dire l'attaque de cibles économiques et politiques, la vraie guerre contre la Serbie ? Ou bien à une intervention terrestre ? Les dirigeants français refusent catégoriquement de répondre : *« ces questions ne sont pas à l'ordre du jour et il ne serait pas adroit de se dévoiler maintenant »*, dit l'un d'eux.

Ils font valoir que poser ces questions revient en quelque sorte à inverser le rapport de forces actuel : *« Milosevic n'est pas maître du conflit, il le subit. Le seul maître c'est l'OTAN. »* Ils ajoutent que les frappes n'ont pas pour seul effet de détruire son armée, qu'*« elles portent atteinte en profondeur à son régime »*, à son image, et affaiblissent aussi les soutiens qu'il peut avoir de l'extérieur.

Claire Tréan



Les exilés kosovars ne souhaitent pas s'éloigner des camps proches de la frontière albanaise

A Kukës, de nombreux réfugiés gardent l'espoir du retour et refusent d'abandonner leurs tracteurs

Les dizaines de milliers de réfugiés du Kosovo qui ont rejoint la ville de Kukës ne souhaitent pas s'éloigner de la frontière du Kosovo. Les uns pour tenter de retrouver des membres de leurs familles dont ils sont sans nouvelles, les autres parce qu'ils ne veulent pas abandonner leur tracteur. La plupart gardent l'espoir de pouvoir rentrer chez eux et n'envisagent de fuir qu'en cas de guerre.

KUKËS

de notre envoyé spécial

Baiiram ne quittera pas Kukës. Il l'a dit à l'instituteur de l'école où il était hébergé, puis au représentant

REPORTAGE

« S'ils évacuent les habitants de Kukës, alors nous suivrons »

de la mairie, qui venait lui vanter les mérites des centres d'accueil du sud de l'Albanie. Alors, une fois encore, il le répète de cette voix calme qui traduit l'évidence : *« Je ne m'éloignerai pas du Kosovo. »* Baiiram n'est pourtant pas du genre difficile. Il se dit prêt à aller n'importe où, dans une famille d'accueil, dans un des 35 autres centres montés dans le district par les organisations humanitaires et les agences des Nations unies, ou même un de ces campements sauvages qui pullulent autour, comme à l'intérieur de la ville. Il ne revendique aucun confort, ni ne se plaint du manque pourtant évident de nourriture. Il veut seulement une chose : qu'on le laisse attendre ici, au plus près des siens.

Car, depuis le samedi 3 avril, ce petit homme au regard clair, enfoncé dans une veste de cuir trop grande pour lui, a perdu toute trace de sa femme et de sa fille aînée. Il avait pourtant cru bien faire quand il les avait poussées à grimper sur le tracteur d'un voisin. Depuis le matin, et l'entrée des paramilitaires serbes dans la ville de Suhareka, à 40 kilomètres de la frontière, elles avaient déjà beaucoup trop marché. Alors il a poursuivi avec ses quatre autres enfants, âgés de treize à vingt et un ans, et leur a donné rendez-vous à la frontière. Il les y a attendues deux jours. Plusieurs voisins lui ont dit qu'elles étaient derrière, engluées dans la file d'attente. Et puis à 3 heures du matin, mercredi 7 avril, il a vu passer les derniers réfugiés autorisés par les Serbes à franchir la frontière.



Jusque-là, il avait pourtant toujours gardé le moral. Albanais du Kosovo, il ressemblait à l'image d'Epinal du Yougoslave modèle. Ancien ouvrier dans une fabrique de meubles à Ljublana, accidenté du travail et bénéficiaire d'une pension slovène, il avait en effet conservé de *« très bonnes relations avec de nombreux Serbes »*. Aussi, aux nouvelles alarmistes rapportant l'évacuation des villes voisines, il avait préféré les propos rassurants de la police municipale assurant que Suhareka serait épargnée. Baiiram n'a plus aujourd'hui que la force d'attendre, ici à Kukës.

UN GOÛT DE TRAHISON

Skender et Minavera, trente ans chacun, n'entendent pas davantage quitter la région. A eux aussi, on a suggéré de prendre le chemin du Sud. Mais après cinq jours comprimés dans un tracteur, à contraindre les enfants au silence et à s'interdire l'usage des bougies, et forts dorénavant de l'immense privilège d'avoir franchi parmi les derniers le col de Morina, l'ancien ouvrier au chômage et l'institutrice dans les écoles parallèles albanaises n'envisagent plus de bouger. *« Ou alors pour rentrer à Prizren* (sud du Kosovo), *sous la protection des troupes de l'OTAN »*, explique Skender.

Des Baiiram, des Skender et des Minavera, le HCR et les autorités de Kukës en gèrent des dizaines de milliers. Il y a ceux pour qui s'éloigner, ne serait-ce que d'un kilomètre, du Kosovo laisserait un horrible goût de trahison. Ceux, souvent les plus jeunes, qui se disent prêts à partir mais exclusivement vers Tirana ou Durrës ; mais la capitale albanaise, comme le principal port du pays, s'estiment saturés. Enfin ces agriculteurs qui, plus encore que de leur destinée, semblent se soucier du devenir de leur tracteur. La préfecture a proposé de placer les paysans dans des bus et de faire garder leurs tracteurs. Mais en vain.

A la préfecture, on se dit pourtant déterminé. *« Les Kosovars sont nos frères,* explique Emri Peca, porte-parole de la préfecture, *mais Kukës ne pourra pas longtemps supporter une telle charge. 80 000 réfugiés pour 20 000 habitants, c'est invivable. »* Dès vendredi 9 avril, deux écoles de la ville, qui servaient de centres d'accueil, ont été évacuées pour préparer la rentrée des classes. D'ici à dix jours, la préfecture souhaiterait voir disparaître tous les campements sauvages, et leurs habitants répartis dans les camps aménagés ou, mieux, envoyés vers le Sud. Il y a également les hypothétiques épidémies : pour l'heure, elles ont été bien contenues, *« mais ça peut se dégrader rapidement »*, admet Muhammed Dualeh, responsable de l'antenne santé du HCR. Enfin il y a la sécurité. Chacun redoute une escalade du conflit. Vendredi, des échanges de tirs entre unités de l'UCK et armée serbe se sont poursuivis toute la journée près de Tropoje, sur la frontière, à 100 kilomètres au nord-est. *« Et ça finira par arriver ici,* pronostique-t-on au HCR. *Il n'est pas pensable que 60 000 ou 80 000 réfugiés se trouvent alors sur place. »*

Impensable sauf que, parallèlement à la fermeture de la vanne des arrivées, le flot des départs s'est lui aussi tari. De 15 000 sorties par jour, le rythme est passé à 7 500, jeudi. Si bien que, de la place principale, les camions qui montent vivres et matériel repartent désormais à vide, ce qui était aussi impensable qu'interdit il y a trois jours. Au HCR, on espère cependant *« régler la situation en quelques semaines »*. Paradoxalement, une éventuelle escalade militaire, si elle inquiète les humanitaires, pourrait se révéler l'alliée objective des autorités locales. Sur l'immense campement sauvage qui borde le lac, ce vieil homme hésite. Partir dans un de ces bus qui attendent les éventuels candidats ? *« Jamais je ne quitterai mon tracteur. »* Et la menace de guerre ? L'homme réfléchit, lisse sa moustache : *« S'ils évacuent les habitants de Kukës, alors nous suivrons. »*

Nathaniel Herzberg

La fausse quiétude des réfugiés en Turquie

A Gaziosmanpasa, ils n'ont pas surmonté leurs frayeurs, ne savent plus où se rendre et s'inquiètent du sort de leurs proches

CAMP DE GAZIOSMANPASA, KIRKLARELI (Turquie)

de notre envoyée spéciale

Une carte téléphonique à la main, ils font la queue, patiemment, de-

REPORTAGE

« En Macédoine, c'était terrible. (...) Ici nous sommes mieux »

vant le bureau de poste du camp, attendant d'avoir accès aux quatre téléphones mis à leur disposition. Désormais propres et bien nourris, les réfugiés qui, deux jours auparavant, étaient encore noyés dans la boue et les ordures à la frontière macédonienne, tentent d'oublier leur frayeur. Pris en charge par les autorités turques dans le cadre presque champêtre d'un camp bien organisé, puisqu'il a déjà été rodé au cours de plusieurs crises précédentes – l'exode de la minorité turque fuyant la Bulgarie en 1989 et la guerre de Bosnie –, la principale préoccupation de ces Kosovars est désormais d'obtenir des nouvelles des proches qu'ils ont dû abandonner.

« La police macédonienne nous a forcés à monter dans des camions », explique, nerveuse, Besai Seydai, une étudiante en médecine âgée de vingt-deux ans et qui a passé huit jours sous la pluie à la frontière. *« Ici nous sommes relativement bien, mais la Macédoine était terrible. »* Elle espère obtenir des nouvelles de ses parents et de ses trois sœurs, dont elle a été séparée à la frontière, en appelant un oncle domicilié en Norvège.

LOGIS PRÉFABRIQUÉS

En l'espace de quarante-huit heures, les signes extérieurs du traumatisme vécu par ces Albanais du Kosovo ont presque disparu et le camp assume un air de fausse normalité sous le soleil printanier. Des enfants jouent sur des balançoires. Devant les logis préfabriqués, qui contiennent quatre lits, une armoire, une table et quatre chaises, des femmes font leur lessive dans de grands baquets en plastique et, déjà, du linge sèche sur des lignes tendues entre les maisonnettes. Mais l'angoisse des réfugiés et les séquelles des épreuves terribles qu'ils ont traversées n'ont pas disparu pour autant.

Devant la cuisine de campagne, les réfugiés sont alignés avec de grands bols en métal, qu'ils remplissent de bulgur (blé concassé), de haricots et de yaourt. Cette nourriture est accompagnée de jus de fruits, qui sont au menu de midi et qu'ils rapportent à leurs familles pour manger en privé à leur domicile temporaire.

Parmi ceux qui attendent d'être servis figure Murat, étudiant âgé de dix-neuf ans qui a vu, dans sa fuite, des miliciens serbes abattre un homme. Il exprime son soulagement. Par l'intermédiaire d'un parent vivant en Europe, il est parvenu à avoir des nouvelles de son père, de sa mère et de ses frères et sœurs, qui se trouvent en Albanie. Elégante dans des pantalons de velours bruns, Umrane, trente et un ans et qui est arrivée en compagnie de sa mère, s'inquiète pour son père resté à Pristina. Son épopée est semblable aux récits des autres habitants du camp. *« Nous avons été chassés par des hommes masqués, qui nous ont forcés à nous rendre à la gare où nous avons attendu pendant des heures avant d'être entassés dans le train pour aller à la frontière »*, explique-t-elle. *« En Macédoine, c'était terrible. La police nous a très mal traités. Ici nous sommes mieux »*, ajoute-t-elle.

TRACES DE COUPS

A l'infirmerie, un médecin turc confirme que trois réfugiés ont été traités pour des traces de coups infligés, affirment-ils, par les forces de sécurité macédoniennes. *« Mais nous voyons surtout des cas d'infection des voies respiratoires en raison de la pluie et du froid,* explique le Dr Kaan Onem. *Il y a aussi les malades chroniques, qui viennent pour leurs rhumatismes, leur diabète ou l'hypertension. »* Ses cheveux blonds et ses yeux bleus lui donnent l'allure d'un Albanais et rappellent les liens culturels, ethniques et historiques qui lient la Turquie aux Balkans. *« Ma famille est effectivement originaire des Balkans »*, admet-il en souriant. Comme interprète, il emploie une jeune Albanaise qui a fui le Kosovo en voiture avec la première vague de réfugiés et qui, arrivée voilà dix jours, fait déjà partie des vétérans du camp. *« Notre famille parle le turc à la maison »*, affirme-t-elle.

Eyoub, qui enseignait l'anglais dans un lycée, fait lui aussi partie des chanceux qui sont parvenus à établir le contact avec leurs proches. Musulman pieux, il avait quitté le Kosovo pour le pèlerinage à La Mecque le 12 mars, via Skopje. Echoués en Arabie saoudite après le début des opérations de l'OTAN, les quelque 200 pèlerins kosovars dont il faisait partie n'ont pas obtenu l'autorisation de s'envoler pour Skopje. Après plusieurs jours d'attente à Jeddah, le groupe s'est retrouvé, pour le moins surpris, dans ce camp de réfugiés. *« C'est le destin, une épreuve que nous devons traverser »*, dit-il avec philosophie. Jaja Hasan, pèlerin lui aussi, est en revanche furieux. *« Comment puis-je sortir de ce camp ? Nous n'avons rien, les toilettes sont sales. Je veux retourner en France »*, se plaint-il. Originaire du Kosovo, il est domicilié depuis trente ans dans le Jura, où il travaillait pour Peugeot. Contrairement à la plupart des réfugiés qui vivent ici, il n'a pas vécu les horreurs de la longue fuite vers la frontière et ne partage pas leur soulagement d'avoir simplement survécu.

Des milliers d'autres Kosovars sont attendus dans les jours à venir dans ce camp de Gaziosmanpasa qui devrait bientôt abriter 20 000 réfugiés. Ceux qui sont installés ont déjà gagné la lutte pour la survie : dans l'immédiat, ils n'ont rien à craindre et ont un toit sur la tête et des repas réguliers. Il leur reste à confronter l'ennui, le cauchemar des épreuves traversées, l'inquiétude qu'ils ressentent pour parents et amis dont ils sont séparés et, surtout, l'incertitude pesante de l'exil. Où veulent-ils aller ? Tous répondent *« au Kosovo »*, lorsque les conditions de sécurité le permettront. Pour le présent, ils haussent les épaules, indifférents. Qu'ils soient ici ou ailleurs ne change pas grand-chose.

Nicole Pope

Paroles de soldats de l'Armée de libération du Kosovo (UCK)

RUGOVA

de notre envoyé spécial

« Vous voyez ces montagnes, ces pierres. Ce sont un peu mes pierres. J'aime cette terre. » Besim est officier dans l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Sa famille a été récemment victime de la campagne d'épuration ethnique que mène l'armée serbe au Kosovo. *« Je vivais à Pec avec ma femme, mes deux filles et mon fils. Lorsque je suis parti il y a un an pour rejoindre l'UCK, mon fils n'était âgé que de trois mois. Je n'ai jamais revu ma famille. Je sais qu'ils se sont réfugiés à Rozaje, au Monténégro, il y a deux semaines. »* Besim sort délicatement une photographie de son portefeuille. Un gamin à boucles blondes sourit maladroitement : *« Un ami m'a amené cette photo. Mon fils a des cheveux. Et des dents. »*

Besim est de repos à la caserne. Il bricole un émetteur radio. *« Le soir, nous aimons trouver les fréquences de l'armée serbe. Nous nous insultons à distance. »* Besim boit une gorgée d'eau-de-vie. Il réfléchit à son engagement dans l'UCK comme si c'était un souvenir lointain. C'était il y a un an. A trente ans, Besim paraît dix ans de plus. *« Je me suis engagé dans le village de Glocane, dans l'unité du chef Ramus Aradinaj, un grand guerrier. La guerre va être longue,* poursuit-il. *Je crois que seuls les Serbes peuvent venir à bout de Milosevic. »* En dépit de cet appel lancé aux opposants démocrates au président yougoslave, Besim ne peut taire sa rage. *« Je sais que ce n'est pas bien de haïr un peuple. Pourtant, je hais les Serbes. J'avais des amis serbes. Alors j'espère que cette haine disparaîtra, un jour, après la guerre. »* Après la guerre... Besim y pense sans répit. *« Je veux rentrer dans ma ville, dans ma maison, m'asseoir et attendre que ma famille revienne. M'asseoir dans ma maison. C'est une obsession... »*

Tous les espoirs de Besim sont dorénavant placés en l'UCK, le mouvement indépendantiste armé kosovar. *« Nous devons combattre pour ce pays. Le Kosovo existe. Combien y a-t-il de Serbes ici ? Presque aucun... »*

« JE N'AI PAS PEUR »

La guerre a rendu Besim imperméable à l'idée de coexistence. Il pense qu'elle ne fut qu'une illusion. *« Nous, Albanais du Kosovo, n'avons jamais aimé la Yougoslavie, même avant Milosevic, lorsque tous les Yougoslaves vivaient ensemble. »* C'est pourquoi Besim ne soutient pas le combat d'Ibrahim Rugova, le chantre du pacifisme au Kosovo. *« C'est la guerre. Il n'y aura jamais de paix avec les Serbes. Je ne comprends plus Rugova. On ne peut pas être Gandhi lorsque c'est la guerre. »* Selimaj s'est engagé dans l'UCK l'été dernier parce que *« les Serbes allaient tuer* [sa] *famille »*. Sa femme et ses deux filles vivent pourtant dans un village paisible, où il n'y a jamais eu de combats. *« Je vais les voir une fois par mois. »* Une région paisible, une affectation dans la police militaire, aucune participation à une bataille : Selimaj n'est pas un guerrier comme Besim. *« J'aime Ibrahim Rugova. Certains ne l'aiment pas. Moi, je crois que c'est un démocrate. Et il n'aime pas la guerre. Je combats parce que Milosevic est fou ! Ce pays n'est pas l'Albanie, mais c'est un pays albanais. Chaque Albanais du monde entier doit venir aider l'UCK, ou au moins envoyer de l'argent. Sinon, qu'il soit damné, qu'il ne revienne jamais sur cette terre ! »* Ardian est arrivé à la caserne il y a une semaine. Il a dix-sept ans. *« Nous sommes mobilisés. Nous n'avons pas le choix. De toute façon, je voulais rejoindre l'armée. J'ai commencé l'entraînement. On marche, on court... La semaine prochaine, je vais apprendre à tirer à la kalachnikov. La guerre ne sera pas longue, car le monde entier est avec nous,* pense Ardian, le sourire angélique. *Je vais bientôt retourner dans mon village, commencer une nouvelle vie, aller à l'école. »* Ardian ne connaît encore rien de la guerre. Un instant, un soupçon de tristesse apparaît. Puis le regard se veut déterminé. *« Je n'ai pas peur. »* Mais les mains d'Ardian se tordent.

Rémy Ourdan

VU | A LA TÉLÉVISION SERBE

Symbolique des ponts à la RTS

DANS SES BULLETINS d'information, la télévison de Serbie a fait une large place, vendredi 9 avril, à l'importance des ponts, *« symboles de vie »* pour le pays. Dès le début du journal, repris toutes les heures, le président de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro), Slobodan Milosevic, recevant le président du Parti ouvrier hongrois, M. Djula, a conclu sa virulente condamnation de l'intervention de l'OTAN contre la Yougoslavie en rappelant qu'elle touche durement la région de la Voïvodine dont *« la minorité hongroise est un pont qui relie les deux pays »*. Un communiqué du gouvernement fédéral a appelé, entre autres, *« les citoyens à s'opposer, unis, aux bombes qui tuent indépendamment de l'appartenance nationale »*.

Après cette « introduction », un long reportage décrit la façon dont les habitants de Belgrade, Pancevo et Novi Sad défendent leurs ponts. Les premières images montrent un grand drapeau yougoslave porté à bout de bras par des manifestants réunis sur le pont de Branko, à Belgrade, pour former un bouclier humain. Ils scandent *« Yougoslavie, Yougoslavie »*. Un orchestre de rock joue *Smoke on the water*, du groupe Deep Purple, devant un public de jeunes, mais aussi de moins jeunes, largement plus nombreux.

« UNION SACRÉE »

Les drapeaux serbes et yougoslaves flottent, y compris ceux de la Yougoslavie de Tito, frappés de l'étoile communiste. Beaucoup de manifestants portent aussi des cierges ou des flambeaux. De nombreux hommes politiques sont présents. Essentiellement des représentants du Parti socialiste et de la Gauche unie, auxquels s'est joint le leader de l'extrême droite, Vojislav Seselj. Au vue de cette « union sacrée », le commentateur parle *« d'ouvrages parfaitement couverts par les forces d'une défense civile jusqu'alors inégalée »*.

Entre deux bulletins, tel un avertissement, une émission est consacrée à un autre pont de Novi Sad, détruit celui-là, dont la vue suscite les pleurs de deux passantes. Un sculpteur rappelle que ce pont avait déjà été détruit par les nazis lors de la deuxième guerre mondiale. Le bulletin de 16 heures fait ensuite état de risques de bombardement contre les installations de la télévision serbe. L'association officielle des journalistes de Serbie appelle *« tous ceux qui défendent la vérité face aux assassins de l'OTAN »* à se réunir en fin d'après-midi pour défendre le bâtiment principal de la télévision à Belgrade.

Parallèlement à leur caractère patriotique, ces images sont pourtant porteuses d'une symbolique paradoxale. La télévision de Belgrade, que le régime invite aujourd'hui à défendre, est en effet l'institution d'où sont régulièrement partis les messages les plus durs, et les plus critiques, envers l'opposition démocratique. Quant au pont de Branko, c'est là que la police serbe a, à plusieurs reprises au cours de ces dix dernières années, arrêté les manifestants en intervenant violemment à l'encontre des étudiants et habitants de Belgrade qui protestaient contre le régime. Mais ceux d'aujourd'hui semblent être plutôt dans le camp des fidèles de M. Milosevic...

Hector Forest

La fausse quiétude des réfugiés en Turquie

L'aide du HCR aux personnes déplacées demeure limitée par les autorités de Skopje

Médecins sans frontières proteste contre les conditions d'accueil des Kosovars en Macédoine

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés entend progressivement prendre en charge, en Macédoine, les camps de réfugiés aménagés par l'OTAN, laquelle conserverait, toutefois, la responsabilité de leur protection. Médecins sans frontières (MSF) estime que les critères minimaux d'assistance et de protection ne sont pas respectés. Plus de mille réfugiés sont transférés, chaque jour, dans d'autres pays.

STENKOVEC (Macédoine)
de notre envoyé spécial

« Dites-nous, monsieur, combien de temps nous allons rester ici, sans sortir, sans pouvoir rien faire ! » Jeune étudiante en mathématiques, Barda a été chassée du Kosovo, en compagnie de ses parents, après une semaine passée à fuir les rafles à Pristina et à tenter d'éviter l'exil. Partis avant les bombardements en direction du village familial, un frère et une sœur manquent à l'appel. Depuis, Barda est sans nouvelles d'eux.

Que faire ? Pour ses huit mille réfugiés, le camp de Stenkovec, monté par les unités françaises stationnées en Macédoine et gardé par elles, pourvoit à l'essentiel, à la nourriture, au couchage dans d'épaisses tentes militaires, à un minimum d'hygiène. Mais ce camp, comme tous les autres aménagés par l'OTAN, est une cage dont certains commencent à redouter de ne pas sortir de sitôt.

L'exode des Kosovars connaît un répit. La décision de l'OTAN de suppléer à l'impuissance du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et de prendre en charge la mise en place des installations nécessaires pour abriter sommairement le flot de réfugiés a évité un plus grand drame. Pendant près d'une semaine, le blocage de la frontière par les autorités macédoniennes, qui ont déjà accueilli près de soixante mille personnes, a paralysé l'ONU. Les Macédoniens, par peur du fait accompli, n'ont laissé le HCR opérer qu'au compte-gouttes pour secourir les milliers de personnes coincées sans rien dans le *no man's land* entre les deux frontières.

NOUVELLES TENSIONS

Il semble également que le Haut-Commissariat est de plus en plus, pour des raisons imprécises, dans l'incapacité de mettre sur pied une opération de secours à la hauteur des événements. L'opposition de la Russie et de la Chine, membres du Conseil de sécurité de l'ONU, aux frappes de l'OTAN contre la Yougoslavie, aurait pesé lourd dans la balance pour l'en empêcher. Selon certains milieux diplomatiques occidentaux, Sadako Ogata, qui dirige le HCR, n'a finalement eu d'autre recours que de prendre contact, la semaine dernière, avec l'OTAN pour faire appel d'urgence à ses moyens.

Profitant de la venue de Mme Ogata, l'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF), qui dispose de plusieurs équipes sur place, a vivement protesté, vendredi 9 avril à Skopje, contre cette situation, estimant que *« les critères minimaux d'assistance et de protection ont été ignorés dans le cas des réfugiés du Kosovo »*. Mme Ogata a promis d'y remédier au cours d'une conférence de presse, assurant notamment avoir obtenu la garantie que la frontière ne serait plus fermée aux réfugiés, ce qui était encore le cas jeudi au poste de Jabnice, où quelques centaines de personnes étaient bloquées par les Macédoniens.

Le HCR entend, selon Mme Ogata, prendre progressivement en charge l'administration des camps de l'OTAN. Mais, en Macédoine, rien n'indique pour le moment qu'elle en a plus les moyens qu'avant. Elle a estimé qu'en tout état de cause, il serait demandé aux forces alliées de continuer à assurer la sécurité des camps.

Le refus des Macédoniens de laisser les réfugiés libres de leurs mouvements pourrait provoquer de nouvelles tensions à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur des camps. La communauté albanophone de Macédoine n'assistera pas sans broncher à une dégradation de la situation. L'OTAN devra-t-elle alors assurer la police ? Le seul recours pourrait bien être, comme n'en démord pas le gouvernement, d'envoyer les réfugiés le plus loin possible dans des pays d'accueil. Pour l'instant, seules l'Albanie – qui s'est fait forcer la main pour accepter dix mille réfugiés supplémentaires – mais aussi l'Allemagne, la Turquie et la Norvège ont accepté d'en accueillir un nombre significatif. Entre mille et mille cinq cents d'entre eux quittent actuellement Skopje chaque jour par avion sous la supervision de l'OSCE.

Henri de Bresson

DÉPÊCHES

PHILIPPE SÉGUIN

■ Tout en réaffirmant sa « confiance » dans l'action du président de la République et du premier ministre en Yougoslavie, Philippe Séguin, dans un entretien publié vendredi 9 avril par *Le Parisien*, s'interroge sur la stratégie de l'OTAN. *« Veut-on mettre tous les Serbes dos au mur, ou espère-t-on les ramener à la table des négociations ? »*, demande-t-il, ajoutant : *« Faire avaler les accords de Rambouillet à Milosevic ou bien le traiter comme un nouvel Hitler ? Dans cette deuxième hypothèse, ça risque de prendre du temps et de faire du dégât. »*

MARIE-FRANCE GARAUD À BELGRADE

■ Marie-France Garaud, ancienne conseillère de Georges Pompidou et de Jacques Chirac, aujourd'hui proche de Charles Pasqua, s'est rendue à Belgrade, du 6 au 11 avril, à l'invitation du maire de la ville, Vojislav Mihailovic, en compagnie, notamment, d'Alain Griotteray, ancien député du Val-de-Marne. Mme Garaud, hostile à la participation de la France à l'action de l'OTAN contre la Serbie, devait rencontrer diverses personnalités, dont elle n'a pas fait connaître la liste.

LA GUERRE DES ONDES

■ Les radios américaines Voice of America et Radio Free Europe diffusent, depuis jeudi 8 avril, 24 heures sur 24 vers la Serbie un programme commun, a indiqué vendredi le chargé des relations publiques de la « Voix de l'Amérique », Joseph O'Connell. Les programmes, qui alternent en quatre langues : le serbe, le bosniaque, le croate et l'anglais, sont destinés à contrer la propagande yougoslave, a expliqué M. O'Connell. Les émissions ne peuvent encore être captées que par Internet ou sur les ondes ultracourtes sur la fréquence 106,5, mais cinq nouvelles stations émettrices doivent être installées, a-t-il annoncé. – *(AFP)*

POUR AIDER LES RÉFUGIÉS

■ Le ministère des affaires étrangères a mis en place une cellule d'urgence et de veille avec un numéro vert : 0 800 77 50 47. Un autre numéro vert, concernant l'accueil des réfugiés, a été installé : 0 800 845 800.
■ Action contre la faim : 4, rue Niepce, 75014 Paris, tél. : 01 43 35 88 88.
■ Comité français pour l'Unicef : 3, rue Duguay-Trouin, 75006 Paris, tél. : 01 44 39 77 77.
■ Croix-Rouge française : 1, place Henry-Dunant, 75008 Paris, tél. : 01 44 43 11 00.
■ Fondation de France : 40, avenue Hoche, 75008 Paris, tél. : 01 44 21 31 00.
■ Médecins du monde : 62, rue Marcadet, 75018 Paris, tél. : 01 44 92 15 15.
■ Médecins sans frontières : 8, rue Saint-Sabin, 75011 Paris, tél. : 01 40 21 29 29.
■ Secours catholique : 106, rue du Bac, 75007 Paris, tél. : 01 45 49 73 00.
■ Secours populaire français : 9, rue Froissart, 75003 Paris, tél. : 01 44 78 21 00.

Les Macédoniens de langue albanaise affichent leur solidarité

SKOPJE
de notre envoyé spécial

« Ce ne sont pas des réfugiés, ce sont nos invités », corrige notre hôte, un commerçant de Tetovo. En Macédoine occidentale, là où est concentrée la majeure partie des Macédoniens de langue albanaise, l'accueil des réfugiés du Kosovo est d'abord une question de solidarité. Avec un quart environ des 2 millions d'habitants du pays, les Albanais constituent, pour leurs cousins du nord, un appui précieux pour les aider à surmonter le drame de l'exode auquel les contraint le régime serbe de Slobodan Milosevic.

Combien sont-ils aujourd'hui de Kosovars ainsi éparpillés dans les familles de l'autre côté de la frontière de la République de Yougoslavie ? Difficile sans doute de le dire avec précision. Les villes, les villages accrochés aux flancs des montagnes qui forment la frontière avec l'Albanie à l'ouest, le Kosovo au nord, affichent complet.

Le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Sagako Ogata, estimait leur nombre, vendredi 9 avril, lors de son passage à Skopje, à la moitié environ des 130 000 réfugiés qui auraient passé la frontière macédonienne depuis le début de la crise. Un chiffre un peu inférieur à celui donné par l'organisation El Hilal.

Fondée il y a huit ans par les Albanais de Macédoine avant l'éclatement de la Yougoslavie, sur le modèle des organisations humanitaires, cette organisation a officiellement pour vocation d'aider les plus démunis. Depuis sa création, deux ans après le début des troubles au Kosovo, elle s'est efforcée d'apporter une aide aussi bien aux Kosovars, aux Albanais d'Albanie qu'aux musulmans bosniaques, dont 5 000 ont été hébergés pendant plus de trois ans dans la région lors de la guerre de Bosnie. Depuis la dernière crise, elle aide à organiser l'accueil des réfugiés dans les familles.

SYMPATHIES POUR L'UCK

Le El Hilal est parfois suspecté d'être un vecteur d'islamisme, ce dont son dernier président, Xhafer Xhaferi, un pharmacien de Tetovo, se défend énergiquement. Si elle affirme n'être qu'une simple organisation macédonienne et n'avoir aucune ramification en Albanie ou au Kosovo, il est clair cependant qu'elle défend la cause des Albanais, où qu'ils se trouvent.

Dans la crise kosovare, M. Xhaferi ne cache pas ses sympathies pour l'UCK. Très critique à l'encontre du gouvernement macédonien pour son comportement avec les réfugiés arrivant à la frontière, M. Xhaferi plaide pour que les Kosovars soient accueillis en Macédoine et non expédiés aux quatre coins de l'Europe. *« Ces gens sont perdus et nous demandent ce qu'ils doivent faire »* souligne-t-il. *« Nous leur disons de rester ici »*.

A long terme, si la crise devait durer, personne n'ignore pourtant les problèmes que cela poserait. La situation économique de la Macédoine, plus encore dans les régions albanophones, n'est pas bien brillante. Les premières années de l'indépendance n'ont pas été placées sous un signe heureux.

ÉQUILIBRE FRAGILE

Le chômage est estimé à 40 % d'une population très jeune. Les expatriés n'ont plus, de leur côté, les moyens d'envoyer autant d'aide aux familles. Un risque de tensions sociales s'ajoute aux tensions qui ont été immédiatement perceptibles dès le début de l'exode des Kosovars avec la majorité macédonienne slave de la population.

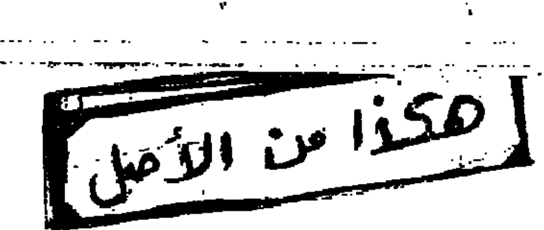
L'équilibre des communautés est fragile malgré la présence dans le gouvernement de coalition au pouvoir à Skopje du Parti *« pour la prospérité démocratique des Albanais de Macédoine »* (DPA), l'un des deux grands partis albanophones du pays. Le DPA est un parti national qui se qualifie de droite par rapport aux formations politiques qui ont gardé des liens avec l'ancien appareil communiste, et l'un de ses leaders, Aladjin Demiri a été démis de ses fonctions de maire de Tetovo et jeté en prison, l'année dernière, pour avoir fait mettre l'emblème albanais, l'aigle à deux têtes sur sa mairie.

M. Demiri n'en estime pas moins que son parti, dans la crise actuelle, doit aider le premier ministre macédonien à stabiliser la Macédoine. Même si pour cela il lui faut avaler quelques couleuvres. L'intérêt des Albanais, dit-il, n'est pas de provoquer une crise interne.

Cette sagesse durera-t-elle longtemps ? L'évolution de la situation n'est rien moins que certaine. Après le refus de la Serbie de signer les accords de Rambouillet, l'intervention de l'OTAN a conduit les Albanais de Macédoine à penser qu'il ne pouvait pas y avoir d'issue autre que l'indépendance totale du Kosovo. Jusqu'à présent, ceux-ci n'étaient pas intervenus directement dans le conflit. De bons observateurs occidentaux redoutent qu'un pourrissement de la crise n'amène la population albanaise à basculer dans un soutien plus actif qui entrerait en conflit direct avec les sentiments pro-serbes d'une grande partie des Macédoniens.

H. de B.





Gerhard Schröder s'assure du contrôle complet du Parti social-démocrate

La guerre en ex-Yougsolavie aide le chancelier allemand à prendre un nouveau départ

Le chancelier Gerhard Schröder sera élu, lundi 12 avril, président du Parti social-démocrate (SPD), en remplacement d'Oskar Lafontaine, qui en a démissionné à la mi-mars en même temps qu'il quittait le ministère des finances. La guerre dans l'ex-Yougoslavie a redonné confiance au chef de la coalition rouge-verte, à qui il reste cependant à apparaître, aux délégués d'un parti indiscipliné, comme l'un des leurs.

BONN
de notre correspondant

Six mois après son élection triomphale, le chancelier allemand Gerhard Schröder va achever sa conquête du pouvoir en Allemagne : lundi 12 avril, il sera élu président du Parti social-démocrate (SPD), pour succéder à Oskar Lafontaine, qui a claqué la porte à la mi-mars, abandonnant la présidence du parti et le ministère des finances. Il devient seul maître à bord d'un parti qui ne l'a jamais aimé en raison de ses accointances avec les milieux économiques.

En mars, l'hebdomadaire *Der Spiegel* affirmait que le départ de M. Lafontaine donnait une *« seconde chance »* à M. Schröder, même si nul n'osait exclure une catastrophe, tant la coalition rouge-verte accumulait les revers. C'est bien cette première hypothèse qui semble se réaliser... grâce à la guerre du Kosovo.

M. Schröder a enregistré son premier succès au sommet européen de Berlin, obtenant la nomination rapide de l'italien Romano Prodi pour succéder, à la présidence de la commission européenne, à Jacques Santer et en bouclant la réforme des finances européennes, dite de l'agenda 2000. Certes, il n'a pas obtenu la réduction espérée de la contribution allemande au budget européen, mais la responsabilité en a été attribuée à l'intransigeance du président Jacques Chirac dans la négociation agricole. Surtout, cette querelle a été occultée par les bombardements de l'OTAN en Yougoslavie.

Flanqué de son ministre de la défense, Rudolf Scharping (SPD), et du ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer (Verts), M. Schröder fait preuve d'une détermination sans faille à lutter contre le président serbe Slobodan Milosevic. Pour la première fois depuis l'arrivée de la gauche, l'Allemagne donne l'impression d'être dirigée. La population, qui a le sentiment que son pays est devenu quasi « normal » en participant aux opérations de l'OTAN, en sait gré à ses dirigeants. Selon un sondage de l'institut Forsa du 8 avril, le SPD, qui s'était effondré depuis les élections, a regagné 3 points en une semaine. La cote personnelle de M. Schröder remonte aussi.

Fort de ce nouvel habit d'homme d'Etat, le chancelier, qui n'a pas le moindre challenger dans le parti depuis le départ de M. Lafontaine, peut aborder le congrès avec une certaine sérénité. Avec la guerre, l'heure n'est plus à porter le deuil d'Oskar Lafontaine. Les voix qui demandaient la tête de Bodo Hombach, ministre à la chancellerie et bras droit de M. Schröder, accusé d'être responsable du chaos à Bonn, se sont tues. Nul n'accuse plus M. Schröder d'être un *« chancelier en cachemire »*, pour avoir posé dans la magazine *Lifestyle*, ou de passer son temps dans des émissions de variété à la télévision. La guerre a aussi occulté la hausse de l'essence et la nouvelle taxation des petits emplois payés moins de 630 marks (315 euros) par mois, qui vont frapper l'électorat SPD.

Les bombardements de Yougoslavie vont occuper le coeur des débats du congrès, ce qui provoque une nervosité certaine à Bonn dans l'équipe Schröder, alors que les délégués sont encore très marqués par les combats pacifistes des années 80. La gauche du parti et les jeunesses sociales, les jusos, comptent faire quelques éclats, demandant par exemple l'arrêt des bombardements. L'ancien chancelier Helmut Schmidt a lancé une pique, estimant que, *« tenus en laisse par les Américains, nous avons violé le droit international et la charte des Nations unies »*. Mais, sauf coup de théâtre, ce débat ne devrait pas conduire à une remise en cause profonde de l'équipe Schröder. *« J'attends du congrès un renforcement de la position du gouvernement »*, a même affirmé M. Scharping.

Partisans ou non de M. Schröder, les délégués savent que l'avenir du parti dépend du succès de l'équipe gouvernementale, qu'ils ont tout intérêt à soutenir. La gauche allemande doit montrer son unité, alors que, d'ici à la fin de l'année, elle va affronter les européennes, des élections régionales dans six Länder et de multiples élections municipales.

> « Le SPD a essentiellement une culture d'opposition, et si Schröder tente d'en faire une association pour le chancelier, il échouera »

« En Allemagne, les conservateurs ont une culture du pouvoir et sont beaucoup plus disciplinés. (...) Le SPD a essentiellement une culture d'opposition, et si Schröder tente d'en faire une association pour le chancelier, il échouera », analyse Norbert Seitz, spécialiste du SPD et rédacteur en chef de la revue *Frankfurter Hefte*.

A plus long terme, la tâche qui attend Gerhard Schröder est la modernisation de son parti, dont l'électorat peine à accepter les réformes nécessaires de l'Etat social et des progrès de société comme la réforme du code de la nationalité, préconisée à l'origine par la coalition rouge-vert. *« Le changement programmatique nécessaire pour devenir un parti du centre n'a pas eu lieu »*, estime Matthias Jung, directeur de l'institut d'analyses politiques Forschungsgruppe Wahlen. *« Le problème du SPD, c'est que son électorat provient largement des milieux de travailleurs, qui ne représentent pas la société moderne de services. Ils ont beaucoup de fonctionnaires, d'enseignants plutôt étrangers à l'économie qui ont du mal à trouver une réponse à la globalisation. »* Depuis des années, les jeunes votent plutôt chrétien-démocrate que SPD. M. Schröder, entend-on souvent, va devoir faire, après son élection, ce que le Britannique Tony Blair avait fait avant. Michael Donnermeyer, ancien porte-parole du parti, conteste cette analyse : *« Le travail qu'a fait Blair pour le parti travailliste, nous l'avons fait au congrès de Bad Godesberg en 1959. Le parti a beaucoup plus évolué dans les deux dernières années que ne le perçoit l'opinion publique. On le voit notamment aujourd'hui avec la politique étrangère qui est menée.*

M. Donnermeyer conteste aussi que M. Lafontaine ait été un traditionaliste en économie. *« C'est lui le premier qui a parlé de réduction du temps de travail sans maintien complet du salaire. »* Sur le fond, M. Lafontaine avait des conceptions moins éloignées qu'il y paraît de M. Schröder. Mais son discours, et c'est ce qui a compté, a été jugé inacceptable par les milieux économiques, les partenaires étrangers de l'Allemagne et la population. Avec son départ, la rhétorique néokeynésienne du SPD est révolue, même si, en baissant ses taux, la Banque centrale européenne lui donne a posteriori raison.

Face au congrès, Gerhard Schröder va devoir expliquer qu'on ne gouverne pas l'Allemagne contre les milieux économiques, mais il doit aussi apparaître, aux délégués, comme un des leurs. Un vrai social-démocrate.

Arnaud Leparmentier

Crise dans l'opération « Lifeline » d'aide alimentaire au Soudan

NAIROBI
de notre envoyée spéciale

Etranglée par Khartoum, exploitée par les rebelles, critiquée par les organisations non gouvernementales (ONG), l'opération « Lifeline Sudan » (OLS) est en crise. Dix ans après sa création, lors de la famine de 1989, qui a vu mourir un quart de million de Soudanais, cette gigantesque opération de secours humanitaire, la plus grande de l'Histoire, est en plein examen de conscience : combien de temps encore la communauté internationale devra-t-elle nourrir les populations soudanaises ?

A raison d'un million de dollars par jour, les Nations unies, en collaboration avec quarante ONG, nourrissent près de trois millions de personnes quotidiennement, alors que le gouvernement soudanais exporte du sorgho pour des centaines de milliers de dollars, afin d'acheter des armes. Catherine Bertini, directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, qui, avec l'Organisation de l'ONU pour l'enfance (Unicef), est la principale agence au sein de l'OLS, se borne à dire à ce sujet : *« Dans un monde parfait, chaque gouvernement serait responsable de nourrir ses populations, mais notre monde n'est pas parfait et notre devoir est de nous assurer que personne ne meurt de faim. »*

Les personnels humanitaires sur le terrain sont plus critiques. La communauté internationale a fait du Soudan, disent certains, *« un pays totalement dépendant de l'aide »*, ce qui empêche les Soudanais de s'aider eux-mêmes. L'OLS, ajoutent-ils, devrait *« changer de vocation »*, pour devenir un vecteur de construction d'une nation. Ce qui, admettent-ils, est *« infiniment plus difficile »* à faire accepter par les pays donateurs, qui *« demandent à voir des cadavres pour continuer à financer l'OLS »*.

LA NOURRITURE UTILISÉE COMME UNE ARME

Les personnels de l'OLS se demandent également si la communauté internationale ne dégage pas le gouvernement de Khartoum, ainsi que les rebelles, de leurs responsabilités. L'OLS, disent-ils encore, *« satisfait les stratégies géopolitiques de certains pays, pour qui un Soudan faible et en guerre est moins dangereux qu'un Soudan debout sur ses propres jambes »*. Par ailleurs, la nourriture est utilisée *« comme une arme »* par toutes les parties en conflit. Souvent détournée par les rebelles au profit de leurs hommes, sa distribution dans le Sud est régulièrement empêchée par le gouvernement.

Les membres des ONG sont de plus en plus nombreux à estimer que l'aide devrait désormais être *« conditionnelle »*, tributaire d'un prix politique. La famine de 1998, affirment-ils, était *« en très grande partie »* le résultat de la décision de Khartoum d'interdire, pendant deux mois, les vols dont dépend l'OLS pour larguer les produits alimentaires.

Médecins sans frontières (MSF), qui participe à l'OLS, dénonce comme une *« hérésie majeure »* la décision de laisser aux rebelles le monopole de la distribution des vivres. D'autres au sein de l'OLS estiment que les Etats-Unis, le plus grand bailleur de fonds, refuseraient *« tout changement stratégique au sein de l'OLS qui pourrait être perçu comme étant contraire aux intérêts des rebelles »*.

La famine de 1998 ayant retenu *« pendant quelques semaines »* l'attention de la communauté internationale, un responsable onusien regrette qu'il faille *« des famines de proportions bibliques pour que les gens se rendent compte qu'il y a une véritable tragédie au Soudan »*.

Afsané Bassir Pour

La justice chilienne destitue un magistrat pour complicité avec Pinochet

BUENOS AIRES
de notre correspondante

La Cour suprême chilienne a destitué de ses fonctions, vendredi 9 avril, le juge Sergio Valenzuela Patino, qui avait été chargé, pendant dix-sept ans, d'enquêter sur l'assassinat du dirigeant syndical Tucapal Jimenez sous le général Augusto Pinochet. Cette décision intervient après l'arrestation spectaculaire, le 5 avril, de douze anciens militaires et agents de la police secrète de Pinochet, accusés du meurtre du syndicaliste, le 25 février 1982.

Ces arrestations avaient été effectuées après que la Cour suprême eut rouvert, le 30 mars, une cause qui avait pourtant été archivée, en novembre 1998, par le juge Patino, qui n'avait désigné aucun coupable. La Cour suprême a accepté la requête de destitution du magistrat présentée par la famille de Tucapal Jimenez, celle-ci ayant notamment fait valoir que le juge Patino était *« incompétent »* dans cette affaire puisqu'il est le père d'un ancien agent de la police secrète de Pinochet, la Centrale nationale d'informations (CNI). Le nouveau procès a été confié au juge Sergio Munoz Gajardo.

A quelques jours de la décision que doit prendre Jack Straw, le ministre de l'intérieur britannique, sur le sort de Pinochet, ces gestes des autorités chiliennes sont interprétés, à Santiago, comme autant de gages visant à convaincre Londres que l'ancien dictateur sera jugé dans son propre pays s'il était renvoyé au Chili.

« La justice chilienne essaie de passer l'examen face à la justice britannique pour prouver qu'au Chili les tribunaux peuvent juger le général Pinochet », a déclaré, à Santiago, le journaliste Wilson Tapia. Auteur d'un livre sur l'assassinat de Tucapal Jimenez, publié il y a treize ans, dans lequel il mentionnait les noms de quelques-uns des militaires récemment arrêtés, le journaliste estime qu'*« il existe aujourd'hui les conditions pour éclaircir l'assassinat du syndicaliste »*, car les temps ont changé au Chili depuis l'arrestation de Pinochet à Londres il y a près de six mois.

RÉFUGIÉ EN FRANCE

Il y a quelques jours, le ministre chilien des affaires étrangères, José Miguel Insulza, avait lui aussi affirmé que son pays était en mesure de faire comparaître l'ancien dictateur devant un tribunal. *« Je ne nie pas qu'il existe au Chili une grande lacune en matière de vérité et de justice*, avait-il déclaré. *Mais cette lacune ne sera pas comblée si le général Pinochet est jugé en Espagne. »* Madrid réclame l'extradition du vieux général afin de le juger pour génocide, homicides et tortures perpétrées pendant le régime militaire de 1973 à 1990.

Le syndicaliste Tucapal Jimenez était président de l'Association nationale des employés fiscaux (ANEF) et préparait une grève générale contre le régime Pinochet quand il fut retrouvé, égorgé, dans la banlieue de Santiago. Parmi les personnes arrêtées pour ce crime figurent dix officiers à la retraite et deux anciens agents de la CNI.

Deux autres anciens membres de la police secrète sont également impliqués. L'un d'eux, Lautaro Ancavil, a fui le Chili et, d'après l'enquête chilienne, se serait réfugié en France en août 1983. Quant à Carlos Herrera Jimenez, il est en prison depuis février 1985, où il purge une peine de dix ans de détention pour l'assassinat d'un autre syndicaliste en 1984. Le 5 avril, il a fait une déclaration dans laquelle il demande publiquement pardon.

Christine Legrand

Continuité à la tête du pouvoir à Djibouti

DJIBOUTI. Ismaël Omar Guelleh, candidat du parti au pouvoir depuis vingt-deux ans à Djibouti, a remporté l'élection présidentielle, qui s'est déroulée vendredi 9 avril, avec 74,09 % des suffrages contre 25,78 % au candidat de l'opposition, a annoncé le ministère de l'intérieur. Ismaël Omar Guelleh succède à Hassan Gouled Aptidon, au pouvoir depuis l'indépendance en 1977, qui a passé la main, à 83 ans. Chef de cabinet du président sortant, Ismaël Omar Guelleh, 52 ans, portait les couleurs du parti au pouvoir, le Rassemblement populaire pour le progrès (RPP). L'opposition, qui avait dénoncé les risques de fraude, devait se réunir pour faire connaître sa réaction après l'annonce des résultats. Djibouti n'a pas de commission électorale indépendante. – *(AFP.)*

Un général iranien proche des conservateurs tué dans un attentat

TÉHÉRAN. Un haut responsable de l'armée iranienne, le général Ali Sayad Chirazi, a été tué dans un attentat, samedi 10 avril à Téhéran, a annoncé l'agence officielle IRNA. Le général Chirazi était chef adjoint de l'état-major suprême des forces armées iraniennes. L'agence IRNA ne précise pas les circonstances de cet attentat. Agé d'une cinquantaine d'années, il était l'un des principaux commandants de l'armée de terre et avait dirigé personnellement plusieurs grandes offensives iraniennes durant la guerre opposant l'Iran à l'Irak de 1980 à 1988. Réputé proche de l'aile conservatrice du régime, il s'était écarté du commandement des forces terrestres à l'armistice pour devenir conseiller auprès de l'état-major central, qui dépend directement du guide de la République islamique et numéro un du régime, l'ayatollah Ali Khamenei. – *(AFP.)*

L'ONU reprend toutes ses opérations au Tadjikistan

DOUCHANBÉ. Les Nations unies ont décidé de reprendre toutes leurs opérations au Tadjikistan, et en particulier dans la vallée orientale de Karateguine, où elles avaient été suspendues il y a dix mois, après l'assassinat de quatre de ses membres dans une embuscade, a déclaré, vendredi 9 avril, Jan Kubis, représentant spécial des Nations unies dans cette ancienne République soviétique limitrophe de l'Afghanistan. La Cour suprême du Tadjikistan a condamné, en mars, trois Tadjiks accusés de ces meurtres, tous membres d'un groupe radical du Mouvement unifié de l'opposition islamique, qui avait mené pendant six ans la lutte armée contre le pouvoir avant de signer un accord de paix en 1997.

Le processus de paix, marqué par des opérations militaires communes du pouvoir et du mouvement islamique contre la *« troisième force »* proche de l'Ouzbékistan, *« ne progresse que lentement »*, a cependant déploré M. Kubis. L'incorporation de dirigeants de l'opposition dans le gouvernement reste ardue, alors que des bandes armées sévissent toujours dans le pays. – *(Reuters.)*

DÉPÊCHES

■ **BIRMANIE : Aung San Suu Kyi, la dirigeante de l'opposition birmane,** a appelé, vendredi 9 avril, l'ONU à dénoncer la situation des droits de l'homme dans son pays, devant l'*« intensification »* de la répression orchestrée par la junte militaire. Des centaines d'adhérents de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), qu'elle préside, y compris des députés élus en 1990, ont été interpellés ces derniers mois et nombre de permanences locales du parti ont fermé après la *« démission »* de leurs militants. – *(AFP.)*

■ **CHINE : Nigel Rodleyn, le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture,** a annoncé, vendredi 9 avril, à Genève, avoir été invité à se rendre en Chine, une mission qu'il compte entreprendre dans la première moitié de l'année 2000. Ce professeur de droit britannique, qui a dit demander depuis 1995 à effectuer une telle visite, a ajouté qu'il chercherait à se rendre au Tibet, où des moines et des religieuses auraient été torturés. – *(Reuters.)*

■ **ÉTATS-UNIS : Washington a publié, vendredi 9 avril,** une liste réduite de produits européens devant être frappés de 100 % de droits de douane dans le cadre de la guerre de la banane. Parmi les produits visés, Washington a retiré le cachemire écossais, ce qui avait valu une convocation de l'ambassadeur américain au ministère des affaires étrangères britannique. En revanche, les sacs à main de luxe français et les cafetières allemandes sont maintenus, mais celles en provenance d'Italie sont épargnées ainsi que le jambon de Parme. Les Etats-Unis demanderont, le 19 avril, l'autorisation de l'OMC pour appliquer ces sanctions, selon un diplomate américain à Genève. En l'absence d'un règlement bilatéral euro-américain sur ce différend, le prix des produits européens visés par ces sanctions doublera aux Etats-Unis. – *(AFP.)*

■ **KAZAKHSTAN : après l'annonce cette semaine que le gouvernement kazakh** cessait de maintenir la parité de sa monnaie, le tenge, vendredi 9 avril, le représentant du FMI à Almaty, Paul Ross, a qualifié de positive cette décision qui *« peut réduire la vulnérabilité »* du pays face à des chocs externes comme la crise russe d'août 1998 et restaurer sa compétitivité. – *(Reuters.)*

■ **TIMOR-ORIENTAL : Xanana Gusmao, le chef de la guérilla est-timoraise,** a une semaine pour revenir sur son appel à la reprise de la lutte armée dans l'ancienne colonie portugaise, a annoncé vendredi 9 avril le ministre indonésien de la justice. Le ministre a indiqué que, si M. Gusmao, transféré en résidence surveillée en février dernier, n'obtempérait pas, il serait de nouveau incarcéré. Capturé en 1992 et condamné à vingt ans de prison pour séparatisme et sabotage, Xanana Gusmao a été placé en résidence surveillée en février par les autorités indonésiennes pour lui permettre de jouer un rôle actif dans les pourparlers en cours sur l'avenir du Timor-Oriental. – *(Reuters.)*

Un aviateur américain tué en Chine il y a cinquante ans a été identifié

BRADFORD (Pennsylvanie). Plus d'un demi-siècle après sa mort, les restes d'un aviateur américain tué en Chine pendant la deuxième guerre mondiale, retrouvés par hasard par un paysan voici trois ans, ont été identifiés grâce à une analyse d'ADN qui a confirmé sa parenté avec deux de ses frères encore en vie. Il s'agit bien, ont indiqué les enquêteurs militaires américains, d'Anthony DeLucia, un membre des « Tigres volants », unité aérienne engagée par les Etats-Unis aux côtés de la résistance chinoise contre le Japon. L'ingénieur de vol DeLucia avait trouvé la mort à bord d'un bombardier B-24 Liberator qui s'était écrasé dans la province du Guangxi, dans le sud de la Chine, de retour d'une mission contre la marine nippone dans le détroit de Formose, de nuit par mauvais temps, le 31 août 1944. L'épave avait été trouvée en 1996 par le fermier Pan Qibing ; cinq dépouilles avaient été identifiées grâce aux plaques métalliques numérotées des militaires, mais celle de DeLucia n'avait pas été retrouvée. – *(AP.)*

هكذا من الأصل

Continuité à la tête du pouvoir à Djibouti

Un général iranien proche des conservateurs tué dans un atte

L'ONU reprend toutes ses opérations au Tadjikistan

FRANCE

ÉLECTIONS La campagne des élections européennes est quasiment suspendue par la guerre contre la Serbie, qui occupe les esprits davantage que les débats sur les orientations et les institutions de l'UE. A droite, principalement, les programmes de campagne sont bousculés ou retardés. ● LA GUERRE a cependant servi de catalyseur à l'entente de Charles Pasqua et Philippe de Villiers, qui ont annoncé, vendredi 9 avril, la formation d'une liste commune pour le scrutin du 13 juin, sur la base, notamment, d'une commune dénonciation de la suprématie des Etats-Unis dans l'OTAN. ● AU PARTI SOCIALISTE, qui lançait sa campagne samedi (*Le Monde* du 10 avril), si le soutien au gouvernement ne fait pas de doute, l'action de l'OTAN suscite néanmoins des interrogations chez les fidèles de François Mitterrand et les franches critiques de la Gauche socialiste.

L'offensive de l'OTAN suspend la campagne des européennes

Les chefs de file et les états-majors des listes engagées dans la compétition du 13 juin constatent que la guerre contre la Serbie monopolise l'attention. Alors que le PS lance sa campagne, trois jours après le premier meeting du PCF, la droite retarde ou révise les échéances qu'elle avait programmées

OÙ est donc passée la campagne des élections européennes ? Commencée, à droite, dès le 1er janvier, avec l'annonce de la candidature de Charles Pasqua, celle-ci s'était soudainement embrasée au contact de la polémique née de l'élection, le 9 janvier, de l'UDF Anne-Marie Comparini à la présidence du conseil régional Rhône-Alpes. Après les intronisations successives de François Bayrou, à Bordeaux, le 7 février, pour l'UDF, et de Philippe Séguin, le 13 février, à Paris, pour le RPR et Démocratie libérale, les deux rivaux avaient entamé une précampagne au rythme d'un ou deux déplacements par semaine. Depuis le week-end de Pâques, soit dix jours après le début des frappes de l'OTAN en Yougoslavie, la campagne s'est enlisée.

Le président du RPR, qui avait prévu de longue date, pour le 7 avril, une émission sur France-Inter, l'a fait annuler au dernier moment pour n'avoir pas à consacrer tout son temps de parole de candidat au Kosovo. La discrétion de M. Séguin s'explique à la lecture d'un entretien publié, vendredi 9 avril, par *Le Parisien*, dans lequel il déclare faire *« confiance »* au chef de l'Etat et au premier ministre, mais s'interroge, aussi, sur les buts de l'Alliance atlantique face à la Serbie. Au cours de la même semaine, une réunion du comité de campagne, qui devait rendre publics le logo et le matériel de propagande de la liste, a été renvoyée à plus tard. Dans le même esprit, le tirage des affiches prévues pour l'« Euroteuf » – fête, en verlan –, préparée par les jeunes du RPR et de DL pour le 2 mai, a été bloqué. Leur tonalité risquait d'apparaître déplacée au regard de la crise des Balkans. Enfin, Alain Madelin a annulé un déplacement en Grande-Bretagne, où il devait rencontrer des chefs d'entreprise français expatriés pour des raisons fiscales. A la place, il devait se rendre, du vendredi 9 au dimanche 11 avril, en Albanie.

DES THÈMES RÉACTUALISÉS

De son côté, M. Bayrou a maintenu son emploi du temps initial, en y ajoutant toutefois, vendredi, une visite de l'Eurocorps, à Strasbourg, et du quartier général de la brigade franco-allemande, à Muhlhein (Allemagne). Le président de l'UDF avait été contraint, le 7 avril, de modifier au pied levé le thème d'un discours à Bussy-Saint-Georges, en Seine-et-Marne, prévu à l'origine sur la politique de la ville. Le même jour, à Chambéry, Philippe de Villiers déclarait : *« Je n'ai pas envie de vous parler des élections européennes. Car l'Europe est en guerre. »* De même, vendredi matin, devant l'Association de la presse étrangère, le candidat Pasqua a consacré l'essentiel de son propos au Kosovo. *« L'organisation de l'Europe n'intéressait déjà pas beaucoup les gens ; mais alors, avec le Kosovo, c'est le bouquet ! »*, commente, désabusé, le sénateur des Hauts-de-Seine.

Un constat similaire est fait par Roger Karoutchi, député européen et proche conseiller de M. Séguin. *« Je l'ai remarqué dans les dernières réunions publiques : il faut d'abord percer le socle du Kosovo avant de pouvoir dire l'Europe que nous voulons. Il est certain, aussi, que nous allons devoir mettre davantage en avant les thèmes de l'Europe politique et de l'Europe de la défense »*, affirme le directeur de campagne du RPR. Au retour de son second séjour outre-mer, à la Réunion et à Mayotte, du 11 au 14 avril, M. Séguin reprendra le rythme normal de ses déplacements. On mesurera mieux, alors, s'il peut continuer de mener campagne contre l'Europe des socialistes, au moment où les deux têtes de l'exécutif, Jacques Chirac et Lionel Jospin, font preuve d'une entente sans faille dans la conduite du conflit en cours.

RISQUE DE BANALISATION

A l'opposé, M. Bayrou estime que la guerre en Yougoslavie s'inscrit parfaitement dans l'axe de sa campagne. *« Il y a toujours des surprises dans les campagnes électorales. Après la démission de la Commission de Bruxelles, le Kosovo met au centre de l'actualité la thématique que j'ai choisie, à savoir la nécessité d'une Europe politique »*, résume le président de l'UDF. *« L'Europe, c'est le sujet de l'avenir. C'est tellement important que je ne crois pas que l'on doive en faire une affaire droite-gauche »*, a-t-il déclaré à son auditoire, mercredi 7, en mettant implicitement en cause la stratégie choisie par le RPR et DL. M. Bayrou est même allé un petit peu plus loin en ajoutant que, concernant l'Europe, il ne fait pas de ses différences avec les socialistes *« une opposition sur le fond »*. C'est peut-être en cela que réside pour lui le risque : en amenant toutes les listes à réaffirmer la nécessité d'une Europe politique, la guerre au Kosovo pourrait aussi banaliser le discours de M. Bayrou.

Enfin, l'appréciation que portent les Français sur la conduite des opérations peut-elle influer sur leur vote le 13 juin ? C'est ce que l'on se prend à espérer discrètement aux sièges du RPR et de DL. Selon les premières enquêtes d'opinion, le chef de l'Etat et le premier ministre enregistrent une hausse de leurs cotes de popularité, laquelle profite également aux partis qui les soutiennent *(lire ci-contre)*. Toutefois, la situation est très mouvante : que l'OTAN engage des troupes au sol ou qu'au contraire la diplomatie reprenne ses droits, le réflexe légitimiste pourrait tout aussi vite disparaître.

Cécile Chambraud et Jean-Louis Saux

Le réflexe légitimiste de l'opinion

Le contrecoup du conflit du Kosovo sur la préparation des élections européennes n'a pas tardé. Le sondage réalisé par Ipsos, les 2 et 3 avril, auprès d'un échantillon de 966 personnes et publié par *Le Point* (daté 10 avril) témoigne du soutien apporté aux deux responsables de l'exécutif : 67 % de bonnes opinions pour Jacques Chirac (+ 5 points) et 65 % pour Lionel Jospin (+ 8 points). Il fait en outre apparaître une très forte hausse (+ 14 points) des opinions favorables au premier ministre chez les sympathisants du RPR. Cette enquête démontre également une hausse de la popularité des formations politiques favorables à l'intervention (+ 5 points pour le PS, à 58 % d'opinions favorables, + 2 pour le RPR, à 44 %, + 4 pour l'UDF, à 41 %) et une baisse de celles qui la condamnent (– 3 points pour le PCF, à 30 %, – 4 pour le FN, à 10 %). De même, M. Hue perd 5 points d'opinions favorables, tandis que M. Hollande en gagne 4.

Charles Pasqua et Philippe de Villiers feront liste commune

L'ancien ministre de l'intérieur prend acte de l'échec de sa stratégie d'ouverture à gauche

LE KOSOVO n'est qu'un prétexte. Le rapprochement opéré par Charles Pasqua et Philippe de Villiers, annoncé, vendredi 9 avril, dans un communiqué commun, était en fait prévisible, dès lors que l'opération de séduction entreprise par le premier en direction des « souverainistes » de gauche se soldait manifestement par un échec. La guerre des Balkans a cependant précipité le cours des choses, en fournissant aux deux intéressés une argumentation plus digne que la simple reconnaissance du fait que les sondages d'intentions de vote aux élections européennes du 13 juin n'étaient guère prometteurs...

Vendredi matin, encore, devant l'Association de la presse étrangère, M. Pasqua se félicitait d'être *« dans une situation idéale »*. *« Je n'ai pas de colistier, donc, je n'ai personne pour me contredire ou me gêner »*, disait-il. Réaffirmant qu'il n'était *« pas à la recherche de personnalités »*, le sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine rappelait une nouvelle fois qu'il attendrait la *« fin avril »* pour décider ou non de faire une liste commune avec M. de Villiers. Deux heures plus tard, dans un restaurant des Champs-Elysées, les deux hommes concluaient un accord sur la base d'un texte exclusivement consacré à la guerre des Balkans et à la dénonciation du rôle joué par l'OTAN, *« devenue de facto l'organisation de la diplomatie, de la défense et de la sécurité en Europe »*. *« Il faut changer d'Europe. Conçue pour garantir la paix et assurer la prospérité des nations européennes, l'Union européenne ne saurait s'en remettre à d'autres pour défendre ses intérêts ou conduire sa politique. L'indépendance est la condition de l'avenir de l'Europe et de l'équilibre mondial »*, affirme le communiqué commun.

SONDAGES EN BASSES EAUX

Depuis le 1er janvier, date de la déclaration de candidature de M. Pasqua, M. de Villiers était demandeur d'un tel accord. Un temps désarçonné par la volonté du sénateur des Hauts-de-Seine d'aller aussi faire *« son marché aux aromates de gauche »*, il avait lancé, ironiquement, dès le début de l'année : *« Charles, il y aura toujours une soupe à la maison ! »* Le 7 avril, à Chambéry, le président du Mouvement pour la France confirmait la prochaine désignation de premiers candidats sur sa liste et redisait sa confiance dans un accord des souverainistes de droite : *« Il n'est pas impossible que Charles Pasqua nous rejoigne. »*

L'ancien ministre de l'intérieur et, plus encore, un de ses principaux conseillers, William Abitbol, président de l'association Demain la France, étaient plus hésitants ou, en tout cas, moins pressés. Après avoir proposé, à la suite de la victoire de la France en Coupe du monde de football, de régulariser tous les sans-papiers, puis avoir indiqué qu'il n'était pas hostile au PACS, M. Pasqua s'efforçait de tenir le député de Vendée à distance en se présentant comme *« un vieil anarchiste »* et en cultivant les occasions de rapprochement avec la gauche. La dernière en date fut la publication, dans *Le Monde* du 2 avril, d'un point de vue cosigné par Max Gallo, proche de Jean-Pierre Chevènement.

L'entourage de M. Pasqua explique désormais que cette fraction de la gauche s'est ressoudée, depuis le début du conflit en Yougoslavie, autour du président du Mouvement des citoyens et qu'elle attend de connaître sa décision sur son maintien ou non au gouvernement. M. Pasqua, lui, pouvait d'autant moins continuer d'attendre que les sondages d'intentions de vote indiquaient plutôt une tendance à la baisse. La liste de l'ancien ministre tournait autour du seuil de 5 %, en deçà duquel on ne peut avoir d'élus. Dans la dernière enquête en date, réalisée pour *Politique-Opinion* par l'institut BVA, les 2 et 3 avril, auprès d'un échantillon de 968 personnes, la liste de M. Pasqua était même créditée de 4 % des intentions de vote, celle de M. de Villiers de 5 %. Même si elle ne fait pas nécessairement 9 %, l'addition des deux offre des garanties.

J.-L. S.

De l'approbation à la critique ouverte, les quatre familles du PS

LA PASSE D'ARMES a été rapide et feutrée. Au bureau national du Parti socialiste, mardi 6 avril, François Hollande propose l'adoption d'un communiqué dénonçant l'*« exode forcé des populations du Kosovo »*. Au passage, le texte indique que *« l'action militaire engagée par les pays alliés pour rétablir au Kosovo les conditions d'une paix durable est juste et nécessaire »*. Henri Emmanuelli prévient que si la mention *« juste et nécessaire »* subsiste il ne votera pas ledit communiqué. Jean-Luc Mélenchon, porte-parole de la Gauche socialiste, le suit. Résultat : le premier secrétaire décide qu'il n'y aura pas de vote ; mais le communiqué est diffusé avec la formule *« juste et nécessaire »*. Sur le conflit du Kosovo, le PS joue au jeu des quatre familles.

● **Un bloc jospino-rocardien approbateur.** Ni les amis de Lionel Jospin ni les fidèles de Michel Rocard, regroupés dans l'Action pour le renouveau socialiste (ARS), pilotée par Alain Richard, ministre de la défense, n'ont d'états d'âme. Au lendemain des premières frappes aériennes, le premier secrétaire saluait, le 25 mars, à Grenoble, le gouvernement qui *« a fait le choix de l'honneur et de la responsabilité »*. A ceux qui, déjà, s'interrogeaient sur l'engagement de la France dans l'action de l'OTAN, il soulignait que le meilleur moyen de ne pas être *« à la remorque des Américains »* est de construire l'*« Europe de la défense »*. Ce thème a été repris, le 28 mars, lors de la convention « nation-Europe » du PS.

Alors que la jeune garde jospiniste, de Vincent Peillon à Marisol Touraine, reste discrète, la direction socialiste fait bloc. Même la petite phrase de M. Rocard s'interrogeant sur le maintien des ministres communistes au gouvernement n'a pas alimenté les humeurs rocardiennes contre leurs alliés. A Istrana (Italie), le 31 mars, jour du « débat » en conseil des ministres, M. Richard a lancé, acidement : *« Je ne m'exprime jamais sur les délibérations en conseil des ministres. Je plains ceux qui se laissent aller à le faire, car ils cassent la cohésion de l'exécutif. »* Le propos visait au moins autant Jean-Pierre Chevènement que les communistes.

> Désaccord au bureau national. Résultat : le premier secrétaire décide qu'il n'y aura pas de vote

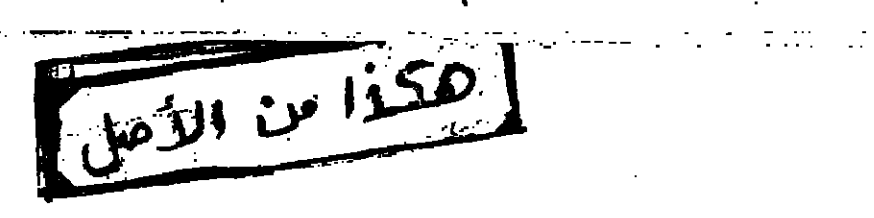
● **Un arc-en-ciel mitterrandiste dubitatif.** Dès le premier bureau national après les frappes aériennes, le 30 mars, en présence de M. Richard, des mitterrandistes montaient à l'assaut, non pour condamner l'intervention militaire, mais pour exprimer leurs interrogations. Tandis que Paul Quilès défendait son plan de paix en quatre points, M. Emmanuelli se démarquait des Etats-Unis, et Louis Mermaz s'interrogeait sur les effets du conflit sur la cohabitation. Michel Vauzelle en appelait à François Mitterrand, qui *« nous avait appris que, pour obtenir quelque chose, il fallait une menace »*. *« On ne peut pas entrer dans ce conflit en indiquant à Milosevic qu'il n'y aura pas d'intervention terrestre »*, observait le président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur à l'intention de son ancien camarade de l'Elysée, Hubert Védrine.

Pour autant, l'arc-en-ciel mitterrandiste, relayé à l'Assemblée par Jean-Louis Bianco, Béatrice Marre et quelques députés fabiusiens, n'affiche pas une parfaite homogénéité. Dès le début du conflit, Jack Lang a apporté un soutien total au gouvernement. Laurent Fabius a fait entendre une petite musique inquiète et interrogative, le 27 mars, devant la convention du PS, mais, cinq jours après, reçu par M. Jospin, il invitait à *« faire bloc »* derrière sa politique. M. Quilès n'a pas endossé des habits d'opposant. Le premier ministre l'a ménagé, en le recevant et en faisant directement écho, le 6 avril, à l'Assemblée nationale, à ses propositions, accueillies avec *« beaucoup d'intérêt »*, notamment sur le déploiement d'une force multinationale d'interposition sous la responsabilité de l'ONU.

● **Une Gauche socialiste critique.** D'abord prudente et évitant de renouer avec l'hostilité manifestée lors de la guerre du Golfe, la Gauche socialiste a retrouvé des accents enflammés contre le *« nouvel ordre mondial »* des Etats-Unis. M. Mélenchon a réservé ses critiques au bureau national, avant de les extérioriser. Dans son bulletin *A gauche* du 7 avril, le sénateur de l'Essonne fustige, sous le titre « Qui avale la mer est condamné à manger aussi les poissons », l'*« inconfort des supplétifs »*, au premier rang desquels Jacques Chirac, qui doivent *« toujours courir derrière des décisions qu'ils ne maîtrisent pas »*. Défendant le retour à la *« légalité internationale incarnée par l'ONU »*, M. Mélenchon proclame l'échec de la *« logique de guerre »*, mais s'abstient de condamner ouvertement M. Jospin.

● **Un trio de grognards maussade.** M. Hollande a réussi à éviter que le débat ne fasse tache d'huile dans les fédérations et que le PS n'affiche publiquement ses fractures. Aucun responsable socialiste n'a manifesté contre les frappes. Les opposants les plus déterminés jouent la discrétion et s'expriment, de préférence, au Palais-Bourbon. Ex-rocardien, aujourd'hui fabiusien, Gérard Fuchs se fonde sur des arguments très techniques et sur ses connaissances d'ancien secrétaire national chargé de l'international pour se demander si les frappes peuvent *« freiner »* la purification ethnique en cours. Venu du radicalisme, aujourd'hui proche de M. Mermaz, François Loncle tempête à huis clos. L'inclassable maire de Montpellier, Georges Frêche, grand pourfendeur de la *« pax americana »*, fait appel à l'histoire pour souligner que les Serbes résisteront à l'OTAN comme ils ont su résister aux Allemands. Mais ces grognards ne s'extériorisent pas et n'oublient jamais d'assurer le gouvernement de leur solidarité. Pour le moment.

Michel Noblecourt



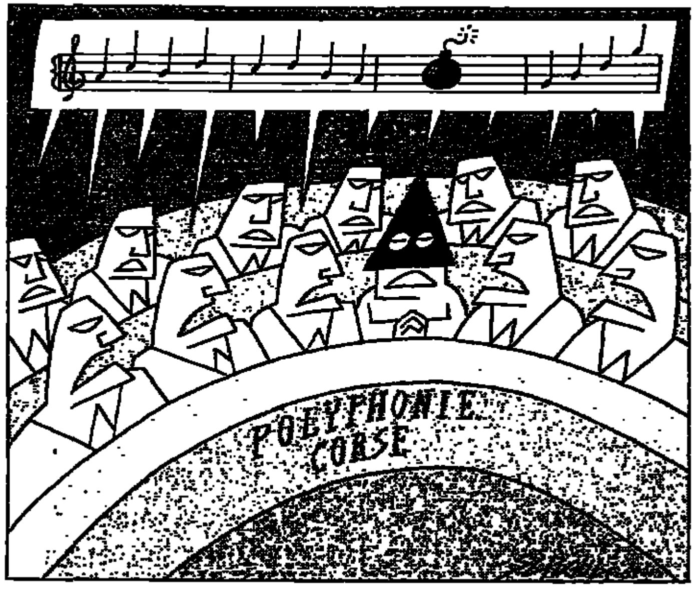
L'Assemblée de Corse refuse le budget présenté par la droite RPR et DL

Emoi autour de la démolition de paillotes sur une plage d'Ajaccio

Pour la quatrième fois depuis qu'elle a été créée, en 1982, l'Assemblée de Corse s'est révélée incapable de voter son budget. Le projet présenté par la coalition RPR-DL a été rejeté d'une voix, malgré l'abstention bienveillante des nationalistes. L'Assemblée a protesté, en outre, contre la mise en œuvre de décisions de justice ordonnant la démolition de paillotes illégalement construites sur une plage d'Ajaccio.

AJACCIO
de notre correspondant

Malgré l'abstention des élus indépendantistes, la droite RPR-Démocratie libérale-divers droite n'a pas pu faire adopter son projet de budget primitif pour 1999 (2,254 milliards de francs, 343,6 millions d'euros), qui n'a recueilli, vendredi 9 avril, que les vingt voix des élus des listes Jean Baggioni-José Rossi et Jean-Louis Albertini. Se sont prononcés pour le rejet de ce projet les seize élus de gauche (gauche « plurielle » de la liste Emile Zuccarelli et divers gauche de Simon Renucci), les trois de Toussaint Luciani et deux des quatre élus de la liste Philippe Ceccaldi (« corsistes »). On a dénombré neuf abstentions, celle de Sauveur Gandolfi-Sheit, du groupe de M. Ceccaldi, s'étant ajoutée aux huit de Corsica Nazione. Le quatrième élu de la liste Ceccaldi était absent au moment du scrutin.



Le rejet du projet de budget était prévisible depuis l'installation de l'Assemblée de Corse issue des élections des 7 et 14 mars et les péripéties qui ont marqué le choix du président de la compagnie aérienne Corse-Méditerranée, François Mosconi, et du président de la commission spéciale des affaires européennes, Jean-Guy Talamoni, indépendantiste. Les oppositions ont ainsi considéré qu'elles n'avaient pas de cadeau à faire au président de l'Assemblée, José Rossi (DL), ni à celui du conseil exécutif, Jean Baggioni (RPR). M. Talamoni a justifié la neutralité des indépendantistes sur *« un budget de conclusion d'une période pluriannuelle de politique contractuelle, et non l'introduction à une nouvelle politique que nous appelons de nos vœux »*.

Il appartient au préfet, Bernard Bonnet, et à la chambre régionale des comptes d'arrêter le budget 1999, vraisemblablement dans les trois ou quatre semaines qui viennent. C'est la quatrième fois, depuis qu'elle existe, que l'Assemblée de Corse *« se laisse déposséder de son budget »* selon l'expression de M. Baggioni : cela s'était produit en 1984 – entraînant la dissolution de l'Assemblée élue en 1982 –, puis en 1985 et en 1986.

SURSIS À EXÉCUTION

La session a été marquée, aussi, par une protestation, sur proposition de M. Talamoni, votée par quarante voix contre deux (PS) et neuf non-participants (PRG et PCF), contre les conditions de démolition des paillotes illégalement élevées depuis des années sur la plage de Mare e Sole, rive sud du golfe d'Ajaccio. L'intervention de plusieurs pelles mécaniques du génie, avec une trentaine de militaires protégés par un escadron de gendarmes et CRS, soit quatre-vingt-dix hommes au total, a été jugée disproportionnée. Dans sa motion, l'Assemblée demande *« aux autorités concernées de surseoir aux démolitions et expulsions programmées jusqu'à la fin de la saison estivale 1999 »*, afin de ne pas *« jeter précipitamment les exploitants et leurs familles dans la détresse sociale »* ; elle admet toutefois que l'application des décisions de justice puisse se traduire par des démolitions.

M. Rossi a indiqué qu'il s'était rendu sur les lieux avec quelques collègues de son groupe, Corsica Nazione en ayant fait autant de son côté. Sur la plage, se trouvait également François Léotard, ancien ministre et ancien président de l'UDF, issu d'une famille d'origine corse par sa mère et qui déclarait *« scandaleuse »* cette manière de procéder.

L'un des propriétaires s'était barricadé dans sa paillote, avec ses enfants, pour s'opposer à la démolition. Des incidents étaient également survenus et trois personnes avaient été interpellées. M. Rossi déclarait qu'il n'avait *« jamais vu un tel déploiement de forces pour l'application d'une décision de justice »*, affirmant que la démolition était prévue entre 17 et 22 heures et qu'il s'agissait là d'une provocation, d'une maladresse ou d'une erreur politique.

Le mouvement de protestation étant, à l'évidence, appelé à prendre de l'ampleur, en raison de l'écho qui lui était donné par les radios, le président de l'Assemblée et les quarante élus qui avaient voté la motion de M. Talamoni décidaient de se rendre en cortège à la préfecture, distante de quelques centaines de mètres, où ils étaient reçus par le directeur du cabinet du préfet. Finalement, la décision de démolition immédiate était levée et reportée à octobre, à la fin de la saison touristique. Elle sera effectuée par les soins des propriétaires eux-mêmes, qui devaient, samedi 10 avril, en prendre l'engagement d'honneur dans une lettre au préfet.

Paul Silvani

La majorité sénatoriale à l'assaut de la réforme du mode de scrutin

Elle dénonce uniment un projet « partisan »

RENNES
de notre envoyé spécial

« Pour reprendre une expression que pourrait – toutes choses égales par ailleurs – utiliser Milosevic, "puisque le peuple gêne, changeons le peuple" ! » Henri de Raincourt, président du groupe des Républicains et Indépendants du Sénat, s'est gardé de filer davantage la métaphore en comparant la situation de la droite sénatoriale à celle des réfugiés kosovars. Il n'empêche : la contre-offensive menée par la droite sénatoriale contre le projet de réforme de son mode de scrutin a pris, vendredi 9 avril, des accents martiaux.

Devant quelque trois cents élus locaux réunis à Briz, près de Rennes, le président du Sénat, Christian Poncelet (RPR), entouré des présidents des groupes de la droite – Jean Arthuis (Union centriste), Josselin de Rohan (RPR) et Henri de Raincourt –, est venu fournir l'argumentaire d'une *« croisade essentielle à* [ses] *yeux »*. Pour contrer *« cette entreprise de déstabilisation savamment orchestrée »* par le gouvernement, *« procès en ringardisme »* à l'appui, les chefs de la majorité sénatoriale ont fait précéder leur venue d'entretiens publiés vendredi par *Le Figaro* (M. Poncelet) et *Ouest-France* (MM. Arthuis et de Rohan).

Il est nécessaire, pour assurer la cohésion des troupes, de définir précisément les buts de guerre. L'affaire n'est pas des plus aisées, dans la mesure où les belligérants visent peu ou prou le même objectif : corriger la surreprésentation des zones rurales au Palais du Luxembourg. En dépit des réticences de certains de ses membres, parmi lesquels M. Arthuis, la droite a consenti à étendre la proportionnelle aux départements comptant au moins quatre sièges au lieu de cinq, actuellement, et de trois dans le projet gouvernemental (*Le Monde* du 17 février). L'évocation, par M. de Raincourt, des *« effets pervers et ravageurs* [de la proportionnelle] *pour la promotion de la démocratie »* perd, de ce fait, de sa vigueur.

« MAIN BASSE SUR LE SÉNAT »

Pour mobiliser l'arrière-ban de leurs grands électeurs, les chefs de file de la droite sénatoriale ont fait planer, vendredi, l'improbable menace d'un basculement de la majorité au Palais du Luxembourg. *« Cette réforme a pour unique objet (...) de permettre à la gauche dite "plurielle" de faire main basse sur le Sénat »*, a assuré M. Poncelet. *« L'objectif* [du gouvernement] *est de changer la majorité du Sénat »*, renchérit M. de Rohan dans *Ouest-France*. Cela posé, les sénateurs ont développé les arguments qui, selon eux, justifient que le législateur n'aille pas au-delà de leurs propres propositions. Pour l'essentiel, il s'agit de dénoncer, à l'instar de M. Arthuis, *« cette logique d'abandon de l'aménagement du territoire et des espaces ruraux »*.

La mobilisation nécessite encore de disposer de quelques moyens d'action. M. Poncelet a dû rappeler, vendredi, que l'Assemblée nationale aura le dernier mot sur le projet de loi ordinaire que les sénateurs examineront en première lecture, à la mi-juin. *« Il faudra attendre qu'une nouvelle majorité s'installe pour corriger ce texte partisan »*, a-t-il ajouté.

Jean-Baptiste de Montvalon

Dominique Strauss-Kahn s'entoure d'un nouveau groupe d'experts économiques

CHATHAM HOUSE : le nom désigne un centre d'études de relations internationales londonien dont les délibérations sont toujours confidentielles. A Bercy, on utilise l'expression quand se tiennent des réunions informelles. C'était le cas, jeudi 8 avril : pour la première fois, un groupe d'experts économiques – une vingtaine – se réunissait autour de Dominique Strauss-Kahn, de manière officieuse, pour aborder avec le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie différents sujets macroéconomiques.

Cette réunion est née de la réforme de la Commission des comptes et des budgets économiques de la nation, décidée en novembre 1998 par M. Strauss-Kahn. Créée dans les années 50 pour examiner les scénarios économiques du gouvernement, cette structure était devenue trop formelle pour jouer un vrai rôle. *« Les échanges en son sein ont parfois pris, depuis quelques années, un caractère trop convenu et routinier »*, déclarait le ministre, le 17 novembre 1998, devant le Conseil économique et social. Constituée d'experts économiques, de hauts fonctionnaires (Banque de France, Plan, directions de Bercy), de représentants des partenaires sociaux qui se contentaient souvent de lire des déclarations lénifiantes et de parlementaires souvent absents, la commission avait fait son temps.

DISSOLUTION DE LA COMMISSION DES COMPTES

Le ministre a donc décidé de la dissoudre et de l'éclater en deux organisations : d'une part, une conférence économique devra se tenir à l'automne, rassemblant les institutionnels, les parlementaires et les partenaires sociaux pour discuter des orientations de la politique économique inscrites dans le budget ; d'autre part, un groupe d'experts – économistes, journalistes et représentants des entreprises –, constituant la Commission économique de la nation, devra se réunir plusieurs fois par an pour aborder les grands débats économiques. Le caractère informel de ces réunions devrait permettre, selon Bercy, des débats plus intéressants. Les décrets de loi qui doivent entériner la fin de la Commission des comptes n'ont toujours pas été publiés : sa dissolution demande de régler le cas de nombreuses autres instances consultatives qui en dépendent juridiquement.

La liste officielle des participants n'est donc pas encore connue, mais M. Strauss-Kahn a déjà choisi les experts dont il voulait s'entourer, au titre de leurs compétences et non de leur profession. Du côté des économistes, ont notamment participé à la réunion du 8 avril Christian de Boissieu, patron du Centre d'observation économique, Jean-Paul Fitoussi, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques, Thomas Picketty (Cepremap). Europe oblige, Bercy a ouvert ce groupe d'experts à un Anglais – Richard Portes, directeur du Center for Economy Policy Research – et à un Allemand – Jürgen Von Hagen, professeur d'économie à l'université de Bonn. Etaient également présents Charles Wiplosz, un Français qui enseigne l'économie à Genève, Eric Chaney, économiste de Morgan Stanley, et Marc-Antoine Autheman, président du directoire du Crédit agricole-Indosuez. Denis Kessler, numéro deux du Medef, incarne, lui, une sensibilité patronale. Deux syndicalistes, Jean-Christophe Le Duigou (CGT) et Jean-François Troglic (CFDT), ont également accepté la proposition du ministre de siéger dans cette instance.

Jeudi matin, les membres de cette commission rénovée ont échangé leurs points de vue sur deux grands sujets. Les prévisions économiques pour l'an 2000 d'abord – Bercy prévoit une croissance de 2,5 % à 3 % – et les incertitudes qui pèsent sur ce scénario.

Ils se sont ensuite penchés, plus longuement, sur les marges de manœuvre dont disposeraient les pays européens en cas de retournement de conjoncture. Une grande majorité des participants a regretté que la Banque centrale européenne (BCE) ne mène pas une politique monétaire plus souple. La suite de la journée leur a apporté satisfaction puisque la BCE a annoncé la baisse de son taux directeur de 3 à 2,5 %. Sur la politique budgétaire du gouvernement, certains ont regretté que le gouvernement ne serre pas plus ses dépenses ; d'autres qu'il ne lâche pas plus la bride.

Virginie Malingre

De l'usage par les maires, à des fins de « proximité », des fichiers d'état civil

LES MAIRES et les candidats aux élections municipales de 2001 liront sans doute avec attention la délibération que la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) devrait rendre publique dans les prochains jours. Selon l'avis de l'autorité administrative indépendante, le maire ne doit pas utiliser le fichier d'état civil afin d'envoyer des courriers personnalisés aux habitants de sa commune.

La question a été soumise à la CNIL par la mairie de Grenoble, dirigée par Michel Destot (PS), député de l'Isère. Cette pratique est pourtant très répandue, selon l'Association des maires de France (AMF) : certains élus envoient des bouquets de fleurs aux mères le jour de la fête du même nom ; d'autres invitent les jeunes qui viennent d'avoir dix-huit ans à une réception à la mairie, pour leur distribuer, de la main à la main, leur... première carte d'électeur ; la lettre de félicitations à l'occasion d'un mariage est aussi un grand classique. Toutes les occasions sont bonnes pour encourager le sens civique ou se rappeler au bon souvenir de ses administrés, les veilles d'élection. *« Cette pratique ne pose aucun problème d'atteinte à la vie privée des gens »*, assure-t-on à l'AMF. La CNIL est, de toute évidence, beaucoup plus nuancée.

La commission a dû trancher entre deux considérations. D'un côté, ces courriers personnalisés constituent un moyen, pour les élus, de mener une politique de « proximité », réclamée par les citoyens. Dans les toutes petites communes, où « tout se sait », le maire n'a guère besoin de consulter le fichier d'état civil pour savoir que tel couple vient d'avoir un enfant. En revanche, dans les grandes villes, le fichier rend bien service. Seuls le maire et les conseillers qui ont la qualité d'officier d'état civil – en règle générale les adjoints – y ont accès. L'opposition en est écartée.

UN AMI NOMMÉ BALLADUR

De l'autre côté, la CNIL a redouté les dérives. Donner un « feu vert » officiel, c'est ouvrir une brèche pour l'avenir : aujourd'hui les maires et les adjoints, demain l'opposition... Ce que condamne avant tout la CNIL, c'est le profit politique que l'élu retire de ces courriers personnalisés. La frontière entre politique de proximité et communication électorale est ténue.

La perspective des élections municipales n'a rien fait pour rassurer la CNIL. A Paris, où la bataille est engagée à droite, on rivalise de soins. Jean Tiberi envoie un *« petit mot »* au lendemain d'un décès. Edouard Balladur, conseiller à la mairie du 15e arrondissement, adresse un message de *« félicitations »* pour les naissances. Ainsi, à la mi-mars, après avoir reçu une première lettre de René Galy-Dejean (RPR), maire du 15e arrondissement, une jeune femmme a découvert avec stupéfaction, en ouvrant son courrier, une carte de l'ancien premier ministre. Elle a d'abord pensé à une blague ! *« Madame, monsieur, ayant appris la naissance de votre petit garçon, je tenais à vous adresser toutes mes félicitations. Je formule pour lui tous mes vœux de bonheur. »* Le message, manuscrit, était photocopié, mais M. Balladur avait signé de sa main. Sur la carte de visite blanche, très sobre, ne figurait aucune mention de ses titres d'ancien premier ministre, ni de député, ni de conseiller de Paris. Edouard Balladur, tout simplement, un ami que cette famille ne se connaissait pas.

Clarisse Fabre

DÉPÊCHES

■ **PARIS : Jean Tiberi, maire de Paris, a mis en garde**, vendredi 9 avril, *« ceux qui s'amusent à recréer un climat inacceptable »*. S'adressant indirectement à la direction du RPR, ces propos visent Edouard Balladur, que le maire de Paris n'a cependant pas nommé. *« Au moment où il y a tant de problèmes graves*, a-t-il insisté en citant, notamment, la guerre au Kosovo, *que certains s'intéressent à leurs ambitions personnelles, je trouve ça ridicule, affligeant et condamnable »*. M. Tiberi a ensuite menacé de *« faire part d'une réaction beaucoup plus vive et beaucoup plus claire si ces choses fâcheuses continuaient »*, envisageant de *« dire des choses »* et de *« prendre des initiatives »*.

■ **AVOCATS : le Conseil d'Etat a annulé**, vendredi 9 avril, les dispositions d'un décret du 27 février 1998 qui soumettaient les contrats passés entre une collectivité publique et un avocat au régime des marchés publics. Il a ainsi suivi les conclusions de son commissaire du gouvernement (*Le Monde* du 7 avril).

La majorité sénatoriale à l'assaut de la réforme du mode de scrutin

SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 11 - LUNDI 12 AVRIL 1999

IMMIGRATION **680 763 Algériens vivant en France sont appelés aux urnes, du 10 au 15 avril, pour participer au premier tour de l'élection présidentielle algérienne. La campagne électorale s'est déroulée sans passion. ● À MARSEILLE, où votent près de 60 000 personnes, les deux candidats les plus actifs ont été l'ancien ministre des affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika, et Ahmed Taleb Ibrahimi. ● DANS LA RÉGION PARISIENNE, les sympathisants d'Hocine Aït Ahmed, le leader du Front des forces socialistes, sont nettement plus nombreux. ● « *LA PARTIE*, assure le président de la radion Beur-FM, Nacer Kattane, *va se jouer entre deux candidats, Bouteflika et Aït Ahmed* (...). *Les gens veulent que les violences s'arrêtent, que la paix s'installe.* » Reste à savoir combien iront voter : « *Les résultats sont joués d'avance* », dit un futur abstentionniste.**

680 000 Algériens de France sont appelés aux urnes

Les opérations de vote du premier tour de l'élection présidentielle algérienne se tiennent du 10 au 15 avril dans 109 bureaux répartis sur l'Hexagone. Trois candidats semblent devoir emporter la majorité des suffrages : Abdelaziz Bouteflika, Hocine Aït Ahmed et Ahmed Taleb Ibrahimi

MARSEILLE
de notre correspondant

Devant la moquée Islah du marché aux puces, l'une des plus fréquentées de Marseille, les dis-

REPORTAGE

A Marseille, la campagne s'est déroulée sans heurt et sans passion

tributeurs de tracts se mettent en place comme chaque vendredi, jour d'affluence. Un Algérien en galabiah blanche a les bras chargés de fascicules, le programme d'Ahmed Taleb Ibrahimi. Les premiers mots du document illustrent sa proximité avec la mouvance islamiste : « *Au nom de Dieu clément et miséricordieux* ».

A côté de lui, les militants du comité de soutien à Abdelaziz Bouteflika sont plus nombreux, présents à toutes les portes de la mosquée, y compris à celle des femmes. Parmi eux, Mustapha Zeroual, député du Rassemblement national démocratique (RND) pour la zone Sud en France, participe à cette fin de campagne. A son arrivée, l'élu a pointé des affiches d'Ahmed Taleb Ibrahimi collées sur les carreaux du bâtiment de la mosquée. « *Cela, c'est grave. C'est le premier incident de la campagne. Ils vont m'entendre !* » Quelques instant plus tard, après une rencontre avec l'imam, l'incident est clos. Le local où sont placardées les affiches d'Ahmed Taleb Ibrahimi appartient à une association islamiste indépendante de la mosquée.

« RÉSULTATS JOUÉS D'AVANCE »

Les portes s'ouvrent. Les fidèles qui sortent prennent consciencieusement les tracts qui leur sont tendus. Les plus politisés déchirent ostensiblement les documents de l'adversaire. Certains futurs abstentionnistes ne conservent que le papier du conseil des imams de Marseille appelant à la solidarité avec les réfugiés du Kosovo. Les vêtements, couvertures et nourritures sont à déposer dans deux mosquées de Marseille. « *Le Kosovo, je donne volontiers, mais je ne vais pas me fatiguer à aller voter* », dit un Algérien qui a amené son jeune fils à la prière. En 1995, il avait voté Liamine Zeroual et « *ça n'a rien changé* ». Aziz, vingt-six ans, arrivé en France au début des années 70, n'ira pas voter non plus. Pour lui, « *les résultats sont joués d'avance* ». Devant son étal de matériel de boulangerie d'occasion, un commerçant des puces annonce qu'il donnera sa voix à « Boutef », le seul capable de mener à bien le redressement de l'Algérie en tant qu'ancien ministre des affaires étrangères de Houari Boumediène. C'est un « *révolutionnaire intègre* ». Emigré en 1975 à Marseille où il travaille dans l'entretien, Ahmed voit dans Abdelaziz Bouteflika « *l'homme qui donne l'espoir car il a une grande connaissance au niveau international* ». Mais, corrige-t-il aussitôt, « *je veux Bouteflika s'il a l'autorité de Boumediène, mais pas la politique de Boumediène* ».

Depuis plusieurs semaines, dans son échoppe où il vend de vieux téléviseurs bricolés, un commerçant kabyle tente de convaincre ses clients de voter pour le Front des forces socialistes, dont le slogan est repris sur des autocollants : « *Votez Aït Ahmed pour une réconciliation* ». « *Il est le seul qui puisse vraiment résoudre le problème de l'Algérie*, note le commerçant kabyle. *Et le problème de l'Algérie, c'est la paix. On cherche tous la paix et à retrouver notre beau pays.* »

Jouant les trouble-fêtes, un militant du Collectif pour la démocratie en Algérie distribue devant la mosquée un tract portant la photo de Mohamed Boudiaf, le président algérien assassiné en 1992. Avec comme simple légende : « *Il aimait son pays et c'est tout.* » Constituée en 1994, au lendemain de massacres, cette association déplore que « *tous les candidats veulent discuter avec les islamistes* ». Elle invite donc les Algériens à « *aller voter en glissant dans l'urne ce tract avec la photo de Mohamed Boudiaf pour marquer* [leur] *attachement au projet démocratique et républicain* ». Une ultime recommandation conclut ce document : « *Si vous décidez de voter quand même pour un candidat, éliminez les deux candidats islamistes, à savoir Taleb Ibrahimi et Abdallah Djaballah* ». « *Le problème algérien est un problème de lutte contre le fascisme* », lâche le militant de cette association avant de s'éloigner.

DES ISLAMISTES DISCRETS

Réellement lancée à l'occasion de l'Aïd el kébir le 18 mars autour des abattoirs des Arnavaux, la campagne pour l'élection présidentielle s'est déroulée sans heurt à Marseille. Mais également sans passion. Dans le quartier de la Porte d'Aix, rue Longue-des-Capucins, le marché exotique du centre-ville, les affiches des candidats côtoient celles du Festival du raï. Pour la première fois, les murs de la ville portent la trace d'une campagne électorale algérienne. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie, le mouvement berbère de Saïd Saadi, a timidement invité au boycottage du scrutin. Le Front des forces socialistes a distribué des tracts portant la photo d'Hocine Aït Ahmed, « *l'homme de la réconciliation nationale* ». Tous les partis ont imprimé leur documentation en français, beaucoup d'Algériens de la deuxième ou de la troisième génération ne connaissant pas l'arabe. Les deux candidats les plus actifs dans cette campagne marseillaise, qu'unanimement on qualifie de morne, sont Abdelaziz Bouteflika et Ahmed Taleb Ibrahimi.

Dans chaque ville de la circonscription consulaire, qui regroupe les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse, des comités de soutien à Abdelaziz Bouteflika mêlent les militants du Rassemblement national démocratique (RND), ceux de Nahdha (islamistes modérés), du Mouvement de la société pour la paix (MSP) et la société civile. A Marseille, le FLN, qui soutient aussi Abdelaziz Bouteflika, n'entre pas dans cette coordination « *à cause d'un conflit très ancien* » sur lequel les Algériens se montrent discrets. Une maison de maître dans une rue bourgeoise du centre de Marseille, propriété de l'Amicale des Algériens en Europe, abrite le quartier général de la campagne de l'ancien ministre des affaires étrangères de Houari Boumediène. Un tract compilant de « *larges extraits de la candidature du candidat Monsieur Bouteflika* » a été tiré à 30 000 exemplaires, un autre prospectus à 5 000 exemplaires et 2 500 affiches et affichettes ont été distribués dans la circonscription. Des réunions ont été organisées, notamment dans les cités des quartiers nord de la ville, comme à la ZUP des 13e et 14e arrondissements où vivent un tiers des électeurs de la circonscription.

Les islamistes ont été fort discrets. « *Ils font leur campagne dans les mosquées : cinq prières par jour, ça fait cinq comités centraux par jour* », dit un journaliste algérien de Marseille. Les électeurs suivent la campagne à la télévision algérienne qu'ils captent grâce aux antennes paraboliques. Ils ont ainsi pu y voir, mercredi 7 avril, un reportage sur « *la timide campagne marseillaise* ». L'intelligentsia opte pour la presse, reçue avec vingt-quatre heures de retard, ou en direct sur Internet. Les radios des communautés marseillaises ont multiplié les débats avec les représentants des candidats. Mais les rares meetings ont drainé peu de monde. Mahfoud Nahnah, candidat islamiste au scrutin présidentiel de novembre 1995, n'a ainsi réuni que 150 personnes dans une salle du marché aux puces. « *Beaucoup de gens ont craint d'être vus en sa compagnie et de paraître ainsi comme islamistes* », explique un observateur. Le seul petit incident de cette campagne a eu lieu le 21 mars, lors d'une rencontre de l'ambassadeur d'Algérie en France avec des responsables d'associations. Kaci Redjal, député du Rassemblement pour la culture et la démocratie – qui appelle au boycottage –, a quitté la salle lorsque le diplomate a appelé les Algériens à se rendre massivement aux urnes.

Luc Leroux

Le parc Chanot réquisitionné

58 322 électeurs algériens des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse sont appelés à voter dans le hall 1 du parc Chanot, à Marseille. Le consulat général a choisi la Foire de Marseille, alors que le précédent scrutin présidentiel, en novembre 1995, s'était déroulé dans les locaux diplomatiques. L'afflux d'électeurs avait conduit à fermer à la circulation la rue Paradis. Dans les files d'attente, plusieurs personnes avaient été victimes de malaises.

Les représentants des sept candidats pourront assister à toutes les opérations, y compris dormir dans les pièces où, la nuit, seront stockées les urnes scellées. Dans un communiqué, le consulat général d'Algérie « *fait appel au sens civique de chacun pour participer à cette importante échéance électorale* ».

Surveillance nocturne des bureaux de vote

LA COMMUNAUTÉ algérienne en France votera à partir du samedi 10 avril et jusqu'au jeudi 15 avril pour le premier tour de l'élection présidentielle. Les 680 763 électeurs recensés (un tout petit plus qu'au scrutin précédent, en novembre 1995) pourront voter de 8 heures à 20 heures pendant six jours dans les 23 centres de vote (totalisant 109 bureaux) répartis sur l'ensemble du territoire.

C'est à Paris que l'électorat algérien est le plus important (70 000 personnes environ), avant celui de la Seine-Saint-Denis. Viennent ensuite Lille, Lyon, Marseille où réside une forte communauté algérienne. Vingt des 23 centres de vote sont situés dans des locaux diplomatiques, consulaires ou culturels algériens, à Besançon, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Montpellier, Nanterre, Nantes, Paris (trois bureaux), Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg, Toulouse, Versailles et Vitry-sur-Seine. Lors du précédent scrutin présidentiel, la communauté algérienne s'était massivement déplacée dans un climat de désordre.

Pour prévenir de nouvelles bousculades, il est prévu, si besoin, de repousser à 22 heures la fermeture des bureaux de vote.

Les mesures de sécurité consisteront essentiellement en un dispositif de filtrage à l'entrée des bureaux de vote, ainsi qu'un aménagement de la circulation, avec la pose de barrières pour canaliser la file d'attente des électeurs concernés si celle-ci est trop importante, après consultation avec les maires des villes concernées.

Pour éviter des fraudes, certains partis politiques proposaient qu'un dépouillement partiel ait lieu chaque soir. L'idée a été repoussée par les autorités algériennes, qui ont accepté en revanche que des électeurs passent la nuit à proximité des urnes.

« Les gens veulent que les violences s'arrêtent, ils veulent la paix »

ELLE NE SAIT PAS encore pour qui elle va voter. Hocine Aït Ahmed ? Abdelaziz Bouteflika ? Ahmed Taleb Ibrahimi ? Elle rit. Trois vieux crooners à cheveux blancs !

REPORTAGE

A Saint-Denis, on ne voit quasiment que les affiches du chef kabyle Hocine Aït Ahmed

Zora, elle, a vingt ans. Elle avoue ignorer le nombre des candidats à la présidentielle – « *Ils sont quatre, non ?* » –, mais cela n'a pas d'importance : « *Ce qui compte, c'est de voter, de participer au changement, d'aider au retour de la paix* », assure la jeune étudiante, qui dispose des deux nationalités, française et algérienne. Samedi 10 avril, Zora, pour la première fois de sa vie, va glisser un bulletin dans l'urne.

Sa copine Rizlaine, une Marocaine de dix-neuf ans, approuve de la tête. « *Ce qui se passe en Algérie, ça me touche parce que c'est des musulmans, c'est des Arabes. Il y a encore la guerre, mais on en parle moins*, ajoute-t-elle. *Ces temps-ci, c'est le Kosovo qui est à la mode, à cause de ce bourreau de Milosevic.* » Zora, l'air grave, plie soigneusement « *l'appel à la communauté algérienne* » du candidat Hocine Aït Ahmed et le fourre dans sa poche de jean. « *Beaucoup de gens ne vont pas voter, parce qu'ils pensent que le jeu est truqué* », dit la jeune Algérienne, à regret.

Ce vendredi matin, en tout cas, sur le marché de Saint-Denis, dans la banlieue nord de Paris, le fond de l'air est calme. Pas de débats improvisés sur les trottoirs, pas de conciliabules passionnés entre les étals de légumes, pas de harangues au coin des rues. Seuls deux militants du Front des forces socialistes (FFS) distribuent tranquillement une dernière fournée de tracts. « *Personne ne les jette, c'est bon signe* », commente Sidi Saïd Hamid, avec un clin d'œil optimiste. Une vieille femme en djellaba s'arrête devant lui. « *Comment il va ?* », demande-t-elle tout à trac, en kabyle, désignant d'un signe du menton, la photo de Hocine Aït Ahmed, accrochée à la barrière métallique. Sidi Saïd Hamid balaye d'un revers de la main le « *petit accident de santé, dû au stress et à la fatigue* » dont a été victime le dirigeant du FFS, au cours de sa campagne. « *Il est en pleine forme !* », conclut-il. La vieille femme écoute, sceptique. « *J'aurais bien voulu qu'il soit* raïs *mais ce ne sera pas encore pour cette fois !* », prédit-elle, avant de s'éloigner à petits pas.

AURA MILITANTE

Un peu plus loin, sur le mur de la poste, au-dessus d'une annonce pour une « *soirée zouk-love, ambiance garantie* », une affiche du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) appelle solennellement au boycottage de l'élection présidentielle algérienne, « *la dernière grande fraude du siècle* ». En fait, de la rue de la République au fin fond de la rue Delaune, on ne voit guère, scotchées aux vitrines des bistrots et des boucheries « *100 % hallal* », que des photos d'Hocine Aït Ahmed. A l'évidence, à Saint-Denis, les autres candidats ne bénéficient pas de la même aura militante que le vieux dirigeant kabyle.

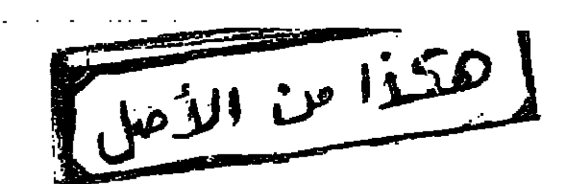
Il faut aller jusqu'à Barbès et la Goutte d'Or, dans le 18e arrondissement de Paris, pour découvrir, au gré des murs et des palissades de chantiers, le visage de l'ancien ministre des affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika. La mèche rare et l'œil brillant, l'ex-fringant baron de l'ère Boumediène (1965-1978) se fait le héraut, lit-on, d'une Algérie « *forte et digne* », d'un « *Etat de droit et de justice* ». Plantées sur le trottoir, deux passantes, la quarantaine soignée, examinent la liste des chanteurs algériens qui ont participé, le 4 avril, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), au « *meeting de soutien* » au candidat Bouteflika. Le *comeback* de l'ancien apparatchick du FLN n'est pas pour déplaire aux deux électrices. « *Il a fait du bon travail, quand il était ministre*, souligne l'une d'elles, avec une pointe de nostalgie. *Ce n'est qu'après la mort du président Houari Boumediène* [en décembre 1978] *que l'Algérie a commencé à aller mal.* »

« LEUR SOUCI NUMÉRO UN »

Tout aussi classiques, les affiches du candidat Ahmed Taleb Ibrahimi, ex-étoile, lui aussi, de l'ancien régime FLN, promettent, en vrac, la « *paix* », la « *sécurité* », la « *stabilité* » et l'« *unité* ». Ayant reçu, selon la presse algérienne, le soutien de l'ex-Front islamique du salut (FIS, interdit en 1992), l'ancien ministre de l'éducation a suscité, en présentant sa candidature à l'élection du 15 avril, un mini-tollé dans les cercles officiels. « *On ne peut pas soutenir des gens qui veulent salir le sang des Algériens, victimes du terrorisme* », s'indigne Reda Maadi, un fervent supporter d'Abdelaziz Bouteflika – lequel a obtenu le soutien des islamistes, dits « *modérés* », du parti Hamas.

« *De toute façon, en France, la partie va se jouer entre deux candidats, Bouteflika et Aït Ahmed* », assure le président de la radio Beur-FM, Nacer Kettane. Lors des débats avec les auditeurs, organisés chaque soir sur les ondes, les mêmes questions sont revenues, dit-il, lancinantes comme en 1995, lors de la première élection présidentielle. « *Les gens veulent que les violences s'arrêtent, ils veulent la paix, c'est leur souci numéro un* », souligne le responsable de Beur-FM. A n'importe quel prix ? « *Il ne faudrait pas qu'en Algérie, comme dans certains pays de l'Est, on voie les dirigeants de l'époque du parti unique, chassés par la grande porte, revenir par la fenêtre...* », soupire Nacer Kettane. Réponse le 16 avril.

Catherine Simon



Quand Belgrade se moque des bombes

Envoyé spécial du quotidien, « El Pais » à Belgrade, José Comas décrit pour « Le Monde » l'atmosphère de la capitale yougoslave depuis le début des bombardements de l'OTAN. La population chante et danse, insulte ses agresseurs. Des jeunes se disent prêts à mourir pour la patrie serbe. Il règne une ambiance de suicide collectif, de défi à la mort. Chaque attaque aérienne renforce la popularité de Slobodan Milosevic

AVANT les premières bombes, la capitale yougoslave était une ville gaie et confiante. Peu de gens croyaient que, cette fois, ce serait vrai. Belgrade avait si souvent vécu des situations semblables depuis l'automne dernier : menaces de bombardement, évacuation des ambassades étrangères et ultimatums. Il était difficile de penser qu'aujourd'hui la chose était sérieuse : que le loup allait sortir du bois pour de bon. Aussi le hurlement des premières sirènes d'alerte et le bruit des premières bombes ont-ils causé un choc psychologique qui a paralysé la ville. Les premiers jours, les rues sont restées pratiquement désertes. La nuit, les sirènes précipitaient les gens dans les abris, dans les caves des maisons. Les rares taxis qui circulaient ne se risquaient pas à passer sur les ponts de la Save.

Mais, au bout de trois jours, dès le premier week-end sous les bombes, il s'est produit dans Belgrade une sorte de catharsis collective, un défi à la peur, pour libérer la tension accumulée. Des milliers de Belgradois ont envahi les rues. Au cœur de la capitale, sur la place de la République, ils se sont pressés au concert organisé par la municipalité sur le thème « La musique nous a maintenus debout ». Sur des rythmes de rock, de pop et de folk, jeunes et vieux se sont mis à danser dans la rue, à se moquer des bombes, comme on danse sur un volcan. Ils hurlaient en chœur des insultes contre les hommes politiques occidentaux. Comme les supporteurs déchaînés des matchs de football, ils criaient *« Clinton salaud ! Clinton salaud ! »*. Une banderole qualifiait le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, de *« chien de la Maison Blanche »*. Une pancarte affichait la mémoire historique de celui qui la portait : à côté d'une photo du général de Gaulle, on pouvait lire ces mots : *« Cher général, tu avais dit non à l'OTAN. Et maintenant ? »*

A quelques mètres de la place de la République, dans la rue piétonne Kneza Mihalla, des groupes de vandales ont démoli les centres culturels français, américain, allemand et britannique sous l'oeil complaisant de la police. Quelques jeunes gens regardaient le centre culturel français avec perplexité : *« Il y avait de bons livres et des revues intéressantes. »* Les livres ont été dévorés par les flammes d'un bûcher dressé par les manifestants. Les murs du centre culturel américain ont été couverts de barbouillages où l'imagination rivalise avec le chauvinisme et l'obscénité. Un texte proclame, à l'adresse de la secrétaire d'Etat américaine : *« Madeleine, quel dommage que nous n'aimions pas la sodomie. »* Un autre résume la haine vouée aux hommes politiques occidentaux : *« Tony Blair le minable, clone du criminel de Washington, Solana, poubelle des Américains, et leurs généraux assoiffés de sang continuent à cacher la perte de leurs avions à l'opinion publique internationale. »*

LE sigle de l'OTAN se transforme sur les pancartes et sur les murs en croix gammée. Comme par enchantement est apparu un autre sigle, qui est devenu le symbole des bombardements : plusieurs cercles concentriques semblables à ceux que l'on utilise dans les concours de tir. Au-dessous, en anglais, le mot *target* (cible). Comme une traînée de poudre, il s'est répandu dans tout Belgrade. Les taxis et les tramways l'affichent sur leurs pare-brise, les boutiques dans leurs vitrines, les garçons d'hôtel l'arborent, tout comme les présentateurs de la télévision et les hommes politiques du régime. On en fait des autocollants et des *pins*, on l'imprime sur les tee-shirts. Il s'agit d'un défi aux bombes de l'OTAN, pour signifier aux Clinton, Albright, Blair ou Solana : « Nous sommes là. Tirez sur nous. Voilà la cible. »

Le régime de Belgrade a ainsi marqué un point important. Les premières bombes de l'OTAN ont produit avant tout un effet de boomerang. Au lieu d'affaiblir Slobodan Milosevic, elles ont rassemblé tout le monde autour de lui. Ivan, un journaliste, qui dit haïr Milosevic *« parce qu'il a détruit* [son] *pays, la Yougoslavie »*, formule cela en termes arithmétiques : *« Chaque jour de bombardements équivaut à 10 % de soutien en plus pour Milosevic. »* Dusan Masic, journaliste de la radio B 92 fermée par le régime, assure : *« Les bombes renforcent Milosevic. Avec elles, il a trouvé l'excuse parfaite pour tout ce qui se passera dans les prochaines cinquante années. »*

Pour les habitants de Belgrade, les bombes sont perçues non comme dirigées contre le régime, mais comme visant la Serbie et tous les Serbes. Sur la même place, au même endroit, les mêmes personnes qui, voilà deux ans, ont manifesté pendant près de trois mois contre la fraude aux élections municipales le font aujourd'hui contre l'OTAN.

Les concerts offrent un spectacle qui ne manque pas de perversité : chaque jour à midi, on y voit, mêlés, de jeunes opposants au régime et le sinistre Zeljko Raznatovic, plus connu sous le nom d'Arkan, recherché comme criminel de guerre par le tribunal de La Haye, accusé d'avoir commis les crimes les plus atroces pendant la guerre de Bosnie. Peu importe. Tous unis sous les bombes. les chanteurs soulèvent l'enthousiasme de la foule. Celle-ci entonne en chœur le chant patriotique qui, depuis des mois, est répété à la télévision officielle serbe, accompagné d'images idylliques exaltant les militaires et l'armée yougoslave : *« Nous t'aimons, ô notre patrie. Avec nous, tu es en sûreté. Avec nous, tu es plus forte. Ton nom aux lèvres, s'avance notre armée. »*

Les bombes et l'état de guerre ont, sous certains aspects, apporté à Belgrade des transformations positives. La délinquance a complètement disparu. Avant les bombes, presque tous les chauffeurs de taxi tentaient d'escroquer le client. Aujourd'hui, ils appliquent des tarifs corrects. Les théâtres ont changé l'horaire des représentations, qui ont lieu désormais à 15 heures et à 17 heures. Dans presque tous, l'entrée est gratuite et, si certains font payer 1 dinar (environ 0,60 F au marché noir), l'argent va à la Croix-Rouge. Les cinémas ne projettent que des films nationaux. Le grand succès, depuis les jours qui ont précédé les bombardements, est le film *Le Couteau*, adaptation d'une œuvre de l'écrivain et journaliste Vuk Draskovic, ex-opposant à Milosevic et aujourd'hui vice-premier ministre du gouvernement yougoslave.

« Chaque jour de bombardements équivaut à 10 % de soutien en plus pour Milosevic »

Le cas de Draskovic illustre la manière dont Milosevic récupère ses ennemis. Draskovic, cinquante-deux ans, figure de proue de l'opposition, a été emprisonné pour avoir protesté en 1993. La police du régime lui a fait subir des sévices et il a dû être transféré à l'hôpital, en danger de mort après une grève de la faim. Une démarche de Danielle Mitterrand, venue à Belgrade, a réussi à arracher Draskovic et sa femme Danica, aux griffes de ses bourreaux. Aujourd'hui, il collabore avec le régime et, dans ses déclarations, son nationalisme est plus outrancier, si cela se peut, que celui de Milosevic. On a pu voir sa femme Danica lors des concerts contre les bombes sur la place de la République, à côté d'un leader du parti de la Gauche Unie (JUL) que dirige « Mira » Milosevic, l'épouse de Milosevic, l'une des personnalités les plus influentes du régime. Les programmes de la télévision se sont transformés radicalement avec la guerre. Le jour où ont débuté les bombardements, la télévision officielle (RTS) avait programmé le film du réalisateur espagnol Alex de la Iglesia, *Le Jour de la Bête*. La chute des premières bombes sur la périphérie de Belgrade a changé la programmation. Depuis lors, à toute heure, on ne voit plus que des films sur la lutte héroïque des courageux partisans contre les infâmes nazis, des scènes qui montrent des popes devant de belles églises orthodoxes.

Bien entendu, pas une seule image des Kosovars déportés, ni de leurs maisons incendiées. Plus de retransmissions des matchs des autres championnats européens, ni des Coupes d'Europe. Les séries américaines qui, avant les bombes, se succédaient chaque soir jusque tard dans la nuit et fascinaient le public yougoslave, aussi bien serbe que kosovar, ont presque disparu. Nul ne sait ce que deviendront les personnages de la populaire série vénézuélienne *Changement de peau*. Seul survit, sur la chaîne Pink, le feuilleton mexicain *Esmeralda*.

Les commerces sont bien approvisionnés. Pas d'achats massifs dans les supermarchés. Seuls deux produits de base obsèdent les Belgradois : l'essence et le tabac, qui ont quasiment disparu. Depuis l'époque des sanctions, les Serbes ont compris la nécessité de faire provision d'essence. Chaque cave a sa réserve de bidons. Violeta Marina, une jeune Belgradoise de vingt-six ans, s'inquiète : *« Je n'ose pas penser à ce qui arriverait si l'OTAN bombardait les maisons. Avec toute cette essence entreposée, les incendies seraient monstrueux. »* Peu à peu, après les premiers jours de bombardements, la vente de l'essence a été rétablie, en suivant des priorités. Les chauffeurs de taxi reçoivent 150 litres par mois, les particuliers 40. Deux diplomates de pays membres de l'OTAN demeurés à Belgrade, bien que leur ambassade ait fermé ses portes, sont sanctionnés en raison de la position de leur pays : ils ont beau présenter les bons adéquats, la station-service leur explique qu'elle a des ordres pour *« ne pas vendre aux agresseurs »*. Plus grave est le problème que pose aux Serbes, peuple de fumeurs endurcis, le manque de tabac. Ils font désespérément la queue devant les kiosques, sans savoir s'ils arriveront à avoir un paquet de cigarettes. Violeta Marina assure que le manque de tabac pourrait être le premier facteur de déstabilisation du régime de Milosevic : *« Les Serbes ne peuvent pas vivre sans tabac. »*

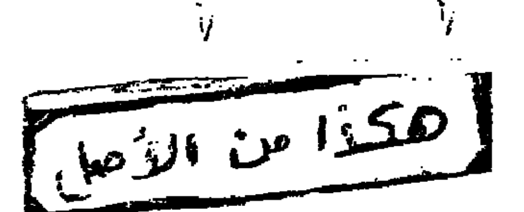
On perçoit dans l'atmosphère un sentiment de suicide collectif qui va plus loin que de simples mots. Presque tous affirment être disposés à donner leur vie pour la défense du Kosovo. Chaque nuit, lorsque les sirènes sonnent l'alerte, des centaines de Belgradois descendent dans la rue, et, se tenant par la main, se postent sur le pont Brankov qui relie, par-dessus la Save, la vieille ville à la Belgrade moderne. Si les bombes et les missiles arrivent, ils sont prêts à mourir. Le ministre yougoslave de l'information, l'écrivain Milan Komnecic, traducteur de *L'Automne du patriarche* du Colombien Gabriel Garcia Marquez, a conclu une interview avec un journaliste espagnol par un *« Viva la muerte »* franquiste, qu'au temps de la guerre d'Espagne le philosophe Miguel de Unamuno qualifiait de *« cri insensé et nécrophile »*.

En signe de protestation contre les bombes, l'équipe de football du Partizan Belgrade a organisé un match amical contre l'équipe grecque de l' AEK d'Athènes. 15 000 spectateurs se sont pressés dans le stade et ont crié, à la sortie, outre l'habituel *« Le Kosovo est serbe ! »*, des slogans obscènes contre l'OTAN et Clinton. Deux garçons, Srdjan, dix-huit ans, lycéen de terminale, et Mihailo, vingt et un ans, étudiant en géographie à l'université, affirment qu'ils mourront pour le Kosovo. Mihailo, fils d'un policier et d'une architecte, a même décidé de se présenter comme volontaire pour se battre dans l'armée. *« J'en ai parlé à mes parents et je leur ai dit que, si l'OTAN entre au Kosovo, la seule chose à faire est d'y aller et de nous battre. Je voudrais avoir une arme pour leur montrer ce qu'on ressent quand on est sous les bombes. L'OTAN pense peut-être que nous sommes petits mais, aujourd'hui, il a fait renaître une énergie semblable à celle qui avait surgi il y a deux ans, lors des manifestations contre Milosevic. »*

QUAND on lui demande ce qu'il pense de Milosevic, Mihailo répond : *« Nous sommes contre le communisme et nous savons que c'est lui qui a conduit le pays à cette situation abominable, mais, pour l'instant, nous devons tous nous unir pour en sortir. Nous voulons une monarchie parlementaire, mais nous savons qu'avec cet homme-là, c'est impossible. »* Srdjan assure qu'il n'a pas d'idées politiques, mais il soutient avec conviction : *« Le Kosovo est le berceau de l'Etat serbe et, au Moyen Age, il avait une ville de 40 000 habitants quand Londres n'en comptait que 5 000. »* Pour l'avenir, Srdjan aspire seulement à être *« un homme libre. Aujourd'hui, nous ne le sommes pas »*.

Dans le café du centre de presse de Belgrade, quasi désert depuis le premier jour des bombardements, un groupe d'artistes, de journalistes et d'intellectuels discutait avec animation. L'auteur de pièces de théâtre le plus connu aujourd'hui en Yougoslavie est une jeune femme de vingt-huit ans, Biljana Srbljanovic. Elle a obtenu un énorme succès avec son œuvre qui critique la réalité actuelle : *La Trilogie de Belgrade*. Elle ne cessait de raconter que les plus hauts dignitaires du régime assistent aux représentations et qu'ils rient aux scènes comiques. *« On leur dit que ce qu'ils font est de la merde, et ils rigolent. »* Lors des premiers bombardements, elle est restée chez elle : *« On me disait de descendre dans la cave, mais ça me dégoûtait, elle est pleine de rats. »* Quant aux bombardements eux-mêmes, elle pense qu'on en était arrivé à un point qui exigeait une issue : *« Mais aujourd'hui la propagande des Etats-Unis a produit une guerre antiserbe, contre tout le peuple. Et non contre Milosevic et l'état-major. Pourtant, ils savent très bien où se trouve l'état-major. Les bombes tombent à côté de la maison de mes parents, pas sur la maison de Milosevic. »*

José Comas
Traduit de l'espagnol par François Maspero
Dessin : Maja



...es bombes

Envoyé spécial du quotidien, « El Pais » à Belgrade, José Comas décrit pour « Le Monde » l'atmosphère de la capitale yougoslave depuis le début des bombardements de l'OTAN. La population chante et danse, insulte ses agresseurs. Des jeunes se disent prêts à mourir pour la patrie serbe. Il règne une ambiance de suicide collectif, de défi à la mort. Chaque attaque aérienne renforce la popularité de Slobodan Milosevic

Q

La chute de l'Ubu noir

Il y a vingt ans, les troupes tanzaniennes libéraient les Ougandais de leur président à vie, Idi Amin Dada. Sous des dehors débonnaires, « Big Daddy » se comportait comme un tyran sanguinaire et psychopathe. De cent mille à trois cent mille personnes auraient péri sous son « règne »

THANK YOU ! Thank you ! » Ce mercredi 11 avril 1979, une vague d'allégresse submerge Kampala. La foule, chaleureuse, fraternise avec les soldats tanzaniens, arrivés en libérateurs. La joie illumine les visages. Les mains se tendent vers les blindés couverts de fleurs. L'Ouganda sort d'un cauchemar de huit ans et trois mois, pendant lesquels le général-président Idi Amin Dada, autopromu maréchal, a fait régner la terreur. Au prix, selon les estimations, de cent mille à trois cent mille morts.

Au centre de la capitale, à deux pas de la résidence de l'ambassadeur de France, l'odeur de la mort se mêle aux parfums entêtants des bougainvillées. Dans le petit immeuble qui abritait les services du « Bureau de recherches d'Etat » – la police politique –, une poignée de détenus racontent comment ils ont survécu plus d'un mois en mangeant les cadavres qui gisaient autour d'eux. Dans les cachots et dans le jardin, une trentaine de corps se décomposent. Un caniveau est plein de sang séché. C'est là que les prisonniers étaient exécutés en file indienne, chacun devant d'abord transporter le corps de celui qui l'avait précédé dans la mort. A l'approche de l'armée tanzanienne, les tortionnaires du « Bureau » évacuèrent quelque deux cents cadavres par jour. Devant le bâtiment, des gens fouillent dans un amas de milliers de cartes d'identité et de dossiers répandus à terre, en quête de la trace d'un parent ou d'un ami. Volontiers mégalomane, Amin Dada s'était proclamé « *le plus grand chef d'Etat du monde* ». Il était surtout le bourreau de son peuple.

Idi Amin naît en 1925 à Koboko, dans la province du West Nile, proche du Soudan. Musulman – comme seulement 5 % de la population –, il appartient à la petite tribu nubienne des Kakwas. Doublement minoritaire et citoyen de troisième classe dans une région pauvre et aride, aux mœurs cruelles, il garde les chèvres et fréquente l'école à Arua, le chef-lieu de province. Resté analphabète, il traine derrière sa mère qui, très vite abandonnée par son mari, suit les garnisons et pratique la sorcellerie. Il vend des biscuits sur les marchés. A dix-huit ans, il a déjà la stature d'un géant : 100 kilos pour 1,90 mètre. Il sera neuf fois champion de boxe d'Ouganda, catégorie poids lourd.

C'est alors que son destin s'esquisse. Après avoir participé à la campagne de Birmanie, il s'engage en 1946 dans le King's African Rifles, comme plongeur, puis comme mitron, avant d'entrer dans le service actif. « *C'est un bon bougre, mais plutôt faible en matière grise* », note l'un de ses supérieurs. Pendant la terrible guerre contre les rebelles Mau-Mau du Kenya, qui éclate en 1953, Amin donne libre cours à ses instincts brutaux. Il apprend à tuer sans bruit, au couteau. En Ouganda, il « pacifie » à sa manière le Karamoja, en proie aux vols de bétail. D'un coup de machette, il tranche le pénis des récalcitrants. Il échappe alors de justesse au tribunal militaire, sauvé par le futur premier ministre, Milton Obote. A la veille de l'indépendance, en 1962, Amin n'est que sergent-chef. Mais ce sont les plus hauts galons jamais accordés à un *native* (indigène).

Grâce au soutien d'Obote, il monte en grade rapidement, complète sa formation militaire en Grande-Bretagne et suit un entraînement de parachutisme en Israël. En 1965, il est envoyé au Congo-Kinshasa pour conseiller et entraîner les rebelles soulevés contre le général Mobutu. Ceux-ci lui confient une cargaison d'or et d'ivoire destinée à l'achat d'armes. Ce trésor de guerre, évalué à 350 000 dollars, disparaîtra mystérieusement. Une enquête est ouverte, qui ne donnera rien. En 1966, après l'abolition par Obote de la semi-autonomie des vieux royaumes – une mesure qui provoque la révolte de l'ethnie bagandaise –, Amin, nommé chef de l'armée, dirige la mise à sac du palais du *kabaka* (roi) des Bagandas. Chef de l'Etat depuis l'indépendance, le « roi Freddie » est contraint à l'exil. Obote devient président.

Mais bientôt, la rivalité s'aiguise entre Amin et Obote. En 1969, le président survit à un grave attentat. Prié de donner ses instructions, Amin s'affole, s'enfuit, et se perd en explications confuses. Le numéro deux de l'armée, qui l'accuse de désertion, sera assassiné chez lui. La rumeur désigne Amin. Obote dépouille peu à peu le général de ses pouvoirs au profit de jeunes officiers à sa dévotion et membres de sa propre ethnie, les Langis, apparentés aux Acholis. Avec l'aide des services secrets israéliens et du mercenaire Rolf Steiner, Amin renforce sa position en recrutant au prix fort deux mille rebelles Anyanyas du Soudan sud. Obote l'envoie aux obsèques de Nasser et lui suggère de faire ensuite un pèlerinage à La Mecque. Méfiant, Amin rentre secrètement en Ouganda, ce qui lui vaut quelques jours de résidence surveillée. Le 25 janvier 1971, en l'absence d'Obote, Amin prend le pouvoir. Avant de partir pour Singapour, où se tient une conférence du Commonwealth, le président avait averti le général qu'il lui demanderait des comptes, à son retour, sur plusieurs affaires d'importance. C'était alerter maladroitement un homme toujours sur le qui-vive. C'était aussi sous-estimer son habileté et sa détermination.

A Kampala, le putsch en réjouit plus d'un. La bourgeoisie locale, les commerçants indo-pakistanais et les hommes d'affaires étrangers sont soulagés : les mesures « socialistes » annoncées par Obote sont remises aux calendes. Dans les provinces, qu'Amin s'emploie à sillonner, on l'accueille en héros. Il libère les détenus politiques, promet des élections. Londres juge Amin plus « maniable » que son prédécesseur et reconnaît rapidement le nouveau régime. Pendant quelques mois, l'état de l'Ouganda semble s'améliorer. Le *New York Times* évoque même l'« *habileté courtoise* » de « Big Daddy ».

Tout le monde déchantera bien vite. Sous des faux airs de géant débonnaire, Amin est un tyran psychopathe, avide et manipulateur. Tour à tour jovial et sanguinaire, il alterne crises de rage et phases de dépression. Les massacres commencent, la terreur s'installe. Plusieurs centaines de soldats Acholis-Langis sont décimés à la mitrailleuse dans la caserne de Mbarara. C'est le début d'impitoyables purges au sein de l'armée. Amin s'enfonce dans le crime. Au fil des ans, reviendront les mêmes images, les mêmes mensonges, les mêmes récits des survivants : prisons aux murs rougis du sang des torturés, cadavres flottant sur les rivières, crocodiles rassasiés de chair humaine, liquidations maquillées en « accidents de voiture ». Amin, dont l'islam reste fortement empreint d'animisme, aime converser avec les têtes coupées de ses ennemis.

En mars 1972, l'impulsif général commet sa première grosse bévue. Ayant obtenu de généreuses promesses du colonel Kadhafi, il rompt avec Israël, jusqu'alors le meilleur allié de l'Ouganda, qui lui accorde un tiers de son aide totale à l'Afrique. Cinq cents ressortissants de l'Etat juif – conseillers militaires, experts, diplomates – ont quatre jours pour faire leurs valises. Devenu pourfendeur du sionisme, Amin juge les Israéliens « *pires qu'Hitler* ». N'ont-ils pas voulu « *empoisonner le Nil* » ?

Cinq mois plus tard, sur ordre de Dieu qui lui est apparu en rêve, Amin lance sa « guerre économique » : il donne trois mois aux Asiatiques porteurs d'un passeport britannique pour quitter l'Ouganda en y abandonnant leurs biens. Indiens et Pakistanais contrôlent la quasi-totalité du commerce et la moitié de l'industrie : Amin les accuse de « *traire la vache sans jamais la nourrir* ». Leur exil forcé réjouit l'homme de la rue. Il provoquera un désastre économique. La production s'effondre, le commerce se délite, l'impôt s'évapore, le déficit budgétaire, déjà gonflé par les dépenses militaires, s'aggrave encore, la monnaie chute, les pénuries apparaissent, les services sociaux se dégradent. La « perle de l'Afrique », chère à Churchill, a perdu son éclat.

La paranoïa d'Amin se déchaîne, attisée par les tentatives d'attentat dont il est la cible et une « invasion » manquée que fomente Obote, depuis la Tanzanie voisine. Elle lui dicte une répression accrue, y compris contre son entourage – où les défections se multiplient – et contre sa propre famille (il répudiera trois de ses femmes). Pour déjouer l'ennemi, il emploie six sosies. Il désigne l'Eglise comme nouvel adversaire. En contrepartie des pétrodollars reçus du monde arabe, Al Hadji Amin décide d'islamiser – sans grand succès – l'armée, l'administration et le commerce, jette en prison l'archevêque catholique (son homologue anglican sera plus tard assassiné des mains mêmes du dictateur), expulse des missionnaires, ordonne aux professeurs d'histoire de ne plus évoquer la traite des Noirs par les marchands arabes.

Une trop longue complaisance, venant d'abord de l'Afrique dirigeante, flatte sa rouerie

Par ses pantalonnades – hélas souvent meurtrières – Amin renforce sa réputation d'« Ubu noir ». Il fanfaronne, affabule, conseille ou chapitre le monde entier. Lors d'une réception à Kampala, il se présente en « *grand vainqueur du Sinaï et du Golan* », où il dit s'« *être glissé derrière les lignes israéliennes* ». Il limoge son ministre des affaires étrangères, la belle princesse Bagaya, pour « *avoir fait l'amour dans les toilettes d'Orly avec un Blanc non identifié* ». Il s'invite à Buckingham Palace, appelle Richard Nixon son « *frère cadet* », et propose au président Nyerere de régler leur différend sur un ring. Il s'attribue médailles et titres prestigieux (dont celui de « conquérant de l'Empire britannique »), se nomme président à vie, puis *field marshal*. Une trop longue complaisance à son égard, venant d'abord de l'Afrique dirigeante, flatte sa rouerie. En juillet 1975, il accueille à Kampala la conférence de l'OUA, qu'il présidera pendant un an.

L'homme dont les tragiques mascarades ont souvent un goût de revanche connaît pourtant en juillet 1976 sa pire humiliation. L'exploit du raid israélien sur Entebbe libérant les otages d'un Airbus d'Air France le couvre de ridicule. En octobre 1978, Amin commet son erreur fatale. Il envoie 2 000 soldats conquérir une partie du territoire tanzanien annexée, annonce-t-il, « *après une offensive-éclair de 25 minutes* » sous son propre commandement. Cette fois, c'est la guerre. L'armée tanzanienne achèvera sa contre-offensive en renversant Amin, qui s'enfuit d'Ouganda.

Metteur en scène infatigable de lui-même, Amin fut en 1974 l'unique vedette d'un célèbre « autoportrait » filmé de Barbet Schroeder qui alimenta en Occident le vieux mythe du « roi nègre » et réveilla les démons d'un racisme latent en donnant de l'Afrique une image caricaturale. « *On ne court jamais aussi vite qu'une balle de fusil* », y disait-il. Dans son exil doré, aucune balle ne l'a jamais rattrapé.

Jean-Pierre Langellier

SYGMA

PAUL RIBEAU/GAMMA



SYGMA



En haut : Idi Amin Dada, maréchal et chef de l'Etat ougandais. Ci-dessus : en 1975, Amin Dada reçoit Yasser Arafat au sommet de l'OUA de Kampala. Ci-contre : le 14 avril 1979, l'armée tanzanienne arrive à Kampala, après la fuite du dictateur.

Bibliographie

- *Amin Dada*, d'Eric Weidemann, éd. Charles Denu, 1977.
- *Amin Dada*, de Pierre Merle, éd. Régine Deforges, 1978.
- *Amin Dada, le cancer de l'Afrique*, de David Glen, Presses de la Cité, 1978.
- *L'Etat sanguinaire sous le régime d'Amin Dada*, d'Henry Kyemba, éd. Stanke, 1978.
- *Qui est Idi Amin Dada ?* de Denis Ropa, L'Harmattan, 1995.
- *Général Idi Amin Dada*, l'autoportrait filmé, a été réalisé par Barbet Schroeder en 1974.

A Djeddah, l'ancien dictateur roule en Cadillac et récite le Coran

RAREMENT un despote sanguinaire s'en sera tiré à si bon compte. Depuis vingt ans, Idi Amin Dada vit un exil confortable, sans avoir jamais répondu de ses crimes.

Chassé de Kampala en avril 1979, il est aperçu quelques jours plus tard près de la frontière, dans un village zaïrois où il parade au volant d'un véhicule tout-terrain. Solidarité musulmane aidant, il trouve pendant environ un an refuge à Tripoli aux frais de la Libye, avec ses deux femmes et une vingtaine d'enfants. Il change de toit chaque nuit. Sa famille, elle, vit alors dans l'appartement 148 de l'hôtel Schati Andalus, proche de la capitale libyenne. Jugé trop encombrant par le colonel Kadhafi, Amin est accueilli en Arabie saoudite, en souvenir des liens tissés avec Riyad sous le règne de Fayçal, qui avait visité l'Ouganda en 1972. En juin 1980, dans son premier entretien télévisé depuis sa chute, l'ex-maréchal exprime le souhait de rentrer au pays.

S'ensuit un long silence. En 1993, Amin dit à nouveau vouloir revenir en Ouganda. Le président Museweni le prévient qu'il serait, dans ce cas, aussitôt arrêté et jugé. Il y a quelques semaines, un journaliste ougandais du *Sunday Vision*, Yunusu Abbey, a retrouvé sa trace et l'a rencontré au Shahen, un hôtel du centre de Djeddah. Resté prudent, Amin avait vérifié au préalable par téléphone auprès de ses « gens » à Kampala que le journaliste n'était pas un espion. Violant le devoir de réserve imposé par le gouvernement saoudien, et auquel il s'était jusqu'ici conformé, il conversa avec son compatriote pendant plus d'une heure à bâtons rompus, refusant seulement de parler de sa famille et d'être photographié.

Amin portait, ce jour-là, une calotte et une tunique blanches de musulman et de grandes bottes marron. A part quelques rides, il n'a guère changé. Sa poignée de main reste ferme et son pas alerte. Il s'exprime dans un swahili un peu démodé, gestes à l'appui.

AUCUN « TRÉSOR »

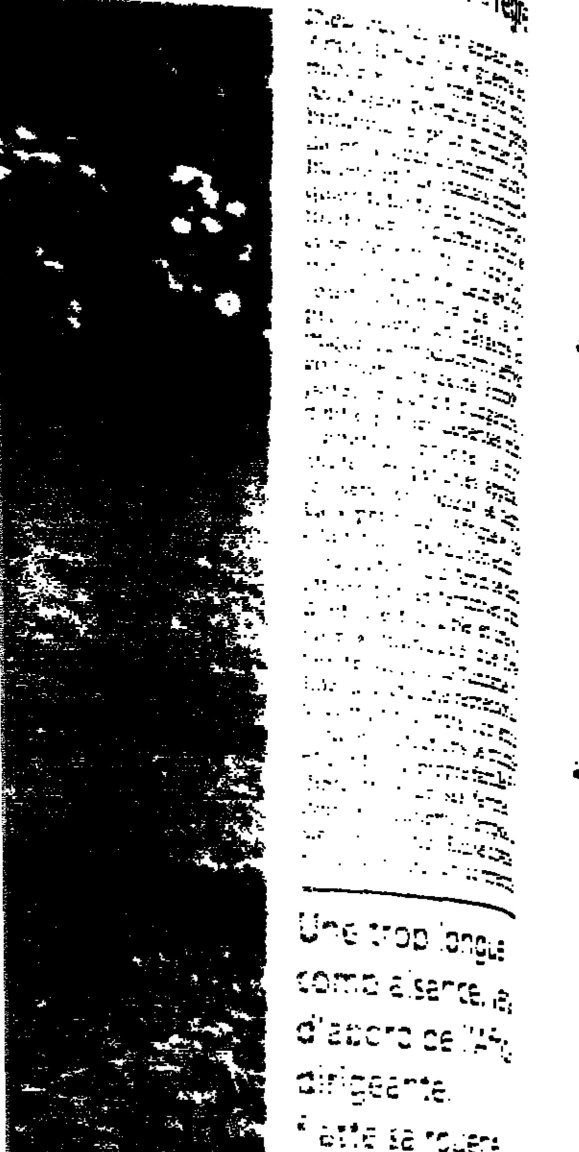
N'ayant apparemment emporté en exil aucun « trésor », il vit des subsides mensuels du gouvernement saoudien, dans un quartier cossu à huit kilomètres de Djeddah, où il roule en Cadillac blanche. Sa plus jeune femme, Sarah, l'a quitté il y a plus de dix ans. Elle tient maintenant un café à Londres.

Pour tuer le temps, il récite le Coran, joue de son vieil accordéon et pêche dans la mer Rouge. Il regarde aussi beaucoup la télévision, en particulier les programmes d'information et les reportages sportifs. Des amis lui envoient, via Nairobi et Londres, les principaux ingrédients de la nourriture ougandaise, les farines de manioc et de millet et les bananes plantain qui permettent de confectionner le plat de base national, le matoke. Son plus gros souci semble être sa virilité déclinante, qu'il tente de raviver en mangeant trente oranges par jour. D'où le surnom qu'on lui donne à Djeddah : « Docteur Jaffa »...

J.-P. L.

noir

Dada. Sous des dehors débonnaires, personnes auraient péri sous son « règ



Une trop longue comme aisance, d'abord de l'A dirigeante.

oran

France : le choc du Kosovo sur le débat européen

LA GUERRE du Kosovo aurait-elle renversé la table du débat politique en France ? Toute crise internationale de cette ampleur a naturellement pour effet d'éclipser les autres dossiers en cours, mais le phénomène a ici une autre dimension. La guerre est arrivée à l'improviste pour la plupart des Français et des partis. Alors que ceux-ci préparaient laborieusement une campagne des élections européennes dont le seul élément d'animation potentielle était venu de Bruxelles, avec la démission forcée de la Commission Santer, la rupture des pourparlers de Paris entre Serbes et Kosovars et la décision de l'OTAN de déclencher ses foudres contre Slobodan Milosevic, le 24 mars, ont produit un effet de souffle.

La mécanique institutionnelle et la cohabitation renforcent le phénomène. Qui dit guerre dit primat absolu de l'exécutif – la Ve République a été inventée pour cela. En temps « normal », si l'on ose dire – sur les treize années écoulées depuis 1986, la France en est à sa sixième année de cohabitation –, l'identité des majorités présidentielle et parlementaire aspire le pouvoir à l'Elysée. Michel Rocard avait fait, lors de la guerre du Golfe, l'expérience de la quasi-inexistence du premier ministre, réduit à expédier les affaires courantes pendant que François Mitterrand orchestrait les grandes. La cohabitation impose une répartition des rôles différente, avec un premier ministre, Lionel Jospin, qui n'est pas seulement l'interprète des décisions présidentielles, mais dispose d'un pouvoir de codécision. Il le fait valoir.

Cette situation, où l'opposition parlementaire est tenue de soutenir celui qui constitue sa « référence » – le chef de l'Etat –, tandis que la majorité ne peut se permettre d'affaiblir le gouvernement, a pour conséquence de limiter la liberté de parole des politiques des deux bords. La perspective des élections européennes a cependant incité les chefs de file de listes concurrentes des grands partis, à gauche et à droite, à se démarquer de la politique définie par l'exécutif. Les communistes ont obéi à leur penchant naturel, antiaméricain et pacifiste, en prenant position contre les frappes de l'OTAN et en nourrissant la fiction d'une solution politique dont la clé aurait été détenue par les Russes. A droite, Philippe de Villiers et Charles Pasqua vont tenter de capter le scepticisme que suscite une action dirigée par les Etats-Unis contre un pays, la Serbie, autrefois allié de la France.

LE MÊME MALAISE « IDENTITAIRE »

Les uns et les autres sont obligés de constater que l'attitude du président serbe ne donne pas le moindre crédit à l'idée d'une solution diplomatique. L'absence d'*« alternative »*, soulignée jeudi 8 avril par Lionel Jospin, sur France 2, s'est imposée comme une évidence. L'évolution de l'opinion, mesurée par les sondages, montre que les Français en sont conscients. Non seulement M. Chirac et M. Jospin sont approuvés dans leurs choix, mais les partis qui se sont affichés en rupture avec ces choix – PCF, Front national – perdent du terrain, tandis que le PS, le RPR, l'UDF bénéficient d'un regain d'opinions positives. Le calcul électoral des « anti-guerre » se révèle hasardeux.

La guerre contre la Serbie a fait resurgir des automatismes déjà apparus lors de la crise et de la guerre du Golfe, en 1990-1991, et qui s'étaient manifestés, d'une autre façon, à l'occasion du référendum sur le traité de Maastricht, en 1992. En clair, il s'agit toujours du même malaise « identitaire », du sentiment que la France renonce à jouer un rôle singulier dans les affaires du monde, que ses dirigeants l'entraînent vers une soumission à un ordre des choses dominé par les marchés, par le libéralisme et par les Etats-Unis. Sur cette nostalgie d'une grande puissance capable d'opposer à l'empire américain ou anglo-saxon une vision différente de la planète et de son avenir se greffent des conceptions idéologiques diverses : le nationalisme « intégral » de l'extrême droite, l'antilibéralisme des communistes et de l'extrême gauche, l'antiproductivisme des écologistes.

La crise actuelle n'a pas seulement réactivé ces réflexes anciens et tournés vers le passé. Elle opère, d'abord, une clarification : quelque argument qu'ils invoquent, les refus opposés à l'action de l'OTAN se ramènent tous à l'idée que la France devrait s'en dissocier et mener sa « propre » politique dans les Balkans comme, hier, au Proche-Orient ou face à Saddam Hussein. Ceux qui se réclament de l'« internationalisme » doivent constater que c'est un internationalisme sans alliés ni partenaires, à moins de plaider pour une entente avec M. Milosevic, c'est-à-dire pour... le nationalisme le plus dévastateur. Seule l'extrême droite franchit ouvertement ce pas.

PRIS DE COURT

Ensuite et surtout, la guerre du Kosovo oblige les responsables politiques à se poser des questions qui étaient jusqu'alors absentes du débat public. Il est patent qu'ils sont, là, pris de court. Refuser la prédominance américaine dans l'OTAN oblige à envisager une défense européenne, c'est-à-dire un « transfert de souveraineté » plus radical que tous ceux qui ont été acceptés par les uns, dénoncés par les autres, jusqu'à maintenant. C'est-à-dire, aussi, la mise sur pied d'une industrie européenne d'armements capable de rivaliser avec celle des Etats-Unis. C'est-à-dire, enfin, non plus la baisse des crédits militaires, credo unique depuis la fin du système soviétique, mais, au contraire, leur augmentation.

« Aux européennes, dit Philippe Séguin, *parler de l'Europe est hors sujet. »* La guerre du Kosovo, par une sorte de zoom, oblige les responsables politiques à répondre à des questions qu'ils renvoyaient paresseusement bien au-delà du 13 juin.

Patrick Jarreau

AU COURRIER DU MONDE

A-t-on besoin des intellectuels « engagés » pour comprendre les enjeux de la guerre dans l'ex-Yougoslavie et pour saisir la complexité de la situation ? Des lecteurs en doutent, expriment une certaine lassitude face au défilé sur la scène médiatique des stars de la pensée et de l'analyse géopolitique. Ils font également part de leur crainte devant une possible déstabilisation de toute l'Europe. De son côté, l'accident mortel du tunnel du Mont-Blanc provoque des interrogations sur la future politique routière de l'Union européenne : la Suisse est citée en exemple. Enfin, l'établissement d'un palmarès des lycées est mis en question.

LA « GUERRE » DES INTELLECTUELS

Lecteur fidèle et critique, j'éprouve une certaine lassitude à voir défiler sur la question du Kosovo les contributions des intellectuels médiatiques (il manque encore Philippe Sollers, mais ça ne saurait tarder). (...) Tous ces écrits ont un point en commun : ils instrumentalisent la guerre et ses drames au profit de querelles de valeurs qui sont franco-françaises et qui ne contribuent en rien à éclairer la compréhension de la situation. Le conflit en Yougoslavie passe à l'arrière-plan et se trouve doublé par une bataille de notoriété, une « guerre » ennuyeuse où les positions théâtrales des uns et des autres sont connues d'avance et ne suscitent aucun vrai débat, aucun véritable échange d'arguments, et surtout aucune analyse de la situation, de son évolution et de ses enjeux. (...) On a vraiment l'impression que l'intelligence et l'esprit d'analyse ne sont pas du *côté* des « intellectuels ». (...)

N'y voyez surtout pas une critique de votre ligne politique sur la crise du Kosovo, car elle se distingue par sa prudence et son intelligence.

Jean-Paul Doguet
Paris

LA HAINE

Les intellectuels antiaméricains viscéraux ont ceci de commun avec les anciens intellectuels staliniens pro-soviétiques enragés, c'est qu'ils n'ont jamais vécu de façon un tant soit peu prolongée dans le pays qu'ils abhorrent ou qu'ils ont adoré... Cela dispense effectivement d'ouvrir les yeux sur la réalité de la situation locale et sur la mentalité de la population et des élites dirigeantes... Pascal Bruckner (*Le Monde* du 7 avril) a bien mis en évidence les liens de tous les pro-Serbes d'où qu'ils viennent : la haine de l'Amérique ! C'est bien triste...

Israël Cemachovic
Dijon (Côte-d'Or)

PARTIE DE CHASSE

L'argumentation que Bernard-Henri Lévy oppose à Enzensberger (*Le Monde* du 8 avril) est simpliste et inconsistante : elle nie, au nom de la morale universelle, qu'il soit inévitable en politique de hiérarchiser les priorités.

Mais l'important n'est pas le raisonnement, c'est la rhétorique, qui vise Chevènement à travers Enzensberger. Pas besoin de discuter, accabler suffit : Chevènement donne un texte à lire, c'est un pion, il critique les Américains... comme les fascistes des années 30, il veut distinguer entre le proche et le lointain : dans le même sac que Le Pen ! La passion de disqualifier ayant sa logique, on va jusqu'à la caractérisation physique déplaisante (*« vision torve »*) et aux résonances ignobles du titre : *« chasser »* (comme une bête) *« le Chevènement »* que l'article dépersonnalise. C'est toujours une épreuve de lire Bernard-Henri Lévy, surtout quand on partage ses positions : on a presque honte de se retrouver complice de tels procédés pour déconsidérer l'adversaire et intimider le lecteur.

Il est inquiétant que ces abus de biens moraux trouvent un accueil empressé. Il y a apparemment entre l'accueillant et l'accueilli une consonance, l'un et l'autre semblent obsédés par leur pouvoir et la nécessité de le manifester, de l'assener jusqu'à donner au lecteur un sentiment d'arbitraire.

Comme d'habitude, la cible est un homme politique qui n'est pas au-dessus de la critique, mais qui a le mérite particulier de revendiquer et d'assumer ce qui est le cœur de son métier, la morale de son métier, la responsabilité, la tâche de prendre en charge ce qui existe pour le préserver et l'améliorer. Voilà qui est intolérable.

Paul Thibaud
Paris

RÉFUGIÉS OU DÉPORTÉS

Trop de témoignages concordent sur l'exode massif des Kosovars d'origine albanaise pour qu'il soit permis de douter des raisons de cet exode. Alors, on comprend mal que des médias ne les appellent jamais autrement que *« réfugiés »*, comme s'ils fuyaient de leur plein gré une catastrophe naturelle ou des bombardements ennemis.

Des gens qu'on entasse dans des moyens de transport pour les emmener de force hors de leurs frontières sont tout simplement des déportés victimes des autorités de leur pays. La distinction est d'importance.

René Lagane
Courbevoie (Hauts-de-Seine)

QUELLE PAIX ?

J'ai peur que la guerre du Kosovo n'aboutisse trop vite à une convention de paix avec Milosevic. Une convention qui entérinerait le partage ethnique de la province. Négocier avec Milosevic sur la base d'une partition du Kosovo signifierait une capitulation de l'OTAN, de l'Europe et de la démocratie. Accepter la partition reviendrait à entériner le plan de « reconquête » annoncé par Belgrade dès 1989. (...) Cette paix amorale placerait l'Europe, pour plusieurs générations, dans l'insécurité permanente qui est le lot aujourd'hui de l'Afrique ou du Moyen-Orient. Nous n'aurions plus confiance en nos dirigeants et en nos armées pour nous protéger contre les coups de folie des uns et des autres. Nous assisterions au réveil des haines. (...)

André Larané
Paris

LE TUNNEL DE LA MORT

L'accident du tunnel du Mont-Blanc remet en cause l'ensemble de la politique européenne des transports routiers. Et, de fait, donne raison à la Suisse, à sa politique des transports et son intransigeance vis-à-vis du trafic poids lourds à travers le massif alpin. La petite Suisse, forte de 7 millions d'habitants, a accepté par votation populaire de prendre à sa charge la construction non pas d'un, mais de deux tunnels ferroviaires de base, Saint-Gothard et Loetschberg, d'un coût global de 30 milliards de francs suisses, soit 120 milliards de francs français ou 18,4 milliards d'euros. J'ai bien dit : milliards. Je ne connais aucun ministre de l'Union européenne qui oserait proposer à son peuple un tel sacrifice financier. (...)

L'Union européenne s'est ingéniée à étrangler la Suisse dans le cadre des accords bilatéraux sur les transports terrestres au lieu de porter valeur à ses préoccupations légitimes. Pris au piège à présent par la mise hors service de leur axe routier principal, ses adversaires les plus farouches, la France et surtout l'Italie se tournent tout naturellement vers les Helvètes et les appellent à leur secours pour absorber une partie du trafic. (...)

C'est avec plaisir que la Suisse donnera un coup de main, mais elle posera ses conditions. (...) Et ce n'est qu'une fois la capacité de ferroutage épuisée qu'une partie des 40 tonnes sera autorisée à franchir les tunnels routiers. Mars 1999 aura marqué un tournant dans la politique des transports à travers les Alpes. Ministres de l'Union européenne, syndicats et lobbies routiers seraient bien inspirés d'admettre cette réalité, ne serait-ce qu'en mémoire des copains chauffeurs disparus à tout jamais avec leur camion dans le four crématoire du Mont-Blanc.

Michel Gasser
Vernier (Suisse)

PALMARÈS DES LYCÉES

Encore une fois, je suis déçu qu'on puisse se prêter au jeu bien peu honnête et franchement nuisible du classement des lycées. D'abondants prétextes et de bien faibles précautions méthodologiques ne pourront occulter un fait : ce type de classement tend à amplifier les inégalités devant l'école, en favorisant les stratégies des milieux les plus favorisés, au détriment de la diversité sociale des établissements. Il dévalorise artificiellement l'école publique et laïque, dont les contraintes (moyens, population accueillie) n'ont rien à voir avec celles des institutions religieuses qui « trônent » en tête de ce classement. (...)

Johann Morri
Paris

DU CHAMPAGNE POUR LES PILLEURS

L'article de Jean-Pierre Quélin (*Le Monde* du 31 mars) sur les champagnes sauvés de la Baltique laisse ignorer au lecteur un aspect des choses qui rend ce vin vieux assez amer.

Les chasseurs de trésors en question étaient de cette race qui jadis saccageaient les tombes égyptiennes, ou les hypogées étrusques, ou bien, encore aujourd'hui, les tumuli quercynois, pour ne conserver que les « beaux objets » susceptibles de commerce.

La superbe coque du deux-mâts suédois renfermant les caisses de champagne, pourtant remontée à la surface, a été purement et simplement sabordée et renvoyée au fond sans ménagement une fois le pillage achevé.

Je déplore souvent les excès intégristes de beaucoup d'archéologues. Il n'empêche que je regrette profondément le pur mercantilisme des prédateurs du patrimoine.

Jean-Luc Obereiner
Cahors (Lot)

INDÉCENCE

Ainsi un tribunal correctionnel ne peut pas prononcer des condamnations pour des faits de torture sans que fusent les protestations de policiers, suivies le lendemain de manifestations (*Le Monde* du 27 mars). Des représentants de l'ordre adoptent un comportement qui, dans son intention profonde (le droit de torturer ?) laisse loin derrière lui l'incivisme du *« sauvageon »*. Qui a lu de bout en bout le rapport de la Commission européenne des droits de l'homme dans l'affaire Selmouni ne peut qu'éprouver une crainte profonde devant le comportement de certains policiers. (...)

Avons-nous encore une police respectueuse des droits de l'homme et de la légalité républicaine ? Si oui, quelles conséquences tire-t-elle d'aussi scandaleuses manifestations ?

Pierre Courcelle
Vincennes (Val-de-Marne)

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Dr Folamour au Kremlin

L'OTAN et Bill Clinton ont décidé les frappes sur la Serbie après une longue période de consultations et d'hésitations mais c'est au Kremlin que siège le Dr Folamour. Entre deux séjours à l'hôpital ou dans une maison de repos, Boris Eltsine est réapparu, vendredi 9 avril, à la télévision pour brandir ses foudres contre l'Occident comme aux plus mauvais jours de la guerre froide. Pointage des missiles nucléaires sur les pays de l'OTAN participant aux bombardements contre Slobodan Milosevic, envoi de troupes au sol pour combattre aux côtés des frères slaves et orthodoxes, projet de grande fédération entre la Russie, la Biélorussie d'Ubu-Loukachenko et la Serbie, le président russe a agité le spectre d'une *« guerre européenne, voire mondiale »*. A peine proférées, ces menaces ont été démenties par son porte-parole et par les militaires, rassurant ainsi les Etats-Unis auxquels ils faisaient savoir que *« la Russie ne se laisserait pas entraîner dans un conflit des Balkans »*.

Il y a des causes intérieures à cette surenchère verbale entre un président sous le coup d'une procédure de destitution et un Parlement où les communistes et les nationalistes se disputent la vedette. Le spectacle d'un Boris Eltsine à la démarche incertaine, à l'élocution pâteuse, tranchant de la guerre et de la paix, est à la fois pathétique et inquiétant. Le peuple russe est un grand peuple. Son héroïsme dans les situations les plus désespérées, son endurance pendant des siècles de souffrance, les chefs-d'œuvre littéraires, artistiques, musicaux qu'il a donnés à la civilisation mondiale, en témoignent. Le voir représenté par un bouffon valétudinaire et exploité par un régime corrompu après soixante-dix ans de totalitarisme remplit d'une profonde tristesse.

La grandeur de la Russie d'hier et ses quelque cinq mille têtes nucléaires d'aujourd'hui expliquent la cour assidue que les diplomates occidentaux continuent à faire à Moscou. Américains, Allemands, Français – Jacques Chirac n'a-t-il pas déclaré, la semaine dernière, que la Russie détenait la clef de la crise au Kosovo ? – se succèdent auprès des dirigeants russes. S'il est sage de ne pas les marginaliser, il peut être imprudent de prendre au sérieux leurs rodomontades, les encourageant ainsi à se montrer encore plus intransigeants... et plus exigeants quand ils réclament des crédits.

Si la diplomatie a ses exigences et ses contraintes, on comprend moins que la Russie, débarrassée du communisme sans être convertie à la démocratie, reste la référence d'une certaine gauche et d'une certaine droite françaises, dans une sorte de réflexe « campiste » qui aurait survécu à la fin du totalitarisme. Pourtant, elle ne saurait offrir aujourd'hui ni le mythe d'un avenir radieux – qui s'était effondré bien avant Gorbatchev – ni ce refuge pour les valeurs traditionnelles qu'Alexandre Soljenitsyne essaie en vain de ranimer. Sauf à penser que la Russie représente toujours le seul contrepoids à la puissance américaine et, pourquoi pas, allemande. Comme si l'histoire de l'Europe s'était arrêtée en 1945.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (*Editoriaux et analyses*) ;
Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ;
Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ;
Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La vaccination antituberculeuse

LA VACCINATION antituberculeuse ne peut pas être pratiquée à l'aveuglette, comme l'antivariolique. Pour qu'elle puisse être généralisée, il faut d'abord convaincre les familles de son efficacité, puis faire accepter les nombreux actes médicaux qu'elle exige.

La loi qui va rendre la vaccination obligatoire dans certaines catégories de la population française est théoriquement bonne. En quelques dizaines d'années elle peut faire disparaître l'endémie tuberculeuse, qui est responsable actuellement du dixième de la totalité des décès et de la moitié des morts entre quinze et trente ans.

Mais, étant donné la grande contagiosité de la tuberculose, ce résultat ne peut être escompté si des fuites ont lieu dans la vaccination, et si le contrôle n'est pas total. Ce contrôle doit porter sur 60 % des Français âgés de quinze ans et sur 30 à 35 % des Français âgés de dix-huit à vingt-cinq ans. Je ne crois pas qu'il soit possible de l'exercer convenablement avant longtemps.

La tâche en vaut pourtant la peine, et les résultats seront grandioses. Mais ils s'acquerront au prix d'une nouvelle et parfois importante atteinte à la liberté individuelle. Une de plus ! Et on se prend à souhaiter qu'un jour un compromis acceptable puisse être établi entre les nécessités croissantes et inéluctables de la vie collective et le respect de la liberté de l'homme. On n'ose y croire, rien qu'à voir la part de leur liberté que devront abdiquer certains individus pour obéir à l'impérieuse logique qui préside à l'établissement d'une vaccination comme celle qui nous préoccupe aujourd'hui.

André Lemaire
(12 avril 1949.)

Et la France, dans tout cela ?

DEPUIS le 24 mars, des bombes pleuvent sur les Balkans, censées arrêter une entreprise de déportation massive, qu'elles ont en réalité amplifiée. On pense d'abord au sort des populations, kosovare et serbe, auxquelles est imposé le cortège d'angoisses, de terreur, de souffrance et de sacrifices.

Cette solidarité avec les victimes est – ô combien ! – nécessaire. Mais il y a un piège dans le débat actuel : on dispute sur le point de savoir si les frappes militaires peuvent « régler le problème » ou, à l'inverse, « rajouter la guerre à la guerre » et renforcer le pouvoir de Belgrade. D'aucuns dénoncent « l'impuissance » (au demeurant manifeste) des bombardements en vue d'une issue politique et stigmatisent leur illégalité au regard des lois internationales (au demeurant patente). Mais on admet implicitement que, dans l'hypothèse où elles seraient « efficaces », l'ingérence et l'usage de la force contre un pays souverain, qui n'est en guerre avec aucun voisin, seraient légitimes au regard de raisons « humanitaires ».

D'autres, comme les ultra-libéraux, le revendiquent hautement, et se réjouissent désormais ouvertement que *« la souveraineté des Etats s'efface devant l'exigence du respect des droits de l'homme »*, position qui a, au demeurant, le mérite de pointer un clivage politique fondamental. Ce faisant, on ouvre une boite de Pandore lourde de conséquences planétaires : ne doutons pas, en effet, que la sphère des prétextes serait rapidement élargie avec, comme seuls juges de leur pertinence, ceux qui détiennent la puissance militaire.

Beaucoup dénoncent les ambitions de domination (bien réelles) des dirigeants américains. Mais peut-on s'en tenir là ? Cela induit deux remarques.

La première a trait au rôle de l'Europe. De toute part, on semble déplorer l'« échec de l'Europe ». Fausse naïveté, ou vraie dérive ? Qui a cru vraiment aux contes de fées décrivant les dirigeants européens mus par une sincère volonté de mettre fin aux souffrances des populations et contrariés par la méchante Mme Albright ? La posture d'obéissance unanime des gouvernements concernés peut-elle encore laisser un doute sur la question ? Et a-t-on déjà oublié que l'Union européenne, sous l'impulsion du gouvernement allemand précédent, fut l'instrument consentant du déclenchement du processus d'éclatement de l'ex-Fédération yougoslave ? A-t-on oublié que c'est précisément du fait de cet éclatement que les logiques terrifiantes d'« épuration ethnique » ont pu se développer ? Et ne voit-on pas qu'en fait d'« échec de l'Europe » l'Allemagne réunifiée (en fait, ses stratèges géopolitiques) a remporté une victoire considérable, d'ailleurs au mépris de sa propre Loi fondamentale : pour la première fois depuis 1945, ses soldats font la guerre à l'extérieur de ses frontières, ce que dénoncent avec force, et légitimement, nombre de démocrates de ce pays.

Par ailleurs, la fable du « contrepoids » au rôle dirigeant des Etats-Unis sur l'OTAN que constituerait le « pilier européen » rappelle un autre « contrepoids » : celui que serait censé constituer un futur « gouvernement économique » face à la Banque centrale européenne. On entend déjà le chœur (le cœur ?) de ceux qui voient en la circonstance l'occasion de pousser de nouveaux pions en faveur d'une « Europe politique » sans s'interroger sur (ou en connaissant trop bien) les rapports de forces que cette dernière sous-tend. Il est au demeurant frappant de noter que les défenseurs de l'intervention militaire se recrutent particulièrement chez les partisans (libéraux ou anti-libéraux) du traité de Maastricht et des processus subséquents.

M. Giscard d'Estaing a-t-il gagné, lui qui avait inventé le concept de « puissance moyenne » pour désigner la République française, c'est-à-dire, en fait, son effacement et sa soumission ?

La deuxième observation pourrait être : et la France, dans tout cela ? L'ancien président Giscard d'Estaing a-t-il cette fois gagné la bataille, lui qui avait inventé le concept de *« puissance moyenne »* pour désigner la République française, c'est-à-dire, en fait, son effacement et sa soumission sur la scène internationale ? Si tel était le cas, les moindres victimes n'en seraient pas, à moyen terme, les peuples qui ont la malchance de vivre « à la périphérie » de la planète, et qui, pour beaucoup, voyaient dans la France (celle de la bataille de Valmy, du discours de Phnom Penh...) non un modèle, mais un point d'appui potentiel dans leurs luttes d'émancipation contre les dominations.

Deux questions sont intimement liées : d'une part, la place de la France sur la scène internationale. Ou, à l'inverse, son intégration dans une construction européenne structurellement conçue pour s'inscrire dans la logique de guerre économique, le cas échéant pas seulement économique (comme le notait récemment un des chefs de file du courant libéral-européiste : *« L'Europe est-elle prête à se battre pour le Kosovo ? Sinon, où est l'Europe ? »*) ; d'autre part, la préservation de la liberté de son peuple (et c'est un droit pour chaque peuple) de décider des grands choix qui déterminent son avenir.

En d'autres termes, la question du contenu d'une politique à mener n'a rien perdu de son intérêt. Mais une autre problématique s'y ajoute désormais : celle de la préservation du cadre national, le seul dans lequel une politique donnée puisse être, par les citoyens, débattue, choisie et mise en œuvre. Ceux qui se posent aujourd'hui en ardents défenseurs des revendications nationales des Kosovars sont souvent ceux-là mêmes qui n'ont pas de mots assez durs pour stigmatiser le concept de nation comme « dépassé » quand il s'agit de la France.

Dès lors, il serait bon que des femmes et des hommes d'horizons politiques opposés, sans rien dissimuler de leurs divergences ou antagonismes, sachent affirmer ensemble leurs convergences, comme cela avait été le cas lors de la mise en échec de la Communauté européenne de défense (CED) en 1954 ou du retrait de la France de l'OTAN, en 1966. Il y a urgence.

***Paul-Marie Coûteaux** est membre du bureau national de Demain la France.*
***Henri Guaino** est ancien commissaire général au Plan.*
***Pierre Lévy** est journaliste communiste.*
***François Morvan** est membre de la Ligue communiste révolutionnaire et animateur de la revue « Utopie critique ».*
***Didier Motchane** est vice-président du Mouvement des citoyens.*

La fin et les moyens

par Tzvetan Todorov

QUELLE est la fin politique de l'action engagée aujourd'hui en Yougoslavie ? Assurer les droits des minorités ethniques, rendre plus harmonieuse la coexistence de populations aux traditions culturelles, religieuses, linguistiques différentes. Si, avant le début des hostilités, on pouvait avoir quelques hésitations, aujourd'hui, le doute n'est plus permis : bombarder une partie de la population au nom des droits de l'autre ne peut contribuer à leur future coexistence pacifique. Cet acte ne peut qu'aviver les antagonismes et laisser des blessures qui mettront longtemps à se cicatriser. Ce moyen-ci ne conduit pas à cette fin-là. Mais y en avait-il seulement un autre ?

Quand est-ce qu'une fraction de la population est tentée par l'affirmation intolérante de son identité, que celle-ci soit ethnique, religieuse ou sociale ? Quand elle s'y accroche comme à un dernier recours. Les hommes ont besoin de reconnaissance sociale pour exister ; s'ils ne la trouvent pas ailleurs, si tous les chemins leur paraissent bouchés, ils ont recours à ce qui leur reste, l'appartenance à une identité collective. Sans être intrinsèquement méchants, ils sont alors prêts à écouter des chefs fanatiques ou cyniques, et à transformer en boucs émissaires ceux qui vivent parmi eux mais ne sont pas comme eux.

Comment les convaincre de changer ? Est-ce en leur disant que c'est mal, que leur devoir consiste à aimer leur prochain, c'est-à-dire l'étranger, est-ce en les menaçant d'une punition ? On devrait savoir, depuis le temps qu'on essaie ces remèdes, combien peu ils sont efficaces. La vertu est rare, elle s'enseigne mal et mieux vaut ne pas trop compter là-dessus. Mais cela ne veut pas dire qu'il faille croiser les bras.

Ce n'est pas de la bienveillance de mon boucher, disait Adam Smith, que j'attends mon dîner, mais de son souci de son intérêt propre. La carotte peut être plus convaincante que le bâton. L'intolérance cesse quand elle ne sert plus. Si je peux m'épanouir dans ma vie, je n'ai plus besoin de cette maigre consolation : l'idée que j'appartiens à la communauté des musulmans, ou des chrétiens, ou des Serbes, ou des Albanais.

Les pays des Balkans – Yougoslavie, Macédoine, Albanie, Bulgarie, Roumanie – sont dans une situation économique et sociale désastreuse. Ils n'ont jamais été riches. De surcroît, le communisme s'y est maintenu plus longtemps qu'ailleurs en Europe, et il a précipité leur ruine. Ce sont en même temps des pays qui possèdent, tous, de fortes minorités ethniques, formant un véritable puzzle de populations. Si les Européens et les Américains ne veulent pas que s'embrase demain un autre coin des Balkans – et ils ont raison de ne pas le vouloir, tant les conséquences d'un tel embrasement peuvent être catastrophiques –, ils devraient aider cette partie du monde à sortir de son marasme économique et social. Un nouveau plan Marshall devrait irriguer ces pays pour permettre à leurs populations d'entrevoir une lumière au bout du tunnel et de trouver un sens à leur vie. Les chefs fanatiques ou cyniques deviendraient d'absurdes anachronismes, et disparaîtraient d'eux-mêmes.

Cela coûte cher ? Sûrement, mais l'Europe et l'Amérique sont déjà en train de dépenser cet argent, pour produire des avions, des missiles et des bombes, pour armer les combattants et aider les réfugiés. Mieux vaut déverser sur cette terre des dollars que des bombes, qui, elles aussi, demandent des dollars. L'inconvénient de cette solution est que nous ne pourrons plus nous dire les vainqueurs du mal absolu, du diable des monstres à visage humain, que nous ne pourrons plus nous enorgueillir d'être l'incarnation à la fois du droit et de la force. Mais on devrait pouvoir s'en accommoder.

***Tzvetan Todorov** est directeur de recherches au CNRS.*

هكذا من الأصل

fin et les moyens
Tzvetan Todorov

L'OTAN en l'air, l'Europe au pied du mur

Suite de la première page

Certes, une partie de l'opinion a réclamé, par pacifisme et anti-américanisme, la fin des frappes OTAN et le retour immédiat à la table de négociations, comme si la négociation, commencée il y a un an et qui avait abouti aux accords d'octobre 1998, n'avait pas totalement échoué du fait des Serbes. On créditait encore Milosevic d'une rationalité diplomatique ordinaire, mais on a commencé à admettre son caractère criminel effréné face aux réalités télévisuelles de la déportation sauvage menée par Belgrade. Les réticences face à l'action purement aérienne ou face au rôle excessif de l'OTAN en Europe désormais ne vont pas du tout dans le sens d'un soutien à Milosevic.

Saturées ou dégoûtées par le personnage, son style, ses crimes et finalement sa folie, les diplomaties occidentales, qui ont pourtant avalé naguère bien d'autres de ses couleuvres, sont arrivées à un point de non-retour et s'appuient sur des opinions indignées pour se donner le courage d'affronter le tyran sans plus négocier à mi-pente.

Dans les opinions, en Europe comme aux Etats-Unis, depuis une semaine, on est devenu majoritairement favorable à la poursuite du plan de frappes aériennes contre le potentiel militaire de Milosevic, même si cela ne résoud pas, dans l'immédiat, le problème des réfugiés, et on pousse même au passage plus rapide à la prise de contrôle militaire à terre de tout le Kosovo pour aboutir à l'action de protection sur le terrain. On rejette toute partition entre « zone serbe » et « zone albanaise » et on soutient le retour sans délai, après victoire militaire, de toute la population déportée du Kosovo.

Cette évolution est sans doute clarificatrice. Cependant, l'ouverture des opérations terrestres, que demandent aussi certains secteurs américains, est encore reportée. Il faut d'ailleurs demeurer vigilant sur cette question car l'école du partage, c'est-à-dire de la purification ethnique partielle, continue d'exister des deux côtés de l'Atlantique. Un argument contre l'action terrestre prématurée est qu'il faut poursuivre la guerre aérienne jusqu'à l'effacement de toute capacité serbe de tenir des lignes défensives susceptibles de fixer un cessez-le-feu sur un partage. On est passé, mercredi 7 avril, à l'attaque par avions contre les chars serbes qui paradaient, encore lundi, sans risques sur les routes.

Dans le pays, vidé par zones entières, l'épreuve militaire pure va-t-elle permettre de mesurer le vrai rapport des forces militaires ? Ce n'est pas certain : la fermeture des frontières, jeudi 8 avril, a pris en otage des Kosovars ; elle laisse prévoir qu'on les utilisera comme *« boucliers humains »*, ce qui pose la question militaire sérieuse du combat terrestre. L'UCK tient encore certains points, comme la route reliant la ville de Pec et le Monténégro, et obligera, ici ou là, l'armée yougoslave à concentrer des chars qui, du coup, deviendront des cibles pour des armes à effet de surface et des fusées guidées avec précision encore rarement utilisées, une version plus artisanale avec effets locaux de l'intervention aérienne.

Mais on admet l'hypothèse que l'opération américaine, y compris son inadaptation, visait peut-être à laisser expulser les civils pour détruire sans gêne les Serbes par les frappes aériennes dans le pays vidé. D'où l'apparition de variantes (peu crédibles) de l'assaut final, s'éloignant du Kosovo et envisageant une attaque terrestre frontale de Belgrade depuis la Hongrie à travers la Voïvodine.

La perspective d'une déconfiture totale de Milosevic est donc là et nous oblige à penser l'avenir. Malgré tout, l'avenir n'est pas brillant parce qu'il ne sera pas seulement marqué par les succès militaires de l'OTAN mais par les échecs politiques de l'Europe qui en sont inséparables.

La stratégie militaire des frappes aériennes a été incapable de protéger les populations kosovares du traumatisme irréversible de la déportation et de l'exode. Elle n'était pas faite pour cela. Mais on n'a pas non plus cherché à leur fournir, en temps voulu, un asile moral et matériel immédiat. L'impréparation politique européenne débouchant sur les brutalités locales de la police macédonienne s'explique d'autant moins que la purification avait commencé, en violation des accords d'octobre, dès le mois de novembre et n'avait jamais cessé. Les moyens militaires de la déportation se concentraient autour du Kosovo pendant la période de prétendue application des accords ; c'est cette violation croissante et cette purification ethnique rampante qui provoquèrent la réunion de Rambouillet, qui était déjà un ultimatum.

La protection des populations albanaises du Kosovo a été classée par l'OTAN au niveau de priorité zéro, tandis que l'objectif purement militaire, l'écrasement par la guerre aérienne, l'emportait, réduisant à rien le but politique officiellement mis en avant par tous les alliés. Il s'ensuit qu'aucun préparatif sérieux d'intervention terrestre n'existait.

On doit tirer de cette analyse critique deux conclusions sous forme de recommandation :

1 – Il va falloir autonomiser l'Europe de la défense. Le déclassement du facteur humain devant la techno-stratégie est un échec politique pour l'Europe. C'est elle qui devra gérer les conséquences politiques, économiques et sociales à court et long terme du massacre et de l'exode. Même si la militarisation des buts a été acceptée par le Conseil de l'Alliance, et donc par les gouvernements de l'Europe, il reste que c'est une erreur politique.

Les militaires ne sont responsables que des missions qui leur sont assignées. En cas de victoire totale, on devra dire à la fois que c'est un grand succès militaire de l'OTAN, et donc des Etats-Unis, et une irrémédiable catastrophe humanitaire, et donc un échec politique de l'Europe. L'Europe restera abaissée par ce succès militaire parce qu'elle n'a pas réussi à imposer une stratégie militaire qui sauvegarde le sujet politique de l'intervention : la population du Kosovo.

Dans la phase actuelle, les pays européens devraient donc, dans l'immédiat, prendre en main les opérations terrestres – et même imposer la création d'un commandement européen autonome de l'OTAN comprenant éventuellement des Russes et chargé des opérations de libération que les Américains ont à tort volontairement négligées. On pourrait chercher à replacer une telle mission armée sous mandat de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Le recalage des opérations aboutissant au protectorat sur la logique onusienne des organisations régionales est souhaitable.

L'avenir n'est pas brillant parce qu'il ne sera pas seulement marqué par les succès militaires de l'OTAN mais par les échecs politiques de l'Europe qui en sont inséparables

2 – L'Europe devra gérer la conception militaire et politique du protectorat et de la reconstruction. Etre totalement pour l'élimination du régime de Milosevic en le considérant comme un ennemi principal de la démocratie en Europe ne doit absolument pas être un obstacle à la critique précise qui s'impose face aux pratiques et aux théories américaines dominantes.

Elles sont dangereuses, étrangères à notre éthique politique – et en particulier à celles de la gauche. Elles ne sont pas faites pour régler les problèmes en Europe mais pour les transformer en source de dérèglement contrôlé fondé sur la destruction des souverainetés étatiques et l'avènement des chocs entre religions et communautés, dans le but d'installer la prédominance des réseaux et des marchés en laissant aux projets politiques et sociaux et aux ordres républicains la qualité d'impuissantes utopies.

M. Huntington et ses agitateurs veulent seulement figer des vendettas. La gauche devrait, en Europe, viser à coordonner des démocraties, à structurer du bon voisinage et à sceller des pactes sociaux mettant fin aux relations intercommunautaires violentes comme source de légitimité.

Mais pour imposer ce modèle, pour lui donner l'épaiseur politique d'un projet de reconstruction de la société civile et de la *société politique*, il ne suffit pas d'avoir des idées. Il faut disposer de forces militaires capables de *garantir* la réalisation de cette espérance et d'y veiller dans le détail. Il est significatif que, depuis que les accords de Dayton été signés, aucun progrès n'a été fait dans la réalisation des clauses politiques de l'accord. Il reste un accord de cessez-le-feu scellé sous menace de frappe.

Les Européens doivent admettre que les Américains, en effet, ne sont pas actuellement programmés pour le *state building* – ils le disent eux-mêmes – mais pour le *world shaping*. Unifier le monde comme marché par l'imposition de normes transnationales au prix d'une dérégulation sauvage, cela ne prépare pas des reconstructions d'après-guerre mais des chaos mafieux. La victime la plus spectaculaire de cette école de « modernisation », c'est la Russie. La plus proche des Etats-Unis, c'est le Mexique. La Yougoslavie est une variante sans espoir de la résistance à la dérégulation libérale tombée dans le nationalisme mafieux.

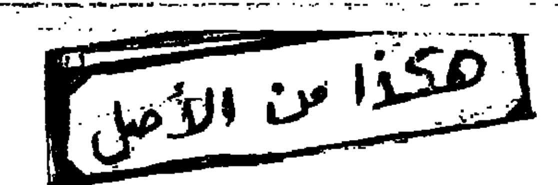
Depuis le retour aux affaires de la droite reaganienne et néodarwinienne, et malgré l'angélisme *new age*, l'essentiel de la vision impériale des Etats-Unis, ce n'est pas la reconstruction de la cité, la remise en forme de l'avenir, le retour aux réalités sociales et politiques repoussant dans l'histoire ancienne les fantasmes vengeurs des identités communautaires. Même si l'on peut admettre que la gauche clintonienne a bien des points d'attache avec un libéralisme humaniste, sa victoire là-bas n'est pas certaine et ce n'est pas un produit d'exportation. L'Amérique impériale flotte sur les eaux profondes d'un communautarisme armé et d'une culture de l'incarcération des exclus sociaux qui n'a pas dit son dernier mot.

Il n'y aura donc pas de paix réelle en Bosnie, ni en Serbie, ni dans les zones troublées des Balkans où les peurs anciennes ont été excitées par le règne régressif de Milosevic, si ce sont les Américains qui dominent le processus ; si les Européens ne forment pas un projet cohérent destiné à intégrer les Balkans dans l'Union européenne. Il faut renforcer les structures d'Etat et les pactes inter-étatiques, qui sont historiquement et logiquement nécessaires pour sceller les « paix de religion » au sortir des guerres du même nom. D'où une proposition corollaire pour le moyen terme.

L'Union de l'Europe occidentale (UEO) doit être réformée et se fondre dans l'Union européenne, en devenir le conseil de défense et de sécurité afin d'être capable de gérer les débats proprement européens sur la paix européenne, sans dépendre ou se rattacher organiquement au système de l'OTAN, décidément trop militarisé actuellement pour la mise en forme de l'Europe.

Enfin, il me semble nécessaire, encore une fois, de relancer l'idée économique et politique d'une confédération balkanique ayant vocation à entrer, non pas dans l'OTAN, mais dans l'Union européenne. Bien entendu, un tel projet n'interviendra pas dans le temps de la campagne militaire finale, mais après la réalisation des buts militaires, éliminant les forces serbes du territoire kosovar. On a le temps d'y repenser si on veut que l'UEO devienne ce qu'elle peut être : un modèle d'agrégation de systèmes de paix.

Alain Joxe



JUSTICE Le Conseil d'Etat a rejeté vendredi 9 avril le recours de Coca-Cola après l'interdiction qui lui a été faite d'acquérir Orangina. ● LE GOUVERNEMENT avait en effet refusé, le 17 septembre, d'autoriser la vente par Pernod-Ricard de la société française à l'américain pour 5 milliards de francs. ● LES POUVOIRS PUBLICS estimaient que ce rachat était de nature à porter atteinte à la concurrence dans le secteur des boissons gazeuses. ● COMPTE TENU des enjeux, le Conseil d'Etat s'était engagé à examiner rapidement le recours déposé en novembre. ● LE CONSEIL a jugé que la décision du gouvernement *« était proportionnée à la nature et à l'importance des effets anti-concurrentiels... »*. ● IL S'AGIT d'un nouveau coup d'arrêt à l'expansionnisme de Coca-Cola, également bloqué dans son rachat de Schweppes, en Allemagne, en Australie et au Mexique.

Le Conseil d'Etat confirme l'interdiction du rachat d'Orangina par Coca-Cola

Les juges administratifs ont estimé, comme le gouvernement en septembre 1998, que cette acquisition porterait atteinte à la concurrence. Le groupe américain a aussitôt réaffirmé son intention de continuer de se porter acquéreur, mais dans des conditions différentes

LE RACHAT d'Orangina par Coca-Cola est de plus en plus compromis. Moins de sept mois après le refus opposé par le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, le 17 septembre 1998, le Conseil d'Etat, plus haute juridiction administrative française, a confirmé cette décision, vendredi 9 avril. Comme le ministre, les juges ont estimé que cette absorption porterait atteinte à la concurrence. Ils ont donc rejeté le recours engagé en novembre par The Coca-Cola Company contre l'arrêté de M. Strauss-Kahn. La société américaine a aussitôt fait savoir, vendredi, qu'elle envisageait une *« poursuite du dialogue avec les autorités compétentes* [l'administration française] *afin de prendre en considération leurs attentes »*, et se déclare toujours prête à conclure *« un accord sur l'acquisition d'Orangina »*.

Compte tenu des enjeux économiques de l'opération, le Conseil d'Etat s'était engagé à examiner rapidement le recours pour « excès de pouvoir » déposé par Coca-Cola. Il a tenu parole, et, fait rare, il a même rendu public son jugement dès la fin du délibéré, vendredi dans la soirée. La présentation de l'affaire par le commissaire du gouvernement (magistrat indépendant), Jacques-Henri Stahl, a suscité un record d'affluence dans l'édifice du Palais-Royal, où se sont côtoyés, notamment, des membres de l'état-major de Coca-Cola, venus spécialement d'Atlanta, et les syndicalistes d'Orangina. Exceptionnellement, trois plaidoiries ont été prononcées, par l'avocat de Coca-Cola, par celui de de Pernod-Ricard, maison-mère d'Orangina, et par celui de Pepsi-Cola, concurrent de Coca-Cola, opposé à la transaction.

L'avocat de Coca-Cola, Me Frédéric Thiriez, s'est étonné que, *« quelques semaines plus tôt, personne ne se soit interrogé sur les atteintes à la concurrence que susciterait le projet de fusion des trois plus grandes banques privées françaises »*, autrement plus important, selon lui, que celui d'Orangina. *« Coca-Cola a le défaut d'être américain, alors qu'Orangina est un symbole de la réussite familiale française. (...) Lors de la prise de décision politique, certains ont vu d'un mauvais œil que le méchant soda noirâtre de l'oncle Sam mette la main sur la petite bouteille blonde et ronde qui fait notre fierté nationale »*, a ironisé Me Thiriez.

MARCHÉ « HORS FOYER » MENACÉ

C'est en vertu de l'ordonnance du 1er décembre 1986 sur la liberté des prix et de la concurrence, que Coca-Cola avait soumis son dossier à l'appréciation du ministre de l'économie et des finances, peu après la signature d'un protocole d'accord avec Pernod-Ricard en décembre 1997. Le gouvernement contrôle les concentrations économiques lorsque les entreprises concernées par le projet et celles qui leur sont économiquement liées réalisent plus de 25 % des ventes sur un marché. Ce qui était largement le cas de Coca-Cola et d'Orangina, dans la mesure où le « marché pertinent » était celui des *« boissons gazeuses sans alcool autres que les boissons au goût de cola »*, et non, comme le soutenait Coca-Cola, celui, plus large, des *« boissons rafraîchissantes sans alcool »*. La notion de « marché pertinent » prend en compte des produits « substituables » les uns aux autres, en raison de leur prix et du comportement des consommateurs, a rappelé le commissaire du gouvernement.

Bercy avait constaté que ce marché donnait lieu à deux circuits de distribution, dans les magasins et grandes surfaces d'une part (environ 80 % de l'ensemble), et *« hors foyer »* (ou hors domicile) d'autre part (20 %), c'est-à-dire dans les cafés, les hôtels, les restaurants, et d'une façon générale les collectivités où des distributeurs automatiques peuvent être installés (stades, cinémas, parcs de loisirs, stations-service...). Le Conseil de la concurrence avait estimé, dans un avis rendu fin juillet 1998, que le premier marché ne serait pas perturbé par cette concentration, la grande distribution disposant d'une surface de linéaires suffisante pour proposer tous les produits, qu'il est d'ailleurs dans son intérêt d'avoir pour satisfaire ses clients. En revanche, le marché « hors foyer » était considéré comme directement menacé, ses opérateurs ne disposant ni des moyens, ni de la place pour entretenir un assortiment complet de toutes les boissons disponibles sur le marché.

PEPSI ÉVINCÉ

Les producteurs de boissons ne peuvent accéder à ce circuit, ou s'y maintenir, que s'ils proposent un assortiment de trois boissons complémentaires (comprenant un cola, une boisson gazeuse au goût d'orange et une limonade), tiré par une marque phare. En décembre 1997, seuls deux groupes étaient capables de proposer ce triptyque : Coca-Cola d'une part, Pepsi-Cola et Orangina, liés par un accord d'embouteillage et de distribution, d'autre part. Si Orangina passait dans le giron de Coca-Cola, Pepsi serait privé à la fois de son produit-phare de boisson gazeuse à l'orange et du réseau d'Orangina, et donc évincé du marché « hors foyer ». Coca-Cola se trouverait alors en position monopolistique, qui ne manquerait pas de se répercuter sur le marché de la consommation à domicile : comme l'a expliqué l'avocate de Pepsi-Cola, Me Elisabeth Baraduc, *« c'est au café ou dans les fast-foods que les jeunes prennent leurs habitudes alimentaires »*.

Pour aider à débloquer la situation, Pernod-Ricard avait proposé d'assurer la distribution de Pepsi-Cola en France pendant sept ans, via sa filiale de jus de fruits Pampryl. Bercy était prêt à accepter la vente d'Orangina à condition que Coca-Cola en confie la distribution sur le marché hors domicile à une « entreprise tierce » pendant dix ans. Mais la négociation avait achoppé sur la durée de cet engagement.

Coca et Pernod avaient également tenté de faire valoir que le projet de concentration serait contrebalancé par une importante contribution au progrès économique : le développement international d'Orangina par Coca-Cola d'une part, le recentrage de Pernod-Ricard sur ses activités principales (vins et spiritueux) grâce aux 5 milliards de francs tirés de la vente d'Orangina, d'autre part. Un prix élevé qui n'a rien à voir avec la prétendue *« prime de monopole »* dénoncée par Pepsi-Cola, a plaidé Me Monod, l'avocat de Pernod-Ricard. Le Conseil d'Etat a estimé que les éléments versés au dossier ne permettaient pas d'établir ces perspectives avec certitude.

Rafaële Rivais

L'expansionnisme du géant d'Atlanta est contesté sur toute la planète

LE CONSEIL D'ETAT vient de donner, sinon un coup d'arrêt, du moins un coup de semonce à Coca-Cola, lancé dans un expansionnisme effréné dans le monde entier. Certes, pour cette société volontiers caricaturée comme le prototype de la « World Company », l'échec éventuel du rachat d'Orangina ne serait pas, en soi, une catastrophe. Il se boit dans le monde autant de volume de produits Coca-Cola en deux jours que d'Orangina en... un an. Mais la décision française tombe mal, car elle s'inscrit dans une série noire pour le géant d'Atlanta. Le rachat de Schweppes par Coca-Cola, annoncé à l'automne, fait l'objet de saisines des autorités de la concurrence dans au moins trois pays, et non des moindres : l'Allemagne, le Mexique et l'Australie, où l'américain détiendrait respectivement 60 %, 77 % et 80 % du marché.

Coca-Cola cherche pourtant à faire oublier sa taille et son hégémonie. La firme d'Atlanta réfute ainsi systématiquement la définition des boissons au cola comme un « marché pertinent ». Dans une interview au *Monde*, en juin 1998, le PDG du groupe, Douglas Ivester, soulignait sans rire qu'*« il se consomme chaque jour quarante-huit milliards de boissons, alcoolisées ou non, dans le monde. (...) Coca-Cola ne vend qu'un milliard de boissons par jour. Cela fait 2 % de part de marché »*. Cette notion de marché des colas permet au grand rival PepsiCo, groupe plus diversifié qui réalise un chiffre d'affaires supérieur à celui de Coca-Cola – y compris dans les boissons après le rachat de Tropicana, le leader mondial des jus de fruits –, de se faire passer, localement, pour *« David contre Goliath »*, comme a ironisé vendredi Me Thiriez, l'avocat de Coca-Cola.

TOUJOURS PARTANT

Le groupe d'Atlanta rappelle aussi le rôle éminent qu'il joue dans les économies locales. *« Nous faisons vivre 14 000 à 16 000 foyers en France »*, soulignait M. Ivester. Pour prouver sa bonne foi, la compagnie avait accepté de conclure un accord avec l'intersyndicale d'Orangina, garantissant le maintien de l'emploi pour au moins deux ans dans les usines françaises. En revanche, en refusant de se plier aux exigences de Bercy concernant le marché de la consommation « hors domicile », Coca entendait préserver ce qui est au cœur de sa croissance et de sa rentabilité : son omniprésence dans tous les nouveaux lieux de consommation des jeunes, que sont les stades, les salles de concert, les cinémas... et qui débordent largement la notion classique de « hors domicile », limitée aux cafés, hôtels et restaurants.

Coca-Cola a d'ores et déjà fait savoir qu'il souhaitait toujours racheter Orangina. Il n'est paradoxalement pas sûr que le résultat final soit plus avantageux pour la concurrence. Le gouvernement a pris Coca-Cola au pied de la lettre en le mettant en demeure de réaliser ses ambitions de faire d'Orangina *« une grande marque mondiale »*, sans pour autant mettre la main sur les installations françaises de la marque. S'il donne toujours la priorité à Coca-Cola comme repreneur, Pernod-Ricard devra prendre garde à découper judicieusement le périmètre d'Orangina, afin de ne pas trop isoler la France. Rien, en effet, n'empêcherait Coca-Cola, propriétaire de la marque hors de l'Hexagone, d'y importer massivement « son » Orangina, fabriqué en Allemagne ou en Espagne. Déjà, certains distributeurs français, comme Leclerc, ne se privent pas d'aller acheter les petites bouteilles jaunes là où elles sont les moins chères en Europe. Coca-Cola aurait ainsi au final récupéré la marque Orangina sans ses inconvénients sociaux et à vil prix !

Car Pernod-Ricard peut d'ores et déjà faire une croix sur le fabuleux chèque de 5 milliards de francs promis initialement par Coca-Cola. Une entrée d'argent qui aurait été précieuse pour permettre au groupe français de recoller au peloton des grandes marques mondiales d'alcool, dont il s'est laissé distancer ces dernières années.

Pascal Galinier

La tarification des services bancaires va changer dans les prochains mois

L'ARRIVÉE de l'euro signifie-t-elle la fin des chèques gratuits et la rémunération des comptes ? Bien que Benoît Jolivet, président du comité des usagers du Conseil national du crédit et du titre, regrette ce corollaire, et affirme que ce sont des sujets *« qui ne sont pas connectés et qui ne devraient pas l'être »*, la mise en place de la monnaie unique aura sans doute contribué à remettre autour d'une table les banquiers et les associations de consommateurs. Depuis bientôt six mois, ils ont engagé des discussions pour redessiner le paysage des relations commerciales entre les banques et leurs clients, un nouveau « partenariat », avec en ligne de mire la fin de l'exclusion bancaire, sous la houlette de Benoît Jolivet.

« Les travaux du groupe de travail, qui réunit une soixantaine de membres, ont débuté avec l'idée de tout passer en revue. Il ne doit rester aucun non dit. Nous souhaitons mettre au point une tarification tenable à moyen terme, modernisée, qui prenne en compte les évolutions techniques, et celles de la zone euro. Pour reprendre l'expression des associations de consommateurs, il faut qu'elle soit euro-compatible. Et il faut aussi qu'elle soit culturellement et socialement acceptée : c'est ce qui est le plus difficile car les Français sont viscéralement attachés à la gratuité du chèque, principe qui est remis en cause, tout le monde en convient », explique M. Jolivet.

L'exception française, qui n'autorise ni la rémunération des dépôts ni la facturation des chèques, n'était pas tenable à terme. Pour le moment, aucune banque étrangère n'a osé, comme elle en a théoriquement la possibilité, se lancer à la conquête du marché français en ouvrant des comptes bancaires rémunérés mais les pressions en provenance d'autres pays européens se font de plus en plus fortes et la concurrence est de plus en plus vive.

CHÈQUES À UN PRIX SYMBOLIQUE

« C'est toute la tarification qui est remise en chantier. Le débat sur les chèques a échoué il y a dix ans mais les banques ont depuis compensé l'interdiction de faire payer les chèques en facturant beaucoup d'autres services. La France est plutôt dans le peloton de tête pour ceux des services bancaires qui sont tarifés. Surtout, elle pratique les tarifications "punitives" : le découvert autorisé n'existe que dans notre pays. Autre différence, les banques pratiquent surtout aujourd'hui une tarification à l'acte, tandis que dans les autres pays, elles segmentent de plus en plus la clientèle et proposent des packages, en fonction des types de clientèles visés », analyse le président du comité des usagers.

M. Jolivet pense que l'on s'achemine vers une tarification à la carte, les banques s'orientant *« vers une segmentation de plus en plus fine des clients, en fonction du patrimoine, des besoins, des mouvements sur les comptes... L'utilisation du chèque sera incluse dans ces packages. D'une manière générale, les banques demandent une totale libéralisation, c'est-à-dire la totale liberté des tarifs. Elles ne veulent plus de gratuité imposé sur les services rendus »*. Au stade actuel, il semble que l'on s'orienterait vers un prix symbolique pour le chèque, de l'ordre de 1,50 franc, le coût de traitement du chèque par les banques étant estimé entre 4 et 5 francs. La rémunération des comptes pouvant être fixée à 0,5 %, à l'instar de ce qui se fait dans les autres pays européens, selon des informations d'un membre du groupe de travail.

Toutefois, pour que les consommateurs acceptent la demande des banques, ces dernières devront faire des concessions. *« Les pouvoirs publics sont d'accord pour libéraliser, à deux conditions : primo, les négociations doivent avoir lieu entre les banques et les consommateurs pour chercher un partenariat équilibré et mutuellement profitable, discussions au cours desquelles l'Etat n'est pas partie prenante ; secundo, la libéralisation se fera à condition de régler la question de l'exclusion bancaire en mettant en place un service bancaire de base. Les pouvoirs publics veulent éviter la spécialisation d'établissements pour les exclus du type La Poste ou les Caisses d'épargne. »*

Un service bancaire de base a été institué en 1992 grâce aux efforts de Maurice Gousseau, le prédécesseur de M. Jolivet, mais il est souvent appliqué avec une certaine mauvaise volonté par les établissements bancaires. *« Les associations de consommateurs reprochent qu'il soit souvent ignoré et mal appliqué. La loi sur l'exclusion fait entrer dans le domaine législatif un service bancaire de base. Il reste à le définir »*, note M. Jolivet. Les débats qui devraient conduire à sa définition risquent d'être animés, les consommateurs souhaitant que ce service de base soit gratuit, le plus complet possible, et demandent un réel droit au compte.

UN SERVICE DE BASE

« Nous nous dirigeons probablement vers un système à trois étages : un service bancaire de base délimité par décret, un service universel, plus ou moins contractualisé, destiné aux ménages modestes, comprenant notamment des chèques gratuits, et un troisième étage libre. Les associations de consommateurs veulent que ce dispositif s'applique à tous, pas seulement aux exclus », souligne M. Jolivet. Parallèlement, une réflexion va être menée sur l'interdiction de chéquiers, qui concerne 2,4 millions de personnes, afin de mieux les identifier.

« En tout cas, chacun a intérêt à voir les discussions aboutir. Les banques et les consommateurs, qui ont compris qu'ils risqueraient de se retrouver devant une jungle tarifaire. Pour l'heure, les banques n'ont mis sur la table aucune proposition. Elles le feront sans doute avant l'été, un accord pouvant être bouclé à la fin de l'année », indique M. Jolivet.

Joël Morio et Pascale Santi

Bercy prône la transparence pour les frais liés à l'euro

LA POLÉMIQUE sur les frais bancaires liés à l'euro semble quelque peu s'atténuer. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, a tenu jeudi 8 avril, à l'issue de la dixième réunion du Comité national de l'euro – qui réunit autour des pouvoirs publics, des représentants des usagers, des banquiers, des patrons et des syndicats –, à rassurer sur *« le soi-disant désenchantement »* de l'usage de l'euro après l'*« europhorie »* du début de l'année.

Les Français ont confiance dans l'euro et les interrogations qui se font jour sont *« plus individuelles, plus citoyennes »*, a rappelé le ministre. Plusieurs points avaient, quelques semaines après le lancement de l'euro, soulevé une polémique et la colère des consommateurs et des autorités européennes.

Premièrement, concernant les chèques « mutés » (chèques en francs libellés en euros ou l'inverse), il a été convenu de *« décourager »* cette pratique, qui pourrait coûter cher aux banques. On ne compte actuellement qu'une dizaine de chèques « mutés » par jour. Les établissements bancaires ont certes accepté de ne pas faire payer systématiquement une indemnité (entre 80 et 100 francs) aux contrevenants, et d'admettre les erreurs de bonne foi.

Mais il n'y a aucune interdiction, regrette une association de consommateurs. *« Les commerçants n'hésiteront pas à refuser les chèques en euros si on leur fait payer les erreurs »*, s'insurgeait-on à la sortie de la réunion du Comité national de l'euro.

Deuxième point de litige, les frais jugés trop élevés sur certains paiements transfrontaliers en euros par chèque ou par carte. Il apparaît que les prix ont déjà sensiblement baissé, affirme-t-on à Bercy. M. Strauss-Kahn a toutefois demandé aux banques d'être plus transparentes et de préciser les baisses de tarifs sur les opérations transfrontalières et l'échange des billets intervenues depuis l'arrivée de l'euro et la disparition des risques de change. Les associations de consommateurs demandent que les éléments de tarification soient harmonisés afin de pouvoir comparer les établissements. Il y a en outre eu consensus pour considérer que le paiement par chèque *« n'est pas le moyen le mieux adapté »*. Le ministre a chargé Benoît Jolivet, président du comité des usagers, de faire le point sur cette question d'ici au 21 juin.

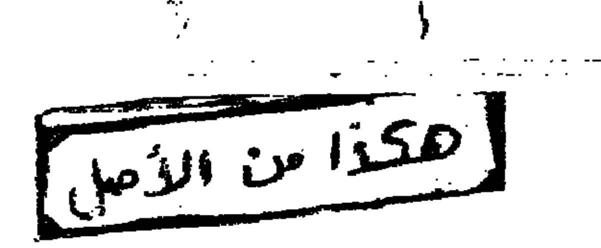
CRISPATIONS

Enfin, le point qui suscite le plus de crispations concerne le remplacement des pièces et des billets. La Banque de France n'a pas assoupli sa position de vouloir facturer l'échange de francs contre des monnaies européennes en appliquant une commission de 3,5 %. Or, dans la plaquette d'information diffusée par les pouvoirs publics en début d'année, à trente-trois millions d'exemplaires..., il était précisé que ces opérations étaient gratuites. M. Strauss-Kahn a donné trois à quatre semaines aux protagonistes pour trouver une solution.

« Nous allons mobiliser l'opinion contre les banques centrales », prévient Pierre Marleix, secrétaire général de l'Association FO consommateurs (AFOC). Il critique notamment leur refus d'autoriser la surimpression de la valeur en francs sur les billets en euros et surtout, la facturation de l'échange de monnaies. Il semble en outre qu'il y ait consensus pour mettre en circulation des pièces de monnaies dès décembre 2001. Le franc sera pour sa part définitivement mis hors circuit au plus tard au cours de la seconde quinzaine de février 2002.

M. Strauss-Kahn a rappelé que la période 1999-2002 doit être mise à profit pour permettre aux Français de *« penser en euros »*, plus que de *« payer en euros »*.

P. Sa.



PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 11 - LUNDI 12 AVRIL 1999

Le marché de l'art poursuit le rebond engagé en 1998

Les enchères flambent à Drouot. Déjà sensible en 1998, la relance du marché de l'art s'est confirmée au cours du premier trimestre. La demande est forte, mais les objets de qualité deviennent rares. Résultat : les prix grimpent allègrement

MAINTES FOIS annoncée, toujours à l'étude, la réforme du statut des commissaires-priseurs ne verra probablement pas le jour avant l'an 2000. Cependant, malgré les multiples incertitudes qui pèsent encore sur l'avenir du marché français, la reprise observée en 1998 se confirme depuis le début de cette année. A Drouot, les acheteurs se bousculent. Malheureusement, la marchandise de qualité se fait rare. De fait, ce premier trimestre s'est révélé pauvre en collections de prestige. Du coup, les prix flambent, dès lors qu'apparaissent, trop rarement aux dires des professionnels, des pièces sortant de l'ordinaire. Comme ce tableau de Jean-Baptiste Oudry, *La Maison du jardinier*. Estimée aux alentours de 600 000 francs (91 000 euros), cette œuvre datée de 1739 s'est envolée à 6,8 millions de francs (1,04 million d'euros) le 17 mars. Un record mondial pour cet artiste. Le précédent était détenu par une *Biche aux aguets*, adjugée en 1990 par Sotheby's pour 3,9 millions de francs (950 000 euros).

Particulièrement à l'honneur au cours de ce premier trimestre, l'art déco, secteur-phare du marché parisien, a suscité des enchères étonnamment élevées. A noter le retour en force de Ruhlmann, grand ébéniste dont les créations, toujours somptueuses, s'inscrivent dans la lignée du XVIII[e] français.

Secteur phare à Paris, l'art déco a suscité des enchères étonnamment élevées

Ces dernières années, Ruhlmann, jugé trop bourgeois, semblait en perte de vitesse, tandis que la cote de Jean-Michel Frank, dit le *« décorateur du vide »*, montait en flèche. Mais un retournement de tendance semble s'être concrétisé ce 10 février, avec l'adjudication record – 2 770 000 francs (422 000 euros) – prononcée sur un grand bureau plat, au plateau gainé de galuchat blanc, agencé en mosaïque sertie de minces filets d'ivoire. Ce modèle, connu sous l'appellation de « bureau Bloch » – du nom de son commanditaire –, avait été présenté à l'exposition coloniale de 1931.

Parmi les autres meubles de Ruhlmann dispersés au cours de cette vente, une paire de petites tables en ébène de macassar poli, adjugées à 800 000 francs (122 000 euros). « *Elles étaient parties exactement au même prix en 1989, au plus haut du marché !* », souligne l'expert Jean-Marcel Camard.

Loin de se limiter à Ruhlmann, cette spectaculaire remontée des prix concerne tout autant les autres valeurs sûres de l'époque art déco. Comme en témoigne l'enchère rondelette portée sur un luminaire créé par Alberto et Diego Giacometti. Cette lampe en plâtre, dotée d'une large couronne en osier rappelant une nasse de pêcheur, avait appartenu en son temps à Paul Eluard. Le 19 mars, elle trouvait preneur pour 621 000 francs (94 670 euros). En décembre 1994, deux pièces similaires s'étaient vendues 220 000 francs (33 500 euros) seulement dans une galerie parisienne.

Pour Marc Du Plantier, grand décorateur à l'inspiration néo-classique, empreinte de sobriété, la progression se révèle plus fulgurante encore : le 12 mars, un lampadaire en marbre blanc veiné de gris s'enlevait pour 443 000 francs (67 700 euros) à Drouot. Durant la dernière Biennale des antiquaires, à l'automne 1998, un modèle semblable s'était négocié à 220 000 francs (33 500 euros) sur le stand d'Yves Gastou...

Devant cette envolée des prix, les collectionneurs moins fortunés parient désormais sur l'avenir du mobilier 40 et 50. En effet, de grandes signatures des « fifties », comme Arbus ou Royère, restent encore accessibles à partir de 60 000 francs (9 150 euros). Pour combien de temps ?

Autre domaine en vedette au cours de ce premier trimestre, la bibliophilie. En 1998, Baudelaire et Rimbaud avaient fait flamber les enchères. 1999 s'annonce déjà comme un grand cru, avec la surprenante apparition, à quelques jours d'intervalle, de deux manuscrits autographes du *Journal du voleur*, célèbre texte de Jean Genet. Très fragmentaire, l'une de ces versions, composée d'une accumulation de notes et de sentences éparses, rédigée d'une écriture dense, précipitée, ponctuée de ratures et de corrections diverses, datait de 1944-1945. Mise aux enchères le 3 mars, elle obtenait 953 000 francs (145 300 euros).

Deux jours plus tard, une autre mouture, plus complète, de ce *Journal du Voleur*, toujours sur cahier d'écolier, sortait à son tour à Drouot. « *Si je me place, fût-ce mentalement, dans la position confortable de celui qui ne volera plus, non seulement un lourd ennui m'accable, mais une espèce d'inutilité de moi-même à mon propre égard. (...) Ecrire de très beaux livres ne suffirait pas. Je ne peux écrire que des livres sur le vol. Mais je dois les avoir vécus. Pour ma légende d'abord* », consignait notamment Genet dans cette variante, rédigée en 1945-1946 et longtemps conservée par Marc Barbezat, son éditeur. Le 5 mars dernier, cette pièce maîtresse de la collection Barbezat était disputée jusqu'à 1 663 000 francs (253 500 euros) – soit le triple de son estimation initiale – par un enchérisseur au téléphone. Au cours de cette même vente, deux autres manuscrits de Jean Genet, *Miracle de la rose* et *Mystère des enfants des anges*, étaient acquis à 890 000 francs par un libraire parisien.

Mais, au-delà de ces enchères portées sur des documents exceptionnels, bien d'autres pièces s'avèrent tout à fait abordables pour qui veut, sans trop se ruiner, réunir quelques autographes dignes d'intérêt. A choisir avant tout en fonction de ses coups de cœur. Ainsi, lors de la dispersion de la collection Barbezat, pouvait-on emporter pour 9 500 francs (1 450 euros) trois lettres de Boris Vian, d'une orthographe résolument fantaisiste.

Familier, Vian s'adresse à son éditeur, qui publiait alors une revue intitulée *L'Arbalète*, en l'appelant *« Barbemarcalète »* ou, tout simplement, *« Barbemarc »*. Plus mystérieuses, sept pages couvertes de dessins, d'idéogrammes et de commentaires de la main d'Henri Michaux, étaient adjugées 30 000 francs (4 570 euros). Des feuilles rares, à rapprocher du projet d'écriture idéographique, énoncé dans *Plume* en 1938. *« Déjà rêvé perle rouge, valeur de mort »*, avait noté Michaud en regard du dessin d'une petite perle.

Noëlle Joly

L'immobilier suit l'évolution des revenus sur le long terme

DEPUIS quelques mois, l'immobilier parisien est saisi par une frénésie d'achats de logements, provoquée notamment par la baisse des taux des crédits tombés à des niveaux historiquement bas. Cette boulimie commence à avoir des effets sur les prix au mètre carré dans quelques quartiers de la capitale.

Certains observateurs s'inquiètent des exagérations constatées, les vendeurs profitant de la hausse de la demande pour gonfler leurs prétentions. Déjà, en 1998, les prix se sont envolés dans le quartier de Saint-Germain l'Auxerrois ou de Notre-Dame, progressant respectivement de 23 % et 19,4 %. Et cette flambée gagne la petite couronne, le prix des grands appartements à Levallois-Perret, par exemple, ayant augmenté de plus de 15 % en 1998.

L'immobilier à Paris est coutumier de ce genre de fièvre. Exploitant les données des chambres des notaires de toute la France, Jacques Friggit, membre du Conseil général des ponts et chaussées, a dessiné l'évolution du prix des logements depuis 1955. Si, jusqu'au début des années 80, les prix de l'immobilier ont connu des évolutions semblables en province et à Paris, l'écart s'est sérieusement creusé entre les deux marchés pendant une décennie, pour se réduire récemment.

SCHISME PARIS-PROVINCE

Entre 1955 et 1965, le prix des logements a augmenté beaucoup plus vite que le produit intérieur brut, pour cause de pénurie d'après guerre et de croissance démographique intense. L'arrivée des rapatriés d'Algérie, en 1962, aiguise la crise du logement. Ce n'est qu'à partir de 1965, voire 1967, que les prix se stabilisent, suite à un effort soutenu dans la construction de logements. De 1965 à 1985, le marché immobilier connaît vingt années de stabilité. Le prix des logements épouse assez fidèlement l'évolution des revenus des ménages, avec une croissance certes plus rapide que l'inflation mais plus faible que celle du produit intérieur brut.

A partir de 1985, le schisme entre Paris et la province s'affirme. En Ile-de-France et plus encore à Paris, les prix, en francs constants, s'emballent jusqu'en 1990 : ils doublent en cinq ans dans la capitale et enregistrent des hausses de 57 % à 73 % dans la petite couronne. Les cinq années suivantes, il dégringolent d'autant. Hormis dans quelques zones touristiques, on ne retrouve pas cette courbe en chapeau de gendarme en province, où l'évolution est régulière.

Depuis 1995, les prix ont lentement retrouvé leur cours d'antan. Résultat : en fournissant le même effort, c'est-à-dire la même part de son revenu consacrée au logement, un ménage d'aujourd'hui peut acheter le même logement qu'en 1965, mais la qualité de la construction s'est nettement améliorée, la superficie par personne a augmenté tandis que la taille moyenne des familles est en baisse.

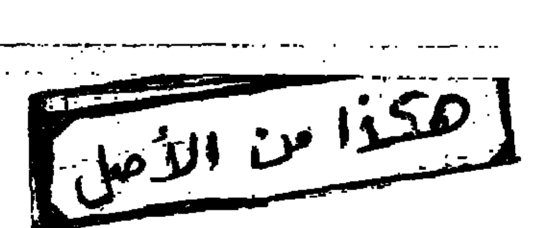
FLAMBÉE DES PRIX

Pour M. Friggit, le prix des logements, de 1964 à 1997, a évolué dans un tunnel, autour du revenu disponible par ménage, sans s'en éloigner de plus de 10 %. Deux pics de taux d'effort sont apparus, en 1981, en raison des taux d'intérêt élevés des crédits immobiliers, et en 1991, à Paris et en Ile-de-France, à cause de la flambée des prix.

L'évolution du prix de l'immobilier en France paraît donc peu corrélée à l'inflation, encore moins au cours des actions ou des obligations. L'indice du coût de la construction, utilisé notamment dans l'indexation des loyers, ou le cours des actions de sociétés foncières, qui visent l'immobilier d'entreprise, ne reflètent pas les fluctuations du prix des habitations. Le placement immobilier est donc bien un outil de diversification de patrimoine mais non dénué de risques : « *Les épargnants ne sont pas à l'abri d'une variation de 8 % à 15 %, en rythme annualisé, des prix de l'immobilier, sur une période de cinq ans*, commente M. Friggit. *Cette volatilité est inférieure à celle des actions (21 %) et des obligations (17 %) mais supérieure à celle du coût du crédit et des placements monétaires.* »

Les personnes désirant acquérir un logement mais qui doivent épargner quelques années avant de pouvoir l'acheter prennent donc un risque significatif. L'argent qu'elles ont mis de côté peut, en cas de hausse violente des prix dans l'immobilier, perdre une partie de son pouvoir d'achat. Pour se prémunir contre une flambée des prix lors de la phase d'épargne, M. Friggit avance une idée originale : « *Pour se protéger, pourquoi ne pas créer un outil d'épargne indexée sur les prix de l'immobilier d'habitation, décliné par secteurs géographiques, Paris, Ile-de-France et province ?* », propose-t-il. Reste à trouver l'indice le plus représentatif et le plus fiable et le produit d'épargne adapté. L'indice des notaires de Paris, couvrant également la petite couronne, constitue un modèle pouvant être étendu aux autres régions. Autre question, les banquiers accepteront-ils d'émettre un tel produit d'épargne ?

Isabelle Rey



REVUE DES ACTIONS

ÉNERGIE

09-04-99	en euros	Diff.
Coflexip	63,90	−1,69
Elf Aquitaine	124,10	−1,35
Esso	73	−1,94
Geophysique	34,30	−0,57
Total	111	−2,71

PRODUITS DE BASE

09-04-99	en euros	Diff.
Air Liquide	137,90	−0,07
CFF.(Ferrailles)	31,75	+0,79
Eramet	34,30	+2,38
Gascogne	76	−1,55
Metaleurop	4,38	−2,88
Pechiney Act Ord A	34,50	+2,98
Rhodia	14,50	+4,37
Rochette (La)	2,43	+1,67
Usinor	13,68	+12,13
Vallourec	28,76	+3,11
Grande Paroisse	20	+0,50
Oxyg.Ext-Orient	403	+0,75

CONSTRUCTION

09-04-99	en euros	Diff.
Bouygues	237	−7,78
Bouygues Offs.	27,75	+2,02
Ciments Francais	50	[illegible]
Colas	169,30	−5,52
Eiffage	59,75	−2,52
Groupe GTM	88,65	−3,64
Imetal	111,90	+4,57
Lafarge	90	+2,78
Lapeyre	62,05	+3,58
Saint-Gobain	150,50	+2,38
SGE	44,10	+1,14
Vicat	90	+3,56

BIENS D'ÉQUIPEMENT

09-04-99	en euros	Diff.
Alcatel	115,70	+8,63
Alstom	27,50	—
Bull#	5,63	+3,30
Carbone Lorraine	45,42	−0,39
CS Signaux(CSEE)	57	−1,72
Dassault-Aviation	138	−9,15
De Dietrich	44,20	−1,62
Fives-Lille	64	−2,29
France Telecom	81,30	+8,54
Intertechnique	280	−0,53
Legrand	204,60	+5,19
Legris indust.	38,87	−9,60
Sagem SA	508	−0,29
Schneider SA	54	+5,36
SFIM	37	−0,21
Sidel	73,05	+0,75
Thomson-CSF	27,80	−1,76
Zodiac ex.dt divid	187	+9,80
Algeco #	58	−10,07
CNIM CA#	39	+4
Cofidur #	11	+4,56
Entrelec CB #	34,65	−0,85
GFI Industries #	30,50	−1,61
Latecoere #	84,90	+0,11
Lectra Syst.(B) #	7,25	+2,11
Manitou #	126	−3,83
Mecatherm #	27	−2,59
Radiall #	64	−9,85

AUTOMOBILE

09-04-99	en euros	Diff.
Ecia	95,75	+1,80
Labinal	194	+0,15
Michelin	44,49	+7,07
Montupet SA	32,75	+5,81
Peugeot	147,80	+10,96
Plastic Omn.(Ly)	75	+11,27
Renault	33,70	+3,27
Sommer-Allibert	24,95	−7,24
Valeo	76,50	+5,51
Sylea	45,50	−3,19

Paris atteint un nouveau sommet

VENDREDI 9 avril en début de matinée, l'indice CAC 40 a battu son record historique en séance en atteignant 4 416 points, détrônant le précédent établi le 20 juillet 1998 (4 404,94 points). C'est la baisse d'un demi-point à 2,5 % des taux directeurs de la Banque centrale européenne (BCE), décidée jeudi 8 avril, qui a justifié ce nouveau sommet. Si les spécialistes attendaient un tel geste, ils ont été surpris par son ampleur. Win Duisenberg, le président de la BCE, a expliqué ce premier assouplissement depuis la naissance de l'euro par la nécessité de *« mieux exploiter le potentiel de croissance de l'économie de la zone euro »*.

VALEURS

Toutefois, l'euphorie a été de courte durée. Les financiers ont été rattrapés dans la journée du vendredi par les politiques et les militaires. Le conflit du Kosovo s'est étendu à l'Albanie. Et il a menacé de dégénérer en guerre mondiale selon le président russe Boris Eltsine. Conséquence, l'indice a terminé la séance sur un gain limité de 0,75 %. Sur l'ensemble de la semaine, le marché parisien a tout de même progressé de 3,15 %, à 4 363,14 points.

La bataille, débutée il y a un mois entre la BNP d'une part, et la Société générale et Paribas de l'autre, s'est enrichie d'un nouvel épisode. Mardi 6 avril, les conseils de la Société générale et de Paribas ont formellement rejeté les offres de la BNP. Les investisseurs ont, le surlendemain, montré quelques signes d'exaspération. Jeudi 8 avril, l'action BNP a reculé de 5,09 %, celle de la Société générale a abandonné 5,27 % et celle de Paribas a limité la baisse à 2,87 %. Cette dernière bénéficie toujours du fait qu'elle peut faire l'objet de surenchères de la part des deux sœurs ennemies.

COURSE AUX ACQUISITIONS

Les autres querelles en cours n'ont pas trouvé de solution cette semaine. Jeudi 8 avril, le conseil de surveillance du groupe de luxe italien Gucci a rejeté les différentes offres d'OPA de Bernard Arnault, car elles étaient assorties de la condition d'une augmentation de capital réservée à LVMH. En attendant, Pinault-Printemps-Redoute, qui contrôle 42 % du capital de Gucci, s'est gardé de tout triomphalisme.

Les cibles n'ont décidément pas envie de se rendre sans combattre. Jeudi 8 avril, le conseil d'administration de Strafor-Facom s'est prononcé contre le projet d'offre de Fimalac, estimant qu'il n'y a pas de synergie entre les deux groupes et que l'offre de 80 euros par action Strafor-Facom est très insuffisante. L'action a terminé la semaine à 81,5 euros, laissant la porte ouverte à une éventuelle surenchère.

Cette accumulation d'opérations financières en France reflète la tendance générale en Europe. Selon l'organisme d'étude Securities Data, au premier trimestre 1999, le montant des fusions et acquisitions dans le monde a progressé de 75 %, pour atteindre 855 milliards de dollars (791 millions d'euros), dont 41 % ont été réalisés en Europe. Le marché européen des fusions-aquisitions est très dynamique et pourrait rattraper celui de Etats-Unis.

Tous les groupes français se lancent dans la course aux acquisitions. Ainsi Cap Gemini a mis 180 millions d'euros sur la table pour acquérir le groupe américain Beechwood, une société spécialisée dans les logiciels d'administration de réseaux de télécommunication. L'action a progressé de 6,3 % en une semaine. De son côté, L'Oréal, qui a séduit les investisseurs par la croissance de 9,5 % de son chiffre d'affaires au premier trimestre, n'a pas exclu quelques opérations de croissance externe. En une semaine, le titre s'est adjugé un gain de 9,75 %.

Les valeurs technologiques se sont également distinguées et, parmi elles, le fabricant de semi-conducteurs STMicroelectronics, qui a gagné 16,9 % sur la semaine.

Enguérand Renault

AUTRES BIENS DE CONSOMMATION

09-04-99	en euros	Diff.
BIC	46,90	−3,79
Chargeurs	50	+1,39
Christian Dalloz	38,80	−1,77
Clarins	79,40	−0,62
Deveaux(Ly)#	75	−0,39
DMC (Dollfus Mi)	6,02	−0,66
Essilor Intl	311,10	+0,67
Hachette Fili.Med.	215	−0,50
L'Oreal	664	+13,31
Moulinex	10,59	+4,74
Rhone Poulenc A	43,10	+2,86
Sanofi	156,30	+0,19
S.E.B.	64,30	−5,44
Skis Rossignol	11,38	−3,14
Strafor Facom	81,50	+22,08
Synthelabo	198,20	−1,63
L.B.D. Dupont #	95	+1,06
Arkopharma #	59,75	−7,36
Beneteau CA#	152,30	+0,89
Boiron (Ly)#	58,40	+0,68
CDA-Cie des Alpes	29,50	+2,43
Europ.Extinc.(Ly)	40,70	−10,25
EXEL Industries	47	−3,58
Gautier France	47	+1,07
Guerbet S.A	18	+0,84
Guy Degrenne #	36	+1,40
Hermes intl	72,45	−2,09
Info Realite #	37,50	+2,96
Phyto-Lierac #	23,10	−0,85
Pochet	70	+1,22
Reynolds	34,14	−1,86
Robertet #	116	+1,75
Smoby (Ly) #	56,90	+6,15
S.T. Dupont #	7,98	−0,25
Virbac	47	−3,84
Walter #	88	−4,60

INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

09-04-99	en euros	Diff.
Bongrain	348,10	+0,20
Danone	229,50	−1,54
Eridania Beghin	134,30	+2,21
Fromageries Bel	651	−0,83
LVMH Moet Hen.	236,10	+2,87
Pernod-Ricard	58,50	−0,56
Remy Cointreau	16	[illegible]
Royal Canin	51	−0,58
SEITA	61,15	−2,85
Taittinger	585	+0,86
Brioche Pasq.(Ns)#	97,80	[illegible]
L.D.C.	97,50	−3,46
louis Dreyfus Cit#	18,50	[illegible]

DISTRIBUTION

09-04-99	en euros	Diff.
Bazar Hot. Ville	99,60	+4,68
Carrefour	727	[illegible]
Casino Guichard	88,95	[illegible]
Castorama Dub.(Li)	204,80	[illegible]
Damart	65,60	[illegible]
Galeries Lafayette	1150	+19,79
GrandVision	25,89	[illegible]
Groupe Andre S.A.	127	[illegible]
Guilbert	132	[illegible]
Guyenne Gascogne	400	−1,67
Pinault-Print.Red.	160,60	[illegible]
Primagaz	69,45	[illegible]
Promodes	634	[illegible]
Rexel	72,70	[illegible]
Comptoirs Mod.	—	[illegible]
Monoprix	85	[illegible]
Bricorama #	39,40	[illegible]
But S.A.	41,05	[illegible]
Etam Developpement	34,50	[illegible]
Hyparlo #(Ly)	106	[illegible]
IMS(Int.MetalSer)#	10	[illegible]
Manutan	45	[illegible]
Rallye(Cathlard)Ly	59	[illegible]
Rubis #	23,97	[illegible]

AUTRES SERVICES

09-04-99	en euros	Diff.
Accor	220	[illegible]
Altran Techno. #	225	[illegible]
Atos CA	87,85	[illegible]
BIS	85	[illegible]
Canal +	285	[illegible]
Cap Gemini	162,20	[illegible]
Cegid (Ly)	146	[illegible]
Club Mediterranee	86,50	[illegible]
Dassault Systemes	38,40	[illegible]
Euro Disney	1,21	[illegible]
Europe 1	225	[illegible]
Eurotunnel	1,44	[illegible]
Gaumont #	60	[illegible]
Groupe Partouche #	64	[illegible]
Havas Advertising	182,50	[illegible]
Infogrames Enter.	69,10	[illegible]
Ingenico	20,96	[illegible]
Norbert Dentres.#	25,51	[illegible]
NRJ #	174	[illegible]
Pathe	233,10	[illegible]
Publicis #	153	[illegible]
Rochefortaise Com.	99	[illegible]
S.L.T.A	200	[illegible]
Sodexho Alliance	145,20	[illegible]
Sogeparc (Fin)	71,50	[illegible]
Spir Communic. #	55,10	[illegible]
Suez Lyon.des Eaux	172,60	[illegible]
Technip	97,90	[illegible]
Vivendi	239,20	[illegible]
Louvre #	74,70	[illegible]
Assystem #	17,99	[illegible]
CEGEDIM #	36,67	[illegible]
Dauphin OTA	74,90	[illegible]
Fininfo	159	[illegible]
Fraikin 2#	47,55	[illegible]
GEODIS #	68,20	[illegible]
Groupe J.C.Darmon	57	[illegible]
Leon Bruxelles	38	[illegible]
LVL Medical Gpe	14,50	+0,76
M6-Metropole TV	152	+1,33
Penauille Poly.CB#	240	−4,38
Seche Environnem.#	26,51	+1,26
Sopra #	54,90	−4,85
TF1	182,20	+4,77
UBI Soft Entertain	112,30	+3,78
Unilog	474,50	+1,93

IMMOBILIER

09-04-99	en euros	Diff.
Bail Investis.	125	+1,95
Finextel	19,24	+4,73
Gecina	102	−2,01
Klepierre	87	+1,87
Rue Imperiale (Ly)	1010	+4,55
Sefimeg CA	62,50	+3,38
Silic CA	159	+2,78
Simco	80,25	−0,92
Soc.Fonc.Lyon.#	122,60	−0,32
Unibail	121	+4,31
Fonciere Euris	91,85	+16,19
Im.Marseillaise	1670	[illegible]
Immob.Batibail Ny#	52,50	+2,14
Immob.Hotel. #	1,46	−12,57

SERVICES FINANCIERS

09-04-99	en euros	Diff.
AGF	51	[illegible]
Axa	129,30	[illegible]
B.N.P.	75,55	[illegible]
C.C.F.	86	+0,64
CPR	41,20	+4,56
Credit Lyonnais CI	38,35	[illegible]
Dexia France	128,50	[illegible]
Interbail	22,06	+0,04
Locindus	121	[illegible]
Natexis	51	[illegible]
Paribas	97,35	[illegible]
SCOR	49,80	[illegible]
Selectibanque	10,67	[illegible]
Societe Generale	167,30	[illegible]
Sophia	35,10	[illegible]
Union Assur.Fdal	110	[illegible]
Via Banque	28,35	[illegible]
Worms (ex.Someal)	12,88	[illegible]
Immobanque	114,20	[illegible]
April S.A.#(LY)	72	[illegible]
Assur.Bq.Populaire	97	[illegible]
C.A. Paris IDF	154	[illegible]
Factorem	145	[illegible]
Union Fin.France	106,10	[illegible]

SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT

09-04-99	en euros	Diff.
Bollore	166,10	[illegible]
Cerus	6,80	[illegible]
CGIP	48,30	[illegible]
Christian Dior	114,80	[illegible]
Dynaction	25,70	[illegible]
Eurafrance	435	[illegible]
Fimalac SA	100,80	[illegible]
Gaz et Eaux	41,50	[illegible]
ISIS	60,50	[illegible]
Lagardere	30,30	[illegible]
Lebon (Cie)	42	[illegible]
Marine Wendel	162,10	+2,20
Nord-Est	26,68	[illegible]
Salvepar (Ny)	73,80	[illegible]
Albatros Invest	38,79	[illegible]
Burelle (Ly)	36	[illegible]
Carbonique	—	[illegible]
Contin.Entrepr.	33,50	[illegible]
F.F.P. (Ny)	58	[illegible]
Finaxa	98,90	[illegible]
Francarep	45	[illegible]
Cie Fin.St-Honore	64,40	[illegible]
Finatis(ex.Localn)	73,85	[illegible]
Siparex (Ly) #	23,90	[illegible]

LES PERFORMANCES DES SICAV DIVERSIFIÉES

FININFO http://www.fininfo.fr

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 31 mars

DIVERSIFIÉES FRANCE

Performance moyenne sur 1 an : 5,67 %, sur 5 ans : 52,36 %

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Perf. % 1 an	Rang	Perf. % 5 ans	Val. liq. en euros
Kaleis Dynamisme (D)	LA POSTE	1	10,54	—	—	211,69
Kaleis Dynamisme (C)	LA POSTE	2	10,54	—	—	214,70
CM Option Equilibre (D)	CDT MUTU	3	10,33	14	40,71	43,62
CM Option Equilibre (C)	CDT MUTU	4	10,18	15	40,07	49,22
Valeurs de France	BRED	5	10,01	3	79,40	111,35
Avenir Alizés (D)	CDT MUTU	6	9,58	13	43,15	385,49
Avenir Alizés (C)	CDT MUTU	7	9,53	12	43,17	436,63
Federal France Europe	FEDFIN	8	9,24	—	—	27,78
Federal Croissance (C)	CDT BRET	9	9,22	6	69,64	40,51
Federal Croissance (D)	CDT BRET	10	9,22	7	69,63	35,78
Pervalor	SG	11	8,89	4	73,34	30,58
Paribas France Fondations (D)	PARIBAS	12	8,65	—	—	1831,94
Trésor Avenir	CDC TRES	13	8,18	9	48,97	20,60
Kaleis Equilibre (D)	LA POSTE	14	8,13	—	—	188,34
Kaleis Equilibre (C)	LA POSTE	15	8,12	—	—	191,31
Select Taux	SG	22	5,40	—	—	167,15
Acti 2 (C)	BBL FRAN	23	4,52	16	29,93	2766,14
Acti 2 (D)	BBL FRAN	24	4,52	17	29,92	2212,55
Intersélection France	SG	25	4,32	1	85,31	70,65
Objectif Patrimoine	LAZARD G	26	3,96	8	68,11	182,68
Avenir Epargne	CM ASSUV	27	3,84	10	48,50	3077,66
OPTI Est	ABF	28	3,65	18	28,33	21861,81
Paribas Trésorerie 2 Plus	PARIBAS	29	3,47	20	22,89	18845,59
Real Sensible	SOFIDEP	30	2,35	—	—	167,52
Select PEA 2	SG	31	2,03	—	—	193,17
Select PEA 1	SG	32	1,37	—	—	201,78
Tyche	GERER CO	33	−0,78	—	—	18,94
Sévéa	GROUP CA	34	−1,56	19	26,89	18,22
EuroPEA Exports	NSM	35	−3,04	—	—	182,84
Capital-D.R. France	PALUEL	36	−7,85	5	71,76	2180,16

DIVERSIFIÉES INTERNATIONALES

Performance moyenne sur 1 an : 1,99 %, sur 5 ans : 57,46 %

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Perf. % 1 an	Rang	Perf. % 5 ans	Val. liq. en euros
Techno-GAN	GAN	1	25,43	4	117,93	2121,66
Bacot-Allain International	BACOT	2	23,57	14	81,52	1237
Soginter	SG	3	18,35	8	95,23	61,38
CG Monde	COMGEST	4	17,79	—	—	521,37
Finarval International	COURCOUX	5	13,36	9	92,79	540,55
France Japaquant Sicav	B PARIBA	6	11,89	70	20,13	96,19
Le Portefeuille Diversifié	COGEFI	7	10,98	2	151,62	374,30
Ecureuil Dynamique Plus	CCCEP	8	10,86	—	—	43,10
Paramerique	B PARIBA	9	10,84	1	159,36	313,27
Préparval	BRED	10	9,38	21	68,70	225,84
Gestion Associations	B PARIBA	11	8,79	41	54,90	48,73
Natio Epargne Patrimoine	BNP	12	8,43	5	98,23	26,95
Ste Fra d'épargne et de Retr.	ABEILLE	13	7,92	—	—	23,98
Paribas Croissance (D)	B PARIBA	14	7,73	45	58,88	151,75
Paribas Croissance (C)	B PARIBA	15	7,73	46	58,87	152,51
Le Livret Portefeuille	CDC	16	7,49	6	96,35	220,44
Slivam	CL	17	7,47	19	72,99	108,01
Horizon	ECUREUIL	18	7,39	13	89,07	454,87
Atlas Maroc	ATLAS	19	7,19	—	—	31,08
BSD Avenir	BSD	20	7,06	50	45,84	23,27
Prépar Croissance	BRED	21	7,03	23	67,27	33,40
ABF Stratedis	ABF	22	7,01	39	56,03	2995,12
Optigest-BMM Stratégie Int (C)	OPTIGEST	23	6,67	67	28,67	313,90
Optigest-BMM Stratégie Int (D)	OPTIGEST	24	6,67	66	28,67	309,15
Leumi Long Terme (D)	B LEUMI	25	6,53	68	27,71	1515,23
Leumi Long Terme (C)	B LEUMI	26	6,53	69	27,71	1695,63
Eagle Investissement	EAGLE ST	27	6,47	10	92,47	44,64
Paribas Opportunités	B PARIBA	28	6,36	44	52,83	33,99
Atout France Monde	GROUP CA	29	6,16	7	95,30	43
Ouest Valeurs (D)	CIO	30	5,98	31	62,78	30,30
Ouest Valeurs (C)	CIO	31	5,96	30	63,13	35,71
Novactions	BQ EUROF	32	5,94	—	—	207,07
Atalante Gestion	CDC ASSE	33	5,88	—	—	204398,72
ABP Actions	BQUE POP	84	−0,47	25	65,81	13582,31
Gestion Mobilière (D)	NSM	85	−0,59	35	59,89	118,49
Gestion Mobilière (C)	NSM	85	−0,59	35	59,89	118,49
Vivax (D)	GESTOR F	87	−1	72	17,22	185,19
Vivax (C)	GESTOR	88	−1	73	17,22	193,74
Conservateur Saint-Honore	CF ROTHS	89	−1,14	20	70,81	247,13
Orsay Arbitrage	ORSAY	90	−1,22	71	18,98	3812,45
Eurofin Placements	BQ EUROF	91	−1,74	52	44,38	261,35
Capital-DR.International	PALUEL	92	[illegible]	49	[illegible]	254,83
Invest-Valeurs	B BTP	93	[illegible]	76	[illegible]	83,35
Victoire Sirius	ABEILLE	94	[illegible]	51	[illegible]	246782,49
Capital DR Europe	PALUEL	95	[illegible]	37	[illegible]	380,80
Asclepios	AXIVA	96	[illegible]	—	[illegible]	215,69
Saint-Honore Investissements	CF ROTHS	97	[illegible]	34	[illegible]	240,73
Dynamico	BQ EUROF	98	[illegible]	42	[illegible]	373,83
Global Performance	CHEVRIL	99	[illegible]	—	[illegible]	157,88
France Israël Croissance	ABEILLE	100	[illegible]	—	[illegible]	133,88
Placement Nord (D)	SMC	101	[illegible]	17	[illegible]	275,90
Placement Nord (C)	SMC	102	−7,85	16	[illegible]	277,09
Alliance	ALLIANZV	103	[illegible]	74	[illegible]	1963,81
Capital Equities Performance	VEGA FIN	104	−8,25	—	[illegible]	1663,55
CIF Livre VIII Art 8-12	GERER CO	105	[illegible]	—	[illegible]	16,78
Méditerranée Emergence	SMC	106	[illegible]	—	[illegible]	247,69
Orsay Investissement	ORSAY	107	[illegible]	75	[illegible]	2211,43
Orsay Perspectives	ORSAY	108	[illegible]	—	[illegible]	15,27
Valeurs Emergentes	FIMAGEST	109	[illegible]	—	[illegible]	114,14
China Europe Fund	IFDC LTD	110	[illegible]	—	[illegible]	1303,57
Invesco Taiga	INVESCO	111	[illegible]	—	[illegible]	411,79

IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES

Performance moyenne sur 1 an : 5,12 %, sur 5 ans : 30,32 %

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Perf. % 1 an	Rang	Perf. % 5 ans	Val. liq. en euros
Atout Foncier	GROUP CA	1	[illegible]	5	[illegible]	287,39
UAP Aedificandi	UAP	2	12,11	8	[illegible]	103,57
Leven Investimmo	MONDIALE	3	10,35	17	[illegible]	2154,53
Foncier Investissement (D)	BQUE POP	4	[illegible]	11	[illegible]	225,54
Foncier Investissement (C)	BQUE POP	5	[illegible]	12	[illegible]	234,93
Conservateur Unisic	CONSERVA	6	[illegible]	1	[illegible]	89,96
AGF Foncier	AGF	7	[illegible]	20	[illegible]	16,68
Agfimo	AGF	8	[illegible]	16	[illegible]	102,05
ABF Foncière Sélection	ABF	9	[illegible]	28	[illegible]	713,76
Foncière Long Terme (D)	VERNES	10	[illegible]	25	[illegible]	83,15
Foncière Long Terme (C)	VERNES	11	[illegible]	26	[illegible]	117,12
Francic Pierre	CIC PARI	12	5,86	10	[illegible]	26,43
CNP Assur Pierre	CNP	13	5,74	2	[illegible]	120,45
Compagnie Immobilière Acofi	ACOFI	14	[illegible]	—	[illegible]	163,05
Fructi-Actions Rendement	BQUE POP	15	[illegible]	3	[illegible]	142,23
Capital Pierre Investissement	PALUEL	16	[illegible]	27	[illegible]	101,37
Sogesector Immobilier (D)	SG	17	[illegible]	6	[illegible]	19,27
Sogesector Immobilier (C)	SG	17	[illegible]	6	[illegible]	−19,27
MDM Immobilier	MDMASSUR	19	[illegible]	4	[illegible]	27,01
Foncival	BRED	20	4,07	18	[illegible]	54,46
Objectif Actifs Reels	LAZARD G	21	3,71	15	[illegible]	2503,55
Croissance Immobilière	ABEILLE	22	[illegible]	19	[illegible]	100,08
Natio Immobilier	BNP	23	[illegible]	9	[illegible]	252,60
Alizes Pierre	CDT MUTU	24	[illegible]	29	[illegible]	193,94
Haussmann Pierre (C)	B WORMS	25	1,48	21	[illegible]	216,22
Haussmann Pierre (D)	B WORMS	26	1,46	22	[illegible]	189,73
Placement Immobilier (C)	SMC	27	[illegible]	13	[illegible]	25,07
Placement Immobilier (D)	SMC	28	1,30	14	[illegible]	24,76
Gestion Immobilier Inte. (D)	GROUP CA	29	[illegible]	24	[illegible]	81,90
Gestion Immobilier Inte. (C)	GROUP CA	30	[illegible]	23	[illegible]	132,70

OR ET MATIÈRES PREMIÈRES

Performance moyenne sur 1 an : − 19,81 %, sur 5 ans : − 25,14 %

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Perf. % 1 an	Rang	Perf. % 5 ans	Val. liq. en euros
Energia	WORMS	1	[illegible]	1	[illegible]	60,89
Premior	CDT NORD	2	−14,59	2	−5,54	44,86
Acti Mines d'or (D)	BBL FRAN	3	−15,48	5	−22,17	173,51
Acti Mines d'or (C)	BBL FRAN	4	−15,99	6	−22,61	222,07
AXA Or & Matière Premières	AXA UAP	5	−17	3	−15,55	12,39
Oraction	GROUP CA	6	−22,51	4	−24,88	187,35
Orvalor	SG	7	−29,49	7	−55,47	99,96
Aurecic	CIC PARI	8	−34,15	8	−66,02	89,06
	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—

CONVERTIBLES

Performance moyenne sur 1 an : 6,88 %, sur 5 ans : 55,51 %

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Perf. % 1 an	Rang	Perf. % 5 ans	Val. liq. en euros
NRG-Convertibles	NOMURA F	1	[illegible]	23	[illegible]	1817,67
Cardif Convertibles Europe	BQE FIN	2	[illegible]	—	—	20,88
Convertis (D)	SG	3	10,56	—	—	219,75
Convertis (C)	SG	4	[illegible]	—	—	223,65
Natexis Convertibles Europe	B NATEXI	5	[illegible]	5	[illegible]	4240,32
Ofima Convertibles (D)	OFIVALMO	6	[illegible]	10	[illegible]	4317,50
Ofima Convertibles (C)	OFIVALMO	7	[illegible]	9	[illegible]	4682,77
Converticic	CIC PARI	8	[illegible]	—	—	75,34
Centrale Convertibles Euro	CCR	9	[illegible]	—	—	173,99
Fineurope Convertibles	COURCOUX	28	[illegible]	12	[illegible]	356,37
Dieze	GROUP CA	29	[illegible]	11	[illegible]	412,33
Alliage (D)	BFT	30	[illegible]	14	[illegible]	197,88
Alliage (C)	BFT	31	3,04	15	[illegible]	224,83
Cyril Convertibles	CYRIL FI	32	[illegible]	13	[illegible]	255,44
Provence Convertibles	CS AST F	33	[illegible]	22	[illegible]	2167,96
Convertibles Monde (D)	VERNES	34	[illegible]	18	[illegible]	2786,95
Convertibles Monde (C)	VERNES	35	[illegible]	19	[illegible]	3171,48
Placements Convert. Inter. (C)	NSM	36	2,05	—	—	1849,03

Les sicav or et matières premières sont toujours dans le rouge

L'ANNÉE 1999 marquera-t-elle le retour sur le devant de la scène des sicav or et matières premières ? En mars, les quelques fonds qui misent sur les actions de mines d'or, les titres des entreprises du secteur de l'énergie ou ceux des sociétés exploitant des matières premières ont gagné près de 5 %. Pourtant, il est loin d'être acquis que ce sursaut marque la fin de la mauvaise passe que traversent les sicav de cette catégorie. Sur un an, les performances des fonds or et matières premières continuent d'être négatives avec un recul de près de 20 % en moyenne et les perspectives restent incertaines.

Du côté de l'énergie, la récente remontée du prix du baril de l'or noir sur fond de mégafusion (la dernière en date entre Arco et BP Amoco a donné naissance au numéro deux mondial) a donné un coup de fouet aux actions pétrolières. Rien qu'à la Bourse de Paris, l'indice SBF Energie est l'indicateur sectoriel qui progresse le plus depuis le début de l'année (+ 30 %). Et ce mouvement de hausse devrait se poursuivre dans les prochains mois.

DES EXCEPTIONS

« Les actions pétrolières ont un potentiel de hausse de 15 à 20 % d'ici la fin de l'année », juge Henri Couzineau, gérant d'Energia, une sicav de la Banque Worms. D'une part, *« les prix du pétrole devraient continuer à monter dans les prochains mois au fur et à mesure que nous assisterons à un rééquilibrage entre l'offre et la demande. Les stocks, qui étaient jusqu'à présent élevés, baissent fortement et la production devrait se réduire avec les décisions prises par l'OPEP et l'arrêt de l'extraction dans certains pays n'appartenant pas à l'organisation et dont les coûts d'exploitation sont élevés. Pendant ce temps, même avec une croissance mondiale qui tourne au ralenti, la consommation de pétrole augmente d'environ un million de barils par jour »*. D'autre part, *« les fusions intervenues dans le secteur devraient avoir assez rapidement des effets positifs sur les bénéfices des sociétés qui se sont regroupées »*, analyse-t-il, prenant en exemple Total, premier investissement de la sicav avec un poids de 8 % dans le portefeuille. Preuve de la confiance de M. Couzineau dans le secteur de l'énergie, il représente plus de la moitié de l'actif de sa sicav. Il faut dire que les autres terrains sur lesquels peuvent s'aventurer les gérants de fonds de cette catégorie offrent beaucoup moins d'opportunités.

Les cours des matières premières qui ont souffert du ralentissement de la croissance, particulièrement en Asie, sont encore en convalescence. Les prix de l'aluminium se sont ressaisis ces derniers mois permettant à certaines valeurs comme Alcoa aux Etats-Unis d'enregistrer un beau parcours depuis le début de l'année. Le nickel est lui aussi bien orienté depuis quelques semaines. Mais ces exemples demeurent l'exception. *« Il n'y aura véritablement un réveil du cours des matières premières que lorsque la reprise économique sera significative »*, estime Jean Bernard Guyon, gestionnaire d'Acti Mines d'or, une sicav de la Banque Bruxelles Lambert. Cette année, la Banque mondiale ne prévoit qu'une croissance mondiale de 1,8 % contre 1,9 % en 1998. De plus, les stocks de métaux comme le cuivre sont encore très élevés. Toutefois, M. Guyon prévient qu'il faut être attentif car les cours des matières premières pourraient enregistrer des mouvements violents de hausse, souvent imprévisibles.

La même constatation est à faire pour l'or, plaident également les gérants. Pour le moment, l'once de métal jaune continue d'évoluer autour des 280 dollars. *« La force du dollar et l'absence de l'inflation ne poussent pas à une hausse des cours »*, admet M. Guyon. Cependant, *« certaines mines sont très prospères malgré la faiblesse des prix et les actions du secteur sont sous-évaluées dans certaines régions comme l'Australie »*, observe-t-il. La moindre remontée des prix de l'or pourrait donc propulser certains titres de mines à des cours beaucoup plus élevés.

Reste que les fonds qui privilégient l'or enregistrent les plus mauvaises performances. Seuls ceux qui mixtent des titres appartenant au secteur de l'énergie, celui des matières premières et des actions de mines d'or comme Energia ou Premior arrivent à tirer leur épingle du jeu.

Joël Morio

هكذا من الأصل

L'ampleur du geste de la BCE surprend les marchés

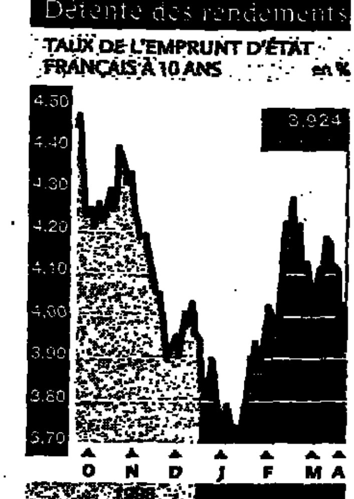
La Banque centrale européenne a annoncé, jeudi 8 avril, une baisse d'un demi-point de son principal taux directeur, ramené à 2,5 %. Les marchés obligataires du Vieux Continent ont fortement progressé après cette décision, tandis que l'euro a bien résisté face au dollar

La Banque centrale européenne a annoncé, jeudi 8 avril, une baisse d'un demi-point de son principal taux directeur, ramené de 3 % à 2,5 %. Si de nombreux opérateurs avaient anticipé un assouplissement monétaire, ils n'avaient pas prévu un geste d'une telle ampleur. Commentant la décision, le président de la BCE, Wim Duisenberg, a souligné l'absence de tensions inflationnistes et le ralentissement de la croissance dans la zone euro. Pour certains analystes, la démission d'Oskar Lafontaine a largement contribué à cette décision. Les marchés obligataires européens ont fortement progressé après l'annonce, le rendement de l'emprunt d'Etat français à dix ans revenant sous la barre des 4 %, à 3,94 %. L'euro a bien résisté, les opérateurs considérant que l'assouplissement monétaire stimulera l'activité économique et réduira le décalage conjoncturel avec les Etats-Unis.

« APRÈS un examen approfondi des développements monétaires, financiers et économiques, le conseil des gouverneurs a décidé que le taux d'intérêt pour les opérations principales de refinancement de la BCE serait ramené à 2,5 %. » C'est par cette phrase que le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, a commencé la conférence de presse qui s'est tenue, jeudi 8 avril, à l'issue de la réunion du conseil.

La surprise n'est pas venue de l'assouplissement monétaire lui-même (*Le Monde* du 4-5 avril), mais de son ampleur : les opérateurs prévoyaient plutôt une baisse d'un quart de point. En frappant un grand coup, la BCE n'a pas seulement voulu surprendre les marchés – et leur imposer sa loi – mais aussi désamorcer pour longtemps de nouvelles anticipations de baisse. *« Nous voulions faire un geste aussi convaincant que possible parce que nous craignions qu'une baisse moins large ne soit interprétée comme la première étape d'un cycle de baisses des taux »*, a expliqué M. Duisenberg, qui a justifié l'assouplissement monétaire par le ralentissement de la croissance en Europe.

« Dans la zone euro, les perspectives générales de croissance se sont dégradées vers la fin de l'année dernière, a-t-il affirmé. *Si l'on regarde plus en détail l'évolution de l'économie mondiale, les signes positifs que l'on peut discerner sont liés à la croissance constamment forte de l'économie américaine, à la reprise graduelle dans certains pays asiatiques, et aux signes de stabilisation en Amérique latine. Toutefois, il n'y a aucune preuve évidente d'un retournement de tendance, à l'heure actuelle, de l'économie au Japon. »*



Le patron de la BCE a également mis en avant l'absence de tensions inflationnistes dans l'Euroland. *« Le conseil des gouverneurs ne considère pas que les tendances monétaires actuelles sont un signal de futures pressions inflationnistes »*, a-t-il estimé avant d'ajouter que *« les prix à la consommation ont été en dessous de 1 % pendant plusieurs mois »*.

« À UNE TRÈS LARGE MAJORITÉ »

Voilà pour les arguments officiels, difficilement contestables. La Commission vient de réviser à la baisse ses prévisions de croissance pour 1999 dans la zone euro (de 2,6 % à 2,2 %). Encore ce pronostic apparaît-il plutôt optimiste, compte tenu de la détérioration actuelle observée en France, en passe de basculer dans le camp des pays à croissance anémique, où se trouvent déjà l'Allemagne et l'Italie. Quant à l'inflation, personne ne songe sérieusement à ce qu'elle flambe en Europe, ne serait-ce qu'en raison du taux de chômage très élevé (10,5 %) qui met à l'abri de pressions salariales.

Mais sans doute d'autres éléments ont-ils joué dans les motivations de la BCE, plus difficiles à admettre publiquement. A commencer par la démission du ministre allemand des finances, Oskar Lafontaine, mi-mars, dont les thèses keynésiennes, les attaques incessantes contre la politique monétaire européenne avaient fini, à Francfort, par exaspérer. Son départ avait représenté un immense soulagement pour les dirigeants monétaires européens, qui s'en étaient à peine cachés.

Nul ne saura jamais comment ont voté les membres du conseil – la BCE ne publie pas de compte-rendu de ses réunions –, mais il y a fort à parier que le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, ennemi juré de l'ancien ministre allemand des finances, n'a pas été le dernier à se prononcer en faveur d'une baisse des taux qui constitue, pour M. Lafontaine, une sorte d'humiliation posthume. M. Duisenberg s'est contenté d'affirmer, jeudi, que la décision avait été prise *« à une très large majorité »*. Reste à savoir qui formait la minorité. Probablement le gouverneur de la Banque d'Irlande, Maurice O'Connell, qui s'était très récemment exprimé contre une baisse des taux, et le gouverneur de la Banque de Finlande, Matti Vanhala, qui a estimé vendredi que son pays aurait pu se passer d'une baisse des taux. Peut-être aussi les représentants espagnols et portugais se sont-ils rangés dans ce camp, compte tenu de la vigueur de la croissance dans leur propre pays. Seule certitude : en décidant d'agir aussi vigoureusement malgré la faiblesse actuelle de l'euro et les menaces que fait peser sur celui-ci la guerre en Yougoslavie, le conseil des gouverneurs a démontré qu'il n'est pas obsédé par le taux de change. Il s'agit là d'une attitude inédite de la part d'autorités monétaires européennes. Peut-être aussi la BCE a-t-elle considéré, comme les économistes anglo-saxons, qu'une baisse des taux est encore le meilleur moyen de renforcer l'euro dans la mesure où elle stimulera la croissance sur le Vieux Continent et où elle permettra de réduire le décalage conjoncturel avec les Etats-Unis. De fait, l'euro a bien résisté à la baisse de sa rémunération, terminant vendredi à 1,08 dollar.

Il faut du moins espérer que l'audace de la BCE sera récompensée. Il n'est pas certain, d'abord, que la baisse des taux aura l'impact psychologique positif souhaité. Se trouvait-il beaucoup d'industriels ou de ménages, en Europe, pour considérer que le niveau des taux était un obstacle à l'investissement ou à la consommation ? La décision de la BCE pourrait même, selon certains experts, se révéler contre-productive : elle peut être interprétée comme un signal inquiétant, une confirmation de la détérioration économique sur le Vieux Continent et un indice que l'Europe s'oriente vers un scénario noir à la japonaise.

Rien ne permet d'affirmer enfin que les gouvernements seront reconnaissants à la BCE de son geste et engageront enfin *« les réformes structurelles convaincantes de l'économie »* réclamées avec force, jeudi, par M. Duisenberg.

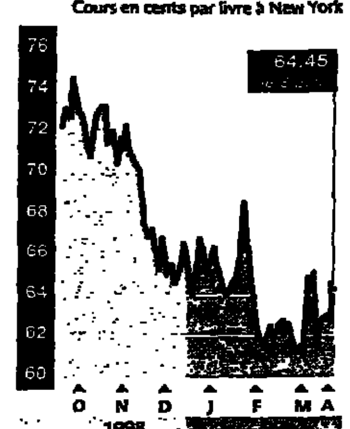
Pierre-Antoine Delhommais

Le conseil des gouverneurs se réunira plus tôt

A partir du jeudi 22 avril, le conseil des gouverneurs de la banque centrale européenne (BCE) se réunira le matin et fera connaître ses choix monétaires dès 14 heures, et non plus à 18 h 30. Cet ajustement vise à faciliter le travail des médias qui se plaignaient d'une communication trop tardive. Il permettra aussi de mesurer l'impact des décisions sur les marchés financiers européens et non pas sur les places... des autres continents.

Jusqu'à présent, les dix-sept gouverneurs de la BCE, après une rencontre informelle le matin, déjeunaient ensemble au sommet de la tour de la BCE, avant le conseil de l'après-midi. Il avait été prévu d'organiser ainsi les rencontres afin d'éviter aux gouverneurs de passer la nuit à Francfort, « loin » de leurs capitales respectives. Le fait d'avoir avancé la conférence de presse, qui suit une réunion sur deux, va donc en obliger certains à arriver la veille.

MATIÈRES PREMIÈRES



EFFONDRÉ sous les stocks, déprimé par les prix, inondé par la production, le cuivre semblait au plus bas. Sur l'écran rouge de ses nuits blanches, il a pourtant repris un peu de confiance en l'avenir, notamment en voyant ses réserves fondre : de 761 000 tonnes fin mars, elles sont en effet revenues à 718 475 tonnes. Cependant s'affichant pour le contrat de juillet à 1 424 dollars la tonne sur le marché londonien des métaux, le cuivre n'a pas vraiment les moyens de pavoiser.

En tout début d'année, le marché espérait encore que les cours décolleraient d'un plancher à 1 460 dollars. Mais celui-ci a baissé jusqu'à 1 407 dollars le 30 mars. C'est sans doute pour cette raison que la profession reste réservée dans ses pronostics. Pour le courtier britannique Rudolf Wolff, l'incertitude prévaut, au moins dans le court terme. Chez Brandeis, on estime que le manque de solidité des prix obligera *« le marché à se battre pour dépasser le prochain seuil de résistance »*.

A Santiago du Chili, lors d'une récente conférence sur les mines, le consultant Simon Hunt s'est montré à peine plus gai. Considérant que les choses ne se présentaient pas aussi mal qu'elles le donnaient à penser, il a annoncé une reprise des prix qui durerait deux à trois ans, au terme desquels il faudrait alors se résoudre à les voir baisser. Pour lui, *« le redressement ne durera pas longtemps. L'économie mondiale s'affaiblira autour de 2002 lorsque les Etats-Unis entreront en récession, suivis par l'Europe occidentale. Les marchés du cuivre se détérioreront dans le même mouvement »*.

En attendant ces jours néfastes, il a observé que les pays d'Asie émergeaient enfin de la crise et il s'est même montré confiant dans la reprise au Japon. En Chine, avec un produit intérieur brut en hausse de 7,8 % en 1998, tous les espoirs sont permis. Enfin, le bruit court, qui reste à confirmer, que les Russes s'apprêteraient à augmenter la taxe imposée sur les exportations de non-ferreux de 10 à 20 %, ce qui réduirait l'offre mondiale. Le marché du cuivre est encore celui de l'impondérable sur lequel les fonds d'investissement finissent de brouiller les esprits.

Carole Petit

Marché international des capitaux : l'attrait des taux variables

N'ATTENDANT plus maintenant de nouvelles baisses du loyer de l'argent, les investisseurs se tournent vers les emprunts dont le revenu varie à intervalles réguliers, de quelques mois, en fonction des taux d'intérêt à court terme. Plusieurs opérations de ce genre sont en préparation qui retiennent l'attention. Parmi les emprunteurs français sur le point de se lancer, la banque Natexis a chargé deux établissements financiers, ABN Amro et la Caisse centrale des banques populaires, de diriger pour elle une émission de cinq ans. La Belgique est également attendue sous peu, mais pour une durée plus courte, trois ans, et un montant d'au moins deux milliards d'euros. Cette affaire devrait être placée sous la conduite de Barclays Bank et de la Deutsche Bank.

Pour ce qui est des opérations récentes à taux fixe, l'Autriche s'est une nouvelle fois distinguée. C'est un emprunteur dont le crédit est aussi apprécié que celui de la France ou de l'Allemagne, mais pour le marché, il a le défaut d'être petit. Les montants qu'il lève sont par la force des choses beaucoup moins élevés. Ses emprunts étant moins liquides, les investisseurs attendent généralement de lui une rémunération un peu supérieure. Ainsi, pour ce qui est des durées de dix ans, les rendements autrichiens se situaient, vendredi, légèrement au-dessus de la barre des 4 %, alors que ceux des obligations des Trésors français et allemand rapportaient 3,94 % et 3,84 % respectivement.

Cherchant à remédier à la situation, l'Autriche réagit en donnant une publicité aussi importante que possible à certains de ses nouveaux emprunts, ce qui la conduit à varier les modes d'émission. Les emprunts d'Etat sont pour la plupart émis par voie d'adjudication. Comme c'est la méthode traditionnelle et que les noms des enchérisseurs ne sont pas divulgués, on en parle assez peu. L'écho est beaucoup plus large lorsque l'emprunteur confie à une ou plusieurs banques le soin de garantir le placement de son opération. Ce procédé est normalement un peu plus coûteux, car il faut alors rémunérer les investisseurs financiers. Les petits Etats de la zone euro retiennent de temps en temps cette solution qui leur permet de se rappeler au souvenir de la communauté financière. L'Autriche s'en sert plus fréquemment que les autres et il se trouve que, à chaque occasion, elle met en évidence un sujet d'actualité. A la fin du mois de mars, elle avait rappelé, en s'adressant au marché suisse, les projets européens de retenue à la source sur les revenus des placements des capitaux. La question est depuis au coeur des préoccupations des milieux financiers, car le service de la législation fiscale britannique en a débattu ces derniers jours.

La dernière transaction internationale autrichienne a été contractée mardi par l'intermédiaire de la Dresdner Bank. Elle porte sur 1,1 milliard d'euros, pour une durée de cinq ans et demi. Son taux d'intérêt annuel est de 3,4 % et le premier prix de vente des obligations a été arrêté de façon à procurer exactement le même rendement que celui que, théoriquement, pourrait offrir l'Allemagne si ce pays disposait d'un emprunt dont l'échéance serait la même. Cette présentation fait certes justice à la qualité de l'Autriche, mais elle est artificielle. Pour des durées proches de cinq ans (contrairement à celles de dix ans), les emprunts allemands ne sauraient servir de référence. Les titres du Trésor français sont bien plus représentatifs et, mesurée à eux, l'Autriche proposait un supplément d'un peu plus d'une dizaine de points de pourcentage.

Il reste que de telles comparaisons sont hypothétiques. Pour qu'elles soient vraies, il faudrait que les différents pays émettent en même temps, ou presque, des émissions de même durée. On y songe dans d'autres petits Etats de l'Union européenne, où certains préféreraient se mesurer entre eux. Des propositions ont été faites qui, si elles étaient suivies, pourraient conduire des pays comme l'Irlande, le Portugal ou la Finlande à émettre simultanément des emprunts qui viendraient ensemble à échéance. Le marché gagnerait en transparence et les contribuables pourraient mieux évaluer le coût de leur endettement national. Après tout, c'est bien ainsi que procèdent beaucoup d'établissements publics qui modèlent leurs transactions sur celles de leurs Etats respectifs. Un des meilleurs émetteurs allemands, DtA, vient de s'endetter pour 1,5 milliard d'euros, pour une durée de dix ans, en retenant la même date d'échéance que celle des obligations du Trésor de la République fédérale (4 juillet 2009). On attend sous peu une émission de 500 millions d'euros, et de onze ans, des Charbonnages de France dont le jour de remboursement devrait être le 26 avril, soit le plus proche possible d'une échéance traditionnelle du Trésor français. Cette émission sera dirigée par ABN Amro et Paribas.

Christophe Vetter

Beau fixe sur les places boursières internationales

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 IBIS
+ 3,47%	+ 3,47%	+ 3,15%	+ 2,26%	+ 4,74%
16 855,63 points	10 173,84 points	4 363,14 points	6 472,80 points	5 133,92 points

LES BOURSIERS, qui se demandaient il y a encore une semaine s'ils devaient tenir compte ou non de l'aggravation de la situation dans les Balkans, ont depuis quelques jours relégué la crise politique internationale au second plan pour se focaliser sur des éléments économiques domestiques. Les Bourses européennes se sont ainsi laissé porter en début de semaine par les anticipations de baisse des taux dans la zone euro et en Angleterre, attendant surtout avec impatience la décision finale de la Banque centrale européenne (BCE) à l'issue de son conseil, jeudi 8 avril.

Au début de la semaine, la plupart des marchés d'actions européens ont ainsi été tirés à la hausse par les gains réalisés par les valeurs du secteur bancaire. L'attente d'une amélioration des conditions de refinancement des banques, les espoirs de nouvelles restructurations dans le secteur ont stimulé l'activité sur les actions de la majorité des banques en Europe. Mercredi 7 avril, les titres bancaires ont même réalisé 90 % de la hausse du marché londonien. D'autre part, les anticipations d'une baisse des taux, qui stimulerait la consommation, a soutenu en milieu de semaine les valeurs de la distribution. L'action de l'allemand Metro, par exemple, était en hausse de 2,1 % sur la seule journée de mercredi.

Bien qu'anticipée, la décision de la BCE d'abaisser ses taux directeurs de 0,50 % a renforcé le dynamisme des marchés boursiers en les surprenant par son ampleur. Revigorée par la perspective d'une amélioration prochaine des résultats des entreprises, la Bourse de Paris franchissait alors, dès les premières minutes de cotations, vendredi 9 avril, son niveau record de 4 388,48 points atteint le 17 juillet 1998. L'accueil chaleureux de l'indice CAC 40 a entraîné dans son sillage la Bourse de Franfort. Modeste à l'ouverture (+ 0,58 %), la progression de l'indice DAX s'est accélérée pour atteindre 2,11 % peu après l'ouverture de Paris. Sur la semaine, l'indice CAC 40 finit ainsi sur une belle progression de 3,15 %, tandis que le DAX s'offre une hausse de 4,74 %.

ACTUALITÉ BRITANNIQUE

Si en début de semaine, elle avait également profité de l'ambiance de détente des taux en Europe, la Bourse britannique s'est désolidarisée, jeudi 8 avril, des autres marchés d'actions européens, pour tenir compte de sa propre actualité monétaire. La baisse des taux d'intérêt de 0,25 % en Angleterre, décidée par la Banque centrale britannique, quelques heures avant celle de la BCE pour soutenir la croissance, avait été certes largement anticipée. Et bien qu'il aurait dû contribuer à soutenir le marché des actions par des perspectives de meilleure croissance des entreprises, le geste de la Banque d'Angleterre a en fait stoppé net l'orientation positive de la Bourse de Londres. Les opérateurs craignent désormais que le mouvement de baisse des taux ne soit arrivé à son terme. Après huit séances de hausse ininterrompue, l'indice Footsie, baromètre des actions britanniques, clôturait ainsi, jeudi, en baisse de 0,55 %. Cet essoufflement ponctuel n'a pas suffi cependant à inverser la tendance de la semaine, qui reste positive, le Footsie s'adjugeant 2,26 % à 6 472,80 points.

Mentor habituel des actions européennes, le marché américain a également connu une semaine placée sous le signe de l'optimisme. L'indice Dow Jones, qui finit la semaine par un gain de 3,47 % à 10 173,84 points, a réagi très positivement au geste de la BCE. Estimant que les sociétés américaines pourraient augmenter leurs ventes en Europe grâce à l'amélioration de la consommation, les investisseurs ont poussé le Dow Jones sur de nouveaux records, jeudi en clôture, à 10 197,70 points, une hausse qui les a d'ailleurs conduits à s'interroger dès le lendemain sur la véritable valeur des actions américaines. Les gains de Wall Street cette semaine ont ainsi permis d'effacer l'accès de faiblesse dont le marché a été victime, mardi 6 avril, date à laquelle l'indice vedette de la Bourse américaine s'était affaibli de 0,44 %. Ce jour-là, en effet, l'action Gillette avait fait chuter les valeurs américaines de biens de consommation. Le fabricant de rasoirs a inquiété les investisseurs en prévenant, comme l'avait déjà fait précédemment Coca-Cola, que ses bénéfices ne seraient pas aussi bons que ne le prévoyaient les analystes en raison d'un ralentissement de ses ventes en Amérique latine.

Comme Wall Street, les actions japonaises étaient également bien orientées sur la semaine. Alors que les opérateurs craignaient une retombée de l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo après la clôture de l'exercice fiscal au Japon fin mars, il n'en a rien été. Le Nikkei s'est même offert le luxe de franchir en séance, vendredi 9 avril, la barre des 17 000 points, grâce à la poursuite des achats des investisseurs étrangers, qui se dirigent vers le marché japonais dans l'espoir d'une reprise économique prochaine du pays.

Selon les statistiques de la Bourse de Tokyo, le solde net des achats des investisseurs non-résidents en mars a atteint un niveau record de 1 850 milliards de yens. L'intérêt manifesté par les opérateurs a permis à l'indice nippon de progresser graduellement chaque jour, pour terminer vendredi à 16 855,63 points, lui offrant une progression de 3,47 % sur la semaine.

Cécile Prudhomme

DISPARITIONS

Jean-André Thomas

Un pionnier du cœur artificiel

LE PROFESSEUR Jean-André Thomas, membre de l'Institut, est mort, mardi 30 mars à Paris. Pionnier de la recherche en matière de perfusion extracorporelle (ou cœur artificiel), le professeur Thomas était, pour reprendre l'expression du professeur Jean-Paul Binet, spécialiste de chirurgie cardiothoracique, *« un esprit universel »*, du type de ceux que la fin du XIXe siècle et le début du XXe savaient former avant de leur fournir les moyens de l'expression de leur talent.

Né le 4 avril 1905 à Besançon (Doubs), docteur ès sciences, docteur en médecine, le professeur Thomas a été chef de laboratoire à l'Institut Pasteur de Paris, directeur d'un laboratoire de recherches sur les virus, professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie à Paris ; il était membre de l'Académie de médecine – dont il a été président en 1980 – depuis 1960 et de l'Académie des sciences, dans la section de biologie animale et végétale, depuis 1972.

« RESPONSABILITÉ MORALE »

Le professeur Thomas avait notamment conduit de longues et patientes recherches dans le champ de l'oxygénation du sang en circuit extracorporel, technique dite du cœur artificiel, et dont les développements ont été indispensables à l'essor de la chirurgie cardiologique moderne. Après être entré en 1929 comme préparateur à l'Institut Pasteur, il avait commencé ses recherches en 1937, à la même époque que l'Américain Gibbon. Peu de temps auparavant, le Français Alexis Carrel avait obtenu la perfusion de petits organes isolés avec des liquides salins, sans pour autant parvenir à une perfusion durable de ces organes par le sang. Travaillant en collaboration, Robert de Vernejoul, Henri Metras et Jean-André Thomas parvinrent, il y a cinquante ans, à maintenir un chien en vie après quarante minutes d'asphyxie complète, grâce à une circulation extracorporelle ayant duré au total quatre-vingt-huit minutes.

« En matière de chirurgie intracardiaque, on hésitait encore, à cette époque héroïque, entre deux voies, explique le professeur Alain Deloche (hôpital Broussais, Paris). *Soit on s'investissait dans la circulation extracorporelle, technique qui apparaissait hautement complexe, soit on s'orientait vers l'hypothermie profonde du patient. Pour diverses raisons, c'est la première solution qui s'est imposée. »* L'objectif visé semblait alors totalement utopique : reproduire le débit sanguin physiologique, de l'ordre de cinq litres de sang par minute, grâce à un cœur artificiel. *« En 1950, nous étions tentés de pratiquer une première intervention chez l'homme avec un appareil de type IV. Dans ce cas, nous aurions devancé les chirurgiens américains. Mais je m'y suis refusé, au nom de la responsabilité morale, pensant que notre préparation technique n'était pas encore suffisante »*, expliquait Jean-André Thomas, le 15 octobre 1996 devant l'Académie de médecine.

Le professeur Thomas réussit à mettre au point, après de nombreux tâtonnements expérimentaux dans son laboratoire de la rue d'Ulm, un volumineux *« cœur artificiel à membrane pulmonaire »* qui fut expérimenté sur l'homme adulte en 1957, en collaboration avec François de Gaudard d'Allaines et Jean Vaysse (hôpital Broussais), deux « maîtres » de la chirurgie cardiaque de l'époque.

Cet appareil permit ainsi, en 1988, la réalisation en France de la première opération à cœur ouvert chez l'adulte. Une soixantaine d'interventions suivirent avant que l'équipe française pionnière, pour des raisons matérielles, décide de se disloquer. D'autres, alors, des Américains notamment, poursuivirent les recherches qui permettent aujourd'hui aux chirurgiens cardiovasculaires de disposer de matériels sophistiqués qui remplacent, au bloc opératoire, les fonctions cardiopulmonaires de leurs patients, les autorisant ainsi à accomplir quotidiennement des gestes qui, il y a un demi-siècle, apparaissaient encore de l'ordre du miracle.

Jean-Yves Nau

■ **LE GÉNÉRAL IBRAHIM BARÉ MAÏNASSARA**, président du Niger, né en 1949, est mort, vendredi 9 avril, assassiné à l'aéroport de Niamey *(lire page 29)*.

■ **LE CARDINAL RAUL SILVA HENRIQUEZ**, archevêque de Santiago de 1962 à 1983, est mort, vendredi 9 avril, dans la capitale chilienne. Né le 27 septembre 1907 à Talca, le cardinal Silva Henriquez avait pris la défense des victimes de la répression au lendemain du coup d'Etat du général Pinochet de septembre 1973. Ardent défenseur des droits de l'homme, il avait fondé le Vicariat de la solidarité pour accueillir les victimes de la dictature et rassembler des témoignages sur la répression, avant de prêcher la réconciliation nationale à la fin des années 80.

■ **FRANÇOIS SERRETTE**, ancien producteur à Radio-France, est mort des suites d'une attaque cérébrale, mercredi 7 avril, dans un hôpital parisien. Il était âgé de soixante-douze ans. Compositeur, auteur notamment de musiques pour le ballet, comme *Idylle*, de musiques de scène pour le théâtre et de pièces pour orgue, pour piano, pour orgue et orchestre, François Serrette a dirigé jusqu'à sa retraite le Conservatoire de Bobigny. Il a été producteur à France-Musique à partir de 1964, créant des émissions telles que « Les jeunes Français sont musiciens », « Bilan pour demain », « Jeunes solistes » ou « Domaine privé ». François Serrette était aussi directeur artistique du Festival de Sully-sur-Loire depuis vingt et un ans.

NOMINATIONS

SANTÉ

Le conseil des ministres de mercredi 7 avril a nommé les directeurs de trois agences régionales de l'hospitalisation : **Catherine Dardé** dans le Languedoc-Roussillon, **Huguette Méléder** en Lorraine et **Jean-Luc Névache** à la Guadeloupe.

[Née en octobre 1949, **Catherine Dardé** est titulaire d'une maîtrise de droit public et ancienne élève de l'Ecole nationale de la santé publique. Elle a été inspectrice dans les directions départementales de l'action sanitaire et sociale de la Haute-Vienne, de la Loire-Atlantique et de la Corrèze (1975-1985), puis directrice départementale des affaires sanitaires et sociales du Lot-et-Garonne (1985-1989), du Gard (1989-1992) et du Rhône (1992-1996). Depuis décembre 1996, Catherine Dardé était directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Midi-Pyrénées.]

[Née en novembre 1946, **Huguette Méléder** est docteur en médecine, ancienne externe des hôpitaux de Bordeaux, titulaire d'un DEA d'administration de la santé et de la sécurité sociale et d'un diplôme de santé publique de l'Ecole nationale de la santé publique. Elle a été médecin généraliste dans les Côtes-d'Armor (1972-1982), médecin des actions sanitaires et de liaison en santé scolaire (1983-1985), médecin inspecteur départemental (1985-1986), avant d'être directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Guyane (1986-1993), puis de Loire-Atlantique (1993-1996). Depuis décembre 1996, Huguette Méléder était directrice régionale des affaires sanitaires et sociales des Pays de la Loire.]

[Né en octobre 1959, **Jean-Luc Névache** est titulaire d'une maîtrise de droit public et diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble. Attaché d'administration centrale en 1984, il sera admis au concours pour le recrutement exceptionnel de sous-préfets en 1988. Il a été notamment chargé de mission au cabinet de Laurent Fabius à Matignon (1985-1986), puis au secrétariat général du gouvernement (1986-1988), directeur du cabinet du préfet de la région Corse (1988-1990), puis de celui de Saône-et-Loire (1990-1992), conseiller technique au cabinet de Paul Quilès, ministre de l'intérieur (1992-1993), secrétaire général de la préfecture des Ardennes (1993-1996), adjoint au délégué aux restructurations de défense, chargé du pôle social (1996-1997). Depuis juin 1997, Jean-Luc Névache était conseiller technique au cabinet d'Alain Richard, ministre de la défense.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Olga PRUD'HOMME
et Joël FARGES
ont la joie d'annoncer la naissance de

Bérénice.

Paris, le 5 avril 1999.

Gabriel

est arrivé le 29 mars 1999, pour fêter le printemps avec ses parents.

Judith Lipietz
et Jean-Jacques Grunspan,
1, boulevard de Courcelles,
75008 Paris.
01-45-22-21-82
grunspan@compuserve.com

Patricia et Patrick MAURIN
ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils.

Paul.

Amélia
est ravie d'avoir un petit frère.

384, rue de Cepoy,
45200 Paucourt.

Anniversaires de naissance

Christian,

11 avril 1949-11 avril 1999.

Cinq décennies !

Encore autant pour parcourir le Monde !

Jacqueline, Baptiste, Grégoire et Antonin.

Greg DUP'S.

Tu as vingt-cinq ans.

Merci pour ces années et bon vent.

François, Jacq, Gwé, Dim.

– Bon anniversaire,

Eric !

Quarante ans.

Tout l'amour des tiens.
Une belle vie heureuse et digne.

Fiançailles

– Lille. Tourcoing. Herlies. Nouméa.

Fanny VERHULST
et
Stéphane FRIED

ont la joie (aérienne !) d'annoncer leurs fiançailles, le 11 avril 1999, à Herlies.

Anniversaires de mariage

Léa et Henri.

A l'occasion de votre cinquantième anniversaire de mariage, pour tous ces printemps,

Vos enfants et petits-enfants
vous félicitent et vous embrassent très fort.

Décès

– Mme Suzanne Legros,
son épouse,
Marie-Françoise Peres-Alves,
Marie-Hélène Legros,
ses filles,
Aurélia et Alice Peres-Alves,
ses petites-filles,
Ainsi que toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques LEGROS,

survenu le 2 avril 1999.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 7 avril, à Dun-sur-Auron, en Berry.

L'ennemi était chez moi,
on m'a dit résigne-toi,
mais je n'ai pas pu...

Marie-Thérèse Kelche,
son épouse,
Jean-Pierre et Yveline Kelche,
Françoise et Jean Kauffmann,
Christian Kelche et Martine Wonner,
François Igersheim,
ses fils, filles, gendres, belles-filles,
Stéphane et Marie-Liesse, Herrade, Claire et Marion, Vincent, Mathias et Clémence, Violaine, Sibylle,
ses petits-enfants,
Maurice Joly,
son beau-frère,
Jeanne Erhard,
sa belle-sœur,
Et les familles apparentées,
ont la douleur de faire part du décès de

André KELCHE,
colonel en retraite,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille de la Résistance,
réseau Sabot-Gallia-Reims,
responsable sous-secteur Mâcon,
croix de guerre 1939-1945,
croix de guerre belge,

survenu le 7 avril 1999, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 14 avril, à 15 heures, en l'église de Gerbéviller (Meurthe-et-Moselle).

3, rue du Ried,
67203 Oberschaeffolsheim.

– Mme Artemise Laignel-Lavastine,
son épouse,
Mouni, Serge, Olivier, Anne-Marie et Catherine,
ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Toute la famille,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Philippe
LAIGNEL-LAVASTINE,

survenu dans sa quatre-vingt-onzième année, le jeudi 8 avril 1999.

Une messe sera célébrée le mardi 13 avril, à 14 h 30, en l'église Saint-Augustin, Paris-8e, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

58, rue Saint-André-des-Arts,
75006 Paris.

– Mme Jean-Jacques Legrain,
son épouse,
Arnaud Legrain,
son fils,
Gaxuxa Bourdé,
sa belle-fille,
Simon et Thomas,
ses petits-fils,
M. et Mme Philippe Legrain,
son frère et sa belle-sœur,
Parents et alliés,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jean-Jacques LEGRAIN,

survenu le 31 mars 1999.

Conformément à la volonté du défunt, l'incinération a eu lieu le 3 avril dans la plus stricte intimité.

Un service religieux sera célébré à son intention le mardi 13 avril, à 11 heures, en la chapelle Sainte-Thérèse, paroisse Saint-Honoré d'Eylau, 71, rue Boissière, Paris-16e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Patricia MAC-DONALD,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national
du Mérite,
médaillée de la Reconnaissance française,
médaillée d'honneur
des affaires étrangères,
membre de l'Association
des Français libres,
ancienne attachée de presse
à l'ambassade de France à Londres,

est décédée à Paris, le 8 avril 1999, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 14 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-André de l'Europe, 24 *bis*, rue de Saint-Pétersbourg, Paris-8e.

Anniversaires de décès

Andreï,

un an déjà.

Et nous sommes toujours là, pour témoigner de toi.

– Il y a six ans, disparaissait

Sauveur COHEN.

– Cela fait cinq ans.

Pensées de tes amis, proches.

Dominique.

– Ce 11 avril 1999
est le vingt-sixième anniversaire du départ de

Aron LANGBORT,
ingénieur chimiste ENSCT.

Que ceux qui l'ont connu se souviennent !

– Mme Pakravan,
sa veuve,
Et sa famille,
rappellent à votre souvenir le

général Hassan PAKRAVAN,
ancien ambassadeur d'Iran à Paris,
grand-croix de la Légion d'honneur,

mort pour son pays il y a vingt ans.

Saïdeh Pakravan,
PO Box 703,
Falls Church VA,
22046 USA.

Remerciements

– Paule Schneersohn et ses enfants remercient tous ceux qui se sont associés à leur deuil par leur présence et leurs témoignages de sympathie et d'affection à la suite du décès de

Oscar.

Un service religieux sera célébré le mercredi 14 avril 1999, à 19 heures, à la synagogue de la rue Chasseloup-Laubat, Paris-15e.

Conférences

Jeudi 15 avril 1999, à 19 h 30

Conférence sur :
« La résistance spirituelle
pendant la Shoah »
autour du livre
Du fond de l'abîme.
Journal du Ghetto de Varsovie
d'Hillel SEIDMAN,
coédité par Plon et le CDJC

avec le Grand Rabbin R.S. SIRAT,
Georges BENSOUSSAN,
Nathan et Micheline WEINSTOCK...

CDJC – 17, rue Geoffroy-l'Asnier
75004 PARIS
Tél. : 01-42-77-44-72
Fax : 01-48-87-12-50

La conférence
Les élections israéliennes
L'actualité et les enjeux stratégiques de la région. Avec Alexandre Adler, directeur éditorial de *Courrier international* et rédacteur éditorialiste au *Monde* ; David Fouchs, secrétaire général du *Cercle Bernard Lazare*, Michel Gurfinkiel, directeur du comité éditorial de *Valeurs actuelles*, Alain Keller, *Avoda*, Jacques Kupfer, président du *Likoud de France*. Débat animé par Emmanuel Kessler, B.F.M. Résidence internationale de Paris, 44, rue Louis-Lumière, 75020 Paris.
PAF : 50 F.
Mardi 13 avril, à 20 h 30.

Débats

Les Ateliers de Mai - BP 213
75226 Paris Cedex 05.
Présidence : Edwige Avice.
Site web : http://www.ateliersdemai.asso.fr

Les Ateliers de Mai invitent à un débat public sur les trente-cinq heures, le jeudi 15 avril 1999, de 19 heures à 21 heures, à la mairie du 3e arrondissement (métro République), avec Jean-Yves Boulin, chargé de recherches au CNRS, Jean Le Gac, DRII, et Maryse Huet, syndicaliste.

Une dynamique est en marche, ne restez pas à l'écart, apportez vos idées.

هكذا من الأصل

En Seine

L'US Montfermeil
les boucs é

AUJOURD'HUI
LE MONDE / DIMANCHE 11 - LUNDI 12 AVRIL 1999

SPORTS Les autorités du football ont décidé, vendredi 9 avril, de maintenir le gel des compétitions organisées en Seine-Saint-Denis, jusqu'à nouvel ordre, qui avait été décrété le 3 avril après les incidents qui avaient impliqué simultanément les clubs de Clichy-sous-Bois et de Montfermeil. ● LA DÉGRADATION DU CLIMAT sur et autour des terrains du département depuis plusieurs mois ont décidé les responsables du district à parer au plus pressé. ● TOUS LES ACTEURS réfléchissent aux solutions – fusion de clubs, multiplication des activités en dehors des rencontres, soutien scolaire aux jeunes joueurs... ● LES RESPONSABLES DE L'US MONTFERMEIL, qui ne cachent pas les difficultés auxquelles leur club, implanté dans la cité des Bosquets, doit faire face mais refusent d'être désignés comme seuls fauteurs de troubles. ● LA SUSPENSION DES MATCHES concerne 273 clubs représentant quelque 30 000 licenciés.

En Seine-Saint-Denis, le football n'a plus droit de cité

Face à la montée de la violence autour des terrains, les dirigeants des clubs du département ont confirmé la décision prise il y a dix jours par le district de football du 93 : la suspension des matches, dans toutes les catégories d'âge, et jusqu'à nouvel ordre

SITE D'ACCUEIL de la dernière Coupe du monde, la Seine-Saint-Denis est malade de son football. Neuf mois après le titre remporté par les Bleus dans l'écrin étincelant du Stade de France, le district du département 93 a confirmé, vendredi 9 avril, lors d'une réunion de consultation réunissant 90 des 271 clubs affiliés, sa décision de suspendre tous ses matches, dans toutes les catégories d'âge, et jusqu'à nouvel ordre.

Un coup de couteau dans un stade de Clichy-sous-Bois, le 28 mars, et une bagarre générale à Montfermeil, le même jour, ont eu raison des dernières certitudes des dirigeants bénévoles de Seine-Saint-Denis. La montée de la violence dans et autour des terrains est un phénomène qui n'en finit pas d'inquiéter les rangs du football amateur.

Pour se donner une idée de la quantité d'incidents qui surviennent chaque week-end, il suffit de feuilleter les pages, de plus en plus nombreuses, consacrées au sujet par le magazine *Foot* édité par chaque district d'Ile-de-France. *« Dans le 93, la commission de discipline se réunit tous les mardis. Il y a tellement d'affaires à traiter que lorsque vous êtes convoqué à 19 heures vous passez vers 22 heures »*, raconte un entraîneur de club.

HAINES RECUITES

L'examen de ces cas montre l'émergence d'un nouveau paramètre : le rajeunissement très net de l'âge des joueurs impliqués dans des faits de violence. *« Il y a dix ans, les problèmes venaient uniquement des juniors. Mais on sentait que les petits allaient bientôt être concernés. Les moins de 17 ans ont commencé à s'y mettre. Puis les moins de 15. Aujourd'hui, on voit des gosses nés en 1985 ou 1986 péter les plombs pendant les rencontres »*, indique Philippe Delpech, un éducateur ayant roulé sa bosse dans de nombreux clubs du département.

Cette brutalité circonscrite aux lignes blanches des terrains, les responsables du football banlieusard s'en satisferaient bon an mal an, s'il n'y avait qu'elle. Une « autre » violence se propage désormais au-delà de la main courante.

En février 1995, un jeune spectateur avait été tué d'un coup de fusil devant un stade de Drancy. Le meurtrier avait expliqué avoir tiré parce qu'il avait été humilié par des joueurs de l'équipe à laquelle la victime était liée. Quatre ans plus tard, un triste palmarès d'incidents peut être dressé. Différents scénarios existent. Celui que les dirigeants de club redoutent le plus repose sur une rivalité préexistante entre jeunes de quartiers différents. En 1997, les responsables de l'Espérance d'Aulnay-sous-Bois, club situé au cœur de la Cité des 3 000, ont ainsi « remonté le fil » après que deux de leurs licenciés aient été blessés par des balles de 9 mm à l'issue d'un match. *« Nous avons appris qu'il y avait un antécédent qui était né pendant une émission de variétés sur M 6, plusieurs mois auparavant »*, éclairent-ils. Haines recuites, antagonismes entre bandes, prolongements d'« embrouilles » nées à la sortie du lycée... Certains témoignages parlent d'autocars lapidés et d'embuscades au premier feu rouge. D'autres évoquent des envahissements de terrain avec des battes de base-ball. Est racontée l'histoire de cet adolescent qui, vexé d'avoir été expulsé par l'arbitre, prit son téléphone portable pour demander aux copains de rappliquer avec les pittbulls. Un bénévole se souvient d'avoir vu un couteau à cran d'arrêt glissé sous un protège-tibia.

Prise de court par le phénomène, la Ligue de Paris-Ile-deFrance décidait, en 1997, de frapper un grand coup : modifier le challenge Maratrat. Créé au lendemain de la seconde guerre mondiale, ce championnat réservé aux jeunes avait pour particularité de faire s'affronter les clubs via trois catégories d'âge. Les moins de 13 ans, les moins de 15 ans et les moins de 17 ans rencontraient ainsi leurs homologues d'un autre club durant le même après-midi, ce qui était bien là le problème : dans l'attente de disputer leur rencontre, les adolescents tournaient en rond, se chambraient entre eux, et la situation ne demandait qu'à dégénérer. Le nouveau Maratrat sépare désormais les différents groupes d'âge.

OPÉRATIONS DE PRÉVENTION

Parallèlement, certains clubs ont décidé de s'attaquer de front au problème. L'Olympique de Noisy-le-Sec, dont l'équipe première évolue en National (ex-D3), a inauguré la voie. Des opérations de prévention, des stages de formation, des activités socioculturelles sont organisés toute l'année. L'idée a fait son chemin, et de plus en plus de clubs mettent sur pied des cours de soutien scolaire et des permanences d'assistance administrative (impôts, sécurité sociale...) pour les parents. De leur côté, les municipalités commencent à avancer des solutions. Plusieurs ont en commun d'avoir fait fusionner des clubs entre eux. Les villes de La Courneuve, du Tremblay, du Blanc-Mesnil n'ont plus qu'une seule association sportive chacune alors qu'elles en possédaient une par quartier. L'avantage est évident : ces « grands clubs » étant constitués de plusieurs centaines de licenciés, il est plus facile de mettre à disposition des éducateurs à plein temps.

Cette question fondamentale de l'encadrement fut au centre des discussions que les responsables du football régional ont eues avec le ministère de la jeunesse et des sports, le 7 avril. Marcel Bourdin, le président du district, va demander à Marie-George Buffet la création de 40 à 50 emplois-jeunes. Vendredi, il obtenu du préfet de Seine-Saint-Denis, Bertrand Boucault, la création d'un numéro vert destiné aux dirigeants de club. Si un match tourne mal, une intervention policière rapide – moins d'un quart d'heure – sera effectuée.

Frédéric Potet

L'US Montfermeil ne veut pas jouer les boucs émissaires

ET LA COLÈRE a éclaté. Dans le petit local de l'US Montfermeil, elle a grossi doucement, dans le flot des paroles qui se voulaient d'apaisement et d'explication. Puis elle a explosé, chez les jeunes et leur encadrement. Devant la vitrine où sont rangées des dizaines de coupes, chacun entendait porter témoignage, dire l'injustice d'être ainsi cloué au pilori comme un club plus indigne qu'un autre du football.

Un joueur montre une profonde cicatrice de plusieurs centimètres dans le creux de la main : sur un terrain, un gardien de but adverse avait dissimulé un cutter dans sa chaussette. Un dirigeant raconte comment son équipe a été accueilli par des battes de baseball et des gaz lacrymogènes lors d'un déplacement. Un autre se souvient de la fois où leurs voitures ont été détruites. La litanie est sans fin de ces violences, de ces actes encore isolés, mais qui instillent la peur dans les esprits.

Alors le raz-le-bol s'exprime, notamment envers les instances du football, dont les dirigeants, estime-t-on ici, ne savent que sanctionner sans chercher à proposer une aide ou des solutions. Le responsable des « moins de 15 ans » crie haut et fort qu'il arrêtera à la fin de la saison, qu'on ne l'y reprendra plus, à ce bénévolat qui ne débouche que sur l'ingratitude. C'est bien trop pour les 900 francs de défraiement qui lui payent à peine l'essence. Faute de mieux, l'équipe des « moins de 13 ans » est encadrée par un jeune qui n'en a pas 18.

Gabriel Azagoury, président du club de Seine-Saint-Denis, est aussi amer que ses troupes. Voilà 21 ans que « Gaby » s'use 20 heures par semaine sur le stade Henri-Vidal. Il a affiché sur la porte du local l'annonce de la suspension des matches dans tout le district de la Seine-Saint-Denis, jusqu'à nouvel ordre. *« Pourquoi punir des gamins qui n'ont rien fait ?*, demande-t-il. *Tous ces mômes, que vont-ils faire ce week-end ? On les abandonne simplement un peu plus. »* Il sait son club sur la sellette : lors de la réunion extraordinaire du district de Seine-Saint-Denis, vendredi 9 avril, certains ont milité pour l'exclusion de l'US Montfermeil, dont les dirigeants ont été vivement interpellés par les autres participants.

Les incidents, le président ne les nie pas. *« Tout n'est pas rose »*, dit-il. Les joueurs ne dissimulent pas leur part de responsabilité dans certaines échauffourées. *« Nous ne sommes pas des saints*, dit l'un d'eux. *Quand l'un de nous se fait attaquer, les autres répondent. »* Mais ici, ce qu'on refuse, c'est l'a priori, le rôle de bouc émissaire qu'on veut faire jouer au club. Quand France 2 attribue par erreur à l'US Montfermeil un incident qui s'est déroulé sur un autre stade, chacun se sent conforter dans l'idée d'être mal aimé. La saison dernière, de nombreuses équipes ont refusé de se déplacer à Henri-Vidal, notamment dans les matches de jeunes, les plus problématiques. Ici, chacun ressent ces défaillances comme de l'ostracisme, voire du racisme.

« ANTAGONISMES DES CITÉS »

Marcel Bourdin, le président du district, parle d'un *« climat d'intimidation, de menace »*, de *« jets de pierres depuis les tribunes »*, d'*« éléments perturbateurs »* à Montfermeil. Il parle surtout des *« antagonismes des cités dont le football subit les conséquences »*. Gabriel Azagoury le rejoint sur ce point. *« On mélange tout, le club et l'extérieur »*, s'insurge-t-il.

Le stade Henri-Vidal ne correspond pas au cliché du terrain pouilleux de banlieue. La pelouse est une des plus belles du département. Le complexe sportif s'étend sur plusieurs hectares. Il compte également un gymnase, plusieurs terrains de tennis, un restaurant, un centre d'équitation et une aire de tir à l'arc. Les signes de dégradations ne semblent pas plus nombreux qu'ailleurs et les tags sont inexistants.

Mais l'infrastructure est bâtie au milieu de la cité des Bosquets, qui aligne ses barres impersonnelles et délabrées à l'aplomb des terrains. Huit mille habitants, près du tiers de la population de Montfermeil, s'empilent sur dix étages dans ce recoin oublié de la ville. Le stade est avec l'école le seul lieu social. *« C'est une des choses les plus importantes dans le quartier*, reconnaît Hervé Le Pouriel, adjoint aux sports à la mairie. *Supprimer le foot, c'est supprimer une soupape dans une zone particulièrement sensible. »*

L'US Montfermeil est un point d'ancrage important dans la cité. *« Nous essayons de canaliser l'énergie des jeunes, de leur enseigner la politesse, la discipline, le règlement à respecter*, estime Mohammed Chouachi, un des éducateurs. *Ailleurs, dans la cité, c'est une autre mentalité, tout est sans contrainte. »*

Le club compte 300 licenciés.

Au début de la saison, le président Azagoury a dû refuser 250 candidatures. Effet de la Coupe du monde, conséquence de l'arrêt du club voisin de Clichy-sous-Bois, définitivement miné par les mêmes problèmes que connaît actuellement l'US Montfermeil. *« Mais je n'ai que douze éducateurs, un par équipe »*, précise le président. Il en faudrait le double, et les trois emplois-jeunes qu'a décrochés le club ne suffiront sans doute pas à régler le problème. *« Nous faisons plus de social que de sport »*, estime-t-il, sans chercher à apitoyer. *« Ce n'est pas la majorité des cas, mais je vois des choses qui me font mal »*, dit-il simplement.

Benoît Hopquin

Les maires du département divisés

UNE DÉCISION désastreuse pour l'image du département. Les élus de Seine-Saint-Denis sont unanimes pour déplorer l'impact négatif provoqué par l'annulation des matches de football dans leur district. *« Une fois de plus, nous sommes montrés du doigt pour une violence qui ne nous est pas spécifique*, constate Bruno Le Roux, maire (PS) d'Epinay-sur-Seine. *Regardez, il se passe exactement la même chose dans les départements voisins d'Ile-de-France, en Bretagne, mais aussi autour de certains stades de rugby dans le Sud-Ouest. »*

Bruno Le Roux est pourtant un des rares maires du département à justifier la décision prise la semaine dernière. *« L'ambiance devenait tout à fait détestable sur, et autour, de beaucoup de stades*, dit-il. *Il fallait mettre, de toute urgence, tous les acteurs du football du département autour d'une table. C'est d'ailleurs ce qui a été fait très rapidement par la ministre de la jeunesse et des sports. »*

En revanche, Patrick Braouezec, le maire (PC) de Saint-Denis, estime que la méthode choisie n'est pas la bonne : *« S'il y avait une telle urgence à régler des problèmes, qui existaient d'ailleurs depuis bien longtemps, il aurait été plus opportun de réunir d'abord les autorités sportives, les maires et le préfet pour voir ce que, chacun de son côté, pouvait faire. »* Patrick Braouezec regrette que cette mesure donne l'impression de *« prendre en otage »* les dirigeants et les bénévoles *« qui font de leur côté tout ce qu'ils peuvent pour que tout se passe bien sur les stades »*.

FAIR-PLAY ET RESPECT DE L'AUTRE

Pour Gilles Poux, maire (PC) de La Courneuve, l'annulation des matches *« donne raison aux éléments les plus violents, qui sont ultraminoritaires »*. *« D'autant*, ajoute-t-il, *que, contrairement à ce que cette décision pourrait laisser penser, la situation pouvait s'améliorer, comme ici à La Courneuve, grâce à un gros travail éducatif sur le fair-play et sur le respect de l'autre. Et puis, nous n'avions pas hésité à réprimer sévèrement le comportement de ceux qui voulaient enfreindre les règles de bonne conduite. »* C'est d'ailleurs une équipe de La Courneuve qui avait remporté le trophée du fair-play, à l'issue du tournoi de football inter-quartiers organisé pendant la Coupe du monde qui avait suscité tant d'espoirs. *« On aimerait retrouver l'ambiance extraordinaire qui régnait partout dans le département l'été dernier grâce au football »*, explique Bruno Le Roux.

Christophe de Chenay

Giovanni Soldini souhaite être le premier à Charleston

Au départ de la dernière étape de la Course autour du monde en solitaire, le sauveteur d'Isabelle Autissier se déclare confiant

Les deux navigateurs rescapés de la classe I (monocoques de 50 à 60 pieds), Giovanni Soldini et Marc Thiercelin, sur sept au départ de la Course autour du monde en solitaire en septembre 1998, devraient naviguer pendant une vingtaine de jours pour parcourir les 4 300 milles qui séparent la station balnéaire uruguayenne de Charleston (Caroline du Sud). En classe II (monocoques de 50 pieds), le Français Jean-Pierre Mouligné *(Cray Valley)* souhaite remporter sa quatrième victoire d'étape et décrocher ainsi le grand chelem. Bien que deuxième au classement général à un peu plus de dix jours de Soldini et avec un jour et demi d'avance sur Thiercelin, le navigateur ne veut pas mettre en péril la victoire finale pour terminer devant son compatriote de la classe I. L'Anglais Mike Garside, sur *Magellan Alpha*, ne semble pas en mesure de l'inquiéter, même si dans cette épreuve tout pronostic s'avère délicat.

LA MER enfin. De tous les navigateurs qui doivent quitter Punta del Este, le 11 avril, pour la quatrième et dernière étape de l'Around Alone, Giovanni Soldini est peut-être le plus pressé de retrouver les flots. Si tout va bien, dans trois semaines, il sera à Charleston le vainqueur de cette course autour du monde à la voile en solitaire et en escale dont il a gagné deux étapes à Auckland et à Punta del Este. Mais surtout, en mer, le vent et les flots ne s'embarrasseront pas des oripeaux d'homme public et ne lui laisseront que sa vie de marin.

Giovanni Soldini était arrivé en héros de la troisième étape à Punta del Este, mercredi 3 mars, dans une chaleureuse ambiance. En chemin, le skipper italien de *Fila* avait repêché Isabelle Autissier, qui avait chaviré (*Le Monde* du 18 février). De la ville uruguayenne au reste du monde et surtout dans son pays, il était devenu l'homme qui avait bravé beaucoup pour aller chercher un marin en perdition, l'homme qui avait sauvé une amie.

L'histoire est belle. Celle d'un homme qui a perdu son meilleur ami et co-concepteur de son voilier *Fila*, Andrea Romanelli, en mer et qui a repris une vie à l'océan. Malgré la tourmente il avait annoncé qu'il ne quitterait pas les lieux où devait dériver Isabelle Autissier avant de l'avoir trouvée. Via internet et les vacations radio, il avait raconté la vision de la coque retournée, le marteau lancé sur celle-ci, le visage d'Isabelle, la montée à bord, l'émotion absolue, le verre de vin et le parmesan, cette joie merveilleuse, les conversations ou les silences et cette solidarité en mer plus forte que tout puisqu'une vie était sauvée.

Arrivé le 3 mars, à Punta del Este, Giovanni Soldini a déposé sa passagère à Paris quelques jours plus tard. Ses pieds nus dans ses Dockside, sa petite carcasse enveloppée dans une laine polaire rouge, il avait encore les yeux brillants, l'émotion était encore énorme. Isabelle n'avait pris la parole que pour le remercier encore et pour dire : « *C'est une charge monstrueuse pour quelqu'un qui a la responsabilité de la vie de quelqu'un sur les épaules.* »

« C'ÉTAIT MON DEVOIR »

Depuis, le navigateur italien n'a cessé de répéter qu'il n'était pas un héros. « *S'il vous plaît, ne l'écrivez plus*, a-t-il supplié. *C'était mon devoir, la première loi de la mer, c'est d'aller chercher quelqu'un, la course est un jeu, et parfois la mer nous dit : "Il faut arrêter de jouer. La mer, elle te dit que tu es tout petit."* » Il a aussi lancé : « *Les moments de crise sont des moments où l'on grandit beaucoup.* » Ou encore : « *Oui, sauver Isabelle était un moment fantastique, mais c'est surtout ce qui s'est passé en avril qui a changé ma vie.* » Il a toujours une pensée pour Andrea, « *qui ne peut pas être là* ».

Il est reparti en Italie. Le temps de se rendre compte que son pays qui l'avait découvert lors de sa victoire dans la deuxième étape à Auckland, en janvier, l'avait définitivement adopté en héros à Punta del Este. Une publicité télévisée de Telekom Italia, l'un de ses partenaires, a dû faire le nécessaire pour les derniers irréductibles qui ne connaissaient pas Gio. Fila, son sponsor principal, est évidemment ravi de la situation. C'est la première fois que le fabricant de vêtements investissait de l'argent dans la voile, et les retombées sont significatives. Le pays, déjà intéressé par l'aventure du défi italien *Prada*, qui se prépare à la prochaine Coupe de l'America, s'est passionné pour cet homme isolé mais pas perdu au milieu des océans et qui les a bravés, en cueillant une naufragée au passage.

De cet homme de trente-deux ans, l'Italie a su beaucoup. Sa jeunesse à Milan dont il s'est échappé, « *parce que ce n'était pas un endroit sympathique* », a-t-il expliqué. Cette passion pour la mer contractée depuis si longtemps, et cette première traversée de l'océan Atlantique à dix-sept ans. Les Italiens ont aussi découvert le perfectionnisme de cette personnalité rigoureuse animée par une volonté de fer qui a toujours su protéger sa vie de famille avec sa femme, Elena, et sa fille, Martina. Ils ont également mesuré la passion de l'homme pour la course en solitaire « *parce qu'en course solo on n'a pas le temps de penser, le temps vole* », comme il l'explique volontiers.

Son histoire de navigateur commence avec modestie. « *Je travaillais sur des bateaux de course et, un jour, j'ai rencontré ce type qui avait trois bateaux dont un de course*, raconte-t-il. *J'ai commencé à courir pour lui et je l'ai convaincu d'acheter un bateau pour faire le BOC Challenge* (l'ex-Around Alone). » Le monocoque était un Open 50, un classe II de 50 pieds. Giovanni s'était montré à la hauteur de la compétition en terminant deuxième de sa classe sur le BOC 1994-1995.

Maintenant, dans cette quatrième étape de cette course autour du monde à la voile, Giovanni Soldini voudrait faire « *une belle étape* ». Son monocoque a été révisé, il n'avait pas trop souffert de la troisième étape, si ce ne sont les voiles, dont certaines ont été changées. Il ira vite, sans doute, avec son mât aile rotatif et sa quille basculante, sa coque de Finot-Conq profilée de la dernière génération. « *On ne se rend même pas compte, le bateau va tout seul*, affirme-t-il. *Mais je n'ai jamais essayé de la pousser et de me faire peur.* »

Le pont est bombé pour pouvoir revenir en cas de chavirage : « *C'est bien de pouvoir rentrer à la maison.* » Comme tout marin, il craint le démâtage, cette mésaventure arrivée à Marc Thiercelin alors qu'il était en tête de la troisième étape. Alors Giovanni navigue avec un mât… de rechange, une sorte de Meccano qui, une fois monté, mesure 10 mètres (pour environ 24 mètres pour un mât normal) et pèse 80 kilos avec les voiles. Giovanni Soldini veut perdre le moins de temps possible en mer, face à ses concurrents, comme sur la vie.

Bénédicte Mathieu


REUTERS
Giovanni Soldini était arrivé en héros de la troisième étape à Punta del Este, mercredi 3 mars.

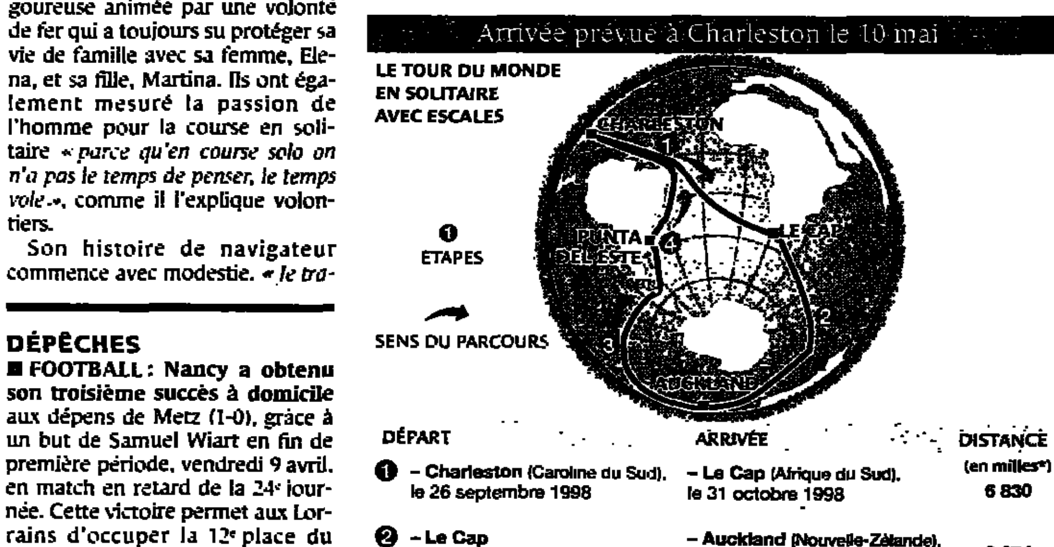


Le classement

À la veille du départ de la quatrième et dernière etape, entre Punta del Este (Uru) et Charleston (Etats-Unis), le classement général de la course autour du monde en solitaire avec escales s'établissait ainsi :

1. **Giovanni Soldini** (Ita, *Fila*, Classe I) : 89 j 5 h 35 min 27 s (y compris les 24 heures de bonification pour le sauvetage d'Isabelle Autisier).
2. **Jean-Pierre Mouligné** (Fra, *Cray Valley*, Cl. II) à 10 j 7 h 27 min 28 s.
3. **Marc Thiercelin** (Fra, *Somewhere*, Cl. I) à 11 j 23 h 27 min 40 s.
4. **Mike Garside** (GBR, *Magellan Alpha*, Cl. II) à 18 j 5 h 53 min 47 s.
5. **Brad Van Liew** (Etats-Unis), *Balance Bar*, Cl. II) à 18 j 15 h 16 min 2 s.
6. **Viktor Yazykov** (Rus, *Wind of Change*, Cl. II) à 30 j 20 h 15 min 18 s.
7. **Neal Petersen** (Afs, *No Barriers*, Cl. II) à 62 j 10 h 2 min 20 s.
8. **Minoro Saito** (Jap, *Shuten*, Cl. II) à 68 j 11 h 3 min 29 s.
9. **Neil Hunter** (Aus, *Paladin*, Cl. II) à 89 j 2 h 31 min 8 s.

Arrivée prévue à Charleston le 10 mai



DÉPART	ARRIVÉE	DISTANCE (en milles*)
❶ – Charleston (Caroline du Sud), le 26 septembre 1998	– Le Cap (Afrique du Sud), le 31 octobre 1998	6 830
❷ – Le Cap le 5 décembre 1998	– Auckland (Nouvelle-Zélande), le 1er janvier 1999	6 374
❸ – Auckland, le 6 février	– Punta del Este (Uruguay), le 3 mars	6 552
❹ – Punta del Este, le 11 avril	– Charleston, prévue aux alentours du 10 mai	4 285

* Un mille nautique est égal à 1 852 mètres. Infographie : Le Monde

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL : Nancy a obtenu son troisième succès à domicile** aux dépens de Metz (1-0), grâce à un but de Samuel Wiart en fin de première période, vendredi 9 avril, en match en retard de la 24e journée. Cette victoire permet aux Lorrains d'occuper la 12e place du classement avec 31 points, tandis que Metz est 14e avec 30 points.

■ **HANDBALL : en signant sa 21e victoire de la saison face à Dunkerque (27-14)**, vendredi 9 avril, lors d'une rencontre avancée de la 24e journée, Montpellier, qui possède désormais neuf points d'avance sur Chambéry, s'est assuré son troisième titre de champion de France.

■ **OLYMPISME : Robert Badinter, sénateur et ancien président du Conseil constitutionnel, a été** choisi pour faire partie de la commission d'éthique du Comité international olympique (CIO), la nouvelle commission chargée de prodiguer des conseils sur le mode de fonctionnement du CIO, dont la composition a été dévoilée vendredi 9 avril, à Lausanne (Suisse). A ses côté, le Péruvien Javier Perez de Cuellar, ancien secrétaire général des Nations Unies (ONU), le juge sénégalais Kéba Mbaye, qui assumera la présidence, l'Australien Kevan Gosper, le Japonais Chiharu Igaya, tous trois membres du CIO, l'ancien sénateur américain Howard Baker, l'ancien président de la Confédération suisse Kurt Furgler et l'athlète canadienne Charmaine Crooks, médaillée d'argent au 4 × 400 m des JO de Los Angeles 1984. La première réunion de la nouvelle instance, créée après la révélations des affaires de corruption liées à la désignation des villes olympiques, doit se tenir le 3 mai, à Lausanne.

Rupert Murdoch ne peux acheter le club de Manchester

LONDRES
de notre correspondant dans la City

Le véto mis vendredi 9 avril par le gouvernement britannique au rachat du club de football de Manchester United par le bouquet satellitaire BSkyB contrôlé par le magnat australo-américain, Rupert Murdoch, souligne les réticences du Royaume-Uni à suivre l'exemple du continent ou des chaînes contrôlent des clubs de football. Protéger les intérêts des amateurs du ballon rond et des chaînes concurrentes de BSkyB lors de la renégociation des droits de retransmission télévisés des rencontres de la Premier League en 2001 tout en s'efforçant de préserver les liens tissés lors de l'élection de 1997 entre le gouvernement travailliste et Rupert Murdoch, premier éditeur de presse écrite britannique : Steven Byers, estime avoir réussi cette gageure en s'opposant à l'acquisition de Manchester United par le magnat australo-américain.

« *Contraire à l'intérêt à long terme du jeu* » : le ministre du commerce et de l'industrie s'est abrité derrière le rapport négatif de la Commission des monopoles et fusions (MCC) pour justifier son refus de l'offre de 623 millions de livres (930 millions d'euros) du conglomérat News Corporation. A l'appui de cette décision, la renégociation des droits télévisés détenus depuis 1992 par BSkyB qui aurait disposé d'un avantage face à ses rivaux grâce à sa mainmise sur le club le plus riche au monde. S'ajoutait le risque d'encourager un championnat à deux vitesses dominé par les « Red Devils » comme l'indique Matt Tench, du magazine *Four Four Two*, « *avec l'argent de Murdoch, Manchester United aurait pu acheter les meilleurs joueurs, ce qui aurait creusé le fossé existant avec les formations plus pauvres* ». Manchester United risquait aussi de perdre son indépendance comme l'attestent les contacts déjà pris par NewsCorp avec un attaquant japonais dans l'espoir d'augmenter l'audience de sa station asiatique Star TV en difficulté.

Le double échec subi récemment par Rupert Murdoch en Italie et en France comme la démission en décembre 1998 de Peter Mandelson, le prédecesseur de Steven Byers proche d'Elizabeth Murdoch, la directrice des programmes de BSkyB et fille du "tycoon" ont facilité le choix des autorités. Les révélations de *The Economist* affirmant que le groupe n'a pas payé d'impôts sur les bénéfices les ont poussé à sortir le carton rouge.

« *C'est une décision déplorable pour les clubs britanniques qui vont devoir se battre avec des clubs européens soutenus par de puissants groupes de communication* », le rejet a surpris Vik Wakeling, directeur de Sky Sports qui estimait disposer d'atoûts dans cette bataille boursière, politique et sportive. BSkyB pouvait compter sur la neutralité d'Alex Ferguson, le responsable de l'équipe, qui espérait grâce à la manne Murdoch, pouvoir s'adjoindre les meilleurs stars. L'un des fils de l'homme fort d'Old Trafford travaille chez Sky Sports tandis que l'autre est employé comme gestionnaire de fonds par la banque-conseil de BSkyB dans cette OPA "amicale".

Le refus de Stephen Byers tout comme sa décision de renvoyer devant l'autorité de la concurrence le rachat Newcastle United par le câblo-opérateur NTL ont fait chuter l'indice boursier des vingt et un clubs de foot britanniques inscrits à la corbeille londonienne. « *Les groupes de communications intéressés vont devoir désormais se limiter à des participations minoritaires dans des clubs ou à conclure des accords ponctuels de retransmission de matches* », estime un analyste pour qui le placement-foot a mangé son pain blanc.

Marc Roche

هكذا من الأصل

Opel Zafira, le monospace à tout faire

Le modèle très original réalisé par la filiale européenne de General Motors risque de concurrencer le Renault Scénic


Très homogène et d'une élégance classique, le Zafira a quelque chose d'un break surélevé.

L'ARRIVÉE du monospace Zafira infirme de belle manière l'idée que l'on a longtemps pu se faire d'Opel. Celle d'une marque sérieuse, mais sans grande inspiration. Basée outre-Rhin, la filiale européenne de General Motors s'est fait connaître par sa façon un peu rigide d'allier rigueur allemande et sens de l'organisation américaine. Ces dernières années, toutefois, la production de Russelheim s'est peu à peu émancipée d'une vision trop conservatrice de l'automobile. Apparue l'an passé, la nouvelle Astra, fer de lance de la marque, symbolise un tournant. Elle est avenante et offre d'excellentes qualités routières. C'est sur cette très bonne base que le Zafira a été élaboré.

Plutôt que de copier la concurrence pour prendre pied sur le marché du monospace compact – ô combien prometteur si l'on considère les ventes du Renault Scénic –, Opel a puisé dans son patrimoine. Spécialiste reconnu du petit break, le constructeur a tout naturellement élaboré une voiture plus allongée et plus carrée, capable d'embarquer un chargement important.

Très homogène et d'une élégance classique, le Zafira a quelque chose d'un break surélevé. Il est assez long (4,32 mètres, soit dix-neuf centimètres de plus que le Renault Scénic) et pèse son poids (près de 1 400 kilos). Mais c'est surtout son habitacle ingénieux qui constitue son originalité.

TROISIÈME RANGÉE

Alors qu'un break se prête particulièrement au transport d'objets encombrants, l'Opel ajoute une corde à son arc, car il accueille deux passagers supplémentaires sur une troisième rangée de sièges, qui peuvent disparaître à l'intérieur du plancher. Le système « FLEX7 » imaginé par Opel n'est pas à proprement parler inédit. La Fiat Multipla des années 50 et, plus récemment, le gros Honda Shuttle ont, notamment, expérimenté la banquette escamotable. Toutefois, sa praticité est tout à fait remarquable.

Pour l'utiliser, il suffit de repousser la banquette arrière puis de déployer les sièges, couchés à l'horizontale. On les tire vers soi pour les lever avant de vérifier qu'ils se sont bien verrouillés sur leurs fixations. L'accès à ces deux places arrière n'est pas particulièrement aisé, mais il ne demande pas de contorsions excessives. Dans cette configuration, l'espace disponible pour les bagages est modeste – comme sur les grands monospaces –, mais sept personnes peuvent s'installer dans le Zafira. Une fois repliés dans leur logement, les deux sièges se font oublier et libèrent un espace de chargement d'autant plus vaste lorsque l'on rabat la banquette, qui peut également coulisser.


Le système « FLEX7 » imaginé par Opel.

Le Zafira n'est pas révolutionnaire, mais il est exceptionnellement ingénieux. On l'utilise, au choix, comme un break (grâce à sa hauteur, la capacité de chargement est excellente) ou comme un monospace classique sans qu'il soit jamais nécessaire de démonter les sièges de la dernière rangée.

Cette voiture à l'esprit très pratique n'omet pas de multiplier les petits rangements et propose même aux cyclistes du dimanche des fixations spéciales pour embarquer plusieurs bicyclettes à l'intérieur de la voiture. Ces attentions rendent d'autant plus inexcusable la présence au centre de la banquette arrière d'une ceinture de sécurité ventrale au lieu d'une ceinture à trois points d'ancrage.

DEUX MOTORISATIONS

Disponible en deux motorisations essence (1,6 litre, 100 chevaux et 1,8 litre, 115 chevaux) point trop gourmandes en attendant l'arrivée d'un 2 litres diesel à l'automne, le Zafira tient parfaitement le pavé. Sa morphologie le met à l'abri des phénomènes de roulis bien connus des habitués des monospaces et sa direction sophistiquée est des plus agréables. Cela posé, la conduite est parfois frustrante, à cause de la boîte de vitesses, dont les rapports, mal étagés, sont trop longs. Les plus exigeants se plaindront aussi du bruit excessif à haut régime, mais ils devront bien reconnaître que la concurrence, pour l'heure, n'est pas mieux placée.

Opel a bien pensé le Zafira, mais n'a pu s'empêcher de tomber dans deux travers. Le premier concerne la suspension, très germanique – c'est à dire trop ferme –, alors que les autres productions allemandes comparables ont corrigé le tir. Le deuxième saute aux yeux dès que l'on s'assied à l'intérieur du Zafira : l'ambiance à bord est déprimante. On savait déjà que les designers d'intérieur d'Opel n'étaient pas des fantaisistes, mais, ici, leurs penchants neurasthéniques sont particulièrement mal venus.

Pourquoi avoir gratifié un modèle familial, dont la publicité vante l'ingénieuse convivialité, d'un habillage triste à pleurer ? Prédominent des plastiques noirs luisants et des tissus foncés que ni la sellerie ni la version bicolore de la planche de bord ne parviennent à égayer. L'habillage intérieur d'une voiture aussi astucieuse aurait mérité un peu plus de chaleur.

Jean-Michel Normand

Objectif en France : 10 000 exemplaires

Le Zafira est fabriqué depuis le mois de janvier dans l'usine Opel de Bochum, en Allemagne, sur la même ligne de montage que le break Astra. Le constructeur prévoit d'en commercialiser 115 000 unités cette année et 200 000 l'année suivante, dont 70 000 en Allemagne et 40 000 en Italie. En France, les ventes ont débuté le *27 mars*. L'objectif fixé par le groupe Opel est d'atteindre les 10 000 immatriculations en 1999 et 20 000 l'an prochain.

Le tarif de base du Zafira est de 111 000 francs (Zafira 1,6 litre, 7 chevaux fiscaux), soit 16 921 €. En finition Elégance, ce même modèle est facturé 124 000 francs (18 903 €), alors que la version 1,8 litre (8 chevaux fiscaux) culmine à 129 000 francs (19 665 €). Cet automne, une motorisation diesel (2 litres) sera disponible, puis d'autres motorisations essence doivent venir enrichir la gamme.

Le nouvel eldorado des constructeurs

C'EST RENAULT qui, le premier, a eu la bonne intuition. Concevoir, sur la base d'une berline moyenne, un habitacle plus spacieux, légèrement surélevé et suffisamment modulaire afin de gérer au mieux le volume dévolu aux passagers et à leurs bagages. Fils légitime de l'Espace, le Scénic a ouvert la voie en 1996 et son succès a été immédiat, en France comme en Europe.

Voiture à la mode, le premier de la lignée des monospaces « compacts » ne séduit pas seulement les familles – l'an passé, dans le nord de l'Italie, il était très apprécié des jeunes cadres célibataires – et grignote les « gros » monospaces tout en faisant de l'ombre aux berlines de la catégorie supérieure. En France, il a fait doubler en deux ans la part des monospaces parmi les ventes de véhicules neufs. Celles-ci représentaient, en 1998, 156 000 unités (dont 87 000 pour le seul Scénic), soit 8,1 % des immatriculations.

D'autres marques ont « senti » le phénomène. Premier à réagir, Fiat a lancé en début d'année le Multipla, un modèle à l'allure très surprenante (*Le Monde* daté 15-16 novembre). Court mais large, il propose six places en deux rangées de trois sièges et un très grand coffre. Les objectifs commerciaux du Multipla sont modestes, mais, en France, ils seront sans doute largement dépassés cette année. En revanche, les ventes du Démio de Mazda ou du SpaceStar de Mitsubishi ne parviennent pas à décoller.

Premier véritable rival du Scénic, l'Opel Zafira s'éloigne de la forme traditionnelle (monovolume) du monospace pour évoquer davantage un break avec trois rangées de sièges pour un total de sept places, contre six pour le Multipla et cinq pour le Scénic. En fin d'année, le Citroën Picasso, qui fait l'objet d'une active campagne de prévente, viendra se mêler à la lutte. Il sera suivi de près par un monospace Ford dérivé de la Focus et par le Nissan Tino. *Bref*, on se bouscule.

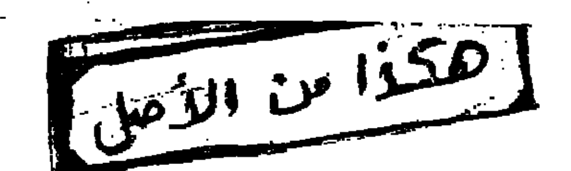
UN SENTIMENT DE SÉCURITÉ

Le succès commercial du monospace compact ne tient pas seulement à son prix, beaucoup moins élevé que celui des plus gros modèles. Ces voitures répondent à des demandes plus ou moins latentes : gestion plus facile du volume intérieur, notamment en fonction de la pratique de certains loisirs, attrait pour la position de conduite surélevée, qui procure un sentiment de sécurité, souhait de se démarquer avec une voiture pratique et différente, mais dont la conduite n'impose par les contraintes d'un véhicule plus lourd.

L'expérience impose pourtant une certaine prudence. Il y a dix ans, tous les constructeurs tablaient sur un essor considérable des gros monospaces, mais celui-ci ne s'est pas produit. Les derniers venus sur ce marché (Peugeot 806-Citroën Evasion, Opel Sintra, entre autres) en ont été pour leurs frais. Pourtant, les prévisions d'Opel sont résolument optimistes. La filiale de General Motors, convaincue que *« la part des monospaces compacts, encore balbutiante, fera l'objet de la croissance la plus élevée du marché européen »*, affirme que leur proportion dans les ventes européennes passera de 2 % aujourd'hui à plus de 10 % en 2005. Ce quintuplement, poursuit Opel, s'effectuera pour une bonne part au détriment des breaks de petite et moyenne dimensions, dont les ventes passeraient de 1,9 million d'unités à 1,2 million en 2005. Spécialiste de ces catégories, le constructeur germano-américain entame donc avec le Zafira une stratégie d'adaptation cruciale. Chez Renault, l'analyse est assez différente ; on s'attend surtout à une perte d'audience des berlines. Une analyse qui vaut au plan mondial puisque le nouvel allié de Nissan va produire le Scénic au Brésil et envisage de le faire également en Asie, notamment.

La vogue du « compact » est-elle un phénomène durable ou un simple feu de paille ? La plupart des constructeurs penchent pour la première hypothèse. Au moins ont-ils déjà évité un premier piège. Contrairement aux gros monospaces, conçus sur un principe assez voisin, les trois principaux représentants de la nouvelle espèce (Scénic, Multipla, Zafira) déclinent des choix assez différents. Une diversité qui devrait les mettre plus longtemps à l'abri de la banalisation.

J.-M. N.



Belles éclaircies sauf à l'Est

DIMANCHE. Un anticyclone est situé du proche atlantique à la France. Un front froid s'évacue sur l'est du pays le matin, tandis que de belles éclaircies reviennent par l'ouest du pays. Une nouvelle perturbation abordera la Bretagne en soirée.

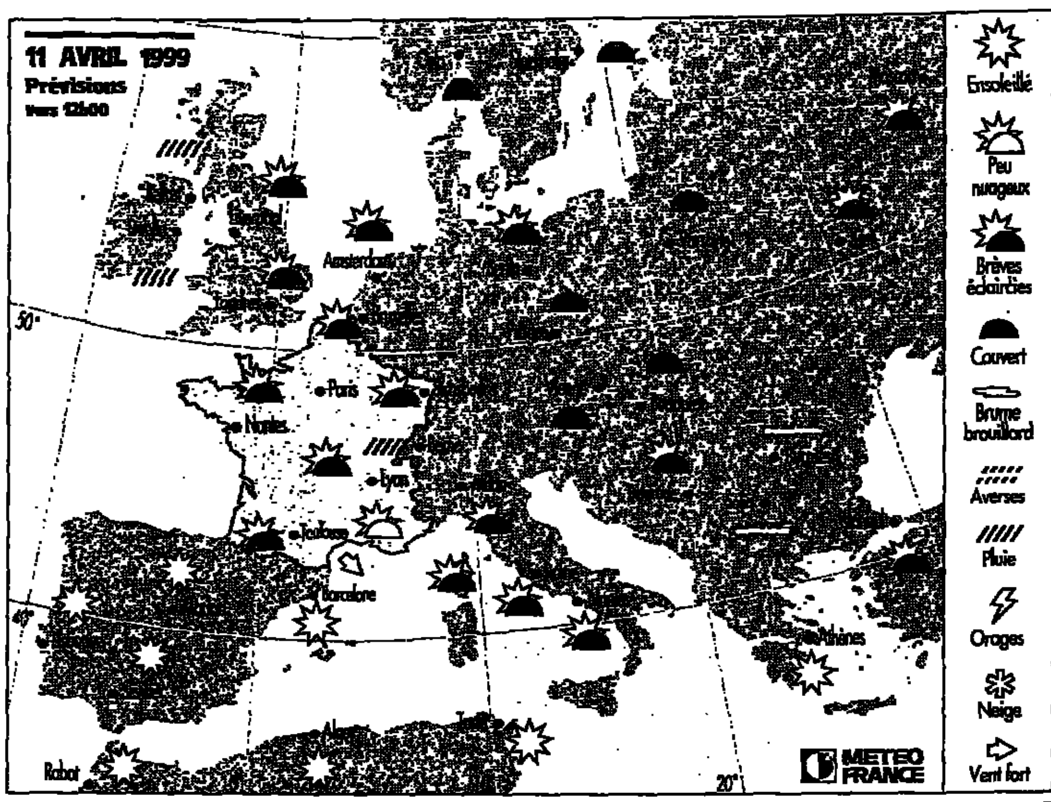
Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.– Nuages et éclaircies en alternance, puis le ciel se couvrira par l'Ouest en fin d'après-midi. Vent de nord-ouest sur les côtes de la Manche. Les températures maximales avoisineront 11 à 13 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.– Quelques averses isolées sont possibles le matin, mais le temps sera plutôt agréable, avec de belles éclaircies et un temps sec l'après-midi. Le thermomètre marquera 11 à 13 degrés l'après-midi.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.– Sur la Champagne et la Lorraine, nuages et éclaircies, avec quelques averses l'après-midi. Ailleurs, pluies faibles le matin puis nuages l'après-midi, avec parfois quelques averses. Il fera 10 à 12 degrés. **Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.**– Sur Poitou-Charentes et Nord-Aquitaine, nuages et belles éclaircies alterneront toute la journée. Ailleurs, pluies faibles, laissant la place à de belles apparitions du soleil, sauf sur les Pyrénées, où les nuages resteront nombreux. Il fera 13 à 15 degrés au meilleur moment de la journée.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.– Sur le Limousin, malgré les passages nuageux, le soleil sera prédominant. Ailleurs, il pleuvra faiblement le matin, puis les nuages resteront abondants, avec quelques averses. Il fera 11 à 13 degrés l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.– Il pleuvra faiblement à l'ouest du Rhône le matin, puis le soleil sera prédominant l'après-midi, avec une tramontane soufflant à 90 km/h en rafales. Il fera 18 à 22 degrés l'après-midi.



PRÉVISIONS POUR LE 11 AVRIL 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	25/30 N	KIEV	10/17 N	VENISE	8/17 S	LE CAIRE	15/30 N
				POINTE-A-PIT.	23/29 S	LISBONNE	14/25 S	VIENNE	10/15 C	MARRAKECH	15/30 S
				ST-DENIS-RÉ.	22/28 S	LIVERPOOL	5/11 N	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	16/25 S
				EUROPE		LONDRES	4/13 N	BRASILIA	19/28 S	PRETORIA	17/26 P
				AMSTERDAM	6/9 N	LUXEMBOURG	4/11 N	BUENOS AIR.	15/21 N	RABAT	10/23 S
FRANCE métropole		NANCY	6/10 C	ATHENES	13/17 S	MADRID	4/19 S	CARACAS	23/29 C	TUNIS	11/21 S
AJACCIO	6/18 N	NANTES	6/13 N	BARCELONE	10/18 S	MILAN	9/20 N	CHICAGO	4/10 N	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	9/14 N	NICE	9/16 N	BELFAST	4/11 P	MOSCOU	7/16 N	LIMA	18/24 N	BANGKOK	26/32 C
BORDEAUX	6/14 N	PARIS	6/11 N	BELGRADE	9/15 N	MUNICH	5/9 P	LOS ANGELES	10/13 P	BOMBAY	24/32 S
BOURGES	5/12 N	PAU	7/12 N	BERLIN	4/12 C	NAPLES	9/17 N	MEXICO	15/30 S	DJAKARTA	27/30 P
BREST	7/12 N	PERPIGNAN	11/17 S	BERNE	5/9 P	OSLO	-3/9 C	MONTREAL	0/7 S	DUBAI	20/28 S
CAEN	6/11 N	RENNES	5/13 N	BRUXELLES	6/10 N	PALMA DE M.	5/20 S	NEW YORK	6/13 N	HANOI	24/26 C
CHERBOURG	7/12 N	ST-ETIENNE	8/10 N	BUCAREST	7/15 P	PRAGUE	4/11 C	SAN FRANCIS.	9/13 P	HONGKONG	22/25 C
CLERMONT-F.	6/11 N	STRASBOURG	8/12 C	BUDAPEST	12/19 C	ROME	8/18 S	SANTIAGO/CHI	3/25 S	JERUSALEM	13/28 N
DIJON	7/11 N	TOULOUSE	8/13 C	COPENHAGUE	4/9 S	SEVILLE	14/31 S	TORONTO	2/11 C	NEW DEHLI	24/43 S
GRENOBLE	6/14 N	TOURS	5/12 N	DUBLIN	5/12 C	SOFIA	8/12 P	WASHINGTON	6/12 P	PEKIN	15/20 C
LILLE	6/10 N	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	7/13 N	ST-PETERSB.	4/10 P	**AFRIQUE**		SEOUL	8/14 N
LIMOGES	5/12 N	CAYENNE	24/29 P	GENEVE	7/12 P	STOCKHOLM	-3/9 C	ALGER	8/21 S	SINGAPOUR	26/30 C
LYON	9/13 N	FORT-DE-FR.	24/29 N	HELSINKI	-2/7 C	TENERIFE	14/21 S	DAKAR	18/25 N	SYDNEY	16/19 C
MARSEILLE	10/18 S	NOUMEA	23/29 P	ISTANBUL	10/18 N	VARSOVIE	9/16 C	KINSHASA	21/30 P	TOKYO	14/16 P

Situation le 10 avril à 0 heure TU

Prévisions pour le 12 avril à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **LIBYE.** Conséquence de l'arrivée aux Pays-Bas des deux Libyens soupçonnés d'être impliqués dans l'attentat de Lockerbie et de la décision des Nations unies de lever l'embargo aérien en vigueur depuis sept ans, les vols commerciaux internationaux à destination de Tripoli ont repris dès la première semaine d'avril, à l'initiative de la compagnie Tunisair. British Airways devrait faire de même d'ici la fin du mois.

■ **FRANCE.** Du 24 avril au 26 juillet, la ville de Nancy consacre trois expositions à l'Art nouveau. A cette occasion, la SNCF accorde une réduction de 30 % sur les billets A/R, en première et seconde classe, dans tous les trains au départ des gares de Paris-Est, Strasbourg, Dijon, Lyon, Châlons-en-Champagne, Reims, Mulhouse, Lille et Colmar à destination de Nancy. Valables 48 heures, ils seront délivrés sur présentation d'un billet d'entrée au musée, acheté à la FNAC, début avril.

PRATIQUE

Le Musée de l'homme présente les migrations de notre ancêtre « Homo erectus »

HOMO ERECTUS (l'homme debout), notre très lointain ancêtre, apparu à l'est de l'Afrique il y a 1,8 million d'années, avait la bougeotte. C'est ce qu'attestent en tout cas les restes osseux découverts en de nombreux points du globe. Succédant à *Homo habilis*, inventeur de l'outil, né 700 000 ans plus tôt, il est parti résolument à la conquête du monde en colonisant de proche en proche l'ensemble de l'Afrique, le Proche-Orient, l'Asie et, beaucoup plus tard, l'Europe. Sa plus ancienne présence permanente sur notre continent est attestée par la découverte d'ossements vieux de 780 000 ans en Espagne, dans la grotte de Gran Dolina (*Le Monde* du 31 mai 1997), et de 800 000 ans en Italie, à Ceprano, dans les environs de Rome.

Pour commémorer ces très anciens Européens et montrer au public les découvertes les plus récentes concernant ce grand voyageur, le Musée de l'homme présente pendant un an une exposition intitulée « Homo erectus à la conquête du monde », réalisée par le laboratoire de préhistoire du Muséum national d'histoire naturelle. Chaque étape du long périple d'*Homo erectus* est marquée par la présentation de crânes, de mandibules ou d'autres ossements lui ayant appartenu, ainsi que des outils lithiques qu'il a taillés.

La première étape est l'Afrique de l'Est, où les formes les plus anciennes d'*Homo erectus* ont été retrouvées, notamment à Olduvai, en Tanzanie, Koobi Fora et Natiokotome, au Kenya, des gisements préhistoriques majeurs. Après avoir exploré le nord et le sud de ce continent, il s'est dirigé vers le Proche-Orient, *« lieu de passage obligé des hominidés pour la conquête de l'Asie et de l'Europe »*, où il a laissé les plus anciennes traces de son passage à Ubeidiya, en Israël. En Asie, l'île de Java (Indonésie), le Pakistan, le Népal, l'Inde et la Chine gardent de très anciennes traces de son séjour.

Vers 1,6 million d'années, l'homme debout arrive aux portes de l'Europe, à Dmanissi, en Géorgie du Sud, et occupe sporadiquement le sud du continent entre deux glaciations, quand le climat le permet. Ses premiers campements de longue durée remontent à 780 000 ans, mais il ne colonise l'ensemble de l'Europe que deux cent mille ans plus tard. Son règne s'achève vers 35 000 ans, lorsque son descendant, l'homme de Neandertal, est supplanté par l'homme de Cro-Magnon, *Homo sapiens sapiens*, notre ancêtre direct, en provenance du Proche-Orient.

Les crânes et les ossements retrouvés sur les différents gisements indiquent que les premiers specimens d'*Homo erectus* étaient aussi grands que l'homme moderne. Leur crâne était allongé, leur face aplatie, leurs orbites surmontées d'un fort bourrelet osseux, et leur front plutôt bas.

Malgré ce physique peu engageant et une capacité crânienne comprise entre 800 et 1 000 cm³ – alors qu'elle est de 1 450 à 1 650 cm³ pour *Homo sapiens* –, *Homo erectus a su s'imposer dans un environnement hostile grâce à son esprit d'innovation.*

« C'est le groupe d'hominidés qui a laissé le plus important patrimoine à l'humanité », *explique Henry de Lumley, directeur du Muséum national d'histoire naturelle et commissaire de l'exposition, qui ne cache pas son admiration pour « cet homme remarquable, qui s'est doté d'outils performants en inventant la taille bilatérale et symétrique de la pierre. Très tôt, il a acquis la notion de beauté et d'harmonie en allant chercher de belles roches pour tailler ses outils. De plus, il a domestiqué le feu, ce formidable facteur d'hominisation. »*

La domestication du feu, réalisée il y a 400 000 ans, est sans doute un des points les plus importants des acquis de l'homme. Car il lui a permis de se réchauffer, de cuire ses aliments, d'éloigner les animaux sauvages, de durcir l'extrémité des armes en bois et de fracturer différents matériaux, comme la pierre ou le bois des cervidés. C'est aussi un important facteur de socialisation et de convivialité. En effet, autour du feu les anciens pouvaient se raconter des histoires de chasse, et c'est là que sont nées différentes cultures régionales qui ont cohabité pendant des milliers d'années. Le feu a aussi permis à Homo erectus de conquérir durablement des zones de climat froid. La conquête de nouveaux territoires s'est effectuée en payant un lourd tribut en vies humaines, parce que « beaucoup d'enfants mouraient vers neuf ans, et de nombreux adultes entre dix-huit et vingt-cinq ans », ajoute Henry de Lumley. En fonction de la taille du territoire de chasse nécessaire à un groupe de chasseurs-cueilleurs pour survivre, évalué à 60 kilomètres de diamètre, on estime qu'il faut cinq générations pour effectuer un déplacement de 300 kilomètres en cent ans.

Homo habilis, prédécesseur d'Homo erectus dans l'arbre de l'évolution humaine, s'est peut-être déplacé de la même manière. Plusieurs paléo-anthropologues, comme Yves Coppens, professeur au Collège de France, se demandent en effet, face à l'ancienneté des restes humains découverts en Asie (1,8 et 2 millions d'années), si ce n'est pas plutôt lui qui a quitté l'Afrique le premier.

Christiane Galus

Théâtre optique et ateliers pour enfants

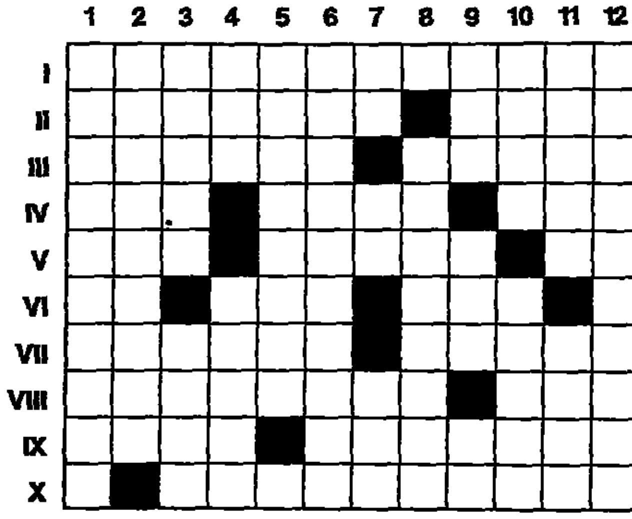
Parallèlement à l'exposition « Homo erectus à la conquête du monde », plusieurs manifestations sont organisées à l'intention des visiteurs du Musée de l'homme. Deux « théâtres optiques » exposent en trois dimensions deux étapes importantes de la grande aventure d'*Homo erectus* : la maîtrise des premiers outils et la domestication du feu. Des ateliers d'initiation à la préhistoire et à la paléoanthropologie sont organisés à titre individuel pour les enfants de 6 à 11 ans. Attentifs à la valeur pédagogique de l'exposition, ses responsables ont prévu des visites guidées et des ateliers pour les enseignants et les groupes d'élèves des classes primaires et secondaires. Pour ces groupes, la réservation par téléphone est obligatoire au 01-40-79-36-00 entre 9 heures et 18 heures.

★ Musée de l'homme, palais de Chaillot, 17, place du Trocadéro, 75116 Paris. Métro Trocadéro, bus 22, 30, 32, 63. Exposition ouverte tous les jours jusqu'au 30 avril de l'an 2000, de 9 h 45 à 17 h 15, sauf le mardi. Prix d'entrée 30 francs (4,57 €), tarif réduit 20 francs (3,04 €). Internet : http ://www.mnhn.fr

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99086

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*



HORIZONTALEMENT

I. Prendre tout son temps... et ne rien faire. – II. Pour relancer l'examen. Il faut être initié pour la voir. – III. Bien disposé. Débitât. – IV. Finit son cours en Méditerranée. Un grand S entre les mains du maçon. Travail sur les codes. – V. Conclusion d'office. Rend tout petit. La deuxième est la plus populaire. – VI. Prépare l'exécution. Relève les plats plats. Tiennent dans les mouchoirs. – VII. S'accroche pour s'élever. Fait de bons bouchons. – VIII. Produit de charlatan. Article. – IX. Bien arrivées. Tout émoustillé. – X. Partisan du rassemblement.

VERTICALEMENT

1. Dangereux dans les virages. – 2. Prend la succession en main. – 3. Blessant. Dans la galette du roi Dagobert. – 4. Conclusion définitive. Diminue les voiles. – 5. Paiera coûte que coûte. – 6. Garde le présentateur sous influence. – 7. Parmi les habitudes. Pratique pour faire le tour. Doit circuler librement. – 8. Fit le détail. – 9. Eau intérieure. Allemand entré en résistance. Partit à la fin. – 10. Donne tout son éclat. Un bon support pour faire tourner la terre. – 11. Un facteur qui connaissait la musique. Repris pour être compris. – 12. S'attaquer au chef de façon radicale.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99085

HORIZONTALEMENT

I. Appréciateur. – II. Tarabustes. – III. Trépanations. – IV. Ré. Au. Ben. As. – V. Affichent. Ga. – VI. CEE. Haltères. – VII. Turne. La. AOL. – VIII. Râ. Bêtifia. – IX. Omerta. Sr. RN. – X. Notable. Anet.

VERTICALEMENT

1. Attraction. – 2. Pare-feu. Mo. – 3. Pré. Ferret. – 4. Râpai. Nara. – 5. Ebauche. TB. – 6. Cun. Ha. Bal. – 7. Isabelle. – 8. Attentats. – 9. Teinte. Ira. – 10. ESO. RAF. – 11. Nageoire. – 12. Rassasiant.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037



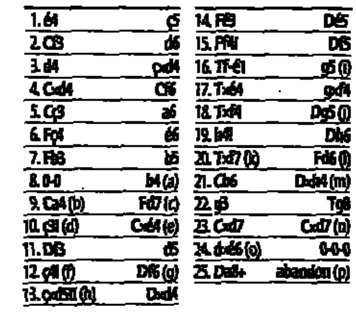
Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

ÉCHECS N° 1839

3e MASTERS
(Enghien-les-Bains, 1999)
Blancs : J. Lautier.
Noirs : M. Sadler.
Défense sicilienne.
Variante Sozine.



1. é4	ç5	14. Fé3	Dé5
2. Cf3	d6	15. Ff4	Df5
3. d4	çxd4	16. Tf-é1	g5 (i)
4. Cxd4	Cf6	17. Txé4	gxf4
5. Cç3	a6	18. Txf4	Dg5 (j)
6. Fç4	é6	19. h4	Dh6
7. Fb3	b5	20. Txd7 (k)	Fd6 (l)
8. 0-0	b4 (a)	21. Cb6	Dxh4 (m)
9. Ca4 (b)	Fd7 (c)	22. g3	Tg8
10. ç3! (d)	Cxé4 (e)	23. Cxd7	Cxd7 (n)
11. Df3	d5	24. dxé6 (o)	0-0-0
12. ç4! (f)	Df6 (g)	25. Da8+	abandon (p)
13. çxd5! (h)	Dxd4		

NOTES

a) Après 8..., Dç7 ; 9. f4, b4 ; 10. Ca4, Cxé4 ; 11. f5, d5 ; 12. fxé6, les Blancs s'emparent de l'initiative.

b) Ou 9. Cb1, Cxé4 ; 10. Df3, Fb7 (si 10..., d5 ; 11. ç4!, bxç3 ; 12. Cxç3, Cxç3 ; 13. Dxç3 et les Blancs sont mieux) ; 11. Fa4+, Cd7 ; 12. Cç6, Cé-ç5 et rien n'est clair.

c) 9..., Cxé4 est dangereux pour les Noirs : 10. Té1, Cç5? ; 11. Cxç5, dxç5 ; 12. Fa4+, Fd7 ; 13. Cé6!, fxé6 ; 14. Txé6+, Rf7 ; 15. Dxd5!, ou bien 10..., Cf6? ; 11. Fg5, Fé7 ; 12. Cf5, 0-0 ; 13. Cxé7+, Dxé7 ; 14. Cb6, Fb7 ; 15. Cxa8, ou aussi 10..., d5 ; 11. ç4!

d) Une idée nouvelle. On connaît 10. f4, Cç6 ; 11. Fé3 (ou 11. f5, é5 ; 12. Cé6, fxé6 ; 13. fxé6, Fc8 ; 14. Fg5, Fé7 ; 15. Fxf6, Fxf6 ; 16. Txf6, Dxf6 ; 17. Dxd6, Cd4 ; 18. Cb6, Fxé6! ; 19. Cxa8, Cé2+ ; 20. Rh1, Cg3+! ; 21. hxg3, Db6+ nulle), Tb8 ; 12. ç3, Fé7 ; 13. é5, dxé5 ; 14. fxé5, Cxé5 ; 15. Ff4, Cg6! ; 16. Fxb8, Dxb8 avec une compensation réelle pour les Noirs (Lautier-Anand, 1997).

e) La prise du pion é4 est toujours dangereuse pour les Noirs, qui s'exposent ainsi à une violente attaque. 10..., Cç6 est sans doute correct.

f) L'initiative des Blancs compense largement le pion sacrifié.

g) 12..., Cç6 est maintenant réfuté par 13. Cxé6!, fxé6 (ou 13..., Fxé6 ; 14. çxd5, Cd4 [14..., Fxd5 ; 15. Fxd5, Dxd5 ; 16. Cb6] ; 15. Dxé4, Cxb3 ; 16. dxé6!, Cxa1 ; 17. Dç6+, Ré7 ; 18. Db7+, Rxé6 ; 19. Té1+, Rf6 ; 20. Df3+, Rg6 ; 21. Dg4+, Rf6 ; 22. Fg5+) ; 14. çxd5, éxd5 ; 15. Fxd5.

h) Sans perdre de temps à défendre le Cd4 et sans craindre 13..., Dxf3 ; 14. gxf3.

i) Bousculés, les Noirs n'ont même plus la ressource de rendre la pièce par 16..., Cd2 car, après 17. Fxd2, Dxf3 ; 18. gxf3, Fé7 ; 19. Cb6, Ta7 ; 20. Cxd7!, tout espoir est vain. De même, si 16..., Cg5 ; 17. Dg3!, Cé4 ; 18. Txé4, Dxé4 ; 19. Fxb8.

j) Si 18..., Dé5 ; 19. Té4!

k) 20. dxé6, Fç6 ; 21. éxf7+, Rd8 ; 22. Fd5 est également bon.

l) Ou 20..., é5 ; 21. Té1, Fg7 ; 22. Cç5.

m) Ultime espoir. Si 21..., Ta7 ; 22. dxé6.

n) Si 23..., Fxg3 ; 24. Tf8+, Txf8 ; 25. Dxf8+, Rxd7 ; 26. Dg7+, Rd6+ ; 27. fxg3.

o) Menace 25. éxd7+ comme 25. Dxa8+.

p) Si 25..., Cb8 ; 26. Db7 mat. Et si 25..., Fb8 ; 26. Tç1+, Cç5 ; 27. Txç5 mat ou 27. Db7 mat.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1838
L. KUBBEL (1927)

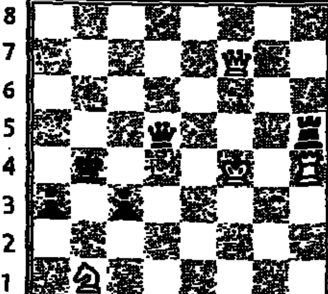
(Blancs : Rd6, Pa5 et b2. Noirs : Rç4, Pb5, b6, é4.)

1. a6, é3 ; 2. a7, é2 ; 3. a8=D, é1=D ; 4. Dd5+, Rb4 ; 5. Dd3!!

a) 5..., Da1 ; 6. Dç3+!, Ra4 ; 7. b3+ et 8. Dxa1.

b) 5..., Dç1 ; 6. Da3+!, Rç4 ; 7. b3+ et 8. Dxç1.

ÉTUDE N° 1839
H.-M. LOMMER (1965)



Blancs (4) : Rf4, Df7, Tb4, Cb1.
Noirs (5) : Rb4, Dd5, Tb5, Pa3, ç3.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

LITTÉRATURE **Le romancier et nouvelliste serbe David Albahari, qui habite depuis 1994 à Calgary, au Canada, jouit d'une grande estime dans les milieux intellectuels de son pays. Ses livres ont été traduits dans de nombreuses langues et ont été couronnés de prix prestigieux en Serbie. ● L'ÉCRIVAIN a accepté, pour *Le Monde*, de s'exprimer sur les guerres qui embrasent l'ex-Yougoslavie depuis le début des années 90, sur les *« mauvaises politiques yougoslave, européenne et mondiale »* qui sont à l'origine de ces drames. ● DAVID ALBAHARI évoque la *« pression politique constante »* qu'il a connue dans son pays, *« l'exigence faite aux écrivains d'écrire d'une certaine façon, de s'adapter à certains intérêts nationaux »*. ● SON seul livre publié en français, *L'Appât*, décrit la solitude et l'impuissance à communiquer d'un personnage qui a choisi, lui aussi, de fuir un pays en guerre.**

David Albahari, écrivain serbe, entre honte et fierté

Issu d'une famille juive, l'auteur de « L'Appât » a accepté d'évoquer pour « Le Monde » la guerre de l'OTAN contre la Serbie. Il revient aussi sur les « pressions » qui l'ont conduit à s'exiler au Canada, en 1994

L'AUTEUR d'un seul roman traduit en français (*L'Appât*, Gallimard, 1999), le romancier et nouvelliste serbe David Albahari jouit d'une grande estime dans les milieux intellectuels belgradois. Son œuvre, pourtant très tournée vers la recherche littéraire, a connu une large audience dans un pays qu'il a quitté en 1994 pour s'installer à Calgary, au Canada.

A la fois révulsé par les horreurs commises dans son pays et profondément attaché à sa culture d'origine, cet écrivain de cinquante et un ans, issu d'une famille juive, porte un regard désabusé sur la situation en ex-Yougoslavie. Une manière de voir qui se retrouve dans *L'Appât*, ce livre qui lui valut de recevoir plusieurs prix importants dans son pays. David Albahari a opté pour une littérature vivante et dépouillée, qu'il qualifie lui-même de *« postmoderne »* et dont la facture cherche à rendre compte de la complexité du monde. Ses œuvres ont été traduites en diverses langues, de l'hébreu au slovaque, en passant par l'anglais, l'allemand et l'italien. Les éditions Gallimard publieront, prochainement, un roman de David Albahari intitulé *L'Homme de neige*.

« Dans *Mamac*, le narrateur dit que la guerre du début des années 90 était la conséquence de ce qui s'était passé lors de la précédente. Serait-ce de nouveau le cas aujourd'hui ? Peut-on parler d'une sorte de fatalité dans cette région du monde ?

– Je vois ce qui se passe en Serbie comme la dernière étape d'une guerre alimentée par les sentiments nationalistes d'ex-Yougoslavie. A cet égard, il y avait de grandes chances pour que cela arrive – nous le savions tous – mais je ne vois néanmoins pas cela comme une fatalité, comme quelque chose qui ne pouvait pas être évité. C'est simplement le résultat de mauvaises décisions et de mauvais choix. Jacques Monod, je crois, a dit que le destin ou le sort existe, mais seulement après les faits. Il parlait de biologie et d'évolution, bien sûr, mais nous appartenons aussi au monde biologique, n'est-ce pas ? Les événements qui ont eu lieu ou qui ont lieu en ce moment en ex-Yougoslavie n'ont rien d'une fatalité. Il s'agit plutôt, comme je le disais, d'une conséquence de mauvaises politiques yougoslave, européenne et mondiale, de mauvais choix. Mais au fil du temps, quand nous regardons en arrière, nous avons tendance à oublier qu'il y avait des choix et nous voyons les événements comme inévitables. Alors, quand le narrateur parle des similarités entre la seconde guerre mondiale et la guerre yougoslave des années 90, il ne fait que refléter le fait que la similarité a été choisie par ceux qui prenaient les décisions à l'époque. C'est le choix qui a été fait parce que c'était le moyen le plus rapide d'encourager le nationalisme. Le reste, comme on dit, c'est de l'histoire.

– Vous avez quitté la Serbie pour le Canada en 1994, un an avant la fin de la guerre. Pourquoi êtes-vous parti à ce moment-là ?

– Je suis parti sans réelle intention de partir, mais on m'a offert de passer un an à l'université de Calgary comme écrivain résident, et après les guerres de Croatie et de Bosnie, et surtout après avoir connu des sanctions économiques et une inflation terribles, c'était une offre à laquelle je ne pouvais pas résister. A la fois en tant qu'écrivain et en tant qu'être humain.

» Mais il y avait aussi autre chose : d'un côté, le sentiment de mon insatisfaction grandissante au sujet des développements politiques en Serbie (poussée du nationalisme, avancée de la politique d'extrême droite, etc.), et, de l'autre côté, la prise de conscience que ma vie est en train d'être gaspillée et qu'en tant qu'écrivain, je ne fais que perdre mon temps. Il y a des écrivains qui ressentent et écrivent mieux lorsqu'ils subissent une pression, quelle qu'elle soit ; j'appartiens à l'autre groupe : je ressens et j'écris mieux quand je n'ai aucune pression.

– Pourquoi n'y êtes-vous pas retourné ?

– Parce que la situation en Serbie et en Yougoslavie n'a pas du tout évolué. Repartir serait une sorte de régression. Je retrouverais ce même marécage que j'ai tant désiré quitter. Et il y a la normalité de ma vie ici, dans ce pays étranger, qui m'est devenue si précieuse. J'ai regardé ma famille, ma femme et mes deux jeunes enfants, et je me suis dit : " *Peut-être, en tant qu'écrivain, devrais-je y retourner, mais cela me donne-t-il le droit d'influer sur les vies de trois autres personnes ? Bien sûr que non.* " Alors je suis resté.

> Repartir serait une sorte de régression. Je retrouverais ce même marécage que j'ai tant désiré quitter

– Etes-vous resté en contact avec la Serbie, qui a été le lieu pour vous d'une histoire familiale douloureuse ? Avez-vous toujours le sentiment d'appartenir au pays, à la langue ?

– J'écris toujours en serbe et j'ai toujours le sentiment d'appartenir à la littérature et à la culture serbes. Mes livres sont d'abord publiés là-bas et je les écris avec ce lectorat-là à l'esprit. Je désapprouve certains développements politiques chez les Serbes, et j'ai également honte des atrocités qu'ils ont commises, mais je me sens fier de faire partie d'une grande tradition culturelle et littéraire. Et je dois d'ailleurs ajouter que je suis aussi fier d'appartenir à la littérature et à la culture juives. Appartenir à plus d'une culture est toujours un avantage (bien que ce soit parfois un fardeau), surtout pour un écrivain.

– En quoi cette guerre interminable a-t-elle nourri votre travail ?

– J'ai grandi en tant qu'écrivain postmoderne, et c'est toujours ainsi que je me vois. L'écriture postmoderne est souvent perçue comme n'ayant rien à voir avec la réalité, ce qui dans une certaine mesure est vrai, et elle est critiquée pour cela. Pour les postmodernes, le monde est un texte, et ce qui est écrit a plus d'importance que ce qui est ressenti. La guerre en ex-Yougoslavie m'a fait voir les choses sous un jour différent, elle m'a fait prendre conscience qu'il faut un certain équilibre entre la fiction et la réalité. Ainsi, dans les livres que j'ai écrits dans les années 90, il y a plus de réalité " réelle " que de fiction " irréelle ". Toutefois, je n'abandonnerai jamais la technique d'écriture postmoderne. Nous vivons des temps de conscience fragmentée, et je trouve que la technique postmoderne est la plus adaptée pour exprimer notre fragmentation.

– Lorsque vous étiez encore en Serbie, aviez-vous le sentiment d'écrire dans une atmosphère conflictuelle ?

– Oui, parce qu'il y avait une pression politique constante, et parmi les aspects de cette pression, il y a l'exigence faite aux écrivains d'écrire d'une certaine façon, de s'adapter à certains développements politiques ou à certains intérêts nationaux. J'ai toujours cru que les écrivains – comme l'a un jour dit Saul Bellow – n'ont d'autre tâche que leur inspiration, et donc ce genre de pression a un effet négatif sur mon écriture.

– Dans *Mamac*, le narrateur dit que les Européens et les Nord-Américains sont aussi différents que le jour et la nuit. Que pensez-vous lorsque vous les voyez combattre côte à côte sous la bannière de l'OTAN ?

– Ces paroles du narrateur concernent les différences culturelles, qui existeront toujours, bannière de l'OTAN ou pas. Et il y a autre chose : peut-être du point de vue européen ont-ils l'air de combattre côte à côte, mais vues d'ici, toutes les nations se battent sous le drapeau américain. Lorsqu'ils parlent de ce conflit à la télévision, ils mentionnent les alliés, mais on ne les voit pas et on ne les entend pas. Parfois, ils montrent Tony Blair, mais depuis deux semaines, depuis le début du conflit, je n'ai pas le souvenir d'avoir vu un autre homme politique européen. Comme l'a dit l'un de mes amis canadiens, "*Ils ne parlent pas anglais*". Si ce n'est pas la preuve d'une énorme différence culturelle, je n'en connais pas d'autre. Alors, quand je les vois combattre côte à côte sous la bannière de l'OTAN, je ne peux pas m'empêcher de penser que les Etats-Unis utilisent l'Europe pour leurs propres desseins pas très nets. Je ne suis pas en train de dire qu'une intervention politique, et même militaire, n'était pas nécessaire pour résoudre le conflit au Kosovo, mais je suis relativement sûr que l'Europe n'aurait pas agi de la même façon si elle avait agi seule.

– Ce même narrateur dit qu'il "*n'a plus confiance en les mots*". Et vous ?

– J'ai toujours eu plus confiance dans le silence que dans les mots, mais nous devons utiliser les mots afin de communiquer. Et je continue donc à écrire et à utiliser des mots, mais je le fais dans l'espoir que mes lecteurs sauront aussi entendre, et comprendre, le silence entre tous ces mots. »

Propos recueillis par
Raphaëlle Rérolle
Traduit de l'anglais
par Judith Silberfeld

GALLIMARD / GORANKA MATIC

David Albahari habite aujourd'hui à Calgary, au Canada.

Le poids insupportable de la vérité

L'APPÂT (Mamac), de David Albahari. Traduit du serbe par Gojko Lukic et Gabriel Iaculli, Gallimard, coll. « Du monde entier », 152 p., 110 F (16,5 €).

Pour traduire d'un mot l'impression produite par le très beau livre de David Albahari, c'est « mélancolie » qu'il faudrait choisir. Car *L'Appât* est un texte du manque, de la perte, écartelé entre le poids des souvenirs et l'inanité du présent. Un roman désenchanté, dont le narrateur doute à la fois de l'histoire, de lui-même, des relations entre les hommes et de la capacité des mots à embrasser la réalité du monde. Serbe d'origine juive, comme l'auteur, et comme lui exilé au Canada, ce narrateur essaie cependant de transformer une expérience en récit, d'approcher l'histoire par le biais d'une existence individuelle.

Non sans faire mine de disqualifier à l'avance toute tentative de ce genre, dès le commencement du livre. Et ce par la bouche même de celui qui raconte, cet ancien traducteur-interprète serbe qui affirme continuellement ne pas être un écrivain. *« Si je savais écrire... »*, observe-t-il en préambule des phrases dans lesquelles il explique à quel point, justement, il ne pourra pas s'expliquer comme il le souhaite. Installé au Canada depuis deux ans, le personnage a fui son pays miné par la guerre après avoir constaté qu'il ne pouvait plus *« supporter le poids de la vérité. »* En dépit d'un violent sentiment d'impuissance, il va pourtant s'obstiner à retrouver un sens et une cohérence, même partielle, au monde qui fut celui de sa famille.

Deux voix résonnent à ses oreilles. Celle de sa mère disparue, dont il écoute de vieux enregistrements racontant un itinéraire fait de drames et de recommencements. De Zagreb, sa ville d'origine, à Belgrade où elle trouva finalement refuge, une vie entière d'exils et de deuils successifs.

L'autre voix, prodigue en conseils existentiels et littéraires, est celle de Donald, un ami canadien, écrivain, raisonneur et totalement incapable de comprendre les soubresauts d'une région dont il ignore à peu près tout. Une même certitude relie ces deux figures que tout sépare : celle qu'il n'existe *« pas de sens universel »*, pas de possibilité, autre que tout à fait romantique, d'appréhender *« la totalité des choses »*.

Rageuse et triste, la voix du narrateur s'infiltre entre ces deux esprits pour imposer subrepticement sa propre vision du monde. Le regard est sans illusion, souverainement désespéré. S'il existe une seule possibilité d'approcher la totalité des choses, c'est peut-être à travers l'individu et ses mille façons de réagir aux caprices de l'histoire. *« La manière dont ma mère marchait, un peu voûtée, comme si sans cesse elle gravissait une pente, comme si elle résistait à quelque chose qui la tirait vers le bas,* [les auteurs de manuels scolaires] *l'auraient attribuée aux rhumatismes et non à la réalité historique. »*

Mais qui se soucie encore de vérité ? Dans le *« temps post-historique »* qui s'est abattu sur le monde, plus rien ne paraît avoir d'importance. Tout serait-il interchangeable, faute d'avoir été partagé ? Le narrateur n'a pas su comprendre sa mère, lorsqu'elle vivait encore, ni s'emparer des qualités de courage et de résistance dont elle faisait preuve.

Quant à Donald, le Canadien, il ne saisira jamais vraiment ce que son ami s'évertue à lui communiquer. *« Il ne sait pas ce que c'est que d'avoir une place à soi, de savoir que cette place n'appartient qu'à vous, d'y retourner ou de la quitter pour toujours. »* Contrairement à ses parents, qui continuaient d'occuper cette place envers et contre tout, le narrateur l'a laissée vide. Psychologiquement et géographiquement, il est exilé. Du fond de cette solitude, pourtant, il s'acharne encore et encore à écrire, c'est-à-dire à se forger une nouvelle place et à trouver la vérité, par les mots.

R. R.

Un roman couronné de succès

Né en 1948 à Pec, en Yougoslavie (actuelle Serbie), David Albahari a vécu la plus grande partie de son existence à Belgrade avant de s'installer au Canada, en tant qu'hôte de l'université de Calgary. En même temps qu'il exerçait le métier d'éditeur, il a traduit en serbo-croate des auteurs tels que Bellow, Naipaul, Pynchon ou Nabokov. Surtout, il est l'auteur de six recueils de nouvelles, sept romans et un essai.

***L'Appât*, paru chez Gallimard, est son premier roman traduit en français. Il a obtenu en 1997, un an après sa publication, le plus important prix littéraire yougoslave – attribué par l'hebdomadaire belgradois *NIN* – et le prix Balcanica, décerné par des éditeurs de l'ensemble des pays balkaniques. *L'Appât* fut le premier roman belgradois publié à Zagreb après la guerre qui s'est terminée en 1995.**

هكذا من الأصل

Le qawwali, force spirituelle du Pendjab

Le Festival de l'imaginaire accueille, les 15 et 16 avril, une cérémonie de chants soufis du Pakistan

LAHORE (Pakistan)
de notre envoyé spécial

Le froid est vif en cette fin janvier dans les rues de Lahore. Les ânes, les chevaux tirent des charrues sur lesquelles on s'entasse, ils tentent de se frayer un passage entre les voitures, les vélos, les rickshaws (vespas-taxis). La ville est engorgée. Ce matin peut-être encore plus que d'habitude. Une manifestation pour la liberté de la presse bloque le quartier.

A quelques centaines de mètres de là, changement de registre. Un harmonium, des claquements de mains, un tabla et puis des voix, sinueuses, acrobatiques, irisées de lyrisme. Un ensemble de qawwali, ce chant religieux chargé de transmettre le message de la poésie soufie que les Sabri Brothers, d'abord, puis Nusrat Fateh Ali Khan, ensuite et surtout, firent connaître au monde entier. Installés sur une petite estrade, les groupes de qawwal (interprètes du qawwali) se succèdent dans une atmosphère de ferveur.

Malgré la pluie dense de ces derniers jours, les chefs spirituels soufis, la masse des pèlerins sont là. Ils ont quitté les campagnes, les bois, pour converger vers ce sanctuaire où chaque jeudi est un moment privilégié de dévotion partagée. Autour de la cour pavée, les visages sont farouches, hors du temps, tandis que tombent les pluies d'argent (*vel*) par lesquelles s'expriment à la fois bonheur, enthousiasme et renoncement aux biens terrestres. Ils écoutent, s'étourdissent, se noient dans ces chants d'extase.

Des visages d'hommes. Les femmes ne sont pas conviées. « *Elles risqueraient, dit-on, de dévier l'essentiel désir vers un autre désir* », souligne la musicologue Martina Catella, qui préfère expliquer autrement cette méfiance. « *On est dans une expression extrêmement érotique envers l'être aimé. Le poète s'adresse toujours à lui en tant que femme. Les hommes glissent dans ce qu'ils ont de féminin en eux. L'imagerie est féminine. Chez Bullhe Shah* [poète du XVII[e] siècle, dont se nourrissent largement les qawwal du Pendjab] *on lit : "J'ai défait mes cheveux, peint mes mains au henné, j'ai dansé pour toi comme une courtisane." Cette imagerie s'accompagne par un comportement assez sensuel et abandonné. Quand une femme vous a vu dans un tel état de fragilité, il doit être très difficile ensuite de jouer les machos à la maison.* »

Des enfants, de vieilles femmes sont tolérées, voilées. Ce jour-là, au sanctuaire Data Ganj Bakhsh, deux petites filles regardent, en retrait, d'une terrasse. Le sanctuaire jouxte une mosquée. On se souvient d'une provocation des musulmans orthodoxes, un jeudi soir. Les soufis étaient réunis pour célébrer « le temps des morts ». Un mollah les en a empêchés, en hurlant dans un mégaphone, à 11 heures du soir, des versets du Coran. On ne chante pas quand la parole sacrée est délivrée.

Ce sanctuaire est celui où Faiz Ali Faiz préfère se produire. Né à Lahore en 1962, ce chanteur appartient à la huitième génération d'une famille de musiciens. Il accompagne son chant, très physique, d'une gestuelle mêlant grâce et fureur. Son style évoque celui de Nusrat, à qui il voue un immense respect. Même si les mélanges hasardeux entre danse et qawwali dans lesquels celui-ci s'est parfois égaré semblent le laisser sceptique. Des croisements qui ne tentent pas davantage Mehr Ali et son frère Sher Ali. Eux vivent à Faisalabad, située à environ 140 kilomètres de Lahore.

CATHERINE DE CIPPEL

Cérémonie qawwali, avec Mehr et Sher Ali.

« RIEN NE POURRA L'ARRÊTER »

Cité laborieuse du Pendjab, cette ville est le foyer le plus intense du qawwali. C'est là que vivait Nusrat, là qu'il repose. Une des plus importantes compagnies discographiques du Pakistan, la Rehmat Gramophone House, y tient boutique et studio. Mehr et Sher Ali vivent dans cette ville depuis 1980. Dans la salle principale de leur maison, une vitrine abrite des récompenses, des souvenirs, attestant leur notoriété internationale. Une célébrité qu'ils ont atteinte en évitant, insistent-ils, toute compromission : « *Les jeunes qawwal ne chantent plus les grands textes soufis, mais des choses très modernes et frivoles. Il leur manque l'essentiel : l'émotion, la dévotion, la profondeur. Et puis ils n'ont pas de maîtres, se contentent de copier des cassettes.* »

Mehr et Sher Ali croient à la mission spirituelle du qawwali. Ils se veulent les gardiens d'une certaine pureté. Un paradoxe pour une musique qui entremêle le persan, l'arabe, le panjabi, l'ourdou..., qui est truffée de citations poétiques, où s'infiltrent des phrases musicales empruntées parfois à des musiques de film. Malgré tout, « *l'avenir du qawwali est brillant, rien ne pourra l'arrêter* ». Ni les erreurs des jeunes musiciens ni l'occidentalisation de la société. Ni les mollahs. Respiration salutaire face au diktat de l'islam orthodoxe, le qawwali touche la majeure partie de la population, et transcende les divisions entre sunnites et chiites qui agitent le pays.

Patrick Labesse

Rendez-vous

● **Concerts.** Cérémonie qawwali : Festival de l'imaginaire, Théâtre équestre Zingaro, 176, avenue Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers ; M[o] Fort-d'Aubervilliers. Les 15 et 16 avril, à 20 heures ; tél. : 08-03-80-88-03. Le 17 avril, 20 h 30, à la Cité bleue, cité universitaire de Genève, tél. : 041-22-738-66-38.

● **Ecouter.** *Qawwali, l'expression de l'essentiel désir* (Mehr et Sher Ali...), 1 CD Buda Records/Adès. Nusrat Fateh Ali Khan : *En concert à Paris, vol. 1 à 5*, 5 CD Ocora/Harmonia Mundi. *Pakistan : La Musique des Qawal*, 1 CD Unesco/Auvidis. *Pakistan/Sindh : Moula Bux Sand, Sohrab Fakir, Mohamed Fakir...*, 1 CD World Network/Harmonia Mundi.

DÉPÊCHES

ART : les ministres de la culture et de l'éducation, Catherine Trautmann et Claude Allègre, ont annoncé pour 2003 la création de l'Institut national d'histoire de l'art dans les locaux de l'ancienne Bibliothèque nationale de France, rue de Richelieu, à Paris (2[e]). Il réunira les chercheurs de l'Ecole des hautes études en sciences sociales et de l'Ecole pratique des hautes études, ainsi que les enseignements de 3[e] cycle de six universités parisiennes. L'Ecole nationale du patrimoine sera elle aussi relogée dans l'ancienne BN, qui accueillera en outre la grande bibliothèque spécialisée en histoire de l'art regroupant le fonds Doucet, la bibliothèque des Musées de France et celle de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts. La présidence de l'association de préfiguration de l'institut est assurée par le professeur Alain Schnapp.

■ **MUSIQUE : le trentième anniversaire du festival de Woodstock** sera célébré par un concert qui pourrait attirer 250 000 personnes, selon les organisateurs, sur la base militaire de Grifiss Park, dans l'Etat de New York, du 23 au 25 juillet. Les billets seront en vente à partir du 25 avril, les moins chers au prix de 150 dollars (129 €).

■ **La part du rock dans les ventes de disques aux Etats-Unis est passée de 42 %** du marché à 26 % entre 1989 et 1998, selon les statistiques établies par l'association américaine de l'industrie discographique. Le rock demeure toutefois le genre dominant, devant la musique country (14 %), le rhythm and blues (13 %), le rap et la pop/variétés (10 % chacun), le gospel (6 %), le classique (3 %) et le jazz (2 %).

■ **LECTURE : les états généraux de la lecture et des langages seront à Nantes, les 4 et 5 mai,** afin de définir de nouvelles orientations pédagogiques destinées à lutter contre la baisse de niveau des savoirs de base constatée dans les récentes évaluations des classes de CE 2 et de sixième. Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, a affirmé sa volonté de *« résister au tout-expert sans sombrer dans le tout-terrain »*.

Bertrand Cantat à Sciences-Po : un Grand Oral de contradiction

BORDEAUX
de notre correspondante

L'Institut d'études politiques (IEP), sur le campus bordelais, était particulièrement animé, jeudi 8 avril. Depuis des semaines, les étudiants attendaient avec impatience ces « Rencontres IEP-*Sud-Ouest* » créées en 1984, dont le sujet cette fois-ci était « Musiques et citoyenneté ». L'invité de ce jeudi s'appelait Bertrand Cantat, le chanteur de Noir Désir. Le même jour, sortait un livre sur l'histoire du groupe intitulé *Noir(s) Désir(s)*, de H. M. (aux Editions Verticales).

Les derniers artistes de rock des Rencontres IEP-*Sud-Ouest*, Daniel Darc et Marc Minelli, étaient venus en 1992. Pierre Arditi, Edouard Balladur, Rony Brauman, le dalaï-lama, Jean-Paul Fitoussi, Michel-Edouard Leclerc, Cesar Rincon, Emmanuel Todd... avaient également participé à ces manifestations. « *On a invité Bertrand Cantat pas seulement parce que c'est une star du rock*, explique Guillaume Madec, à l'origine de l'idée il y a deux ans. *Il est aussi un chanteur engagé qui essaie d'avoir une démarche citoyenne.* »

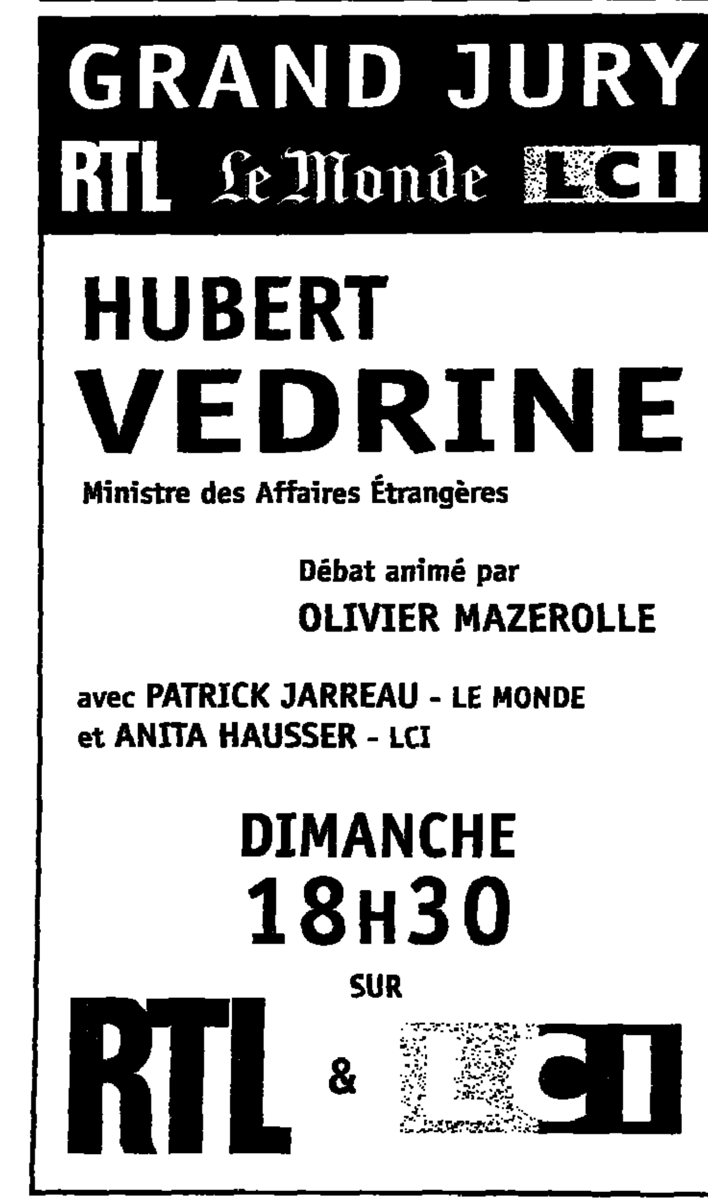
Le chanteur demeure un des rares invités pour lequel les étudiants se sont « battus » pour organiser cette journée et le Grand Oral. Ils ont envahi en masse l'amphithéâtre de cinq cents places, accessible uniquement sur réservation. Un autre amphithéâtre de trois cents places et deux salles retransmettaient en direct le débat entre six étudiants et le chanteur.

Bertrand Cantat a longtemps hésité avant d'accepter l'invitation, même si son frère, Xavier, photographe, couvre chaque Rencontre. La scène peut paraître étonnante : un anarchiste au milieu de futures élites de la nation.

Un étudiant le lui rappelle à sa façon : « *Vous prônez la disparition de l'Etat, mais, ici, vous êtes chez des gens qui veulent le pérenniser.* » « *C'est pour ça que je suis là*, répond le chanteur, un peu gêné. *Je préfère soit être libertaire, soit avoir un Etat pour rééquilibrer les injustices.* »

Un étudiant lui fait remarquer : « *Tu te dis anarchiste, n'être qu'un maillon de la chaîne musicale, mais tu te nourris de ses multinationales.* » « *Avec les années, nous avons gagné du terrain, en autonomie et en décision dans notre maison de disques* [Barclay], continue le chanteur. *Nous sommes une énorme bulle d'autonomie au milieu du système, pas en dehors. Il n'y aurait pas la même diffusion si nous étions en dehors. Là-dessus, je ne suis pas Tartuffe.* » Bertrand Cantat se dit prêt à participer à un éventuel concert à Belgrade « *si on peut avoir une cible sur le cœur et de l'autre côté* "fuck Milosevic". *Mais, de toute façon, on ne nous le proposera pas.* »

Claudia Courtois





Deux grands petits salons parisiens

DEUXIÈME PAVILLON DES ANTIQUAIRES ET DES GALERIES D'ART, Espace Eiffel-Branly, 29-55, quai Branly, Paris-7[e]. M[o] Iéna, Alma-Marceau. Tél. : 01-53-30-85-20. Tous les jours, de 12 heures à 21 heures. Samedi et dimanche, de 11 heures à 19 heures. Nocturne le jeudi 15. 50 F (7,5 €). Jusqu'au 18 avril.
SALON DU DESSIN, salons Hoche, 9, avenue Hoche, Paris-8[e]. M[o] Courcelles, Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 01-42-25-43-73. De 12 heures à 20 h 30. 50 F (7,5 €). Jusqu'au 12 avril.

Le Pavillon des antiquaires et des galeries d'art a été créé en 1998, par l'antiquaire Patrick Perrin et le marchand de tableaux Stéphane Custot, pour remplacer le défunt Salon de mars (*Le Monde*, 30 mars 1998). Lors de sa première édition, il s'était révélé prometteur, attirant 20 000 visiteurs, séduits par sa taille raisonnable, une soixantaine d'exposants, et la fraîcheur de la marchandise proposée. Comme son devancier, il tirait son originalité de l'éclectisme et de la diversité de objets exposés : l'amateur pouvait passer sans heurts d'une poupée Kachina à un tableau d'Andy Warhol, d'un buffet marqueté à une estampe japonaise.

Tout au plus reprochait-on au salon naissant une certaine faiblesse en matière d'art contemporain, peu représenté. Ce défaut est corrigé cette année : une douzaine de galeries se sont associées à l'expérience, et non des moindres. Ainsi, la Galerie de France montre-t-elle une exposition personnelle de Martial Raysse, la première à Paris depuis la rétrospective que lui a consacrée le Jeu de Paume en 1992.

Une excellente initiative qui n'est pas isolée : bon nombre d'exposants ont aussi pris le risque commercial de ne montrer qu'un artiste. C'est le cas de Hopkins-Thomas-Custot, qui présente des dessins, des gouaches et quelques sculptures de Calder ; de Fanny Guillon-Lafaille, qui montre des Dufy ; de la Bouquinerie de l'Institut, qui consacre son stand aux céramiques de Chagall.

Meubles et objets d'art ne sont pas en reste, et une dizaine de stands mettent l'accent sur les arts décoratifs du XX[e] siècle. D'autres, comme le marchand d'art Alain de Montbrison Rachlin-Lemarié ou Bernard Dulon, représentent dignement les arts primitifs.

Mais la caractéristique la plus sympathique de ce jeune salon, c'est qu'il fourmille de jeunes marchands, la palme revenant cette année à Mathias Jousse et Nicolas Denis qui, associés pour vendre des meubles des années 70, ont cinquante-trois ans à eux deux. Cette nouvelle génération s'intéresse à des styles et des époques originales, négligés par leurs aînés, qui pourraient attirer une clientèle pas encore tentée par l'antiquaille classique et les fastes ruineux et inconfortables du XVIII[e] siècle français.

Si le Pavillon des antiquaires est légitimement fier de son large public, le Salon du dessin attire les amateurs en nombre plus restreint. D'abord, il ne dure que cinq jours. Ensuite, il est tout petit, vingt-cinq exposants seulement. Enfin, les collectionneurs d'œuvres sur papier forment une race à part, discrète, souvent aussi informée sur leurs acquisitions potentielles que les excellents marchands qui espèrent leur visite.

UNIQUE AU MONDE

Sans trop d'inquiétude : les acheteurs se pressent dès l'ouverture et les meilleures feuilles se vendent dans le quart d'heure, à des clients ravis, à l'image de ce directeur d'un très grand musée parisien, heureux comme un gamin de s'être offert, à la galerie Talabardon et Gautier, ce qu'il qualifiait lui-même de « *petite folie* » : une charmante aquarelle et mine de plomb d'Ingres, une Vierge à l'enfant copiée en 1841 d'après une mosaïque du XI[e] siècle et dédicacée à Monsignor Spada de Medici.

Acquisition admirée par ses collègues conservateurs de musées : ils sont une centaine, venus du monde entier pour dénicher la perle rare, le dessin qui compléterait leur collection. Comme Nicolas Turner, qui exerça au British Museum puis au Getty, qui revient chaque année depuis trois ans, et pour qui ce salon, uniquement centré sur le dessin, est unique au monde.

Harry Bellet

هكذا من الأصل

Tout le contraire du raisonnable

Galeries à Paris. Michael Ackerman, photographe, Jang Jung-Yeun, peintre, affrontent le trop vu, le trop connu, pour imposer leur vision

MICHAEL ACKERMAN, Galerie Vu, 2, rue Jules-Cousin, Paris 4e. Mo Sully-Morland. Tél. : 01-53-01-85-85. Du mercredi au samedi de 14 h à 19 h ; sur rendez-vous les autres jours. Entrée libre. Jusqu'au 24 avril. Puis au Centre Atlantique de la photographie, 2-4, avenue Clemenceau, 29000 Brest. Tél. : 02-98-46-35-80. Du 28 avril au 24 mai. – *End Time City*, de Michael Ackerman, Nathan/Delpire, 140 p., 72 photos, 340 F (51,8 €).
JANG JUNG-YEUN, Galerie du Web Bar, 32, rue de Picardie, Paris 3e. Mo République. Tél. : 01-42-72-60-04. Tous les jours de 8 h 30 à 2 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 mai.

New York – on pourrait encore photographier New York ? Bénarès – il y aurait encore moyen d'y travailler ? Après tant d'excellents photographes ? Après tant d'autres, médiocres, qui ont introduit dans les mémoires des stéréotypes ineffaçables ? Il serait plus raisonnable de chercher d'autres motifs, loin de l'Hudson, loin du Gange, loin de Times Square, loin des quais où brûlent les morts. Il vaut mieux abandonner ces lieux aux touristes, simple question de prudence.

Survient un imprudent, Michael Ackerman. Il est jeune – trente-deux ans. Il habite New York. Il voyage en Inde. Il en rapporte ses photos. La plupart d'entre elles suscitent un réflexe d'incrédulité, pour ce qu'on y voit et pour la façon de le montrer. Autrement dit, ces images ne devraient pas exister parce que, selon toute vraisemblance, un autre photographe, dans la situation où s'est trouvé Ackerman, n'appuierait pas. Il se dirait qu'il est trop près, que le cadrage ne convient pas, que la lumière est mauvaise, les contrastes trop intenses ou trop faibles, qu'il n'obtiendra que du flou et de l'indistinct, que l'image sera sans intérêt. Or Ackerman, faisant fi de ces bonnes raisons, appuie ; il joue avec l'échec et le hasard. Le résultat est remarquable.

La proximité pourrait être néfaste. Elle pourrait créer un malaise violent, quand, à Bénarès, la proximité dans laquelle il se place est celle des cadavres et du deuil. Elle pourrait tomber dans le pittoresque, quand les fidèles de Shivah dansent et crient, si près de l'objectif. Elle risque de n'être que voyeurisme quand Ackerman traîne dans les lieux de drague homosexuelle. Tel n'est pas le cas. On croirait le photographe invisible pour ceux qu'il observe : ils ne le regardent pas, ils ne prennent pas de pose, ils ne se soucient pas de sa présence et de son activité. Il se glisse d'un groupe à l'autre, il réinvente la figure baudelairienne de l'artiste homme des foules, homme perdu dans la foule qui ne s'arrête pas, photographie au vol, redoute l'immobilité, saisit l'occasion à l'instant où il l'aperçoit et ne cherche pas à la retrouver quand elle lui a échappé. La photographie, ainsi pratiquée, est affaire d'accélération et de rythme.



D.R.

« End Time City », de Michael Ackerman.

Aucune lourdeur : les morts de Bénarès qui se consument, les morts qui flottent entre deux eaux, ceux qui les pleurent, ceux qui les portent, ces sujets tragiques sont photographiés sans pathos. La détresse des quartiers miséreux de New York, la solitude, l'écrasement sont *suggérés* plutôt que véritablement représentés. Tout au plus, de temps en temps, Ackerman s'autorise-t-il une allusion ou un symbole. Un singe grimpe sur la tête d'un dragon de bronze. Des chiens et des vautours attendent les charognes – Baudelaire encore, en passant, comme pour rappeler que l'amnésie n'est pas la condition nécessaire de la nouveauté. Seule importe la justesse du regard, qui ne s'explique pas aisément et qui, cependant, saute aux yeux.

RÉALISME TROUBLE

Dans l'exposition d'Ackerman et dans le livre qui réunit ses images de Bénarès, *End Time City*, elle n'est presque jamais prise en défaut, hors quelques images dont un tirage en très grand format met en scène l'étrangeté alors que les photos n'en ont aucun besoin, bien assez denses pour se passer de tout artifice de présentation. Sur ce point, le livre, par sa sobriété, est admirablement probant.

Autre tentative aventureuse : Jang Jung-Yeum, coréenne, trente-trois ans, peint des moments très ordinaires, des visages en si gros plan qu'ils sont incomplets et, parfois, des objets. Elle fait œuvre de réalisme. On peut encore ? A condition de se souvenir que, désormais, la peinture a en mémoire la photo, le cinéma, la télévision et qu'il faut déjouer ce savoir, d'une manière ou d'une autre. La désinvolture et l'absurdité peuvent être efficaces – Jang Jung-Yeum en fait grand usage. Ses tableaux ne racontent que des bribes d'histoires inconnues, téléfilms, romans-photos ou publicités. Les nus n'ont rien d'érotique. Les visages ne trahissent aucun sentiment particulier. Les objets n'ont aucune valeur symbolique. L'héroïne de la plupart des toiles ressemble à l'artiste, mais, si allusions autobiographiques il y a, elles demeurent incompréhensibles.

De là un sentiment trouble, mi-curiosité, mi-déception, l'impression d'être floué par cette peinture qui ne promet – des récits, des sensations, des significations – que pour ne pas tenir, parce qu'elle ne veut pas. Les titres n'arrangent rien, énigmatiques et laconiques. Chaque toile est une défaite pour l'interprétation. C'est dire qu'elle mérite plus d'un regard.

Philippe Dagen

Jean Guidoni fait les comptes du siècle

JEAN GUIDONI, Fin de siècle. THÉÂTRE SILVIA-MONFORT, 106, rue Brancion, Paris 15e. Mo Porte-de-Vanves. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-45-31-10-96. 100 F et 140 F. Jusqu'au 9 mai.

Sombre Europe. Drancy, Auschwitz, Charonne, Staline, Pétain, le FN à Toulon, l'invention de l'aviation à usage guerrier : franchement, il n'y a pas de quoi être fier. Si l'on ajoute à cela la mort du music-hall, c'est encore moins drôle. Cruelle sera donc la visite collective de la mémoire du siècle, organisée et commentée par Jean Guidoni, chanteur habituel des venins secrets et du plaisir transgressif. Sa visite à l'Expo universelle de l'an 2000 (sur l'air de *En revenant d'la r'vue*, chanson de L. C. Désormes et Delonnel-Garnier, créée en 1886 par Paulus à l'Alcazar) passera donc par *« le pavillon de l'intolérance, l'esplanade de la haine, le palais de la laideur, le mémorial de la connerie »*, avec dîner au McDonald's compris dans le prix du ticket.

Jean Guidoni a renoué avec son parolier d'hier, Pierre Philippe, qui lui a écrit seize nouvelles chansons, matière de *Fin de siècle*, nouveau spectacle (dont Matthieu Gonet assure la direction musicale) conçu comme un bilan, à vrai dire totalement noir, des cent années écoulées depuis l'invention de l'aviation. Puisque tout part de là : l'avion, dont on a peur, qu'on emprunte pour séduire une belle, porter du courrier, ou faire la guerre. Homme de théâtre, sachant bâtir ses numéros en fonction des règles du mime, du sketch humoristique et du pot-pourri de variétés, Jean Guidoni fredonne *L'Hôtesse de l'air* de Dutronc ou le générique des *Chevaliers du ciel*, le *Dimanche à Orly* de Bécaud, *L'Aéroplane* de Fragson. Mais la chute est annoncée.

BASSESSE ET SPLENDEUR

Un tango ? C'est pour dénoncer la pourriture. Une bossa-nova ? C'est pour se réjouir de la mort du tyran (Staline). Une joliesse intimiste, façon Salon de peinture bourgeois ? C'est pour prévoir le massacre de Charonne. Une petite marche en fanfare ? C'est pour saluer le *« maréchal aimable »*, l'homme à la moustache enneigée, le *« second papi »* de tous les petits Français. Jean Guidoni ne fait pas la morale. Il prévient. De lui, il dira : *« Je suis à contre-courant, c'est pour cela que je ne suis pas tout à fait rien. »* Voilà pour la définition.

Pour le reste, le chanteur à la voix si chaudement maîtrisée n'est jamais meilleur que quand il évoque la transgression (*Les Boîtes*, de Pierre Philippe et Philippe Dubosson), la bassesse et les splendeurs de la chair, les hommes carnivores. Dans ses jolies harmonies de flûtes, violon, violoncelle, alto et xylophone, Jean Guidoni sème le trouble constant, du rire jaune. Un clin d'œil au romancier Michel Houellebecq (*Les Particules élémentaires*), de la crasse, de la douleur. A Drancy, l'habitant du HLM de la cité de la Muette est empêché par des cohortes de gens bizarres qui appellent des noms, Rachel, David, Jean. Y'en a marre. *« On ne peut pas*, chante Jean Guidoni, *éternellement se couvrir de malheurs et de cendres sans urne. »*

Jean Guidoni se livre à un hilarant *Je* (ne) *me souviens* (pas), façon Georges Perec, à propos des gloires éphémères de la chanson, Colette Mars, Rose Avril, Zouzou la twisteuse, Corinne Hermes, Musette Figaro, Dominique Walter, tel autre *« dont* Le Monde *prédisait en 1960 qu'il serait un grand de la chanson »*.

Ainsi, Jean Guidoni est un as du music-hall. Mais il a beaucoup à dire, son parolier aussi, et dans ce flot de mots, il en oublie de chanter des musiques pourtant signées Juliette, François Hadji-Lazaro (des Garçons Bouchers), Jean-Claude Vannier, Yani Spanos, Didier Goret ou Romain Didier. Simplicité et mélodie ne sont-elles pas les lignes de force de cet art du music-hall que Jean Guidoni et Pierre Philippe connaissent sur le bout des doigts en héritiers de la chanson réaliste et du comique troupier, et en historiens ?

Véronique Mortaigne

SORTIR

PARIS

Jean-Claude Vannier
Jean-Claude Vannier est un chanteur peu ordinaire, né en 1943 au cours d'*une* alerte à Bécon-les-Bruyères. Pianiste, orchestrateur, il devient un habile artisan, un résistant faussement passif des sentiers battus, pour qui music-hall rime avec intelligence, distance et distraction. Il y a une légèreté à la Vannier, un humour, un sourire omniprésent dans toutes les chansons qu'il a habillées pour les autres : *Plume d'ange* pour Nougaro, *Branche cassée* pour Françoise Hardy, *Melody Nelson* pour Serge Gainsbourg, *Super Nana* pour Michel Jonasz, et d''autres sur mesure pour Maurane, Jane Birkin, etc. Vannier, c'est aussi une carrière solo, des spectacles à la mise en scène et à la musique surprenantes, tel cet ensemble féminin qui transformait l'aspirateur en instrument de musique (à écouter, l'album *Pleurez pas les filles*). Lui joue de tout : des joujous en plastique, des petits pianos, du vrai. Il est au Théâtre des Abesses accompagné par Michel Musseau et un chœur (mixte) de onze chanteurs. Pour le reste, vive l'aventure.
Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18e. Mo Abbesses. Les 13, 14, 16 et 17 avril, à 20 h 30, Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.

Etage 34
Trio de free rock qui pousse au plus loin la déferlante sonore, Etage 34 est composé du guitariste Dominique Repecaud (par ailleurs directeur du festival Musique action à Vandœuvre-lès-Nancy), du bassiste Olivier Paquotte et du batteur Daniel Koskowitz. Du beau monde rejoint par l'une des voix les plus bouleversantes des musiques improvisées, celle de Beñat Achiary.
Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil. Mo Robespierre. Le 10, à 20 h 30. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

L'Ecureuil rouge
de Julio Medem. Espagnol, 1993 (1 h 50).
Vacas
de Julio Medem. Espagnol, 1991 (1 h 36).
Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).
7e Forum des ciné-clubs
Une édition centrée sur une thématique intitulée « Politique et cinéma ». Au programme, vingt-six séances dont trois avant-premières (*Le Petit voleur*, court métrage d'Erick Zonca, *The Hi-Lo Country* de Stephen Frears, *Un temps pour vivre, un temps pour mourir*, long-métrage inédit réalisé en 1986 par le cinéaste taïwanais Hou Hsiao-hsien), accompagnées de débats animés par des réalisateurs, critiques, comédiens, producteurs et exploitants.
Forum des images, 2, grande galerie, Nouveau Forum des Halles, Porte Saint-Eustache, Paris 1er. Mo Les Halles. Les 10 et 11, de 14 heures à 24 heures. Tél. : 01-44-76-63-42. 25 F.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

VERNISSAGES

Jean-Marc Bustamante
Galerie Nathalie Obadia, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris 3e. Mo Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-74-67-68. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Du 10 avril au 20 mai. Entrée libre.
Chrystèle Lerisse
Musée français de la Photographie, 78, rue de Paris, 91 Bièvres. Tél. : 01-69-35-16-50. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi et fêtes. Du 10 avril au 20 juillet. 20 F.
9e Salon de la bande dessinée
Centre culturel Longueuil, 48, avenue de Longueuil, 78 Maisons-Laffitte. Tél. : 01-34-93-12-81. De 10 heures à 19 heures. 10 et 11 avril. 10 F.
Yan Pei-Ming
Galerie Liliane & Michel Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11e. Mo Bastille. Tél. : 01-48-06-92-23. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 10 avril au 29 mai. Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

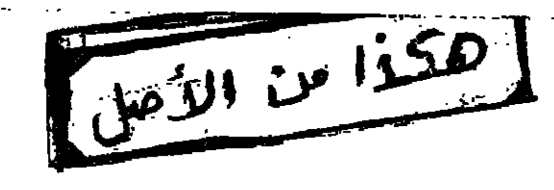
Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Orchestre national de France
Beethoven : *Quintette pour piano, hautbois, clarinette, cor et basson, Sonate pour violon et piano op. 24 « Le Printemps », Concerto pour violon et orchestre op. 61.* Pascal Saumon (hautbois), Roland Simoncini (clarinette), Philippe Hanon (basson), Michel Cantin (cor), Marc Neikrug (piano), Pinchas Zukerman (violon, direction).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mo Alma-Marceau. Le 10, à 20 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 190 F.
Anne Gastinel (violoncelle)
Pierre-Laurent Aimard (piano)
Beethoven : *Sonate pour violoncelle et piano op. 102 no 1.* Brahms : *Sonate pour violoncelle et piano op. 38.* Prokofiev : *Sonate pour violoncelle et piano op. 119.*
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mo Alma-Marceau. Le 11, à 11 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. 120 F.
Roberto Aussel (guitare)
Œuvres de Weiss, Scarlatti, Sor, Nuccio d'Angelo et Barrios.
Théâtre d'Ivry Antoine-Vitez, 1, rue Simon-Dereure, 94 Ivry-sur-Seine. Mo Mairie-d'Ivry. Le 11, à 16 heures. Tél. : 01-46-70-21-55. 110 F.
Fonky Family, 3e Œil
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Anvers. Le 10, à 20 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45.
Pierpoljak
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8e. Mo Opéra. Le 11, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49.
Wayne Kramer, Van Wilks
Le Plan, rue Rory-Gallagher, 91 Ris-Orangis. Le 11, à 20 heures. Tél. : 01-69-43-03-03. De 60 F à 100 F.
Iness Mezel
Trianon, 80, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Anvers. Le 10, à 20 h 30. Tél. : 01-44-92-78-05. 100 F.
Ire, Ali Farka Touré
Gymnase Maurice-Baquet, 12, rue Julian-Grimau, 93 Bagnolet. Le 10, à 20 h 30. Tél. : 01-49-22-10-10. 100 F.
Orchestre national de Barbès
Théâtre Simone-Signoret, 12, place Romagné, 78 Conflans-Sainte-Honorine. Le 10, à 21 heures. Tél. : 01-34-90-90-90. 100 F.

RÉSERVATIONS

Faust
de Goethe, mise en scène d'Alexander Lang, avec Catherine Ferran, Alberte Aveline, Michel Favory, Thierry Hancisse...
Comédie-Française, salle Richelieu, Paris 1er. A partir du 24 avril. Tél. : 01-44-58-15-15. De 30 F à 190 F.
Pina Bausch
Masurka Fogo (chorégraphie, création).
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4e. Du 24 avril au 5 mai. Tél. : 01-42-74-22-77. 140 F et 190 F.
Laurent de Wilde
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Les 28 et 29 avril et le 1er mai, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 120 F.
Tambours sur la digue
d'Hélène Cixous, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec la troupe du Théâtre du Soleil.
Cartoucherie-Théâtre du Soleil, Paris 12e. A partir du 12 mai. Tél. : 01-43-74-24-08. 90 F et 150 F.

DERNIERS JOURS

11 avril :
La Femme changée en renard
de David Garnett, mise en scène de Didier Bezace.
Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93 Aubervilliers. Tél. : 01-48-33-93-93. De 50 F à 130 F.
12 avril :
Tropiques métis
Musée national des Arts et Traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, Paris 16e. Tél. : 01-44-17-60-00. 25 F.



SAMEDI 10 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 17.10 Le Monde des idées. La guerre en Europe. Invités : Régis Debray et Alain Finkielkraut. LCI
23.20 L'Enfer du Goulag. Forum Planète

MAGAZINES

18.15 Des racines et des ailes. Russie : les naufrages de l'Empire. Le prix de l'excellence. Les «Cocois Girls». TV 5
19.00 T.V. +. Canal +
19.00 Histoire parallèle. Semaine du 10 avril 1949. Y a-t-il un modèle agricole ? Invité : Joseph Klatzmann. Arte
20.30 Le Club. Sidney Lumet. Ciné Classics
20.45 La Semaine d'Histoire. Histoire
21.05 Thalassa. Les gardiens du pôle Nord. TV 5
22.15 Envoyé spécial. Kosovo, l'exode. Trafic de femmes. Les fous du village. TV 5
23.10 Union libre. France 2

DOCUMENTAIRES

20.45 L'Aventure humaine. La Guerre de pacification en Amazonie. Arte
20.45 Toutes les drogues du monde. [6/6]. Odyssée
21.15 Inde, naissance d'une nation. Les femmes. Odyssée
21.45 Voyage au pays des dieux. [1/13]. Jérusalem, une mosaïque de foi. Odyssée
22.00 Hugh Hefner. L'aventure «Playboy». Canal Jimmy
22.05 Monsieur Patel tourne à Bollywood. Planète
22.35 Dans les coulisses de... Mon Trésor. France 3
22.55 Mémoires d'immigrés, l'héritage maghrébin. [2/3]. Les mères. Planète
23.50 La Guerre sans nom. Planète
0.25 Music Planet. The Beach Boys, Endless Harmony [2/2]. Arte
0.45 Saturnales. Un air de famille [2/2]. France 3

SPORTS EN DIRECT

17.00 Football. Coupe de France. Quart de finale : Nantes - Guingamp. TF 1
19.00 Motocyclisme. Les 24 heures du Mans. Eurosport
20.00 Football. Championnat du monde des moins de 20 ans. Costa Rica - Allemagne. Eurosport
20.00 Basket-ball. Championnat de France féminin. Finale aller : Valenciennes-Orchies - Bourges. AB Sport
22.05 Boxe. Réunion de Paris-Bercy. Championnat du monde WBA. Canal +
1.05 Golf. US Masters. Canal +

MUSIQUE

20.30 La Périchole. Opéra d'Offenbach. Mise en scène. Jérôme Savary. Par l'Orchestre de la Suisse romande et le Chœur du Grand-Théâtre de Genève, dir. Marc Soustrot. Mezzo
21.00 Solti dirige Beethoven. Avec Murray Perahia, piano et le London Symphony Orchestra. Muzzik
23.30 Black Sessions. Mangu. Paris Première

TÉLÉFILMS

20.25 Echec et mat. J. M. Sanchez [1/2]. ○. Ciné Cinémas
20.30 Molière pour rire et pour pleurer. Marcel Camus [2/3]. Festival
20.55 La Femme du pêcheur. Dominique Cheminal. France 3
20.55 La Porte du passé. Gary Nelson [1 et 2/2]. Téva
22.25 Le Prince des imposteurs. Jean-Pierre Prévost. Festival
22.45 La Flèche de l'amour. Antonio Tibaldi. Arte

SÉRIES

20.35 Evamag. Haute sécurité. ○. Canal +
20.50 Charmed. La quatrième sœur. M 6
21.00 Spin City. Quand le maire s'invite. ○. Canal +
21.00 Nights, l'intégrale. Canal Jimmy
21.20 A la une. Petits mensonges en famille. ○. Canal +
21.40 South Park. Poisson sanglant ○. Canal +
21.45 The Sentinel. Protection rapprochée. M 6
22.10 The Practice. Pris au piège (v.o.). L'esprit de l'Amérique (v.o.). Série Club
22.40 C-16. Radio FBI. ○. M 6

FILMS

17.50 Gwendalina ■ ■ Alberto Lattuada (France - Italie, 1956, N., 100 min) ○. Cinétoile
20.40 Les Fugitifs ■ ■ Francis Veber (France, 1986, 90 min) ○. TSR


COLLECTION CHRISTOPHE L.

23.00 Los Olvidados ■ ■ Luis Bunuel. Avec Estela Inda (Mexique, 1950, N., v.o., 85 min) ○. Ciné Classics
23.00 Sailor et Lula ■ ■ David Lynch (Etats-Unis, 1989, 125 min) ○. Ciné Cinéma 1
23.00 Rafles sur la ville ■ ■ Pierre Chenal (France, 1957, N., 80 min) ○. Cinétoile
23.00 Smoking ■ ■ Alain Resnais (France, 1993, 140 min) ○. Cinéstar 1
0.20 Poil de Carotte ■ ■ ■ Julien Duvivier (France, 1932, N., 90 min) ○. Cinétoile
0.30 Intervista ■ ■ Federico Fellini (France - Italie, 1986, 105 min) ○. Ciné Cinéma 2
1.20 Regarde les hommes tomber ■ ■ Jacques Audiard (France, 1993, 100 min) ○. Arte
1.55 Forever and a Day ■ ■ René Clair, Edmund Goulding, Cedric Hardwicke, Frank Lloyd, Victor Saville et Robert Stevenson et Herbert Wilcox (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) ○. Ciné Classics
2.25 Un homme parmi les loups ■ ■ Carroll Ballard (Etats-Unis, 1983, v.o., 105 min) ○. Ciné Cinéma 1
3.05 Scream ■ ■ Wes Craven (Etats-Unis, 1997, v.o., 110 min) ○. Canal +
3.15 La Joyeuse Divorcée ■ ■ Mark Sandrich (Etats-Unis, 1934, N., v.o., 100 min) ○. Cinétoile
3.55 The Hit ■ ■ Stephen Frears (Grande-Bretagne, 1984, 100 min) ○. Cinéstar 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.05 Sous le soleil. ○.
19.50 Bloc modes.
20.00 Journal, Météo.
20.50 La Fureur.
23.10 Hollywood Night. Sous haute protection. Téléfilm. Jack Gill. ○.
0.50 Formule F 1.
1.30 Rallye. Rallye de Tunisie.

FRANCE 2

19.10 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.15 Le monde est petit.
19.50 et 20.50 Tirage du Loto.
19.55 Politiquement correct.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Le Plus Grand Cabaret du monde.
23.10 Union libre.
0.45 Journal, Météo.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Le Feuilleton de la vie. [7/8].
20.35 Tout le sport.
20.55 La Femme du pêcheur. Téléfilm. Dominique Cheminal. ○.
22.35 Dans les coulisses de... Mon Trésor.
23.35 Météo, L'Euro, Soir 3.
0.00 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?
0.35 Saturnales. Journal des spectacles. 0.45 Un air de famille. [2/2]. 1.10 Le Manège de glace.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.35
19.00 T.V. +.
20.03 Jean-Luc et Faipassa. ○.
20.05 Daria. ○.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Samedi comédie. 20.35 Evamag. Haute sécurité. ○. 21.00 Spin City. Quand le maire s'invite. ○. 21.20 A la une. Petits mensonges en famille. ○. 21.40 South Park. Poisson sanglant. ○.
22.05 Boxe. Championnat du Monde WBA des poids légers. J.B.Mendy - J.Lorcy.
1.05 Golf. Championnat du monde professionnel. Masters Augusta.

ARTE

19.00 Histoire parallèle. Semaine du 10 avril 1949.
19.45 Météo, Arte info.
20.00 Le Dessous des cartes. Le retour de l'Inca.
20.15 100 % kascher. [2/6]. ○.
20.45 L'Aventure humaine. La Guerre de pacification en Amazonie.
21.45 Metropolis. Carnets du Maroc (nº 1) : Aoura et l'ahwach. Jean Lescure. Les supports de l'écrit.
22.45 La Flèche de l'amour. Téléfilm. Antonio Tibaldi. ○.
0.25 Music Planet. [2/2].
1.20 Regarde les hommes tomber ■ ■ Film. Jacques Audiard. ○.

M 6

19.05 Turbo.
19.40 Motocyclisme.
19.45 et 1.10 Rallye.
19.50 Mieux vaut prévenir.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 La Route de votre week-end.
20.10 Plus vite que la musique.
20.40 Ciné 6.
20.49 La Trilogie du samedi. 20.50 Charmed. La quatrième sœur. ○. 21.45 The Sentinel. Protection rapprochée. ○. 22.40 C-16. Radio FBI. ○.
23.35 Une femme en enfer. Téléfilm. Michael Scott. ○.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Fiction. Comédie-Française. Nikolaï Gogol. Le Révizor.
22.35 Prélude à la Pâques orthodoxe.
23.00 Pâques orthodoxes.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 La Dame de pique. Opéra de Tchaïkovski. Par le Chœur et l'Orchestre du Metropolitan Opéra de New York, dir. Valery Gergiev.
23.30 Présentez la facture.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Soirées. Emmanuel Chabrier, compositeur. Œuvres de Chabrier, Liszt, Wagner, Debussy, Ravel, etc.
22.00 Da Capo. Eugen Jocheum. Œuvres de Beethoven, Bruckner.

Le Monde TÉLÉVISION

FRANCE-MUSIQUE

19.30 La Dame de pique

Avant-dernier opéra de Tchaïkovski, *La Dame de pique* (1890), d'après Pouchkine, offre une sorte de pendant lyrique à la *Symphonie pathétique* car un destin fatal y broie les êtres. L'amour partagé de Lisa, fiancée au prince Eletzky, et de Hermann, jeune officier sans fortune, ne bute pas sur la question de classe ou d'argent, mais sur la fascination obscure qu'exerce la grand-mère de la jeune fille sur son amoureux. Profitant d'un rendez-vous nocturne arraché à Lisa, Hermann s'introduit chez la vieille comtesse qui, sortant du bal, fredonne au ralenti la romance de Lorette dans *Richard Cœur de Lion*, de Grétry : *« Je crains de lui parler la nuit. »* Il la menace, elle meurt de saisissement. En proie à des hallucinations, Hermann se croit possesseur d'un secret et, tandis que Lisa, désespérée, se jette dans le fleuve, il court à la maison de jeu abattre les trois cartes...

ARTE

20.15 100 % kascher

Deux valeurs plus ou moins sûres de l'humour ont fini par s'imposer : l'anglaise, sous l'étendard de l'absurde, la juive, sous la bannière de l'autodérision. Arte se penche sur la seconde en programmant la série israélienne en six volets *100 % kascher*, qui apporte la preuve que l'humour israélien existe et qu'il procède de l'humour juif... non sans le brutaliser quelque peu. Tous les samedis, jusqu'au 8 mai.

DIMANCHE 11 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.05 et 23.50 Polémiques. Spécial Kosovo. Invités : Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde* ; François Bayrou ; Hélène Luc ; Max Gallo ; Paul Quilès ; Pierre Lellouche ; Corinne Perthuis ; Daniel Cohn-Bendit. France 2
12.10 et 0.10 Le Monde des idées. La guerre en Europe. Invités : Régis Debray et Alain Finkielkraut. LCI
18.30 Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI. Hubert Védrine. LCI
21.10 Requins, espèces en voie de disparition. Forum Planète
23.20 La Grande distribution. Forum Planète

MAGAZINES

9.30 Journal de la création. Spécial Richard Di Rosa. La Cinquième
11.00 Droit d'auteurs. Invités : Frédéric Napoléon ; André Kaspi ; Dominique Sigaud ; Carlo Brandt ; Clara Gaymard ; Jean-Marie Guéhenno. La Cinquième
12.30 Arrêt sur images. Intox et contre-intox de guerre. Invités : Frano Cetenic ; Jean-Pierre Gallois. La Cinquième
16.55 Zapping Best. Disney Channel
18.30 Le Gai Savoir. Faut-il encore célébrer De Gaulle ? Invités : Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde* ; Pierre Messmer ; Jean-Louis Debré ; Nicolas Tenzer ; Roger Caratini. Paris Première
19.00 Le Club. Sidney Lumet. Ciné Classics
20.45 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Jean-Noël Jeanneney ; Mona Ozouf ; Christian Delporte. Histoire
20.50 Zone interdite. Adolescence : attention dangers. M 6
21.05 Faut pas rêver. Turquie : Le supplice de Kangal. France : Le dernier suisse. Inde : La mort du Drao. TV 5
21.45 Envoyé spécial, les années 90. Les derniers sidérurgistes. Histoire
22.50 Politique dimanche. Jean-Marie Le Pen. France 3

DOCUMENTAIRES

17.25 Le Monde du corail. Planète
17.50 Monsieur Patel tourne à Bollywood. Planète
18.30 Les Descendants. [9/13]. Les Habsbourg. Histoire
18.45 Mémoires d'immigrés, l'héritage maghrébin. [2/3]. Les mères. Planète
19.35 Un siècle d'aviation. [1/4]. Un siècle d'aviation civile française. Histoire
19.40 Un autre futur, l'Espagne rouge et noire. [2/4]. Sous le signe libertaire. Planète
20.20 Chasseurs de virus. Odyssée
20.30 Requins, les tueurs de l'océan. Forum Planète
20.35 Thema. Les grands bourgeois. Arte
20.35 Portraits de gangsters. [10/10]. La mafia américaine. Planète
21.15 La Danse des dieux. Odyssée
21.25 Les Armes de la victoire. [1/12]. Le T-34. Planète
21.40 La Croisade des enfants. Odyssée
21.55 La Fauconnerie. Planète
22.00 Jazz Highlights. Muzzik
22.15 Voyage aux pays des dieux. Les esprits d'Haïti. Odyssée
22.25 Grand document. La Commission de la vérité. [1/2]. RTBF 1
22.40 An A to Z of Wagner. Muzzik
22.40 Global Family. Les Esprits de l'île de la Princesse. Odyssée
22.50 Cinq colonnes à la une. Planète
23.05 Lignes de vie. Une troisième à Malakoff. Soyez roi dans vos rêves. France 2
23.35 Des animaux et des hommes. Sur les traces de l'ours argenté. Odyssée
0.05 La Chine, dragon millénaire. Changjiang, le Fleuve bleu. Odyssée

SPORTS EN DIRECT

13.45 Cyclisme. Coupe du monde. Paris - Roubaix. France 3
14.45 Motocyclisme. Les 24 heures du Mans : l'arrivée. Eurosport
15.00 Football. Coupe de France. Rouen - Sedan. Canal +
17.00 et 20.00 Football. Championnat du monde des moins de 20 ans. Eurosport
18.55 Formule 1. Championnat du monde. Grand Prix du Brésil, la course. TF 1
19.00 et 22.00 NASCAR. Stock cars. Winston Cup Series. Eurosport
0.00 Golf. US Masters d'Augusta. dernier jour. Canal +

MUSIQUE

18.00 The Nat «King» Cole Show 10. Août 1957. Muzzik
19.00 Maestro. Murray Perahia joue Mozart. Enregistré en 1991. Avec l'Orchestre de chambre d'Europe. Arte
19.05 Bach. *Concerto brandebourgeois nº 4.* Par le Scottish Chamber Orchestra, dir. Raymond Leppard. Muzzik
19.10 Debussy. Préludes 6, 7 et 8. Avec Michel Beroff, piano. Mezzo
19.30 Cherubini. *Messe en sol majeur.* Par l'Orchestre philharmonique et le Chœur de la Scala, dir. Riccardo Muti. Muzzik
20.30 Carol Orff. *Carmina Burana.* Berlin 1989. Avec Kathleen Battle, soprano ; Frank Lopardo, ténor ; Thomas Allen, baryton. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Seiji Ozawa. Mezzo
21.00 Viva Cuba. Jazz à Montreux 1995. Muzzik
21.35 Paul Hindemith. *Matthias le peintre.* Par l'Orchestre de la Radiotélévision suisse italienne, dir. Serge Baudo. Mezzo
22.05 Mendelssohn. *Concerto pour piano nº 2.* Avec Homero Francesch, piano. Par The Academy of St Martin in the Fields, dir. sir Neville Marriner. Mezzo
0.00 Jazz Open 1996. Muzzik
0.35 Musiques au cœur. Sumi Jo. France 2

TÉLÉFILMS

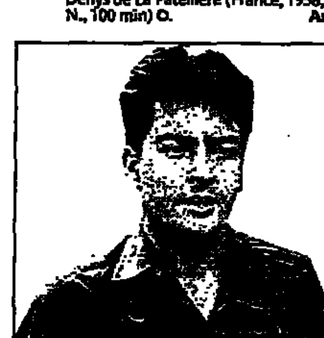
20.40 Le Fantôme de Canterville. Crispin Reece. Disney Channel
20.40 Légende. François Luciani. 13ème Rue
20.55 Dis maman, tu m'aimes ? Jean-Louis Bertucelli. Téva
22.10 Meurtres pour mémoire. Laurent Heynemann. Festival
22.15 Papa veut pas que je t'épouse. Patrick Volson. TV 5
22.30 L'Experte. Ian Barry. ○. Téva

SÉRIES

17.15 Invasion planète Terre. Coma. ○. Canal +
17.50 The Practice. Pris au piège. L'esprit de l'Amérique. Série Club
18.05 Daktari. Le petit chimpanzé. La Cinquième
18.55 Stargate SG-1. Le fléau. M 6
19.00 Mozart. Marcel Bluwal [1/6]. Festival
19.45 et 0.00 Ally McBeal. Just Looking (v.o.). Téva
20.00 Seinfeld. Une histoire à la gomme (v.o.). Canal Jimmy
20.30 Dream On. Trente-sept ans de réflexion (v.o.). Canal Jimmy
20.55 Wycliffe. La porte du diable. La falaise du mensonge. France 3
21.00 Friends. The One Where Everyone Finds Out (v.o.). Canal Jimmy
22.35 New York Police Blues. Tout nouveau, tout beau (v.o.). Canal Jimmy
0.45 La Vie à cinq. Séparations. Téva

FILMS

13.00 Gwendalina ■ ■ Alberto Lattuada (France - Italie, 1956, N., 100 min) ○. Cinétoile
18.00 La Maison du Maltais ■ ■ Pierre Chenal (France, 1938, N., 90 min) ○. Cinétoile
19.10 Nuit d'été en ville ■ ■ Michel Deville (France, 1990, 85 min) ○. Cinéstar 2
19.30 Intervista ■ ■ Federico Fellini (France - Italie, 1986, v.o., 105 min) ○. Ciné Cinéma 3
20.30 Forever and a Day ■ ■ René Clair, Edmund Goulding, Cedric Hardwicke, Frank Lloyd, Victor Saville et Robert Stevenson et Herbert Wilcox (EU, 1943, N., v.o., 110 min) ○. Ciné Classics
20.30 No Smoking ■ ■ Alain Resnais (France, 1993, 150 min) ○. Cinéstar 1
20.40 Les Grandes Familles ■ ■ Denys de La Patellière (France, 1958, N., 100 min) ○. Arte



20.55 La Relève ■ ■ Clint Eastwood. Avec Clint Eastwood, Charlie Sheen (Etats-Unis, 1990, 125 min) ○. France 2
21.00 To be or not to be ■ ■ ■ Ernst Lubitsch (Etats-Unis, 1942, N., 100 min) ○. Cinétoile
22.20 Out of the Fog ■ ■ Anatole Litvak (Etats-Unis, 1941, N., v.o., 90 min) ○. Ciné Classics
22.35 Ni vu... ni connu ■ ■ Yves Robert (France, 1957, N., 90 min) ○. Disney Channel
22.40 Trahison sur commande ■ ■ George Seaton (Etats-Unis, 1961, 145 min) ○. Cinétoile
22.40 La Tête d'un homme ■ ■ Julien Duvivier (France, 1932, N., 105 min) ○. 13ème Rue
23.50 Les Deux Orphelines ■ ■ Maurice Tourneur (France, 1932, N., 100 min) ○. Ciné Classics
23.50 The Hit ■ ■ Stephen Frears (Grande-Bretagne, 1984, 95 min) ○. Cinéstar 2
0.05 Portier de nuit ■ ■ Liliana Cavani. Avec Dirk Bogarde, Charlotte Rampling (Italie, 1973, v.o., 125 min) ○. France 3
1.05 La Joyeuse Divorcée ■ ■ Mark Sandrich (Etats-Unis, 1934, N., v.o., 100 min) ○. Cinétoile

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

16.05 Mitch Buchannon. ○.
17.00 Dawson. ○.
17.50 Vidéo gag.
18.15 F 1 à la Une.
18.55 Formule 1.
20.50 Journal, Météo.
20.58 Le Podium F 1.
21.05 Les Complices. Film. Charles Shyer. ○.
23.10 Ciné dimanche.
23.20 Debout les crabes, la mer monte ! Film. Jacques Grand-Jouan. ○.
0.55 Rallye.
1.05 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

16.10 Les Cinglés de la télé.
16.45 L'Euro.
16.50 Rugby. Tournoi des Cinq Nations. Galles - Angleterre.
18.35 Parcours olympique.
18.40 Stade 2.
19.10 et 23.00 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.15 Vivement dimanche prochain.
19.50 Politiquement correct.
20.00 Journal, Météo.
20.55 La Relève ■ ■ Film. Clint Eastwood. ○.
23.05 Lignes de vie. Une troisième à Malakoff. Soyez roi dans vos rêves.
0.10 Journal, Météo.
0.35 Musiques au cœur. De Sumi Jo.
1.35 Savoir plus santé.

FRANCE 3

16.55 Keno.
17.00 Les Derniers Gorilles.
17.53 et 22.48 L'Euro, mode d'emploi.
17.55 Va savoir.
18.25 Le Mag du dimanche.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Bingo.
20.20 Le Feuilleton de la vie.
20.50 Consomag.
20.55 Wycliffe. La porte du diable. ○. La falaise du mensonge. ○.
22.50 Politique dimanche.
23.45 Météo, Soir 3.
0.05 Cinéma de minuit. Cycle Aspects du cinéma italien.
0.05 Portier de nuit ■ ■ Film. Liliana Cavani (v.o.). ○.

CANAL +

15.00 Football. Coupe de France. Rouen - Sedan.
17.15 Invasion planète Terre. ○.
18.00 Famille à l'essai. Téléfilm. Fred Gerber. ○.
▶ En clair jusqu'à 20.35
19.35 Ça cartoon.
20.35 Trop (peu) d'amour ■ Film. Jacques Doillon. ○.
22.30 L'Equipe du dimanche.
0.00 Golf. Championnat du monde professionnel. Masters d'Augusta.

LA CINQUIÈME/ARTE

15.00 Lonely Planet.
16.00 La Cinquième Dimension.
16.30 Le Sens de l'Histoire.
18.05 Daktari. ○.
19.00 Maestro. Murray Perahia joue Mozart.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Si Shakespeare m'était conté. ○.
20.35 Thema. Les grands bourgeois. 20.40 Les Grandes Familles ■ ■ Film. Denys de La Patellière. ○. 22.20 Le Château des Schyler. 23.20 Une femme d'influence. 0.00 Eton, promotion 91.
0.55 Metropolis.
1.55 Alcool, regarde les jeunes tomber.

M 6

15.10 Racines III. Téléfilm. John Erman [1/8]. ○.
17.05 L'Etalon noir. Série. L'aventure commence. ○.
18.55 Stargate SG-1. ○.
19.50 Rallye.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 E = M6.
20.35 et 0.45 Sport 6.
20.50 Zone interdite. Adolescence : attention dangers.
22.45 Météo, La Minute Internet.
22.50 Culture pub. L'homme et le ménage. Monkey Business.
23.10 Secret charnel. Téléfilm. Cédric Sundstrom. ○.
0.45 Rallye.
1.00 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.00 Dimanche musique.
20.30 Le Concert. Festival 38e Rugissants de Grenoble : Les Nouvelles Musiques.
21.45 Laissez-Passer.
22.35 Atelier de création radiophonique. Voyage à Babel.
0.05 Radio archives.

FRANCE-MUSIQUE

19.07 Comme de bien entendu. Invitée : Micheline Dax.
20.30 C'était hier. Festival de Salzbourg. Œuvres de Mozart, Haydn.
22.00 En musique dans le texte.
23.07 Transversales.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Soirée lyrique. *Mignon.* Opéra de Thomas. Par l'Ambrosian Opéra Chorus et l'Orchestre Philharmonia, dir. Antonio De Almeida, Marilyn Horne (Mignon), Alain Vanzo (Wilhelm Meister), etc.
23.02 Soirée lyrique (suite). Goethe (2). L'opéra français. *Paul et Virginie* (ouverture), de Kreutzer, par l'Orchestre français d'Oratorio, dir. J.P. Loré ; *Faust* (opéra), de Gounod, par l'Orchestre du Capitole de Toulouse, dir. Michel Plasson. Œuvres de Massenet.

Le Monde TÉLÉVISION

13ème RUE

22.40 La Tête d'un homme ■ ■

Maigret (Harry Baur) démonte le mécanisme d'un "crime parfait" commis par un Tchèque émigré, intellectuel dans la misère, personnage orgueilleux, défiant la société. L'atmosphère Simenon à Montparnasse est admirablement recréée. Un face-à-face dostoïevskien. Une science de la mise en scène et des ambiances sonores qui faisait alors de Duvivier l'un des plus grands cinéastes français.

FRANCE 2

23.05 Lignes de vie

Pour les collégiens, la troisième est l'année de l'orientation, un choix difficile qui va engager leur avenir. Cette année cruciale, Patrick Jan l'a vécue avec une classe, à Malakoff (Hauts-de-Seine). Chaque fois que l'un ou l'autre des élèves parvient à dire ce qu'il voudrait faire, il s'entend répondre par des parents ou un professeur soucieux de lui éviter une déception : *« Es-tu sûr d'avoir le niveau ? »*

FRANCE 3

0.05 Portier de nuit ■ ■

A Vienne, en 1957, Max, portier de nuit d'un palace, revoit Lucia. En 1943, à quinze ans, elle avait été envoyée dans un camp commandé par Max, officier SS, qui l'obligeait à satisfaire ses perversions érotiques. A sa sortie, en 1973, le film de Liliana Cavani suscita une violente polémique. Reste que la puissance de la mise en scène et de l'interprétation ne fait vivre, en réalité, qu'une galerie de psychopathes.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA

- ○ Tous publics
- ○ Accord parental souhaitable
- △ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
- ○ Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
- ○ Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films

- ■ On peut voir
- ■ ■ A ne pas manquer
- ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +

- DD Dernière diffusion
- ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

Le Monde

DIMANCHE 11 - LUNDI 12 AVRIL 1999

Le président du Niger a été assassiné par sa garde personnelle

Le premier ministre nigérien a qualifié ce coup d'Etat d'« accident malheureux »

NIAMEY
de notre envoyé spécial

Il y a des voitures dans les rues alors que la nuit est déjà tombée. Des dessins animés passent à la télévision et les soldats qui gardent les ministères ou les casernes écoutent de la musique, étendus sur des nattes. Niamey ne ressemble pas à une ville en état de siège. Bien sûr, le chef de l'Etat, Ibrahim Baré Maïnassara, est mort ce matin du vendredi 9 avril, à l'âge de quarante-neuf ans. Mais le premier ministre, Ibrahim Mayaki, est apparu à la télévision pour affirmer qu'il s'agissait d'un *« accident malheureux »*.

Un accident malheureux qui, selon des sources concordantes, a vu des éléments de la garde présidentielle tourner leurs armes contre leur chef. Face à une opposition civile qui n'avait de cesse d'obtenir son départ, le président Baré avait perdu le soutien de l'armée qui l'avait porté au pouvoir le 27 janvier 1996, lors d'un coup d'Etat. La veille de son assassinat, l'ancien officier parachutiste avait tenté de remanier son état-major. Pour cette raison, ou tout simplement parce que l'échec politique du petit homme était patent, ses anciens frères d'armes l'ont éliminé.

Selon les premiers témoignages, Ibrahim Baré Maïnassara a été tué sur l'aéroport militaire de Niamey, alors qu'il s'apprêtait à embarquer dans un hélicoptère pour effectuer un déplacement dans le nord du pays, qui fut le théâtre du soulèvement touareg du début des années 90. Quelques coups de feu ont été entendus depuis l'aéroport civil, l'*« accident malheureux »* aurait fait une dizaine de morts et de blessés. Il a également provoqué la dissolution de l'Assemblée nationale par le premier ministre, au mépris des règles constitutionnelles, ainsi que l'annonce de la suspension des activités des partis politiques. Ceux-ci, qui avaient formé une large coalition contre le défunt président, se sont immédiatement réunis en conclave au siège du Mouvement national pour une société de développement (MNSD), l'ancien parti unique. Devant la porte de la maison ocre, un militant affirme : *« C'est un ouf général »*, expliquant que le président Baré Maïnassara avait *« lassé »* toute la population.

DANS L'ATTENTE DU VRAI CHEF

Mais cette satisfaction à peine retenue se double d'une grande incertitude. Les partis politiques, habitués aux rudoiements du régime, s'étonnent de ne pas avoir reçu de notification officielle de leur suspension, et de pouvoir vaquer à leurs occupations sans entrave. De même, les radios privées ont pu – à l'exception d'une d'entre elles, proche de M. Baré Maïnassara – continuer leurs émissions. Personne ne croit vraiment que le premier ministre qui, par sa proclamation lénifiante, a endossé la responsabilité publique de l'assassinat du président, est le maître du jeu. Les vrais responsables de ce coup d'Etat, qui ne veut pas dire son nom, ne tombent le masque que devant la clinique dirigée par la veuve du président assassiné. C'est là que le corps a été ramené. Les journalistes qui demandent à contacter la famille sont rapidement entourés d'hommes armés qui mettent fin à la conversation.

Les Nigériens attendent donc l'apparition du nouveau chef, en espérant que celui-ci saura tirer le pays de l'impasse politique dans laquelle il se débat depuis plus de cinq ans. Le président Baré Maïnassara avait pris le pouvoir après que la vie publique eut été paralysée par les querelles qui déchiraient la classe politique issue de la transition démocratique. Mais il lui avait fallu truquer l'élection présidentielle de juillet 1996, marquant son mandat d'un stigmate dont il n'était jamais arrivé à se défaire. Depuis, le régime nigérien hésitait entre une répression ubuesque quoique relativement peu violente, et les tentatives de conciliation.

Mais le pays n'a pas les moyens de s'offrir ce genre de distractions. Le PIB annuel par habitant y est d'environ 200 dollars. Le pays est certes grand comme deux fois et demie la France, mais un dixième seulement de cette surface est cultivable. Victime des grandes sécheresses du dernier quart de siècle, le Niger dépend presque en permanence de l'aide alimentaire internationale. Il y a vingt ans, le pays espérait pouvoir sortir de la misère grâce à l'uranium et au tourisme. Dans les années 90, les cours du premier se sont effondrés, au moment même où la rébellion touareg faisait fuir les voyageurs avides de découvrir le Ténéré. Et si la paix est officiellement revenue dans le nord du Niger, l'activité des bandes armées est encore assez importante pour que le rallye Paris-Dakar, qui fit maintes fois étape à Agadez, ait évité la région lors de ses dernières éditions.

AU PRIX FORT

Faute de devises, le versement des salaires dans la fonction publique accuse souvent un semestre de retard. Musulmans à plus de 95 %, les Nigériens ont eu du mal cette année à célébrer l'Aïd el kebir, tant le prix des moutons, traditionnellement sacrifiés à cette occasion, avait augmenté. Dans le même temps, le président Baré Maïnassara multipliait les voyages à l'étranger, laissant s'installer une impression de désertion.

Les hommes de sa garde présidentielle lui ont fait payer ses erreurs au prix fort. En refusant de reconnaître la réalité du coup d'Etat qu'ils viennent de perpétrer, les assassins du président nigérien essaient de jouer plus subtilement que leur victime, qui dut déployer beaucoup d'énergie pour renouer avec les bailleurs de fonds, après le putsch de 1996. Mais, depuis lors, la doctrine des institutions financières et des pays donateurs (au premier rang desquels la France, ancienne puissance coloniale) s'est encore durcie, et il sera bien difficile aux nouveaux maîtres du Niger de faire passer le retour à l'état d'exception pour les conséquences d'un *« accident malheureux »*.

Thomas Sotinel

Ancien putschiste lui-même et homme de contradictions

EN JANVIER 1996, Ibrahim Baré Maïnassara renoue avec une tradition dont l'Afrique francophone se serait volontiers passée : le coup d'Etat. Cet officier nigérien renverse Mahamane Ousmane, le président démocratiquement élu, une première depuis la vague de démocratisation des années 90. Le putsch fait quelques victimes. Les responsables politiques sont assignés à résidence. L'opération suscite la réprobation internationale, jusqu'à Paris.

Le jeune officier, né en 1949, s'emploie alors à se doter d'une légitimité démocratique. En six mois, il promulgue une Constitution, autorise à nouveau les partis politiques et se lance dans une campagne électorale effrénée. Mais, à ce jeu, il ne fait pas le poids face aux professionnels de la politique nigérienne.

Piètre orateur, privé d'appareil partisan, le commandant Baré Maïnassara, qui a troqué son treillis pour de grands boubous brodés, s'aperçoit un peu tard qu'il ne va pas gagner. Il fait alors confisquer les urnes et terminer le dépouillement du scrutin sous la surveillance de l'armée. Il est élu président de la République, avec la bénédiction de Paris, mais il s'est mis à dos une grande partie de la population, qui, six mois plus tôt, l'avait accueilli en sauveur, tant les querelles entre chefs politiques avaient encore aggravé les difficultés quotidiennes des Nigériens.

Tout le mandat d'Ibrahim Baré Maïnassara sera marqué par cette contradiction. Aide de camp du dictateur militaire Seyni Kountché, qui régna sur le Niger de 1974 à 1986, il se voulait l'héritier de cet homme réputé pour son intégrité et sa brutalité. Mais le général Kountché avait pu maintenir la cohésion sociale du pays grâce aux ressources que procuraient les exportations d'uranium.

Privé de devises, son disciple s'est sans cesse heurté à la pauvreté du pays quand il a voulu mettre en œuvre quelques réformes. Défenseur du droit des femmes dans un pays où, disait-il, *« les hommes passent leur temps à discuter sous le manguier »*, condisciple des officiers révolutionnaires burkinabés dans les années 70 à Madagascar, il n'a pu se maintenir au pouvoir qu'en s'appuyant sur des éléments conservateurs. Négociateur maladroit, il n'a jamais réussi à tenir une ligne cohérente face à ses adversaires politiques civils, alors que, dans le même temps, certains membres de son entourage se voyaient accuser de corruption par la rumeur.

Ibrahim Baré Maïnassara proclamait qu'il n'avait jamais voulu devenir président, et tout dans son comportement – timidité, gentillesse, hésitations – tendait à le faire accroire. Mais, par orgueil ou par obstination, il n'a pas voulu abandonner en chemin. Jusqu'au jour où ceux qui l'avaient porté au pouvoir l'ont assassiné.

T. S.

Tunnel du Mont-Blanc : les Italiens reconnaissent des dysfonctionnements

CHAMONIX
de notre envoyé spécial

Avant même la remise au ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, du rapport d'enquête intermédiaire sur l'incendie dans le tunnel du Mont-Blanc qui, le 24 mars, a fait au moins 40 morts, de nouveaux faits éclairent les circonstances du drame et font apparaître des dysfonctionnements du côté italien de l'ouvrage. Selon nos informations, les responsables italiens du tunnel auraient reconnu, devant des membres de la commission d'enquête, que leur système de détection incendie avait mal fonctionné. En temps normal, ce système réagit dès que la température dépasse 50 degrés à l'intérieur du tunnel. Il semblerait que, le jour de l'incendie, il n'ait rien détecté d'anormal.

Entendus mardi 6 avril, les Italiens auraient également admis avoir été alertés par le régulateur français. Celui-ci, chargé dans le poste de commandement de surveiller les écrans vidéo qui retransmettent en boucle les images des quarante caméras installées dans le tunnel, aurait déclenché l'alerte après avoir constaté un taux d'enfumage supérieur à la normale. Il aurait simultanément appelé son homologue italien pour lui demander de fermer les barrières du péage (*Le Monde* du 6 avril).

SOUPÇONS SUR LE CAMION

Dans un premier temps, la société concessionnaire italienne avait affirmé avoir été alertée par un usager italien et n'avait jamais évoqué ce coup de téléphone. Interrogé par *Le Monde*, Franco Colombo, vice-président de la société concessionnaire italienne, s'est refusé à tout commentaire, se contentant d'affirmer qu'*« il y a eu* [entre les sociétés française et italienne] *une pleine convergence dans l'évaluation de ce qui s'est passé »*.

De source proche de l'enquête, on juge cette polémique *« stérile »*. Selon les premiers éléments en possession de la police judiciaire, il semblerait que la procédure d'alerte a été *« respectée »* du côté français du tunnel. La commission rogatoire internationale en cours en Italie devra préciser si tel a été le cas de l'autre côté du tunnel. Un membre de la commission d'enquête va plus loin encore. *« A une ou deux minutes près, les deux côtés du tunnel ont été alertés et ont alors réagi très vite,* nous a-t-il expliqué. *Dès que l'incident a été constaté, les barrières de péage ont été fermées. Les systèmes de surveillance et de sécurité installés dans le tunnel ont fonctionné normalement et ont permis une réaction rapide de part et d'autre. Il n'y a donc pas eu de problème au niveau de l'alerte, mais l'incendie a eu une ampleur jamais vue jusque-là. »*

Sur place, les difficiles opérations de *« récupération »* des restes des victimes de l'incendie se poursuivaient, vendredi 9 avril, et devaient s'achever durant le week-end. Jusqu'à présent, seules six victimes ont été formellement identifiées. De source judiciaire, on admet que les travaux d'identification devraient prendre plusieurs semaines.

Pour la première fois depuis le début de l'enquête, Rémy Chardon, président de la société des Autoroutes et Tunnel du Mont-Blanc (ATMB), et Gilbert Roubach, son directeur général, ont été entendus, jeudi 8 avril, à titre de témoins. D'autre part, des enquêteurs sont partis pour Göteborg, en Suède, au siège du constructeur Volvo. Les policiers seraient en effet en possession d'informations selon lesquelles des camions du même modèle que celui impliqué dans l'incendie du Mont-Blanc auraient déjà pris feu dans le passé.

Acacio Pereira

Découverte d'une nouvelle cache d'explosifs de l'ETA

PRÈS de 350 kilogrammes d'explosifs et 42 kilogrammes de soufre ainsi que de fausses plaques minéralogiques françaises ont été découverts, vendredi 9 avril, à Boucau (Pyrénées-Atlantiques), par les policiers dans une cache attribuée à l'organisation séparatiste basque ETA. Cette prise fait suite à une première opération menée, dimanche 4 avril, à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), au cours de laquelle les enquêteurs avaient mis la main sur plus d'une tonne de produits explosifs, une trentaine de lance-roquettes et des pistolets automatiques et des grenades. Les deux caches avaient été louées par la même personne, une femme se présentant sous le faux nom de Catherine Cabaret mais qui serait en réalité Laurence Guimont, une militante française de la cause basque. Selon des sources proches de l'enquête, ces deux découvertes pourraient indiquer que la trêve décrétée unilatéralement en Espagne par l'ETA, le 17 septembre 1998, ne serait qu'une décision de façade.

DÉPÊCHES

■ **ACCIDENT : un carambolage sur l'autoroute A 1, dans le sens Paris-Lille à hauteur de Feuillères, près de Péronne (Somme),** a fait, samedi 10 avril, en tout début de matinée, une quarantaine de blessés, dont quatre sont atteints grièvement. L'accident a impliqué sept voitures, un poids lourd et un autocar, qui transportait des personnes âgées belges. Les causes de cet accident ne sont pas encore connues. – *(AFP.)*

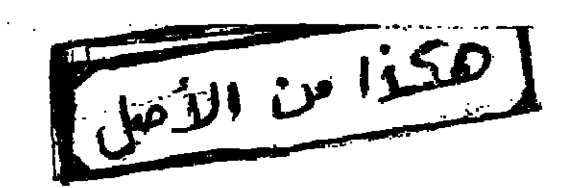
■ **JUSTICE : Mme Lucette Michaux-Chevry, présidente du conseil régional de la Guadeloupe et sénateur (RPR), a été renvoyée,** jeudi 8 avril, devant le tribunal correctionnel de Paris pour *« usage de faux »* par la juge d'instruction parisienne Edith Boizette. Elle est soupçonnée d'avoir produit un faux lors d'un procès en diffamation intenté, en 1995, contre deux organes de presse.

■ **CORSE : le sénateur (DVD) de Corse-du-Sud, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, a été condamné,** vendredi 9 avril, par le tribunal correctionnel d'Ajaccio à un an de prison avec sursis, 50 000 francs d'amende et deux ans de privation de droits civiques pour avoir employé fictivement un salarié lorsqu'il était président du Parc naturel régional de la Corse. Son avocat a annoncé qu'il ferait appel du jugement.

■ **FAIT-DIVERS : quatre voitures et une moto ont été incendiées à Paris,** dans le 18e arrondissement, dans la soirée du vendredi 9 avril, après la mort, la veille, d'un jeune homme qui s'était *« tiré lui-même une balle »*, selon la police. Fofana S., dix-neuf ans, qualifié de *« forcené »* par les policiers, avait manifesté, dans un square, *« des intentions suicidaires »*, alors qu'il était armé. Un policier de la brigade anti-criminalité (BAC) avait ceinturé le jeune homme. Un coup de feu était parti, blessant l'un de ses amis. Ignorant que le jeune homme était lui aussi touché, les policiers l'avaient conduit dans leurs locaux, où il est décédé d'une hémorragie interne. Les déclarations des policiers ont été corroborées par des témoins.

■ **BANQUE : le PDG de la Société générale, Daniel Bouton,** a laissé entendre, vendredi 9 avril sur LCI, qu'il quitterait son groupe en cas de réussite des offres publiques d'échange de la BNP, actuellement en cours sur le capital de la Société générale et de Paribas. *« Si c'est pour monter le "SBP",* a-t-il affirmé en évoquant le mariage à trois proposé par la BNP, *je me transforme en jardinier ! »*

Tirage du *Monde* daté samedi 10 avril 1999 : 514 758 exemplaires. 1 -



(Publicité)

هكذا من الأصل